

RES PUBLICA

Tijdschrift voor Politologie
Revue de Science Politique
Belgian Journal of Political Science

INHOUD - SOMMAIRE - CONTENT

Les élections législatives du 24 novembre 1991. Analyse des résultats par W. FRAEYS	131-153
De personale keuze bij de parlementsverkiezingen van 24 november 1991, door E. DAS	155-173
'Agenda setting' in de verkiezingscampagne van november 1991 in Vlaanderen, door B. MADDENS	175-208
L'Abstentionnisme électoral et vote blanc et nul en Belgique, par J. ACKAERT, e.a.	209-226
Het effect van in- en uittrede bij stemverschuivingen. Een statistische analyse, toegepast op gegevens uit Limburg, door J. BILLIET	227-244
De provincieraadsverkiezingen van 24 november 1991 door M. BRANS	245-262
De sociale verkiezingen van 1991, door G. TEGENBOS	263-274
Bibliography of the 1991 general elections	275-277

Les analyses de William Fraeys des résultats des élections en Belgique.

I. Les élections législatives

- 1961 : Les résultats des élections législatives du 26 mars 1961. *Res Publica*, 1961, n° 4, p. 388-403.
- 1965 : Les résultats des élections législatives du 23 mai 1965. *Res Publica*, 1966, n° 1, p. 133-146.
- 1968 : Les élections du 31 mars 1968. *Res Publica*, 1969, n° 1, p. 271-292.
- 1971 : Analyse des résultats des élections législatives du 7 novembre 1971. *Res Publica*, 1972, n° 2, p. 383-398.
- 1974 : Les élections législatives du 10 mars 1974. *Res Publica*, 1974, n° 3-4, p. 517-536.
- 1977 : Les élections législatives du 17 avril 1977. Analyse des résultats. *Res Publica*, 1977, n° 3, p. 495-513.
- 1978 : Les élections législatives du 17 décembre 1978. Analyse des résultats. *Res Publica*, 1979, n° 2, p. 309-328.
- 1981 : Les élections législatives du 8 novembre 1981. Analyse des résultats. *Res Publica*, 1982, n° 1, p. 129-149.
- 1985 : Les élections législatives du 13 octobre 1985. Analyse des résultats. *Res Publica*, 1986, n° 2, p. 213-233.
- 1987 : Les élections législatives du 13 décembre 1987. Analyse des résultats. *Res Publica*, 1988, n° 1, p. 3-24.

II. Les élections européennes

- 1979 : Les élections européennes de 1979. Analyse des résultats. *Res Publica*, 1979, n° 3, p. 411-426.
- 1984 : Les élections européennes de 1984. Analyse des résultats pour la Belgique. *Res Publica*, 1984, n° 5, p. 587-601.
- 1989 : Les élections européennes de 1989. Analyse des résultats pour la Belgique. *Res Publica*, 1989, n° 4, p. 551-564.

III. Les élections communales

- 1976 : Les élections communales de 10 octobre 1976. *Res Publica*, 1976, n° 3-4, p. 427-444.

P.S. Autres analyses des élections communales :

- 1982 : D. VAN DE WAUWER, Les élections communales du 10 octobre 1982. Analyse des résultats. *Res Publica*, n° 2-3, p. 377-389.
- 1988 : J. ACKAERT, De gemeenteraadsverkiezingen van 9 oktober 1988. *Res Publica*, n° 3, p. 359-384.

Les élections législatives du 24 novembre 1991

Analyse des résultats

par **William FRAEYS**,

Ingénieur Commercial U.L.B.

Dès la soirée du 24 novembre, les résultats des élections législatives furent interprétés comme le signe d'une gifle donnée par une partie de l'opinion, non seulement aux partis de la majorité sortante, mais à l'ensemble de la classe politique. Référence fut rapidement faite au scrutin de 1936 qui vit l'entrée en force de Rex sur la scène parlementaire. Ce jugement porté "à chaud" au vu des premiers résultats n'était pas globalement erroné, mais l'analyse menée avec quelques semaines de recul permet sans doute de le nuancer. C'est dans cette optique que nous voudrions introduire notre étude, devenue classique ¹, du résultat des élections récentes, avant d'en faire l'analyse plus en détail tant au niveau national qu'à celui des cantons flamands, wallons et bruxellois.

Une élection de rejet ?

La participation électorale ², mesurée par le pourcentage des bulletins déposés par rapport aux électeurs inscrits, atteint 92,72% pour l'ensemble du pays. Ce pourcentage se situe exactement au niveau de la moyenne des scrutins des trente dernières années et est supérieur à celui des trois élections européennes. L'obligation légale de participer au scrutin explique évidemment ces chiffres élevés, mais la modicité ou même l'absence de sanctions auraient pu inciter un nombre plus élevé d'électeurs à s'abstenir de se rendre aux bureaux de vote. On ne peut donc pas déduire des chiffres de participation électorale un élément nouveau de lassitude de l'opinion.

Sur 100 bulletins déposés, 6,97 portaient un vote blanc ou nul. La moyenne sur les onze scrutins législatifs organisés depuis 1961 est de 7,21%; celle des trois élections européennes est de 10,57%. Ceux des électeurs qui voulaient manifester leur mécontentement ne l'ont donc pas fait en déposant un bulletin blanc ou volontairement annulé.

L'opposition ou le rejet marqué par une partie du corps électoral s'est exprimé en ne votant pas pour les partis de la majorité sortante qui perd 7,99% des voix ³, mais en ne renforçant pas non plus l'opposition "traditionnelle", les libéraux re-

(1) Voir la liste des analyses, consacrées aux onze élections législatives qui se sont déroulées depuis 1961, ainsi qu'aux trois scrutins européens à la page précédente.

(2) Sauf indication contraire, tous les chiffres cités concernent la Chambre des Représentants.

(3) Même 10,15% si on y ajoute la Volksunie qui avait fait partie de la majorité, jusqu'aux toutes dernières semaines.

culant globalement de 0,84%. Si l'on considère l'ensemble, politiquement hétéroclite, des partis d'extrême gauche, communistes compris, des partis de droite et d'extrême droite ⁴ des petites listes, celle de M. Van Rossem comprise et des Ecologistes, c'est-à-dire de tous ceux qui n'ont jamais, ou quasi jamais ⁵, fait partie de la majorité, on constate que 22,45% des suffrages leur sont destinés, contre 11,63% en 1987, mais contre 19,24% aux élections européennes de 1989.

Mesurée par ces chiffres, l'ampleur du rejet de la classe politique traditionnelle apparaît beaucoup moins prononcée qu'on ne l'avait indiqué au soir du 24 novembre : certes, un électeur sur 10 a agi dans ce sens par rapport à 1987, mais le résultat particulièrement élevé réalisé par les Ecologistes en 1989 (13,86%) et qui n'est pas renouvelé en 1991, limite à 3,21% le nombre d'électeurs qui se sont écartés depuis 2 ans des partis toujours ou parfois associés au pouvoir.

1991 comparable à 1936?

Il a été dit que les élections de 1991 rappelaient celles de 1936. Certains traits communs peuvent être soulignés, mais de profondes divergences existent néanmoins.

Aux élections de 1936, comparées à celles de 1932, les trois familles traditionnelles perdent ensemble 16,60% des voix, donc près du double du recul de 1991 ; Rex recueillait 11,49% des voix et le V.N.V. progressait de 1,20%, soit une avancée de l'extrême droite de 12,69%, contre 5,75% pour le Vlaams Blok et les listes d'extrême droite en 1991. Il n'y avait évidemment pas de listes Ecologistes en 1936, mais le recul Socialiste de 4,76% était accompagné d'un progrès Communiste 3,25%, ce qui n'est pas du tout le cas en 1991, où les listes situées à gauche des Socialistes sont, non seulement en recul, mais ne représentent même plus 1% des votes valables.

Enfin, l'ampleur des variations électorales, que nous mesurons traditionnellement par "le taux de mobilité externe" ⁶, a été plus élevée en 1936 qu'en 1991 : 16,85 électeurs sur 100 en 1936, contre 12,28 en 1991. En outre, en 1936 le mouvement était nettement plus élevé en Wallonie qu'en Flandre, ce qui ne fut pas le cas lors du dernier scrutin.

Quelques remarques préliminaires.

1. Nous nous limiterons à examiner les résultats en voix pour la Chambre des Représentants. Comme à chaque scrutin, les résultats pour la Chambre et ceux pour le Sénat sont quasi identiques. Certes, l'influence locale de certaines candidats peut occasionner des différences de pourcentages de voix pour l'une ou l'autre assemblée ⁷ mais pour l'ensemble du pays, les écarts ne sont jamais su-

(4) Vlaams Blok compris.

(5) Les Communistes ont fait partie de la majorité dans l'immédiat après-guerre.

(6) Nous appelons "taux de mobilité externe", la demi-somme des valeurs absolues des différences de pourcentages obtenus par les diverses listes ou groupes de listes lors de deux scrutins consécutifs.

(7) Ainsi, dans l'arrondissement de Bruxelles, le C.V.P. recueille 13,70% des voix au Sénat, où se présentait M. Martens, contre 12,33% à la Chambre. Dans les cantons formant l'arrondissement de Charleroi (partie de l'arrondissement électoral sénatorial de Charleroi-Thuin), le P.S.C. mené par M. Maystadt obtient 27,23% au Sénat, contre 17,42% à la ..

périeurs à 0,31% des votes valables pour une même liste. Une analyse qui porterait sur chacune des deux assemblées tiendrait donc de la tautologie. Cette compensation de voix, entre Chambre et Sénat, malgré l'influence des personnalités, marginalise l'impact que ces dernières exercent sur le résultat total des diverses listes.

2. Nous utiliserons les résultats officieux complets publiés dès le lendemain du scrutin. Les différences avec les résultats officiels, disponibles beaucoup plus tard, ne sont pas significatives⁸.
3. Nous examinerons d'abord les résultats au niveau de l'ensemble du pays et ensuite respectivement à celui des cantons flamands, wallons et bruxellois. Nous soulignerons, à chacun de ces niveaux, les caractéristiques qui leur sont propres.
4. Nos comparaisons porteront évidemment sur les élections législatives de 1991 et de 1987, mais nous rapprocherons ces résultats de ceux des élections européennes de 1989. Nous pensons, en effet, que l'électeur belge utilise beaucoup plus ces dernières pour porter un jugement sur la politique intérieure que pour sanctionner l'action de ses représentants au Parlement européen. Dès lors, pour nous, les élections de 1989 apparaissent comme une sorte de très vaste et très complet "sondage" de l'opinion à mi-course de la législature. Certes, des précautions doivent être prises, les Ecologistes recueillant plus d'audience aux "européennes" qu'aux législatives et les partis communautaires, comme la Volksunie, étant dans la situation inverse. Il n'empêche que pour plusieurs partis, le résultat de juin 1989 préfigurait déjà celui de 1991 et que, dès lors, les variations entre 1987 et 1991 en apparaissent moins amples. Nous pensons que les hommes politiques, d'une part, et les commentateurs, de l'autre, ont trop négligé cet aspect des choses lors de leurs commentaires dans les jours qui suivirent le 24 novembre.

I. Les résultats pour l'ensemble du pays

A. Les résultats en voix

Nous avons déjà souligné que la participation électorale, mesurée par la proportion de bulletins déposés par rapport aux électeurs inscrits, et les bulletins blancs et nuls, se situaient dans les normes habituelles des scrutins législatifs.

L'analyse peut donc être menée au départ des votes valables.

Au niveau de l'ensemble du pays, le commentaire ne peut porter que sur les listes qui se présentent dans les trois groupes de cantons : flamands, wallons et bruxellois, et sur les résultats des "familles" ou "tendances" politiques dont chacune des composantes est confrontée au choix des électeurs dans deux des trois groupes de cantons. Comparer, en effet, le résultat d'une liste qui a pour corps électoral les cantons flamands et bruxellois d'une part, à une autre qui se présente

/. Chambre. Il en est de même pour les autres partis : le P.S. obtient au Sénat 42,04% à Tournai-Ath-Mouscron, contre 37,74% à la Chambre grâce à M. Spitaels, le P.V.V. 26,69% à la Chambre (M. Verhofstadt) à Gand-Eeklo, contre 23,28% au Sénat, le S.P. 29,72% au Sénat à Louvain (M. Tobback), contre 25,32% à la Chambre. M. Van Rossem atteint 8,07% des voix à la Chambre à Anvers, contre 6,49% pour sa liste au Sénat.

(8) Pour les élections de 1987, le nombre de votes valables recensés lors des résultats officiels, diffère de 3.995 de celui du résultat officieux. Par liste, les rares différences de pourcentages n'excèdent jamais 0,02%. De plus, même dans les résultats officiels, il reste des différences qui ne peuvent provenir que d'erreurs de comptages : ainsi, en 1987, il a été déposé 1.197 bulletins de plus au Sénat qu'à la Chambre.

en Wallonie et à Bruxelles d'autre part, sans tenir compte du nombre d'électeurs dans l'une et l'autre circonscription, serait fausser la comparaison. Les électeurs inscrits dans des cantons flamands représentent, en effet, 59,02% (58,63% en 1987) du total national, contre 31,34% (31,20% en 1987) pour les wallons et 9,64% (10,17% en 1987) pour les cantons bruxellois⁹.

Le tableau I regroupe les résultats au niveau national.

Les listes *d'extrême gauche* et les *Communistes* ne représentent plus que 0,89% des votes valables, en recul de 1,19% par rapport à 1987. On peut dire que ce courant d'opinion n'existe quasi plus au niveau électoral.

Les *Socialistes* recueillent 25,46% des suffrages. Il redeviennent ainsi la première famille politique du pays, mais sont en recul de 5,08% par rapport à 1987. Ce mouvement était déjà annoncé par leur résultat aux élections européennes, où ils recueillaient 26,91% des voix. Par rapport à 1989, le repli est donc de 1,45%. La position de première famille politique du pays est évidemment due au résultat du P.S. dans les cantons wallons, puisqu'aussi bien en Flandre qu'à Bruxelles, les Socialistes sont devancés par d'autres listes.

Les *Sociaux-chrétiens* arrivent en deuxième position. Avec 24,55% des voix, ils reculent moins que les Socialistes si on compare leur résultat à celui de 1987 (-2,91%), mais ils avaient progressé aux élections européennes et, dès lors, leur recul par rapport à 1989 est nettement plus sévère (-4,67%). Les variations de voix, tant par rapport aux législatives qu'aux européennes sont quasi exclusivement dues au C.V.P., les résultats du P.S.C. variant peu entre 1987 et 1991. Avec un résultat global inférieur à 25%, le courant social-chrétien est à son minimum historique de toute l'histoire électorale belge.

Les *Libéraux* ne profitent guère de leur passage dans l'opposition. S'ils redressent un peu leur situation par rapport aux élections européennes (+2,34%), ils se retrouvent à 0,84% au-dessous de leur niveau de 1987. Le recul est totalement dû au P.R.L., puisque le P.V.V. progresse, encore que très légèrement.

La situation des *Ecologistes* doit être décrite avec nuance. Globalement, en effet, ce courant politique recueille 9,93% des voix, en progrès de 2,88% par rapport à 1987, mais sans parvenir au niveau européen de 13,86%. En 1985 et 1987 déjà, les Ecologistes se situaient au-dessous de leur niveau européen antérieur, mais cette fois l'écart est plus considérable. D'autre part, la quasi totalité du progrès par rapport à 1987 est dû à Ecolo, Agalev, au contraire, ne progressant que très faiblement.

Les *listes communautaires*¹⁰ sont en recul de près de 2%. Elle recueillent 7,42% des voix, contre 9,41% en 1987. Traditionnellement moins soutenues aux élections européennes, elles y obtenaient 6,85% des suffrages. Le recul est exclusivement dû à la Volksunie, puisque le F.D.F. et les listes wallonnes se maintiennent aux environ de 1,50%.

(9) Le mouvement d'augmentation relative du corps électoral flamand se poursuit d'élection en élection et le recul bruxellois s'accroît. Il y a 20 ans, les électeurs inscrits flamands, wallons et bruxellois, représentaient respectivement : 55,20%, 32,18% et 12,62%. Il y a 10 ans : 57,64%, 31,58% et 10,78%.

(10) Jusqu'à ce jour, nous avons classé le Vlaams Blok dans le groupe des listes communautaires. Il n'est plus guère possible de maintenir cette option. Nous rangerons désormais le Vlaams Blok dans l'extrême droite, tout en sachant qu'une fraction de son électorat, sans doute en provenance de la Volksunie, réagit encore d'abord en fonction des problèmes communautaires.

TABLEAU I
Ensemble du pays

	Elections législatives de 1991 et de 1987 Résultats pour la Chambre des Représentants				Elections européennes
	1991		1987		1989
	Nombres absolus	%	Nombres absolus	%	
Electeurs inscrits	7.144.884		7.044.211		7.096.273
Bulletins déposés	6.624.696	92,72	6.573.045	93,31	90,73%
Blancs et nuls	462.034	6,97	431.833	6,57	8,38%
Votes valables	6.162.662	93,03	6.141.212	93,43	91,62%
1. Extrême gauche (1)	48.705	0,80	76.604	1,25	1,12%
2. Communistes	5.713	0,09	51.074	0,83	-
3. Socialistes		(25,46)		(30,54)	(26,91%)
P.S.	831.206	13,49	961.429	15,66	14,48%
S.P.	737.573	11,97	913.975	14,88	12,43%
4. Sociaux-chrétiens		(24,55)		(27,46)	(29,22%)
P.S.C.	476.740	7,74	491.839	8,01	8,08%
C.V.P.	1.036.043	16,81	1.194.687	19,45	21,14%
5. Libéraux		(20,12)		(20,96)	(17,78%)
P.R.L.	501.644	8,14	577.897	9,41	7,18%
P.V.V.	737.988	11,98	709.137	11,55	10,60%
6. Ecologistes		(9,93)		(7,05)	(13,86%)
Ecolo	312.623	5,07	157.985	2,57	6,29%
Agalev	299.589	4,86	275.307	4,48	7,57%
7. F.D.F. et listes wallonnes	94.567	1,53	83.730	1,36	1,46%
8. Volksunie	363.121	5,89	494.229	8,05	5,39%
9. Vlaams Blok	405.281	6,58	116.410	1,90	4,09%
10. Rossem	198.192	3,22	-	-	-
11. Divers	12.014	0,19	17.808	0,29	0,17%
12. Divers droite (2)	22.484	0,36	6.452	0,10	-
13. Extrême droite (3)	79.179	1,28	12.649	0,21	-

(1) Listes P.O.S.-S.A.P., P.T.B.-P.V.D.A. et Regebo

(2) Listes U.D.R.T., B.E.B., P.C.S.-V.C.D. et P.V.C.S.

(3) Listes F.N., P.F.N.-P.C.N., F.N.B.B. et Agir.

Pour la première fois depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les listes de *droite* et d'*extrême droite* atteignent un niveau significatif. L'ensemble formé par le Vlaams Blok, les divers droite et l'extrême droite recueille, en effet, 8,22% des votes valables, contre 2,21% en 1987, et déjà 4,09% aux élections européennes. La caractéristique de ce courant politique est d'être représenté quasi exclusive-

ment par le Vlaams Blok en Flandre et par un ensemble de listes diverses en Wallonie et à Bruxelles (Front national, Parti des forces nouvelles, Agir...).

Le succès plus large qu'attendu de la liste *Rossem* sera examiné au niveau des cantons flamands et bruxellois.

Les listes *diverses*, sans réelle couleur politique, restent tout à fait marginales (0,19%).

Après avoir examiné les résultats des principaux partis, nous voudrions rappeler, dans une perspective plus longue, l'évolution des tendances politiques du pays. Nous choisirons les scrutins de référence en raison des maxima ou minima de certaines familles politiques ou en raison de ruptures nettes intervenues dans l'évolution de certaines listes.

Le tableau II regroupe et compare les résultats des trois "familles" traditionnelles de la politique belge : socialiste, sociale-chrétienne et libérale.

TABLEAU II

Résultat des trois "familles" traditionnelles en % des votes valables
Ensemble du pays

	Socialistes	Sociaux-chrétiens	Libéraux	Total
1950	35,53	47,68	12,00	95,21
1965	28,28	34,48	21,61	84,37
1987	30,54	27,46	20,96	78,96
1989 (Élections européennes)	26,91	29,22	17,78	73,91
1991	25,46	24,55	20,12	70,13

L'élection de 1950 marque le résultat le plus élevé pour les trois familles et le record historique des Sociaux-chrétiens. Ensemble, les trois familles recueillaient 95,21% des suffrages. Le paysage politique était, à l'époque, caractérisé par deux grands partis et un parti d'appoint.

Les élections de 1965, tenues au terme de quatre années de gouvernement social-chrétien-socialiste (Lefèvre-Spaak) et marquées par la transformation du Parti Libéral en P.L.P., s'ouvrant aux chrétiens, sont demeurées celles de la grande rupture : la Belgique est entrée dans l'ère d'un système basé sur trois partis d'importance relative peu éloignée.

Les élections subséquentes, 1987-1989 et surtout 1991, verront le recul continu de l'ensemble des trois familles traditionnelles ; celles-ci dépassent à peine 70% en 1991.

Cet ensemble est aujourd'hui formé de trois groupes qui réalisent des résultats forts proches les uns des autres.

Les Socialistes obtiennent le pourcentage le plus élevé, tant en 1987 qu'en 1991, mais ne devancent actuellement les Libéraux que de quelque 5%. Les Sociaux-chrétiens, à leur minimum historique, atteignent à peine plus de la moitié de leur résultat de 1950. En quarante ans, cette famille a quasi perdu un électeur sur deux.

Le tableau III complète la description du paysage électoral belge, puisqu'il ajoute les résultats des diverses listes à celui des trois familles traditionnelles. Il y est

fait référence aux élections de 1971, marquées par la poussée des listes communautaires.

Tant les trois familles traditionnelles que les listes communautaires régressent aux élections de 1991. Ce recul profite en partie aux Ecologistes qui gagnent 2,88% des voix, mais surtout aux listes de droite et d'extrême droite qui progressent de plus de 6% et aux "divers" dont la liste Rossem constitue l'essentiel.

Les élections récentes sont évidemment marquées par une poussée vers la droite du corps électoral belge. Bien que les notions "Gauche", "Centre" et "Droite" soient équivoques et puissent porter à discussion, elles recouvrent tout de même encore une signification suffisante pour être l'objet d'une analyse chiffrée.

TABLEAU III
Pourcentages de voix par groupes de parts
En % des votes valables
Ensemble du pays

	Trois familles traditionnelles	Listes communautaires	Ecologistes	Communistes et Extrême gauche	Divers droite et Extrême droite	Autres
1965	84,37	9,36		5,03		1,24
1971	73,74	22,34		3,11		0,81
1987	78,96	9,41 (1)	7,05	2,08	2,21	0,29
1991	70,13	7,42	9,93	0,89	8,22	3,41 (2)

(1) Le Vlaams Blok recueillait 1,90% des suffrages. Nous l'avions classé dans notre analyse de 1987 parmi les listes "communautaires". Il est ici classé, tant en 1987 qu'en 1991, dans la rubrique "Divers droite" et "Extrême droite".

(2) Dont "Rossem": 3,22%.

Nous classons sous le vocable "gauche": les listes d'extrême gauche, les Communistes, les Socialistes et les Ecologistes; sous le vocable "centre": les Sociaux-chrétiens, la Volksunie, le F.D.F., les divers (y compris Rossem) et sous le vocable "droite": les Libéraux, le Vlaams Blok, les divers droite et l'extrême droite. Si ce classement est accepté, entre les élections de 1987 et celles de 1991, la "gauche" perd 3,39% des voix, le centre 1,78% et la droite en gagne 5,17%. Même si notre classement ne correspond pas totalement à la réalité, il nous paraît demeurer que le balancier électoral belge, à l'instar de celui de plusieurs pays européens, se déplace actuellement vers la droite.

Nous avons déjà indiqué que le taux de mobilité externe était plus faible en 1991 qu'il ne l'avait été en 1936. Avec une valeur de 12,28, il situe au 5e rang de l'histoire électorale belge: supérieur à celui de 1985 et 1987, il est inférieur à celui de 1981 et à celui de 1965. De plus, nous verrons que l'amplitude de variation se marque surtout en Flandre et à Bruxelles.

B. La composition des Assemblées

Les tableaux IV et V reprennent les résultats des élections, exprimés en sièges, tant pour la Chambre et le Sénat, que pour les Conseils de communautés et de régions.

A la *Chambre*, le *Parti Socialiste* perd 5 sièges et le *S.P.* 4. Avec 63 élus au total, les Socialistes demeureront néanmoins plus nombreux que les Sociaux-chrétiens.

Les *Sociaux-chrétiens* limitent leurs pertes à 5 sièges, dont 4 pour le *C.V.P.* et 1 pour le *P.S.C.* Avec 57 sièges au total, les Sociaux-chrétiens n'occuperont qu'un peu plus d'un quart des bancs de l'hémicycle, eux qui eurent la majorité absolue en 1950 et la frochèrent en 1958.

TABLEAU IV
Composition de la Chambre et du Sénat

	Chambre		Sénat	
	1991	1987	1991	1987
Socialistes				
P.S.	35	40	30	36
S.P.	28	32	26	29
Sociaux-chrétiens				
C.V.P.	39	43	36	39
P.S.C.	18	19	16	16
Libéraux				
P.R.L.	20	23	18	21
P.V.V.	26	25	22	18
Ecologistes				
Ecolo	10	3	11	3
Agalev	7	6	8	5
F.D.F.	3	3	2	2
Volksumie	10	16	8	13
Vlaams Blok	12	2	6	1
Rossem	3		1	
Front National	1		-	
	212	212	184(1)	183

(1) Il y avait 1 siège de sénateur provincial en plus à pourvoir (Province de Limbourg).

Les *Libéraux* cèdent ensemble 2 sièges. Ceci résulte d'une perte de 3 élus pour le *P.R.L.* et d'un gain d'un pour le *P.V.V.* L'écart recommence à se creuser entre les deux ailes de la famille libérale. Il y a aujourd'hui 6 élus *P.V.V.* de plus qu'au *P.R.L.* En 1985, les députés *P.R.L.* avaient été, exceptionnellement, majoritaires dans leur famille.

Les *Ecologistes* seront 17 à siéger à la *Chambre*, contre 9 dans le Parlement sortant : si le gain n'est que d'un siège pour *Agalev*, *Ecolo* emporte 7 nouveaux sièges. Cette famille sera la quatrième de la *Chambre*, dépassant les représentations de toutes les autres listes non traditionnelles.

Le *F.D.F.* se maintient au niveau de 3 élus.

La *Volksumie* perd 6 sièges et avec 10 élus, elle se situe à un niveau inférieur à toutes les élections depuis 1961. Les députés de ce parti seront moins nombreux que ceux du *Vlaams Blok*.

Le *Vlaams Blok* obtient, en effet, 12 élus, soit 10 de plus qu'en 1987. Il réalise ainsi le gain de sièges le plus important des présentes élections.

Les listes *Rossem* totalisent 3 élus. Il était arrivé très rarement que des listes présentées par une personne isolée, en dehors d'un courant politique pré-existant, parviennent à franchir le seuil de la Chambre ¹¹, mais l'obtention immédiate de 3 sièges est un phénomène nouveau.

Enfin, le *Front national* décroche 1 siège grâce à son résultat dans le Brabant où il dépasse 40.000 voix et n'est donc pas loin d'un deuxième siège.

Dans notre système de représentation proportionnelle, les mouvements exprimés en sièges traduisent fidèlement les mouvements en voix. Il peut cependant y avoir de légers décalages suivant les hasards de la dévolution du dernier siège. De plus, lorsqu'un parti obtient ce dernier siège dans plusieurs provinces, il sait que sa représentation en est d'autant plus fragile en cas de recul lors d'une élection subséquente. Aux élections de 1991, le P.S. obtient le dernier siège dans 4 provinces, la *Volksunie* dans 2 et les P.R.L., *Vlaams Blok* et S.P. dans une.

Au *Sénat* les mouvements de sièges suivent moins directement les variations des suffrages des électeurs en raison de l'attribution des sièges de sénateurs provinciaux et cooptés. Néanmoins les tendances générales sont les mêmes qu'à la Chambre : perte de sièges pour les *Socialistes* (P.S.: -6 ; S.P.: -3), perte pour les *Sociaux-chrétiens* (C.V.P.: -3, statu quo P.S.C.) recul pour le P.R.L. (-3), mais avance pour le P.V.V. (+4). Les *Ecologistes* progressent de 11 sièges (8 pour Ecolo et 3 pour Agalev). Le F.D.F. se maintient à 2 sièges. La *Volksunie* perd 5 sièges, tandis que le *Vlaams Blok* progresse de 5 élus. Les listes *Rossem* décrochent 1 élu au *Sénat*, phénomène exceptionnel pour ce type de liste. Le dernier siège d'élu direct est dévolu au P.S. dans 3 provinces et une fois chacun aux P.S.C., C.V.P., Ecolo, Agalev, P.V.V. et S.P.

L'arithmétique parlementaire peut se résumer à quelques constatations : la majorité des deux tiers n'est acquise à aucun groupe de 2 familles quelles qu'elles soient ; il faut pratiquement une tripartite traditionnelle pour la réaliser.

La majorité simple catholique-libérale n'existe pas à la Chambre et il lui manque 1 voix au *Sénat*. *Socialistes* et *Libéraux* dépassent la majorité simple de 4 voix au *Sénat* et de 3 à la Chambre. *Socialistes* et *Sociaux-chrétiens* dépassent cette majorité de 13 voix à la Chambre et de 15 au *Sénat*.

Le nombre d'électeurs nécessaires pour élire un député varie fort de parti à parti. En 1991, il oscille entre 23.748 pour 1 élu P.S. et 66.064 voix pour un élu "*Rossem*". Les 125 députés néerlandophones sont élus, en moyenne, par 30.222 électeurs, tandis que les 87 francophones le sont par 26.184 voix. Il y a à ce phénomène deux raisons.

La première réside dans le fait que le nombre de sièges par arrondissement est basé sur le nombre d'habitants et non pas sur le nombre d'électeurs inscrits : les provinces où résident plus d'étrangers et celles où le nombre de Belges de moins de 18 ans est plus élevé, sont donc proportionnellement plus représentées. Ainsi, il y a aujourd'hui dans l'arrondissement de Bruxelles, 1 siège pour 29.264 électeurs inscrits, contre 32.447 pour les arrondissements wallons et 35.820 pour les arrondissements flamands. Une adaptation du nombre de sièges entre les arrondissements a lieu tous les 10 ans. Les résultats du dernier recensement de la population ont été connus trop tard pour être pris en compte pour une adaptation du nombre de sièges. Celle-ci aurait augmenté légèrement le nombre de sièges flamands, au détriment des 2 autres régions.

(11) Ce fut le cas en 1939 de la liste "Technocrates" menée à Anvers par M. Frenssen.

La seconde raison du nombre différent de voix pour obtenir un élu réside dans le mécanisme de dévolution des sièges et notamment dans la règle du quorum qui favorise les grands partis. C'est ainsi qu'il suffit de 23.748 voix pour un élu P.S., 25.082 pour un P.R.L., 26.341 pour un S.P. et 26.565 pour un C.V.P., tandis qu'un élu Ecolo le doit à 31.262 électeurs, un Agalev à 42.798, un F.N. à 64.993 et un député de la liste Rossem à 66.064 suffrages.

La composition des Conseils de communautés et régions est donnée au tableau V.

TABLEAU V
Composition des Conseils de Communautés et de Régions
Elections de 1991

	Communauté française	Région wallonne	Conseil flamand
Socialistes	53	47	42
Sociaux-chrétiens	27	24	59
Libéraux	29	20	39
F.D.F.	4	—	—
Volksunie	—	—	15
Vlaams Blok	—	—	17
Ecologistes	16	13	12
Rossem	—	—	4
Front National	1	—	—
	130	104	188

Tant à la région wallonne, qu'à la communauté française, les Socialistes, sans y disposer de la majorité absolue, sont quasi incontournables. A la région wallonne, il faudrait un accord de trois autres groupes pour obtenir une majorité, tandis qu'à la communauté française, la seule majorité alternative devrait grouper Sociaux-chrétiens, Libéraux et Ecologistes. On sait que l'exécutif formé au début de 1992, groupe le P.S. et le P.S.C. qui dispose ainsi d'une large majorité: 80 sièges sur 130.

La situation est plus floue au Conseil flamand, mais le C.V.P. y apparaît tout de même comme le noyau de toute coalition: il peut seul former une majorité avec un seul autre parti: le S.P. ou le P.V.V.

Les Socialistes ou les Libéraux ont besoin d'un troisième parti — qui doit disposer d'au moins 14 sièges, ce qui exclut Agalev — pour former une majorité.

La législation actuelle prévoit que, jusqu'au plus tard en octobre 1992, l'Exécutif flamand est composé à la proportionnelle. Si la loi n'est pas modifiée avant l'expiration de ses effets, la question du choix de la majorité se posera alors dans les mêmes termes que pour les 2 autres assemblées régionale et communautaire.

II. Les résultats par régions

A. Les cantons flamands

Dans les cantons flamands, c'est-à-dire ceux des quatre provinces flamandes et de l'arrondissement de Louvain, auxquels s'ajoutent les cinq cantons flamands de l'arrondissement de Bruxelles (Asse, Hal, Lennik, Meise et Vilvorde), la participation électorale a été de 94,28%, soit du même ordre de grandeur qu'en 1987. Cette participation demeure traditionnellement la plus élevée des trois régions du pays.

Les bulletins blancs et nuls s'élèvent à 6,50%, contre 6,47% en 1987. Il n'y a donc pas eu de volonté renforcée de voter "blanc" ou d'annuler les bulletins.

Les résultats des diverses listes sont repris au tableau VI.

L'électorat flamand a fortement varié dans ses choix politiques. Le taux de mobilité externe atteint en effet 13,88, soit le chiffre maximum des vingt dernières années et environ le double de la moyenne calculée sur cette même période. En 1987, au contraire, ce taux était particulièrement bas : 3,94. Ce sont évidemment les succès importants du Vlaams Blok et de la liste Rossem, avec en contrepartie les reculs sévères du C.V.P., du S.P. et de la Volksunie, qui expliquent ce taux élevé de variabilité des choix électoraux. Il est possible que des mouvements internes et compensatoires s'ajoutent aux transferts directs des partis en recul vers les partis en progrès, mais nous ne pensons pas qu'ils ont été nombreux.

Les listes d'*extrême gauche* reculent de 0,53% et n'atteignent plus que 0,86%. Ce recul doit être rapproché de l'absence de listes communistes qui obtenaient encore 0,45% en 1987. La régression totale est donc proche de 1%. Ce courant d'opinion est donc dénué de signification sur le plan électoral.

Les *Socialistes* connaissent avec 4,79% le recul le plus sévère de toutes les formations politiques. Au niveau de 19,39%, le S.P. est à son minimum historique de toute la période du suffrage universel. Ce recul socialiste était déjà largement anticipé lors des élections européennes, puisqu'il ramenait ce parti de 24,18% en 1987 à 20,16% en 1989.

Le recul socialiste est général dans toute la Flandre, mais est cependant plus important dans les provinces d'Anvers (-5,78%) et de Flandre occidentale (-5,39%), que dans celles du Limbourg (-3,76%) et de Flandre orientale (-4,44%). Le recul est le plus réduit dans l'arrondissement de Louvain (-1,63%), sans doute en raison de la personnalité de M. Tobback.

Les *Sociaux-chrétiens* connaissent, avec 4,52%, le recul de deuxième ampleur des diverses listes. Avec 26,87% des voix, le C.V.P. est également à son minimum historique depuis 1919 et à moins de la moitié de ses meilleurs résultats. Contrairement aux Socialistes, le C.V.P. avait progressé entre 1987 et les élections européennes de 1989, de sorte que le recul en deux ans en est d'autant plus sévère : 7,10%. Le recul Social-chrétien est particulièrement élevé à Louvain (-6,89%) et dans la province d'Anvers (-6,33%), plus modéré en Flandre orientale (-4,19%) et au Limbourg (-3,26%) et le plus faible en Flandre occidentale (-2,58%).

Les *Libéraux* progressent très faiblement (+0,58%). Au niveau de 19,04%, le P.V.V. obtient néanmoins son second meilleur résultat de toute l'histoire électorale et talonne de fort près le S.P. pour la place de second parti flamand. Le P.V.V. ayant reculé entre 1987 et 1989, le redressement par rapport aux élections européennes est de 2,22%.

TABLEAU VI
Cantons flamands

	Elections législatives de 1991 et de 1987 Résultats pour la Chambre des Représentants				Elections européennes
	1991		1987		1989
	Nombres absolus	%	Nombres absolus	%	
Electeurs inscrits	4.217.054		4.130.008		4.174.499
Bulletins déposés	3.975.701	94,28	3.909.736	94,67	92,51%
Blancs et nuls	258.482	6,50	252.990	6,47	8,28%
Votes valables	3.717.219	93,50	3.656.746	93,53	91,72%
1. Extrême gauche	32.145	0,86	50.668	1,39	1,29%
2. Communistes	—	—	16.510	0,45	—
3. S.P.	720.825	19,39	884.194	24,18	20,16%
4. C.V.P.	998.709	26,87	1.147.767	31,39	33,97%
5. P.V.V.	707.940	19,04	675.166	18,46	16,82%
6. Agalev	290.272	7,81	268.061	7,33	12,20%
7. Volksunie	347.303	9,34	472.752	12,93	8,55%
8. Vlaams Blok	383.441	10,32	110.533	3,02	6,33%
9. Rossem	189.434	5,10	—	—	—
10. Listes francophones	24.303	0,65	22.989	0,63	0,67%
11. Divers	8.771	0,24	6.845	0,19	0,01%
12. Divers droite	12.182	0,33	372	0,01	—
13. Extrême droite	1.894	0,05	889	0,02	—

Les Libéraux progressent nettement plus au Limbourg (+ 2,22%) que dans les deux Flandres (+ 0,58% en orientale et + 0,83% en occidentale) et qu'à Louvain (+ 0,80%). Ils reculent faiblement dans la province d'Anvers (- 0,23%).

Les écologistes d'Agalev progressent à peine (+ 0,48%). Ils se différencient ainsi très nettement de leurs homologues d'Ecolo. Ils sont loin de reproduire leur succès des élections européennes où ils obtenaient 12,20% des voix. Ce résultat divergent d'Agalev d'une part et d'Ecolo de l'autre, nous incite à penser qu'une partie des électeurs wallons et bruxellois qui ont rejoint Ecolo, étaient plus des citoyens mécontents, ne voulant plus voter pour les partis traditionnels, que de réels partisans de la pensée écologique. Les correspondants flamands ont choisi qui le Vlaams Blok, qui la liste Rossem, pour exprimer leur mécontentement. Agalev progresse de 0,5% à 1% dans les deux Flandres, au Limbourg et à Louvain, mais recule dans la province d'Anvers.

La Volksunie subit un recul sévère. Elle perd 3,59% des suffrages par rapport à 1987, mais se redresse par rapport aux élections européennes où elle est, il est vrai, traditionnellement faible. Avec 9,34% des voix, la Volksunie rétrograde au cinquième rang des partis flamands, se retrouve sous tous ses niveaux depuis 1965 et légèrement au-dessous de la moitié de son sommet de 1971. En vingt ans, cette formation aura donc perdu la moitié de son audience électorale.

Le recul de la Volksunie est général en Flandre. Il est le plus élevé dans la province d'Anvers (-4,42%), d'ampleur quasi égale au Limbourg (-3,68%) et en Flandre orientale (-3,46%) et légèrement plus faible à Louvain (-2,98%) et en Flandre occidentale (-2,68%).

Vainqueur indiscutable des élections en Flandre, le *Vlaams Blok* progresse de 7,30%, dépasse la Volksunie et se hisse au quatrième rang des partis flamands. Son succès était déjà largement anticipé aux élections européennes où il atteignait 6,33% des voix. En deux ans, le progrès de ce parti est donc d'environ 4%. Le succès du *Vlaams Blok* nous paraît résulter de la conjonction de deux phénomènes : une poussée de l'extrême droite dans l'ensemble du pays, mais qui en Flandre s'est concentrée exclusivement sur ce parti et un regroupement des Flamands les plus nationalistes déçus par la participation gouvernementale de la Volksunie. Ceci seul peut expliquer que le *Vlaams Blok* dépasse le niveau de 10% des voix, alors que l'extrême droite n'atteint pas 2,5% en Wallonie et, hors *Vlaams Blok*, frôle les 6% à Bruxelles.

Le *Vlaams Blok* progresse évidemment partout en Flandre. Ses progrès sont le plus net dans la province d'Anvers (+10,75%), en Flandre orientale (+7,02%). Ils sont du même ordre de grandeur au Limbourg (+5,73%) et à Louvain (+5,44%) et plus faibles en Flandre occidentale (+4,21%).

Notons que dans le canton d'Anvers, le *Vlaams Blok* recueille 25,48% des voix. Un électeur anversoïis sur quatre a donc voté pour ce parti. Il faut remonter aux années 1936-1939, pour voir le V.N.V. dépasser de tels pourcentages dans certains cantons flamands.

La liste *Rossem* recueille 5,10% des suffrages valables. Ce résultat est considérable pour une liste qui se présentait pour la première fois, sans être la traduction d'un courant d'opinion pré-existant. Il traduit, peut-être plus encore que le succès du *Vlaams Blok*, l'insatisfaction de l'électeur vis-à-vis des formations traditionnelles. Dans un pays où le vote n'aurait pas été obligatoire, il est vraisemblable que nombre des électeurs qui ont voté "*Rossem*", n'auraient pas participé au scrutin. Il est curieux de noter que ces derniers, une fois dans l'isoloir, ont préféré cette liste à un vote volontairement blanc ou nul.

La liste *Rossem* atteint 7,16% des voix dans la province d'Anvers (avec un maximum de 9,64% dans le canton de Westerlo), 5,33% en Flandre occidentale, 5,08% à Louvain, 4,16% en Flandre orientale et 2,50% au Limbourg. Le seul précédent historique est la liste "*Technocrates*" menée par M.Frenssen en 1939 dans le seul arrondissement d'Anvers et y recueillant 5,28% des voix.

Les listes diverses (0,24%), divers droite (0,33%) et extrême droite (0,05%) sont en progrès de 0,40% mais ne méritent guère de commentaire spécial.

En rapprochant, province par province, les résultats des partis qui gagnent des voix et ceux des listes qui en perdent, il n'apparaît pas une vision claire des sens de transferts. Dans la province d'Anvers, tous les partis, y compris *Agalev*, perdent des voix au profit des deux seuls vainqueurs : le *Vlaams Blok* et "*Rossem*".

Ailleurs, il semble qu'à un recul important de la Volksunie (Flandre orientale) corresponde un progrès élevé du *Vlaams Blok*. La perte élevée du S.P. en Flandre occidentale (-5,39%) correspond à un bon résultat de *Rossem* (+5,33%), mais le recul prononcé du C.V.P. de Louvain va lui aussi de pair avec à la fois une avance du *Vlaams Blok* et de *Rossem*. Au Limbourg, où le progrès du P.V.V. est le plus net (+2,22%), le résultat de *Rossem* est le plus faible (+2,50%).

Il nous paraît que, tant le C.V.P. que le S.P. et la Volksunie, ont chacun perdu des voix et en faveur du Vlaams Blok et en faveur de Rossem, le C.V.P. nourrissant sans doute la faible avance du P.V.V. et la Volksunie perdant plus en direction du Vlaams Blok que de Rossem.

B. Les cantons wallons

Dans les cantons wallons, c'est-à-dire ceux des quatre provinces wallonnes et de l'arrondissement de Nivelles, la participation électorale s'est élevée à 91,67%, soit en recul de 0,87% par rapport à 1987, mais fort proche de la moyenne des trente dernières années et supérieure à celles des trois scrutins européens.

Les bulletins blancs et nuls atteignent 8%, soit une hausse de 1,32% par rapport à 1987. Ce taux est légèrement supérieur à la moyenne des trente dernières années, mais inférieur à celui des élections européennes.

Contrairement à la Flandre, quelques milliers d'électeurs wallons auront sans doute manifesté leur opposition en déposant un bulletin blanc ou volontairement annulé.

Les résultats électoraux des cantons wallons sont repris au tableau VII.

Notons tout d'abord que l'ampleur des variations électorales est beaucoup plus faible qu'en Flandre. Le taux de mobilité externe s'établit à 9,79, soit le quatrième en ampleur des 8 scrutins organisés depuis 20 ans, mais néanmoins supérieur à celui de 1987 (5,91).

TABLEAU VII
Cantons wallons

	Elections législatives de 1991 et de 1987				Elections
	Résultats pour la Chambre des Représentants				européennes
	1991		1987		1989
	Nombres absolus	%	Nombres absolus	%	
Electeurs inscrits	2.238.886		2.198.059		2.214.210
Bulletins déposés	2.052.308	91,67	2.034.144	92,54	89,65%
Blancs et nuls	164.250	8,00	135.785	6,68	8,52%
Votes valables	1.888.058	92,00	1.898.359	93,32	91,48%
1. Extrême gauche	13.124	0,70	19.371	1,02	0,82%
2. Communistes	5.713	0,30	30.572	1,61	-
3. P.S.	739.505	39,17	834.233	43,94	41,53%
4. P.S.C.	425.647	22,54	439.769	23,17	23,21%
5. P.R.L.	374.122	19,82	421.803	22,22	16,96%
6. Ecolo	255.664	13,54	122.773	6,47	15,97%
7. F.D.F. et R.W.	23.099	1,22	15.680	0,83	1,09%
8. Divers	2.224	0,12	7.340	0,38	0,42%
9. Divers droite	4.217	0,22	6.080	0,32	-
10. Extrême droite	44.743	2,37	738	0,04	-

Les listes d'*Extrême gauche* totalisent 0,70% des voix et le parti *Communiste* recueille 0,30% des suffrages. Reculant de 1,63% par rapport à 1987, ce courant d'opinion ne représente plus que 1% de l'électorat wallon.

Le parti *Socialiste* demeure de très loin la première force politique de Wallonie. Il totalise 39,17% des voix, en recul de 4,77% par rapport à 1987, mais de 2,36% seulement en comparaison des élections européennes de 1989. A ce niveau d'audience, le P.S. se situe légèrement au-dessous de son résultat de 1985, mais au-dessus de ceux de toutes les élections depuis 1965. Rappelons que le maximum historique des Socialistes a été de 51,28% en 1925 et de près de 50% en 1954.

Le recul Socialiste est le plus élevé dans l'arrondissement de Nivelles (-7,66%), compris entre 4 et 5% dans les provinces de Liège, Namur et de Hainaut et le plus réduit dans la province de Luxembourg (-2,11%).

Le parti *Social-chrétien*, qui était resté quasi stationnaire entre les élections de 1987 et le scrutin européen de 1989, subit un léger recul (-0,63%) qui le ramène à 22,54% des suffrages wallons. Ce niveau se situe très légèrement au-dessous de la moyenne des résultats sociaux-chrétiens depuis 1965 et quelque 11,5% au-dessous du maximum historique de 1958 (34,22%). Le recul du P.S.C. est donc beaucoup plus réduit, sur une longue période, que celui de son homologue flamand.

Le P.S.C. recule dans le Hainaut (-1,85%), dans le Luxembourg (-1,27%), réalise un quasi statu quo à Liège et dans l'arrondissement de Nivelles, mais progresse de 1,35% dans la province de Namur.

Le P.R.L. recule de 2,40% des voix par rapport à 1987, mais se redresse de 2,86% par rapport à son faible résultat aux européennes. Totalisant 19,82% des suffrages, le P.R.L., à l'inverse du P.V.V. en Flandre, se situe au-dessous de la moyenne de ses résultats depuis 1965 et à quelque 6,86% plus bas que son sommet de 1968 (26,68%).

Les Libéraux reculent dans toutes les provinces wallonnes. La perte est la plus faible dans le Hainaut (-0,88%), de moyenne ampleur au Luxembourg (-2,60%) et à Liège (-2,96%), plus élevée à Namur (-4%) et la plus forte dans l'arrondissement de Nivelles (-4,87%).

L'indéniable vainqueur des élections en Wallonie, c'est *Ecolo* qui progresse de 7,07% pour atteindre 13,54%. Ce niveau est évidemment le plus élevé de tous ceux obtenus lors d'élections législatives mais se situe malgré tout sous celui réalisé lors du dernier scrutin européen (15,97%). Les votes d'opposition aux partis traditionnels ont, en Wallonie, pris beaucoup plus largement la direction des listes écologiques que de celles de l'extrême droite et il n'existait pas de solution alternative du type des listes "Rossem".

Ecolo progresse dans toute la Wallonie et ses progrès sont assez semblables de province à province : les plus élevés en Hainaut (+8,21%), supérieurs à 7% à Nivelles (+7,04%), ils sont de 6,40% à Namur, 6,29% à Liège et de 5,70% au Luxembourg.

Le F.D.F. et son allié, le P.P.W. totalisent 1,22% des voix, en progrès de 0,39% par rapport à 1987.

Les listes *diverses* recueillent 0,12% des voix et celles des *divers droite* obtiennent 0,22%. Il n'y a donc rien de comparable au succès de "Rossem" en Flandre.

Les listes d'*extrême droite* totalisent 2,37%, soit quelque 45.000 voix pour l'ensemble des cantons wallons. Ces voix se concentrent essentiellement sur le Front National (31.459 suffrages), qui atteint ses meilleurs résultats dans l'arrondisse-

ment de Nivelles (3,61%) et dans le Hainaut (1,55%) et sur la liste "Agir" qui se présentait dans le seul arrondissement de Liège et y recueillait 11.189 voix (3,39% des suffrages), en supplantant le Front National (1,48% des voix). Dans cet arrondissement, l'extrême droite y représentait donc un peu moins de 5%, ce qui est peu par rapport au résultat du Vlaams Blok à Anvers et inférieur à ce que les cantons bruxellois ont apporté à l'ensemble extrême droite et Vlaams Blok réunis.

Il paraît clair que les trois partis traditionnels auront perdu des voix au profit d'Ecolo. Les pertes plus élevées qu'ailleurs enregistrées par le P.R.L. à Namur et à Nivelles devraient avoir profité au P.S.C. dans le premier cas, à des listes de droite ou d'extrême droite dans le second.

C. Les cantons bruxellois

Nous classons sous le vocable "cantons bruxellois" les huit cantons¹² qui englobent les 19 communes de l'agglomération bruxelloise. Trois d'entre eux ne comprennent que des communes de cette agglomération, tandis que les cinq autres voient s'y ajouter des communes appartenant à la région flamande. Aucune commune wallonne n'y figure.

Ces cantons, pour la première fois de l'histoire électorale belge, représentent moins de 10% de l'ensemble des électeurs inscrits du pays. Il y a 20 ans, ils en représentaient 12,62%.

Dans ces cantons, la participation électorale ne fut que de 86,61%, contre 87,85% en 1987. La participation est, en outre, toujours plus faible à Bruxelles qu'elle ne l'est en Flandre ou en Wallonie. Par contre, le pourcentage des bulletins blancs et nuls est légèrement inférieur à ce qu'il était il y a 4 ans (6,59% contre 6,84%). Le pourcentage des bulletins valables par rapport aux électeurs inscrits s'établit ainsi à 80,90% en 1991, contre 81,84% en 1987, mais seulement 76,54% aux élections européennes. Il faut donc constater que seuls quelques milliers d'électeurs auront marqué leur opposition par un refus d'aller voter.

Les variations d'opinion sont traditionnellement plus élevées à Bruxelles qu'ailleurs dans le pays. Il en est encore ainsi à cette élection : le taux de mobilité externe atteint 15,08, soit le chiffre le plus élevé des 3 régions. Ce taux est le quatrième en importance de ceux enregistrés à Bruxelles depuis 20 ans, et seulement légèrement supérieur à la moyenne calculée sur cette période.

Les listes d'*extrême gauche* recueillent 0,62% des votes valables, soit 0,18% de moins qu'en 1987. Il faut cependant ajouter que le Parti communiste, qui obtenait 0,99% en 1987, ne présentait plus de liste en 1991. Le recul cumulé est donc de 1,17%.

La famille *Socialiste* régresse de 7,31% par rapport à 1987, mais son recul était déjà annoncé aux élections européennes. Par rapport à celles-ci, la perte atteint 2,56%. Les Socialistes représentent 18,41% de l'électorat. Ils ont dépassé 45% en 1954. Le recul socialiste est dû à la fois au P.S. (-5,23%) et au S.P. (-2,08%).

(12) Bruxelles, Anderlecht, Ixelles, Molenbeek, St. Gilles, St. Josse, Schaerbeek et Uccle. Les 19 communes totalisent environ 82% des électeurs inscrits de ces huit cantons.

TABLEAU VIII
Cantons bruxellois

	Elections législatives de 1991 et de 1987 Résultats pour la Chambre des Représentants				Elections européennes
	1991		1987		1989
	Nombres absolus	%	Nombres absolus	%	
Electeurs inscrits	688.944		716.144		707.564
Bulletins déposés	596.687	86,61	629.165	87,85	83,78%
Blancs et nuls	39.302	6,59	43.058	6,84	8,64%
Votes valables	557.385	93,41	586.107	93,16	91,36%
1. Extrême gauche	3.436	0,62	4.706	0,80	0,83%
2. Communistes	—	—	5.851	0,99	—
3. Socialistes		(18,41)		(25,72)	(20,97%)
P.S.	85.891	15,41	120.952	20,64	17,43%
S.P.	16.748	3,00	29.781	5,08	3,54%
4. Sociaux-chrétiens		(15,48)		(16,54)	(17,84%)
P.S.C.	48.949	8,78	49.997	8,53	9,71%
C.V.P.	37.334	6,70	46.920	8,01	8,13%
5. Libéraux		(27,05)		(31,07)	(25,79%)
P.R.L.	120.724	21,66	148.116	25,27	20,29%
P.V.V.	30.048	5,39	33.971	5,80	5,50%
6. Ecologistes		(11,07)		(6,77)	(16,48%)
Ecolo	52.418	9,40	32.415	5,53	13,82%
Agalev	9.317	1,67	7.246	1,24	2,66%
7. F.D.F et listes wallonnes	66.458	11,93	64.153	10,94	11,55%
8. Volksunie	15.818	2,84	21.477	3,66	2,80%
9. Vlaams Blok	21.840	3,93	5.877	1,00	3,12%
10. Rossem	8.758	1,57	—	—	—
11. Divers	1.019	0,18	3.621	0,63	0,62%
12. Divers droite	6.085	1,09	—	—	—
13. Extrême droite	32.542	5,83	11.024	1,88	—

Les Socialistes francophones, avec 15,41% des voix, réalisent un résultat proche de leur moyenne depuis la présentation de listes linguistiquement séparées (1968): ils ont obtenu trois fois un résultat supérieur et quatre fois un moins bon score.

Les Socialistes flamands se retrouvent au-dessous des niveaux atteints depuis 1981. Il faut, en outre, souligner que le recul du P.S. est plus net à Bruxelles¹³ qu'en Wallonie, sauf à Nivelles, tandis que la régression du S.P. est moins nette dans la capitale qu'en région flamande, Louvain excepté.

La famille *Sociale-chrétienne* recule de 1,06% par rapport à 1987, mais de 2,36% par rapport aux élections européennes. Le recul est exclusivement dû au C.V.P. (-1,31%), puisque le P.S.C. avance légèrement (+0,25%). Au niveau de 6,70%, le C.V.P. est à son minimum historique, bien qu'ayant moins reculé que dans la région flamande. Le P.S.C. est, lui aussi, à un niveau très bas, puisqu'il se situe sous tous les résultats antérieurs, à l'exception de 1987. La régression chrétienne, vue sur une longue période, est inférieure à celle des Socialistes : le maximum atteint par les Chrétiens fut, en effet, de 34,68% en 1950.

La famille *libérale* recule elle aussi. Elle atteint 27,05%, contre 31,07% en 1987, soit une perte de 4,02%. Les libéraux se redressent cependant par rapport aux élections européennes (+1,26%).

Ce qui est caractéristique à Bruxelles, c'est que le recul libéral est dû à la fois au P.R.L. (-3,61%) et au P.V.V. (-0,41%). Le premier recule plus fortement qu'en région wallonne, alors que le second qui progressait légèrement en Flandre, enregistre une légère perte à Bruxelles. Le résultat libéral, sans reproduire le maximum de 33,45% réalisé en 1965, se situe cependant à un niveau assez élevé dans l'ensemble de ceux réalisés à Bruxelles.

Les *Ecologistes* progressent de 4,30% mais, avec 11,07%, ils sont nettement au-dessous de leur résultat européen de 1989. Le progrès est beaucoup plus net pour Ecolo (+3,87%) que pour Agalev (+0,43%). A cet égard, Bruxelles ne se différencie pas du reste du pays.

Le *Vlaams Blok* progresse de 2,93% par rapport à 1987, mais seulement de 0,81% par rapport à 1989. Le progrès du Vlaams Blok est beaucoup plus faible à Bruxelles qu'il ne l'est en Flandre. Un élément d'explication doit être recherché dans le succès des autres listes d'extrême droite qui progressent, elles, de 4% environ. La composante extrême droite n'a pas, comme en Flandre, pleinement profité au Vlaams Blok, qui a sans doute surtout attiré des électeurs flamands réagissant aux questions communautaires.

La liste *Rossem* atteint 1,57% des voix.

Les listes *diverses* et *divers droite* sont en progrès et atteignent ensemble 1,27% des suffrages.

Les listes d'*extrême droite* font une indéniable percée. Elles progressent de 3,95% et atteignent 5,83%. Sur les 32.542 électeurs qui ont voté pour cette tendance, la quasi totalité l'ont fait en faveur du Front National (31.747 suffrages).

Si l'on totalise le pourcentage du Vlaams Blok et celui des autres listes de l'extrême droite, on obtient un pourcentage de 9,76%, soit légèrement moins qu'en région flamande (10,37%), mais beaucoup plus qu'en Wallonie (2,37%). Il est cependant sans doute abusif d'assimiler *tous* les électeurs du Vlaams Blok à des adhérents des idées d'extrême droite, ce qui explique une part des différences de niveaux atteints par ce courant d'opinion dans les trois régions.

(13) Le P.S. obtient cependant un résultat de 1,68% meilleur au Sénat qu'à la Chambre pour l'ensemble de l'arrondissement de Bruxelles.

Il est de tradition de comparer, pour les cantons bruxellois, les résultats des listes francophones, néerlandophones et bilingues. Jusqu'aux élections de 1987, les listes bilingues avaient tendance à perdre de l'importance. Ce n'est plus le cas en 1991, si l'on considère que les listes Front National (N.F.-F.N.) et Rossem appartiennent à cette catégorie. A elles deux, elles totalisent 7,27% des voix. Ce classement admis, les listes francophones représentent 67,3%, contre 72,2% en 1987, les listes flamandes 23,8% contre 24,8% et les listes bilingues 8,9% contre 3,0%. Si l'on se limite aux listes linguistiquement bien déterminées, les listes francophones représentent 73,9% de ce sous-ensemble, contre 74,4% en 1987. La variation de pourcentage est donc faible, mais va dans le sens d'un recul francophone. Rappelons que ceci ne mesure pas le pourcentage d'électeurs de l'une et l'autre communauté dans les 19 communes, puisque les huit cantons comprennent également une quinzaine de communes de la région flamande où la proportion d'électeurs francophones est évidemment moindre.

Un élément politique particulier qui a été commenté largement, fut la présence du Premier Ministre, M. Martens, en tête de la liste C.V.P. au Sénat dans l'arrondissement de Bruxelles. Y a-t-il eu un "Effet Martens" à Bruxelles et si oui, de quelle ampleur? Le moyen le plus précis de le mesurer est, non pas de dénombrer les votes de préférence, mais de comparer le résultat du C.V.P. au Sénat d'une part, à la Chambre de l'autre et de rapprocher ceux-ci des résultats dans les deux assemblées de quelques autres listes. On se fait ainsi une idée du nombre d'électeurs qui auront voté pour le C.V.P. au Sénat, attiré par la présence de M. Martens et pour une autre liste à la Chambre ¹⁴.

Au niveau de l'arrondissement, le C.V.P. recueille 11.390 voix de plus au Sénat qu'à la Chambre. A contrario, le P.S.C. en récolte 6.588 de moins et le seul parti flamand dont le résultat sénatorial est inférieur au résultat à la Chambre, le P.V.V. en obtient 5.426 de moins. L'"Effet Martens" peut donc être *estimé* à quelque 11.500 voix, dont quelque 6.500 viendraient du P.S.C. et 5.000 du P.V.V. Au niveau des huit cantons, cet "Effet" s'établit à environ 9.000 voix, dont quelque 6.000 en provenance du P.S.C.

III. La représentativité des diverses listes

Nous avons déjà souligné que le nombre d'électeurs inscrits était beaucoup plus élevé dans les cantons flamands que dans les cantons wallons et, à fortiori, que dans les huit cantons bruxellois. Il n'est donc pas correct de comparer le nombre absolu de suffrages obtenus par les partis flamands d'une part et par les listes francophones de l'autre. La seule comparaison possible est de rapporter le nombre de voix recueillies par les divers partis, au nombre de votes valables émis dans les arrondissements où ces partis présentaient des candidats. C'est ce que nous avons fait au tableau IX et que nous appelons le "taux de représentativité".

Nous ne l'avons fait que pour les listes qui se présentaient dans l'ensemble des arrondissements, soit flamands, soit wallons et dans l'arrondissement de Bruxelles. Comparer les résultats de celles-ci à ceux d'une liste qui ne se présenterait que dans quelques arrondissements, voire dans un seul, aurait quelque chose d'un peu artificiel. Les partis qui ne se présentent qu'aux suffrages d'un nombre limité

(14) Ce que nous ne saurons jamais c'est combien d'électeurs, habituellement non C.V.P., auront voté au Sénat pour M. Martens et, par cohérence, également C.V.P. à la Chambre. Compte tenu du résultat peu brillant du C.V.P. à Bruxelles, il ne doit pas y en avoir beaucoup.

d'électeurs, choisissent évidemment les endroits où leur représentativité est la plus forte.

TABLEAU IX

Taux de représentativité
Nombre de voix par rapport au total des votes valables des arrondissements
où la liste se présentait

	Arrondissements wallons et Arrondissement de Bruxelles		Arrondissements flamands et Arrondissement de Bruxelles	
Votes valables	2.685.895		4.274.604	
P.S.	831.206	30,95%		
S.P.			737.573	17,25%
P.S.C.	476.740	17,75%		
C.V.P.			1.036.043	24,24%
P.R.L.	501.644	18,68%		
P.V.V.			737.988	17,26%
Ecolo	312.623	11,64%		
Agalev			299.589	7,01%
Volksunie			363.121	8,49%
Vlaams Blok			405.281	9,48%

Le *Parti Socialiste* (P.S.) est de loin celui dont la représentativité est la plus forte. Il recueille les votes de 30,95% des électeurs face auxquels il présentait des candidats. Ce taux est néanmoins en recul de 4,40% par rapport à 1987.

Le *C.V.P.* est le second parti dans le classement de la représentativité. Il totalise 24,24% des suffrages, contre 28,16% en 1987.

Quatre partis ont des taux de représentativité fort proches : dans l'ordre le *P.R.L.* (18,68%, en baisse de 2,57%), le *P.S.C.* (17,75%, en baisse de 0,33%), le *P.V.V.* (17,26%, en hausse de 0,55%) et le *S.P.* (17,25%, en recul de 4,29%).

Ecolo dépasse le seuil des 10%, avec un taux de représentativité de 11,64% (en progrès de 5,83%), tandis que le *Vlaams Blok* atteint 9,48%, réalisant le plus grand progrès (+6,74%).

La *Volksunie*, au contraire, chute de 3,16%, passant de 11,65% à 8,49%.

Agalev, enfin, améliore très faiblement son résultat : 7,01% contre 6,49%.

IV. Conclusions

Organisées au terme d'une législature presque complète, mais dont la fin fut marquée par la résurgence des problèmes communautaires et par le départ des Ministres de la *Volksunie*, les élections du 24 novembre 1991 resteront caractérisées par la sanction infligée par une fraction de l'opinion, non seulement aux partis de la majorité, mais à l'ensemble des "familles" traditionnelles.

L'opposition des électeurs mécontents ne s'est manifestée, ni par une moindre participation électorale, phénomène assez normal dans un pays où le vote est obligatoire, ni par une augmentation des bulletins blancs et nuls. Les chiffres de 1991

sont, à ce double point de vue, fort proches de la moyenne de ceux des trente dernières années.

L'opposition s'est d'abord marquée par des variations élevées du choix des électeurs, sans toutefois dépasser l'ampleur des mouvements rencontrés lors de quelques consultations antérieures. Le taux de mobilité externe, tel que nous le calculons, se situe au 5^e rang des 22 niveaux recensés depuis l'instauration du suffrage universel en Belgique. Cette année, le taux fut le plus élevé à Bruxelles, ce qui est traditionnel, mais également nettement supérieur en Flandre à ce qu'il a été en Wallonie, ce qui est assez rare.

L'opposition s'est ensuite concrétisée par un recul des quatre partis de la majorité d'environ 8% et même de 10% si on y inclut la Volksunie qui fit partie du Gouvernement jusqu'aux toutes dernières semaines avant la dissolution des Chambres. Ce recul d'une majorité sortante n'est pas un phénomène exceptionnel ; ce qui l'est plus, c'est que cette régression ne profite pas, globalement, à la troisième famille traditionnelle, en l'occurrence les Libéraux. Il résulte de ce recul simultané des trois familles traditionnelles, que celles-ci ne totalisent plus qu'environ 70% des votes valables, soit le moins bon résultat de toute l'histoire électorale belge.

Les formations politiques qui progressent sont, d'une part les Ecologistes, d'autre part, les listes d'extrême droite. Ecolo améliore nettement ses résultats en Wallonie et à Bruxelles, sans toutefois atteindre le niveau obtenu aux élections européennes de 1989, tandis qu'Agalev ne progresse que faiblement. Au contraire, le vainqueur des élections en région flamande, est sans conteste le Vlaams Blok, de même que les listes "Rossem" qui attirent quelque 5% des mécontents.

Si le courant d'extrême gauche a quasi disparu de l'éventail politique belge, les partis d'extrême droite y font une percée. L'ensemble formé par le Vlaams Blok et les listes ouvertement d'extrême droite recueillent un peu moins de 8% dans l'ensemble du pays. Il est vraisemblable cependant que *tous* les électeurs du Vlaams Blok ne sont pas des adhérents des idées d'extrême droite, mais qu'une fraction d'entre eux sont attirés par les prises de positions autonomistes flamandes. Nous pouvons, dès lors, évaluer la force électorale réelle de l'extrême droite entre 6 et 7%, ce qui est beaucoup plus qu'en 1987, mais ce qui ne constitue pas un record par rapport à d'autres pays européens.

Les votes d'opposants sans orientation politique bien nette, dont les listes Rossem totalisent l'essentiel, s'élèvent à quelque 3%, ce qui est nouveau pour la Belgique. Dans un pays à vote facultatif, nombre de ces électeurs seraient sans doute restés chez eux.

Ceci étant, et pour autant que ces notions aient encore tout leur sens, le balancier électoral belge s'est déplacé de quelque 5% vers la droite, aux dépens de la gauche pour plus de 3% et du centre pour un peu moins de 2%.

Parlementairement parlant, la situation est claire à la Région wallonne et à la Communauté française où le Parti Socialiste, de loin le plus important, est quasi incontournable. Elle est au contraire beaucoup plus floue du côté flamand où le recul du C.V.P. et la dispersion des forces politiques rendent possibles divers types de coalitions.

Summary: The general elections of 1991 in Belgium

Organized after an almost complete term of office, but the end of which was marked by the resurgence of the community-linked problems and by the departure of the Ministers of the Volksunie, the parliamentary elections of 24th November 1991 will remain characterized by the punishment inflicted by a part of the voters, not only on the majority's parties, but also on the traditional parties as a whole.

The opposition of the dissatisfied voters did not show itself either in a reduced participation to the vote, a rather normal phenomenon in a country where voting is compulsory, or in a rise of the blank and spoilt ballot papers. The 1991 figures are, in these respects, very similar to the average figures of the last thirty years.

The opposition was first characterized by high variations in the choice of the voters, which did not, however, exceed the size of the movements noticed at previous elections. The rate of external mobility, as computed by us, is ranked fifth among the 22 levels that have been counted since universal suffrage has been introduced in Belgium. In 1991, this rate was the highest in Brussels, which is traditional, but it was also considerably higher in Flanders than in the Walloon Region, which quite seldom happens.

Then, the opposition found expression in a setback for the four ruling parties. This setback amounted to about 8% and even 10% if account is taken of the Volksunie which was part of the Government until the very last weeks before the dissolution of the Houses of Parliament. Such a setback for an outgoing majority is not exceptional; a more unusual phenomenon lies in the fact that this decline was not profitable, on the whole, to the third traditional "family", i.e. the Liberals. As a result of this simultaneous setback for the three traditional families, these total only about 70% of the valid votes, which is the worst result of the whole Belgian electoral history.

The political formations that are progressing are the Ecologists, on the one hand, and the far-right lists, on the other hand. Ecolo improves its results considerably in the Walloon Region and in Brussels, without however reaching the level obtained at the 1989 European elections, while Agalev only registers a slight progress.

On the contrary, the winner of the elections in the Flemish Region, is unquestionably the Vlaams Blok, as well as the "Rossem" lists that draw some 5% of the angry voters.

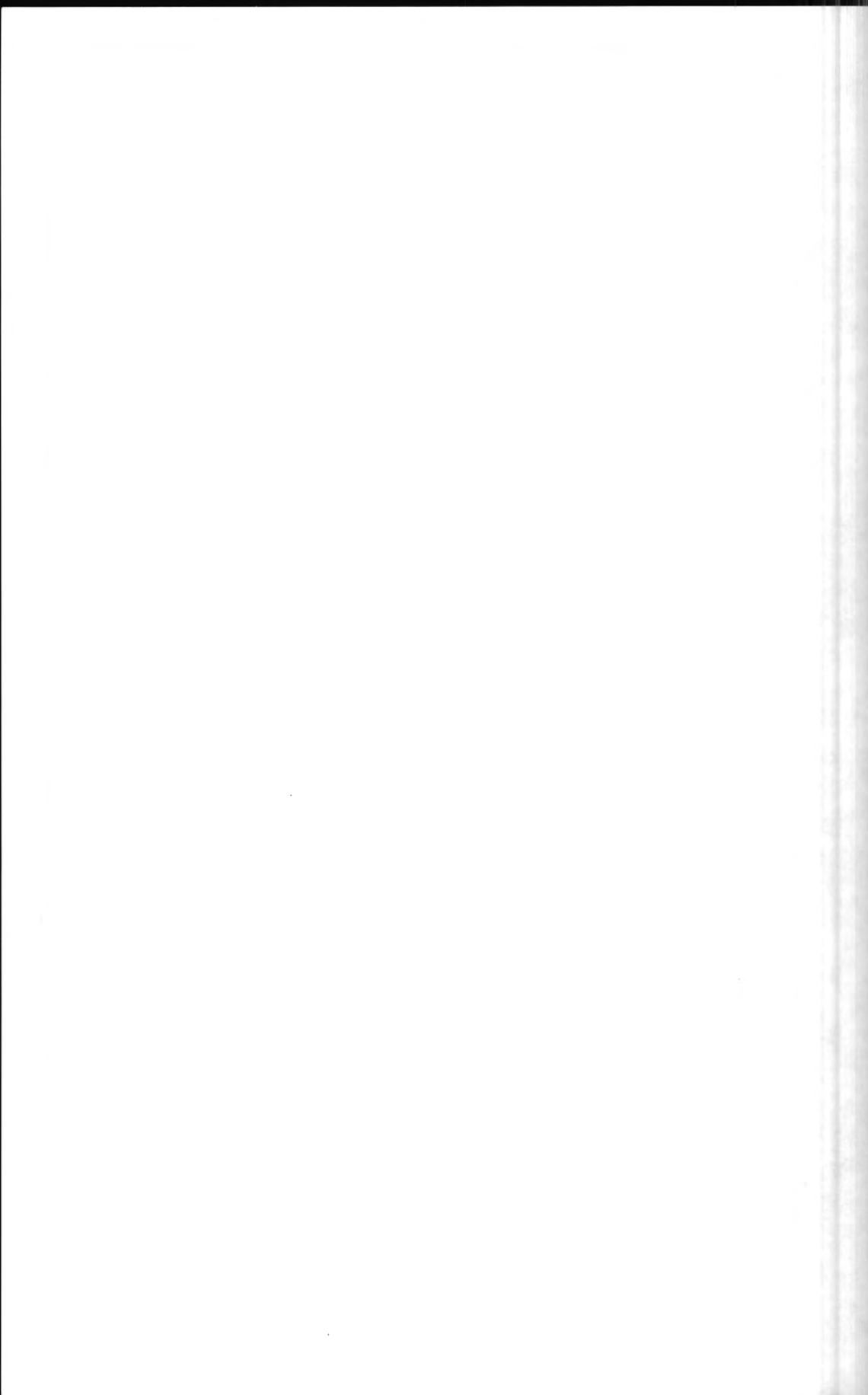
If the far-left trend has almost disappeared from the Belgian political scene, the far-right parties, on the contrary, are making a breakthrough on it. The current made up by the Vlaams Blok and the openly far-right lists wins a bit less than 8% of the votes in the whole country. It is likely, however, that those who voted for the Vlaams Blok do not all adhere to the far-right ideas, but that some

of them are attracted by the Flemish autonomist stands. The real electoral power of the far-right parties can then be assessed at 6 to 7%, which is much more than in 1987, but does not make a record in comparison with other European countries.

The votes of opponents without any clear political orientation, the bulk of which is won by the "Rossem" lists, amount to some 3%, which is new for Belgium. In a country where voting is optional, many of these voters would probably have stayed at home.

This being so, and as far as these concepts still remain meaningful, the Belgian electoral pendulum shifted some 5% towards the right, at the expense of the left for more than 3% and the centre for a bit less than 2%.

As far as the Parliament is concerned, the situation is clear in the Walloon Region and in the French-speaking Community where the Socialist Party, by far the most important party, is almost inevitable. It is however much more vague on the Flemish side, where the CVP's setback and the dispersion of the political forces make several types of coalitions possible.



De personale keuze bij de parlementsverkiezingen van 24 november 1991

door Erwin DAS,

Assistent aan de Afdeling Politologie
van de Katholieke Universiteit te Leuven

Inleiding: de betekenis van de voorkeurstem

Van een democratisch gevoerd beleid kan maar sprake zijn wanneer de burgers een beslissende stem hebben in de keuze van wie het beleid bepaalt. Bij de rechtstreekse verkiezing van de parlementsleden wordt de Belgische kiezer in de gelegenheid gesteld een directe invloed uit te oefenen door middel van een voorkeurstem. Het getuigt van politieke rijpheid wanneer de kiezer deze kans niet onbenut laat. Maar het is reeds ten overvloede aangetoond¹: de Belgische kiezer maakt te weinig gebruik van zijn autonome keuzemogelijkheid en laat zo de politieke partijen in grote mate zelf uitmaken, in het ingewikkeld verloop van de lijstensamenstelling², wie er na de verkiezingen in het parlement zal zetelen. Door het uitbrengen van een hoofdvakstem verklaart de kiezer zich akkoord met de volgorde van de kandidaten, zoals vastgelegd door het partij-apparaat. De reële beslissingsmacht in het verkiezingsgebeuren overlaten aan de politieke partijen kan bezwaarlijk democratisch genoemd worden en geeft blijk van politieke immaturiteit van de kiezer. Volgende cijfergegevens tonen dit nogmaals duidelijk aan.

De verkiezing buiten de nuttige volgorde is zo goed als onbestaande. Sedert 1919 zijn er nog maar 31 parlementsleden (= 0,43%) – 30 kamerleden en 1 senator – in geslaagd deze door de partijen opgemaakte rangschikking te doorbreken dank zij hun groot aantal voorkeurstemmen. Bij de voorbije parlementsverkiezingen van 24 november 1991 herhaalde lijstduwer Nols van de Brusselse PRL-lijst zijn krachttoer uit 1985 en 1987 en werd verkozen met 12.763 voorkeurstemmen. In het kiesarrondissement Charleroi slaagde Francis Poty van de PS erin met 1.647 voorkeurstemmen op de achtste plaats de vijfde kamerzetel binnen te rijden. Artikel 170 van het Kieswetboek, dat de overdracht van de hoofdvakstemmen binnen de nuttige volgorde regelt, beveiligd in zeer hoge mate de beslissing

(1) Zie o.m. W. DEWACHTER, De autonome keuze van de parlementsleden door de kiezers. Een quasi-experiment. *Res Publica*, 1988, nr. 1, blz. 83-98.
W. DEWACHTER, Enkele beschouwingen over de geldigheid van de Belgische kiesstelsels. *Academiae Analecta*, 1988, nr. 1, blz. 85-113 (inz. blz. 105-107).

(2) Over de lijstensamenstelling zie o.m. W. DEWACHTER, *De wetgevende verkiezingen als proces van machtsverwerving in het Belgisch politiek bestel*. Antwerpen, 1967, blz. 110-154.

L. DE WINTER, Twintig jaar polls, of de teloorgang van een vorm van interne partijdemocratie. *Res Publica*, 1980, nr. 4, blz. 563-585.

J. CEULEERS, La composition des listes électorales en Flandre. *Res Publica*, 1988, nr. 1, blz. 73-82.

van de politieke partijen in de lijstensamenstelling en vormt als zodanig een uitholling van het democratisch gehalte van het verkiezingsinstrument.

Dit wordt nog duidelijk geïllustreerd in het kiesarrondissement Luik, waar op de PRL-kamerlijst Janine Delruelle verkozen wordt op de tweede plaats met 3.077 voorkeurstemmen, terwijl de gewezen voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers Jean Defraigne, vijfde op de lijst, met 6.256 voorkeurstemmen (meer dan het dubbele) uit de boot valt. Of in de provincie Limburg voor de senaatsverkiezingen, waar Georges Beerden met 8.096 voorkeurstemmen op de vierde plaats niet verkozen is, terwijl de nummers twee en drie op de CVP-lijst, Maurice Didden en Alex Arts, met respectievelijk 5.757 en 4.524 voorkeurstemmen dit wel zijn. Beerden is voor het ogenblik wel provinciaal senator. In het totaal werden zo 30 kandidaat-volksvertegenwoordigers en 9 kandidaat-senatoren een parlamentszetel ontzegd.

De kiezers kunnen tot het opnemen van hoger aangestipte machtsmogelijkheid gebracht worden door de overdracht van hoofdvakstemmen niet meer toe te passen of gelijkmatig de lijststemmen te verdelen over alle kandidaten³. Welke van de twee werkwijzen men ook toepast, ten aanzien van de handhaving van de nuttige volgorde is het resultaat hetzelfde: alleen de voorkeurstemmen zijn beslissend. De personenkeuze wordt niet meer tekort gedaan en de partijkeuze niet meer gebruikt ter beveliging van een beslissing in de partij genomen⁴.

Ook de provinciale zetelverdeling, in het politiek jargon de provinciale apparentering genoemd (art. 176 en 177 van het Kieswetboek), doorkruist vaak de wil van de kiezer: zo ging de derde VU-kamerzetel in de provincie Limburg naar het kiesarrondissement Hasselt, waar Hugo Olaerts op de tweede plaats slechts 867 voorkeurstemmen had vergaard, in plaats van naar het kiesarrondissement Tongeren-Maaseik, naar tweede gerangschikte Frieda Brepoels met 5.273 voorkeurstemmen. En in het kiesarrondissement Oudenaarde werd de laatste kamerzetel toebedeeld aan de Vlaams Blok-kandidaat Karim Van Overmeire met amper 495 voorkeurstemmen, terwijl Jozef Browaeyns en Orphale Crucke, respectievelijk de lijsttrekker van PVV en SP, met 12.728 en 6.877 voorkeurstemmen naast de zetels vielen (cf. het geval Tant in 1987).

Afschaffing van de provinciale apparentering en de invoering van de provincie als kiesomschrijving biedt een mogelijke oplossing voor deze dikwijls voorkomende grillige resultaten.

Hoe gering de waarde van de voorkeurstem, gezien de huidige kieswetgeving en de politieke rijpheid van de kiezer ook is, zij vormt een indicator voor de populariteit van de politicus en zij is van groot belang voor zijn verdere politieke carrière. Een dagbladjournalist drukte het uit als volgt: "De partijen mogen dan

(3) Het overdrachtstelsel van de lijststemmen, geregeld door art. 170 van het Kieswetboek, kan op twee manieren gewijzigd worden. De eerste manier bestaat erin dat men aan alle kandidaten een zelfde aantal lijststemmen toekent: het aantal lijststemmen gedeeld door het aantal kandidaten van de lijst. Deze bewerking impliceert de volgende denkwijze: de kiezers willen door een lijststem geen onderscheid maken tussen de verschillende kandidaten, zij willen allen in dezelfde mate steunen. De tweede manier past geen overdracht van de lijststemmen toe. Dan is de gedachtengang de volgende: de kiezers die een lijststem uitbrengen stemmen op een partij en niet op personen; het is derhalve niet verantwoord hun keuze forfaitair uit te breiden tot een personenkeuze, van welke aard of volgens welke verdeelsleutel ook.

(4) W. DEWACHTER, De autonome keuze van de parlementsleden door de kiezers, blz. 85.

nog beweren dat hun programma en alleen hun programma van tel is, bij de kandidaten die deze partijen en hun lijsten bevolken is het enkel en alleen om de voorkeurstemmen te doen. Het ellebogenwerk bij de lijstvorming en de bitsige manier waarop kandidaten die buiten de prijzen (lees verkiesbare plaatsen) vallen hun ontgoocheling lucht geven, staan hiervoor als bewijs. En dat is begrijpelijk. Want voorkeurstemmen wegen na de verkiezingen zwaarder door dan de partijgetrouwheid bij de verdeling van de ministerportefeuilles, voorzitterschappen en andere functies met auto of ander extra voordeel" ⁵.

In dit artikel wordt de personale keuze bij de parlementsverkiezingen van 24 november 1991 onderzocht aan de hand van een algemene evolutieschets en een analyse per gemeenschap, provincie, kiesarrondissement, politieke partij en parlementslid ⁶.

I. De evolutie in het gebruik van de voorkeurstem

Bij de verkiezing van de leden van de Kamer van Volksvertegenwoordigers werden 6.162.160 geldige stemmen uitgebracht, waarvan 3.187.809 hoofdvakstemmen en 2.974.351 voorkeurstemmen ⁷. Het percentage voorkeurstemmen bedraagt aldus 48,26%, dit is een lichte daling met 0,66% t.o.v. het verkiezingsjaar 1987. Sedert tien jaar is er duidelijk een stagnatie van het voorkeurstemgedrag merkbaar bij de kamerverkiezing: telkens – in 1981, 1985, 1987 en nu ook in 1991 – bedroeg het percentage geldig uitgebrachte voorkeurstemmen 48%. Hiermee blijft men een goede 3% onder het recordjaar 1978, toen bijna 52% voorkeurstemmen werden uitgebracht. 1977 en 1978 zijn de enige verkiezingsjaren (voor zover bekend en dat is sedert 1919), waarin meer dan de helft van het totaal aantal geldige stemmen voorkeurstemmen waren (zie tabel I).

Bij de verkiezing van de senatoren bracht de kiezer op 6.117.614 geldige stemmen 2.511.221 maal een voorkeurstem uit; dit zijn 41 stemmen op 100, om precies te zijn 41,05% (t.o.v. 38,50% in 1987). Een opmerkelijke stijging met 2,55%,

(5) E. DONCKIER, Om de voorkeurstemmen is het allemaal te doen. *Het Belang van Limburg*, 29 oktober 1991, blz. 2.

(6) Voor de gegevens over het gebruik van de voorkeurstem bij vorige verkiezingen, zie: W. DEWACHTER, *De wetgevende verkiezingen als proces van machtsverwerving in het Belgisch politiek bestel*. Antwerpen, 1967, blz. 273-276.

W. DEWACHTER en M. DEWEERDT, *De parlementsleden naar hun voorkeurstemmen bij de verkiezingen van 1961, 1965, 1968, 1971 en 1974*. Afdeling Politologie, Documentatiebundel nr. 2, 1975, 33 blz.

M. DEWEERDT, De personale keuze bij de parlementsverkiezingen van 17 april 1977. *Res Publica*, 1977, nr. 3, blz. 515-528.

M. DEWEERDT, Het gebruik van de voorkeurstem bij de parlementsverkiezingen van 17 december 1978. *Res Publica*, 1979, nr. 2, blz. 331-341.

L. DE WINTER, Het gebruik van de voorkeurstem bij de parlementsverkiezingen van 8 november 1981. *Res Publica*, 1982, nr. 1, blz. 151-163.

M. VERMINCK, Het gebruik van de voorkeurstem bij de parlementsverkiezingen van 13 oktober 1985. *Res Publica*, 1986, nr. 2, blz. 235-260.

E. DAS, De stagnatie van de voorkeurstemmen op 13 december 1987. *Res Publica*, 1988, nr. 1, blz. 51-71.

(7) Ministerie van Binnenlandse Zaken, *Parlementsverkiezingen van 24 november 1991. Officiële resultaten*.

waarmee bijna het record van 1978 (41,82%) wordt geëvenaard ; het tweede hoogste percentage sedert 1919. Het verschil tussen het percentage voorkeurstemmen voor de Kamer en dat voor de Senaat bedroeg in 1991 7,21% (t.o.v. 10,42% in 1987, het grootste verschil ooit geboekt).

TABEL I

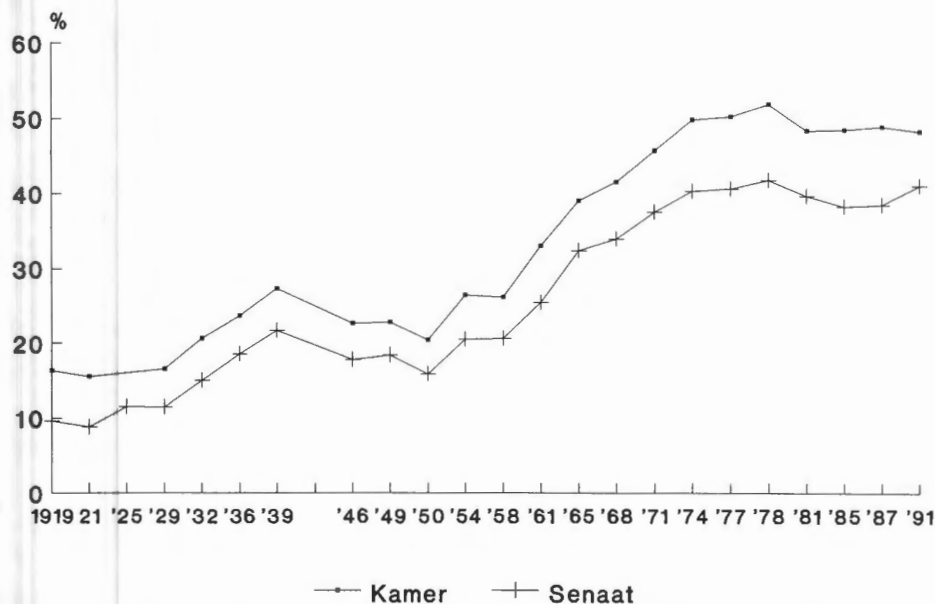
De personale keuze bij de parlementsverkiezingen sinds 1919

Verkiezing	Kamer		Senaat	
	Absoluut	%	Absoluut	%
1919	288.068	16,36	151.754	9,62
1921	300.785	15,57	163.975	8,80
1925	*		233.725	11,51
1929	369.235	16,55	249.525	11,45
1932	481.000	20,59	344.428	15,04
1936	557.861	23,61	425.871	18,52
1939	639.271	27,33	495.725	21,64
1946	535.189	22,62	415.404	17,76
1949	1.146.496	22,78	914.879	18,36
1950	1.007.486	20,38	778.499	15,84
1954	1.362.463	26,40	1.048.099	20,50
1958	1.386.187	26,14	1.081.997	20,57
1961	1.737.393	32,99	1.326.781	25,39
1965	2.023.118	39,04	1.656.919	32,38
1968	2.151.621	41,55	1.736.896	33,97
1971	2.415.967	45,74	1.957.468	37,56
1974	2.620.951	49,84	2.092.155	40,35
1977	2.801.974	50,26	2.244.221	40,65
1978	2.870.994	51,86	2.291.010	41,82
1981	2.915.317	48,39	2.405.021	39,66
1985	2.940.070	48,48	2.296.409	38,31
1987	3.005.955	48,92	2.345.722	38,50
1991	2.974.351	48,26	2.511.221	41,05

* Gegevens over de Kamerverkiezingen van 1925 zijn niet beschikbaar.

GRAFIEK I

Evolutie van het percentage voorkeurstemmen sinds 1919



II. De voorkeurstemmen naar gemeenschap, provincie en kiesarrondissement

Traditiegetrouw werd er in Wallonië meer bij voorkeur gestemd dan in Vlaanderen (zonder het kiesarrondissement Brussel-Halle-Vilvoorde): 51,91% tegenover 46,54% (47,15% in Brussel) voor de Kamer; en 45,31% tegenover 37,53% (46,20% in Brussel) voor de Senaat. Het voorkeurstemmenpercentage ligt in Vlaanderen in beide gevallen onder het nationaal gemiddelde.

Naar provincie (zie tabel II) scoren net zoals in 1985 en 1987 de provincies Luxemburg en Limburg het hoogst voor de Kamer; voor de Senaat zijn dit al even traditioneel de provincies Luxemburg en Namen. Opmerkelijk is wel de derde plaats bij de kamerverkiezingen van de provincie Luik (een gestage stijging in tien jaar tijd met 10,43%), en bij de senaatsverkiezingen van de provincie Brabant (voor Limburg). Even opvallend is de sterke daling van het aantal voorkeurstemmen in de provincie Oost-Vlaanderen voor de Kamer (- 4,76% t.o.v. 1987; d.i. het laagste percentage sedert 1968), terwijl het percentage voor de Senaat er t.o.v. 1987 met 4,25% toeneemt (waarmee de algemene trend voor de Senaat wordt bevestigd). En nergens wordt er een score boven de 60% genoteerd; bij de vorige verkiezingen in 1987 was dit nog wel het geval in Luxemburg (voor Kamer en Senaat) en in Limburg (voor de Kamer).

Uitgesplitst naar kiesarrondissementen wordt de top-5 voor de Kamer aangevoerd (cf. in 1987) door Tongeren-Maaseik (62,00%), gevolgd door Hoei-Borgworm (60,40%), Verviers (60,26%), Neufchâteau-Virton (59,66%) en Aarlen-Mar-

TABEL II

De evolutie van de voorkeurstemmen naar provincie* (Kamer van Volksvertegenwoordigers)

Provincie	1974	1977**	1978	1981	1985	1987	1991	
							Kamer	Senaat
West-Vlaanderen	52,84 (5)	51,38 (5)	53,92 (5)	46,87 (6)	43,11 (8)	43,35 (8)	43,62 (8)	33,64 (8)
Oost-Vlaanderen	56,04 (3)	54,68 (3)	56,21 (3)	52,42 (3)	52,92 (4)	54,33 (3)	49,57 (5)	39,11 (7)
Antwerpen	44,70 (7)	46,32 (7)	47,27 (7)	42,97 (8)	40,21 (9)	39,78 (9)	39,65 (9)	31,90 (9)
Limburg	67,69 (1)	66,46 (2)	65,50 (1)	60,15 (1)	58,70 (2)	60,57 (2)	58,61 (2)	44,51 (4)
Brabant	51,50 (6)	50,46 (6)	52,97 (6)	48,09 (5)	50,43 (5)	50,00 (6)	48,35 (6)	46,31 (3)
Henegouwen	36,89 (9)	41,02 (9)	42,33 (9)	39,38 (9)	46,31 (7)	45,80 (7)	45,26 (7)	43,69 (5)
Namen	55,17 (4)	53,52 (4)	54,71 (4)	50,18 (4)	54,07 (3)	53,22 (4)	54,95 (4)	52,39 (2)
Luik	42,68 (8)	45,55 (8)	47,01 (8)	46,86 (7)	48,36 (6)	51,15 (5)	57,29 (3)	43,63 (6)
Luxemburg	66,39 (2)	67,89 (1)	65,36 (2)	59,53 (2)	60,22 (1)	61,97 (1)	59,55 (1)	56,73 (1)

* In ten honderd van het totale aantal geldige stemmen ; tussen haakjes de rangorde van elke provincie.

** Er moege aan herinnerd worden dat door de samenvoeging van gemeenten in 1977 een aantal provincies beperkte wijzigingen qua grootte hebben ondergaan.

che-en-Famenne-Bastenaken (59,47%). In vergelijking met 1987 verrast vooral de toename van het aantal voorkeurstemmen in Hoei-Borgworm (+9,10%), waardoor het arrondissement tien plaatsen stijgt. Het arrondissement Oudenaarde (56,92%) daarentegen zakt van de derde naar de zevende plaats, daar waar het in 1985 nog eerst stond. Het laagst scoren Mechelen (34,01%), Zinnik (35,91%), Antwerpen (40,56%), Brugge (41,32%) en Thuin (41,86%). De grootste achteruitgang wordt echter genoteerd in Sint-Niklaas: -7,75% t.o.v. 1987 (toen nog de hoogste stijger), of dertien plaatsen.

Voor de Senaat bijten, zoals uit de provinciale verdeling reeds blijkt, de kiesarrondissementen Aarlen-Marche-Bastenaken-Neufchâteau-Virton (56,73%) en Namen-Dinant-Philippeville (52,39%) – dus de provincies Luxemburg en Namen – de spits af. Volgen hierna: de arrondissementen Leuven (51,66%), Brussel-Halle-Vilvoorde (46,20%; cf. infra) en Charleroi-Thuin (45,81%). Vooral deze laatste score springt in het oog: +14,01% t.o.v. 1987; een klim van vijftien plaatsen. Onderaan bengelt het kiesarrondissement Mechelen-Turnhout met amper 30,71% geldig uitgebrachte voorkeurstemmen. De grootste daling wordt vastgesteld in Doornik-Aat-Moeskroen: -5,79%, of van de tweede naar de zevende plaats. Waaraan zijn deze schommelingen in (doorheen de tijd) en tussen (in een bepaald verkiezingsjaar) gemeenschappen, provincies en arrondissementen te wijten? De verklaring hiervan is tweeledig. Vooreerst zijn er een aantal constante factoren die er voor zorgen dat in bepaalde kiesomschrijvingen traditioneel een hoog percentage voorkeurstemmen wordt geteld en in andere een eerder laag. Maar daarnaast kunnen specifieke variabelen conjuncturele schommelingen veroorzaken.

Vooreerst blijkt dat kiesarrondissementen met een traditioneel hoog voorkeurstemmenpercentage in hoofdzaak landelijke gebieden zijn met een laag bevolkingscijfer, waar slechts enkele parlementsleden dienen te worden gekozen en waar dan ook een kleinere sociale afstand bestaat tussen de kiezers en de kandidaten⁸. Ten tweede speelt ook het volgens de traditie differentieel gebruik van de voorkeurstem naargelang de partijkeuze een medebepalende rol, waarbij partijen die in de regel veel voorkeurstemmen boeken – zoals de christen-democraten en de liberalen – en in bepaalde arrondissementen sterk staan, het voorkeurstemmenpercentage (nog) verhogen (het omgekeerde geldt natuurlijk ook).

Andere factoren kunnen echter deze tendensen doorkruisen; ze kunnen de persoonlijke keuze doen toe- of afnemen, variërend van verkiezing tot verkiezing: de stijgende of dalende populariteit van de kandidaten, het komen en gaan van populaire figuren, de mate van personificatie van de verkiezingscampagne van een partij, het algemeen politiek en maatschappelijk klimaat (een proteststem vertaalt zich doorgaans in een lijststem). Zo zorgden een aantal zeer populaire politici voor een fikse voorkeurstemmenpercentage in hun kiesarrondissement. Bij de verkiezingen voor de Kamer: Anne-Marie Lizin (arrondissement Hoei-Borgworm), uittredend staatssecretaris voor Europa 1992 en burgemeester van Hoei (was bij de parlementsverkiezingen in 1987 geen kandidaat); en Jean-Maurice Dehousse (arrondissement Luik), oud-minister en zwaargewicht binnen de Luikse PS-federatie

(8) Over de toename van de voorkeurstemmen als gevolg van het verkleinen van de sociale afstand tussen kandidaten en kiezers, zie: W. DEWACHTER, De machtstoewijzingsfunctie van de voorkeurstemmen bij de Belgische parlementsverkiezingen. *Tijdschrift voor Geschiedenis*, 1979, nr. 3, blz. 501-505.

Een geringere sociale afstand tussen kiezers en kandidaten vormt trouwens de verklaringgrond voor het door de band (zeer) hoog percentage voorkeurstemmen uitgebracht bij gemeenteraadsverkiezingen.

TABEL III

De evolutie van de voorkeurstemmen naar arrondissement*

Arrondissementen	1985 Kamer	1985 Senaat	1987 Kamer	1987 Senaat	1991 Kamer	1991 Senaat
Brugge	41,23 (27)	35,66 (13)	43,18 (25)	34,80 (14)	41,32 (27)	32,07 (20)
Veurne-Diksmuide-Oostende	43,63 (23)	37,28 (10)	43,28 (24)	37,76 (10)	42,83 (24)	33,97 (16)
Ieper	42,26 (26)		41,11 (26)		45,84 (17)	
		32,62 (17)		34,40 (16)		33,57 (17)
Kortrijk	43,92 (21)		43,34 (23)		45,19 (20)	
Roeselare-Tielt	44,57 (19)	32,24 (18)	44,65 (22)	33,16 (17)	44,22 (21)	35,31 (18)
Gent-Eeklo	53,31 (9)	34,03 (15)	56,92 (7)	34,76 (15)	51,73 (11)	36,68 (15)
Oudenaarde	65,87 (1)		64,39 (3)		56,92 (7)	
		50,60 (2)		40,10 (7)		44,61 (6)
Aalst	52,53 (10)		49,44 (18)		50,48 (13)	
Dendermonde	51,79 (11)		50,57 (14)		44,06 (22)	
		30,63 (21)		29,93 (21)		37,37 (14)
Sint-Niklaas	46,29 (17)		51,47 (10)		43,72 (23)	
Antwerpen	41,31 (25)	31,73 (19)	39,07 (28)	32,68 (19)	40,56 (28)	32,80 (19)
Mechelen	34,46 (30)		33,07 (30)		34,01 (30)	
		31,60 (20)		33,10 (18)		30,71 (21)
Turnhout	42,25 (24)		47,03 (20)		41,98 (25)	
Hasselt	56,11 (7)		55,14 (8)		55,07 (8)	
		45,02 (6)		44,96 (4)		44,51 (7)
Tongeren-Maaseik	61,20 (3)		65,74 (1)		62,00 (1)	
Leuven	51,03 (13)	45,31 (5)	51,61 (9)	43,20 (5)	50,15 (14)	51,66 (3)
Brussel-Halle-Vilvoorde	51,51 (12)	40,00 (7)	49,56 (16)	42,08 (6)	47,15 (16)	46,20 (4)
Nijvel	44,62 (18)	34,63 (14)	49,48 (17)	37,21 (11)	50,60 (12)	38,66 (13)
Doornik-Aat-Moeskroen	56,07 (8)	48,64 (3)	49,84 (15)	50,30 (2)	45,36 (19)	44,51 (7)
Bergen	37,54 (29)		40,85 (27)		45,51 (18)	
		36,90 (12)		35,23 (13)		40,24 (12)
Zinnik	38,01 (28)		33,36 (29)		35,91 (29)	
Charleroi	48,48 (16)		51,11 (12)		50,13 (15)	
		33,10 (16)		31,80 (20)		45,81 (5)
Thuin	43,84 (22)		44,91 (21)		41,86 (26)	
Dinant-Philippeville	60,26 (4)		57,30 (6)		59,17 (6)	
		46,67 (4)		47,05 (3)		52,39 (2)
Namen	50,36 (15)		50,85 (13)		52,52 (10)	
Hoei-Borgworm	50,50 (14)	39,34 (9)	51,30 (11)	35,96 (12)	60,40 (2)	44,45 (9)
Luik	44,43 (20)	39,67 (8)	48,09 (19)	40,01 (8)	54,99 (9)	43,79 (10)
Verviers	56,18 (6)	36,93 (11)	58,13 (5)	38,51 (9)	60,26 (3)	42,70 (11)
Aarlen-Marche-en-Famenne-	57,95 (5)		60,10 (4)		59,47 (5)	
Bastenaken		55,56 (1)		61,16 (1)		56,73 (1)
Neufchâteau-Virton	63,19 (2)		64,42 (2)		59,66 (4)	

* In ten honderd van het totale aantal geldige stemmen ; tussen haakjes de rangorde van elk arrondissement.

(kwam over van de Senaat en werd op de zevende plaats, de strijdplaats van de PS-kamerlijst, verkozen met 38.827 voorkeurstemmen). Bij de verkiezingen voor de Senaat: Philippe Maystadt (arrondissement Charleroi-Thuin), uittredend minister van Financiën en wellicht de meest populaire politicus van het ogenblik (kwam over van de Kamer en verzamelde 59.036 voorkeurstemmen); Louis Tobback (arrondissement Leuven), uittredend minister van Binnenlandse Zaken en SP-verkiezingsboegbeeld (kwam eveneens over van de Kamer en verdubbelde met een zijn persoonlijk resultaat tot 54.072 voorkeurstemmen); Elio Di Rupo (arrondissement Bergen-Zinnik), Europarlementslid en PS-'coming man' uit Bergen (behaalde 31.125 voorkeurstemmen op de derde plaats van de PS-lijst tegenover 7.622 in 1987 op de vierde plaats voor de Kamer); en Herman De Croo (arrondissement Oudenaarde-Aalst), sedert lang een vaste waarde in het Vlaamse liberale kamp (ruilde ook Kamer voor Senaat en vermeerderde zijn persoonlijke score van 18.443 stemmen in 1987 tot 41.259 nu). Om de voornaamste te noemen.

Maar ook het tegenovergestelde effect kan worden vastgesteld: een vermindering van het aantal voorkeurstemmen. Zo verloor de CVP in het kiesarrondissement Leuven zowel op de kamer- als op de senaatslijst een aanzienlijk absoluut aantal voorkeurstemmen (respectievelijk 12.979 en 15.800 voorkeurstemmen minder dan in 1987). Dit verlies is uitsluitend toe te schrijven aan de tanende populariteit van beide lijsttrekkers: uittredend minister van Buitenlandse Zaken Mark Eyskens en uittredend voorzitter van de Vlaamse Executieve Gaston Geens. In Gent-Eeklo liet dan weer het vertrek naar de hoofdstad van uittredend eerste-minister Wilfried Martens zich voelen: 26.475 voorkeurstemmen minder op de CVP-kamerlijst, ondanks het persoonlijk succes van zijn plaatsvervanger Johan Van Hecke (27.258 voorkeurstemmen). Vermelden we tenslotte ook nog de opgelopen averij door de overstap van de Kamer naar de Senaat van de uittredende Vlaamse gemeenschapsminister van Welzijn en Gezin Jan Lenssens in het arrondissement Dendermonde (min 10.469 voorkeurstemmen op de CVP-kamerlijst, maar plus 12.240 voor de Senaat) en door het wegvallen van de kandidaturen van Europarlementslid en gewezen eerste-minister Leo Tindemans op de CVP-kamerlijst te Antwerpen (- 31.387), van Europees commissaris Karel Van Miert (SP-kamerlijst) te Brussel (- 24.724), van koninklijk commissaris voor het Migrantenbeleid Paula D'Hondt (CVP) voor de Senaat in Oudenaarde-Aalst (- 16.814), en van uittredend staatssecretaris voor de Middenstand Pierre Mainil (PSC) voor de Senaat in Bergen-Zinnik (- 13.828).

III. Voorkeurstemmen naar politieke partij

Traditioneel brengen de christen-democratische en liberale kiezers het meest een voorkeurstem uit. In 1991 was dit opnieuw zo (zie tabel IV): de christen-democraten (CVP en PSC) verzamelde voor de Kamer 58,36% voorkeurstemmen en de liberalen (PVV en PRL) 53,35%. Voor de Senaat was dit respectievelijk 52,20% en 44,12%. Voor de Kamer betekende dit voor beide formaties een daling t.o.v. 1987 met 1,81% en 0,87%, en voor de Senaat een stijging met 2,98% en 1,67%; wat overeenstemt met de algemene trend in 1991, die in tabel I kon worden afgelezen. In beide gevallen scoorde de Franstalige partij beter dan de Vlaamse: 56,15% voor de Kamer en 48,87% voor de Senaat voor de CVP, en 63,15% voor de Kamer en 59,28% voor de Senaat voor de PSC; 52,38% voor de Kamer en 41,34% voor de Senaat voor de PVV, en onderscheidenlijk 54,79% en 48,12% voor de PRL.

Vergeleken met de christen-democraten en de liberalen maakt de socialistische kiezer minder gebruik van de voorkeurstem, alhoewel het verschil in 1991 - zeker

TABEL IV
 Evolutie van de voorkeurstemmen naar partij*
 (Kamer van Volksvertegenwoordigers)

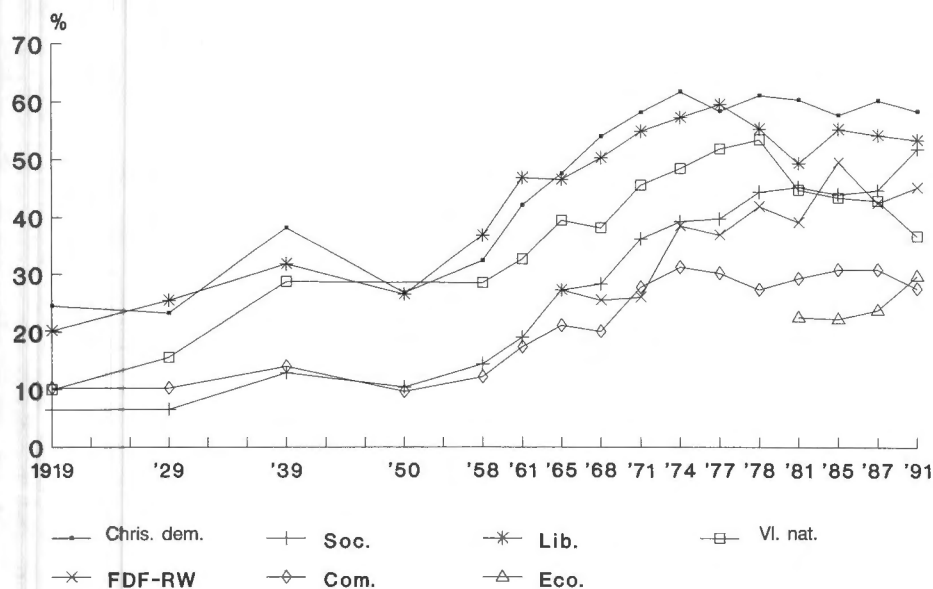
Verkiezing	Christendemocraten	Socialisten	Liberalen	Vlaams nationalisten	FDL-RW	Communisten	Groenen
1919	24,53	6,51	20,26	10,03			
1929	23,27	6,54	25,45	15,62		10,29	
1939	38,08	12,88	31,78	28,74		14,05	
1950	26,80	10,40 (a)	26,54 (a)	40,50 (b)		9,68	
1958	32,21	14,46 (a)	36,78 (a)	28,49		12,25	
1961	42,05(-)	19,06(=)	46,76(+)	32,57(+)		17,42(+)	
1965	47,53(-)	27,25(-)	46,43(+)	39,45(+)	27,29 (c)	21,14(+)	
1968	53,98(-)	28,32(-)	50,23(-)	38,08(+)	25,48(+)	20,10(-)	
1971	58,13(-)	36,18(=)	54,88(=)	45,48(+)	26,06(+)	27,73(=)	
1974	61,72(+)	39,24(=)	57,20(=)	48,40(-)	38,45(=)	31,21(=)	
1977	58,31(+)	39,70 (d)(=)	59,51(=)	51,83(=)	36,84 (d)(-)	30,14(=)	
1978	61,12(=)	44,34(-)	55,31(=)	53,44(-)	41,82(=)	27,34(=)	
1981	60,34(-)	45,12(=)	49,29(=)	44,66(=)	39,09 (e)(-)	29,29(-)	22,50
1985	57,67(=)	43,91(+)	55,25(-)	43,35(-)	49,49 (f)(-)	30,81(-)	22,25(=)
1987	60,17(-)	44,58(+)	54,22(+)	42,77(+)	42,38(-)	30,78(-)	23,78(+)
1991	58,36(-)	51,83(-)	53,35(=)	36,69(+)	45,07(=)	27,54 (g)(-)	29,72(+)

* In ten honderd van het totale aantal geldige stemmen. De +, - en = tekens tussen haakjes duiden op de evolutie van het totale stemmenpercentage van de partij.

- (a) Omwille van de socialistisch-liberale verkiezingscoalitie in Limburg en Luxemburg werd geen rekening gehouden met deze provincies.
- (b) Percentage van de Vlaamse Concentratie in 1949. De 8.238 voorkeurstemmen van Van Dieren in Brussel vertegenwoordigen hiervan 7,93%
- (c) Hierin zijn verrekend de voorkeurstemmen van het FDF in het kiesarrondissement Brussel (31,77%), van het Front Démocratique Wallon in Nijvel (40,18%), van het Front Wallon in alle arrondissementen van de provincie Henegouwen (17,96%), en van de Parti Wallon des Travailleurs in de arrondissementen Luik en Verviers (20,65%).
- (d) Omwille van de coalitie tussen PSB en RW in Luxemburg werd geen rekening gehouden met deze provincie.
- (e) In 1981 werden de stemmen voor de lijst Wallon bij die voor het FDF-RW geteld.
- (f) FDF + PW.
- (g) De communisten (PCB) kwamen in 1991 nog enkel op in de arrondissementen Bergen, Charleroi en Thuin.

GRAFIEK II

Evolutie van het percentage voorkeurstemmen per partij sinds 1919.



ten opzichte van de liberalen —, geringer is geworden. Bij de kamerverkiezingen werden er 51,83% voorkeurstemmen geteld (48,68% bij de SP en 54,63% bij de PS) en bij de verkiezing van de senatoren 43,32% (38,82% bij de SP en 47,36% bij de PS). Een historisch record, met een stijging t.o.v. 1987 van 7,25% voorkeurstemmen op de kamerlijsten en 9,67% op die van de Senaat. Deze grote aanwinst van voorkeurstemmen is in de eerste plaats aan Franstalige zijde terug te vinden: de PS-kandidaten verzamelden t.o.v. 1987 15,82% meer voorkeurstemmen op de kamerlijsten en 11,45% op die van de Senaat. Aan Vlaamse zijde ging de SP wat de Kamer betreft zelfs met 1,96% achteruit, maar won wel 7,58% voorkeurstemmen bij op de lijsten voor de Senaat.

Bij de Vlaams-nationalisten (VU en Vlaams Blok) zette de dalende trend sedert 1981 zich krachtig door: nog slechts 36,69% van de geldige stemmen voor de Kamer waren voorkeurstemmen; dit is het laagste percentage sinds 1961. Het aandeel bij de Volksunie steeg nochtans tot 51,13% (+4,46% t.o.v. 1987), maar bij het Vlaams Blok nam het verder af 23,76% (-2,47% t.o.v. 1987) ondanks de electorale doorbraak. Het politiek en maatschappelijk klimaat van onverschilligheid, onverdraagzaamheid en onveiligheid bezorgde deze extremistische politieke formatie met een duidelijk, kernachtig programma de nodige wind in de zeilen. Heel wat kiezers stemden bij wijze van protest tegen de gevestigde politiek op het Vlaams Blok (evenals op de lijst ROSSEM), wat dan ook resulteerde in een onevenredige toename van het aantal lijststemmen ten opzichte van het aantal naamstemmen. De meeste Vlaams Blok-kandidaten waren daarenboven onbekende figuren.

De Franstalige Brusselaars van het FDF behaalden op de kamerlijst 45,56% voorkeurstemmen (+ 1,26% t.o.v. 1987). De Waalse nationalistenvan het Rassemblement Wallon – of wat er van deze succesrijke formatie uit de zestiger en zeventiger jaren nog rest –, vergaarden op de slechts 3.756 stemmen 1.242 voorkeurstemmen (of 33,06%). Samen geeft dit voor de Kamer een voorkeurstemmenpercentage van 45,07%.

Voor de Senaat zien de voorkeurstemmenpercentages er als volgt uit: VU (43,50%), Vlaams Blok (19,95%), FDF (38,98%) en RW (26,03%). In 1987 gaf dit: 34,14%, 25,21%, 41,97% en 29,46%.

De 'groenen' (Agalev en Ecolo) zagen in 1991 niet alleen hun kiescijfer opnieuw stijgen, maar ook het aantal voorkeurstemmen van hun kandidaten: 29,72% voor de Kamer en 26,72% voor de Senaat t.o.v. respectievelijk 23,78% en 21,10% in 1987. De percentages voor beide partijen afzonderlijk beliepen: 33,00% voor Agalev en 26,58% voor Ecolo voor de Kamer, en 28,63% en 24,87% voor de Senaat. Zowel Agalev als Ecolo weten verkiezing na verkiezing een groter deel van het kiezerskorps voor zich te winnen en de populariteit van de op de voorgrond tredende politici van beide partijen (zoals Mieke Vogels, Magda Aelvoet en José Daras) neemt door een sterkere profilering stilaan toe. De nog steeds relatief lage percentages voorkeurstemmen zijn niet zo verwonderlijk, gezien de specifieke structurele en inhoudelijke werking van deze partijen: een groot verloop van kandidaten, de afwezigheid van persoonlijke propaganda, de nadruk op het programma van de partij, het ontbreken van dienstbetoon. Rekening houdend met een dergelijk partijproject is een voorkeurstemmenverhouding van om en bij 30% zelfs een vrij hoge score.

Het handjevol overblijvende communistische kandidaten (van de PCB) verwierpen nog 27% voorkeurstemmen, zowel voor de Kamer (27,54%) als voor de Senaat (27,94%). Hun partij lijkt echter, net als het RW, definitief ten dode opgeschreven.

In tabel V wordt de vergelijking gemaakt tussen de stijging of daling van het voorkeurstemmenpercentage en het stemmenpercentage.

De hypothese dat de kiezer die een voorkeurstem uitbrengt meestal trouwer is aan zijn partij dan een lijststemmer, en dat de zogenaamde 'vlottende kiezer' (floating voter) eerder een lijststem uitbrengt dan een voorkeurstem, gaat hier slechts op voor de Volksunie, het Vlaams Blok, de PS en in mindere mate ook voor de PVV en de PRL⁹. Enkel voor deze partijen geldt dat zij electoraal winst maken terwijl het aandeel voorkeurstemmen daalt (Vlaams Blok), of omgekeerd, dat zij kiezers verliezen terwijl ze verhoudingsgewijs meer voorkeurstemmen tellen (VU en PS). Voor de andere partijen faalt deze hypothese: oftewel bekomen zij en meer stemmen en nog meer voorkeurstemmen (Agalev, Ecolo, FDF), ofwel verminderen beide (CVP, PSC, SP).

Voor Agalev en Ecolo ligt een mogelijke verklaring, zoals daarstraks reeds aangestipt, bij de toegenomen bekendheid van bepaalde leidende figuren, die zich de voorbije jaren sterker hebben geprofileerd. Terwijl CVP, PSC en SP een deel van hun trouwe aanhang hebben verloren uit ongenoegen met het gevoerde politieke beleid.

(9) L. DE WINTER, *a.w.*, 1982, blz. 159-162.

Het verkiezingsresultaat van de PVV blijft eigenlijk status-quo (+ 0,43%), terwijl het voorkeurstemmenpercentage van deze partij lichtjes daalt (- 1,38%). De PRL daarentegen verliest een weinig stemmen (- 1,27%), maar behoudt hetzelfde percentage voorkeurstemmen als in 1987, nl. 54,79%.

TABEL V

Vergelijking tussen het stijgen en het dalen van het voorkeurstemmenpercentage en het stemmenpercentage (voor de Kamer)

	Stemmenpercentage	Voorkeurstemmenpercentage
CVP	-	-
PSC	-	-
SP	-	-
PS	-	+
PVV	+	-
PRL	-	=
VU	-	+
Vlaams Blok	+	-
FDF	+	+
Agalev	+	+
Ecolo	+	+

IV. De parlementsleden en hun voorkeurstemmen

In de inleiding tot dit artikel werd het reeds gezegd. Na elke verkiezing ontstaat er tussen de politici discussie over wie er wat betreft voorkeurstemmen op vooruit is gegaan en wie niet. De enen steunen naargelang hun beste score op de absolute cijfers, de anderen op de relatieve. De hieronder weergegeven rangschikking van kamerleden en rechtstreeks verkozen senatoren volgens het behaalde aantal voorkeurstemmen, is noch op basis van het absolute getal, noch op basis van het relatieve aantal voorkeurstemmen geschied, maar daarentegen volgens een schaalwaarde die een combinatie is van beide. Deze 500-voorkeurschaal, die in 1967 ingevoerd werd door W. Dewachter, wordt als volgt berekend ¹⁰:

$$\text{schaalwaarde} = \frac{\text{absoluut aantal voorkeurstemmen van de kandidaat}}{500} + \frac{\text{absoluut aantal voorkeurstemmen van de kandidaat} \times 100}{\text{arrondissementeel kiescijfer van de partij}}$$

Deze schaalwaarde laat toe een vergelijking te maken over de partij- en arrondissementsgrenzen heen.

Op basis van deze schaal worden de verkozen kandidaten van de parlementsverkiezingen van 24 november 1991 gerangschikt als volgt :

(10) Voor een grondige analyse van de 500-voorkeurschaal, zie W. DEWACHTER, Over het rekenen met de voorkeurstemmen in de wetgevende verkiezingen. *Politica*, 1967, nr. 3, blz. 205-217.

Voorkeurstemmen van de verkozen kandidaten :
Voorkeurstemmenvoet 500-schaal

Maystadt, Ph. (S-PSC).....	189,59	de Donnée, F.-X. (S-PRL).....	72,40
Dalem, A. (S-PSC).....	173,80	Martens, L. (S-CVP).....	72,28
Tobback, L. (S-SP).....	170,53	Vogels, M. (K-Agalev).....	70,67
Verhofstadt, G. (K-PVV).....	167,79	Deprez, P. (S-CVP).....	70,13
De Croo, H. (S-PVV).....	141,89	Désir, G. (S-FDF).....	69,92
Busquin, Ph. (K-PS).....	140,10	Geens, G. (S-CVP).....	69,34
Martens, W. (S-CVP).....	137,84	Schiltz, H. (S-VU).....	68,67
Kelchtermans, T. (S-CVP).....	127,69	Neyts, A. (K-PVV).....	68,46
Wathelet, M. (K-PSC).....	123,51	Moureaux, Ph. (K-PS).....	67,29
Lutgen, G. (S-PSC).....	122,40	Langendries, R. (K-PSC).....	66,68
Spitaels, G. (S-PS).....	116,64	Baudson, A. (S-PS).....	66,21
Dewael, P. (K-PVV).....	112,63	Detremmerie, J.-P. (K-PSC).....	66,03
Coëme, G. (K-PS).....	112,58	Mayence-Goossens, J. (S-PRL).....	65,74
Van Rossem, J.-P. (K-Rossem).....	109,34	Van Den Bossche, L. (K-SP).....	65,69
Dehousse, J.-M. (K-PS).....	103,82	Collignon, R. (S-PS).....	65,53
Gabriëls, J. (K-VU).....	103,14	Corbisier-Hagon, A.-M. (K-PSC).....	65,35
Dupré, J. (K-CVP).....	101,56	Van Den Brande, L. (S-CVP).....	64,84
Tant, P. (K-CVP).....	101,36	Sauwens, J. (K-VU).....	64,76
Claes, W. (K-SP).....	98,90	Thys, J.-L. (K-PSC).....	64,05
Lenssens, J. (S-CVP).....	91,26	Detiège, L. (S-SP).....	63,85
Di Rupo, E. (S-PS).....	90,99	Aubecq, Ch. (S-PRL).....	63,74
Liénard, A. (K-PSC).....	90,00	Vermeiren, F. (S-PVV).....	63,64
De Roo, J. (S-CVP).....	88,27	Wintgens, P. (S-PSC).....	63,24
Anselme, B. (K-PS).....	88,22	Tyberghien-Vandenbussche, M. (S-CVP).....	63,01
Breyne, P. (K-CVP).....	88,15	Olivier, M. (K-CVP).....	62,42
Vandenbroucke, F. (K-SP).....	85,45	Bertouille, A. (K-PRL).....	62,29
Bril, L. (K-PVV).....	81,75	Hazette, P. (K-PRL).....	62,15
Van Hecke, J. (K-CVP).....	81,69	De Maght-Aelbrecht, A. (K-PVV).....	62,03
Delizée, R. (K-PS).....	81,16	Pede, J. (S-PVV).....	61,05
Daems, R. (K-PVV).....	80,96	Pinxten, K. (K-CVP).....	60,92
Lebrun, M. (K-PSC).....	79,65	Demeester-De Meyer, W. (K-CVP).....	59,73
Smet, M. (K-CVP).....	79,10	Taylor, J. (K-CVP).....	59,29
De Batselier, N. (K-SP).....	78,59	Dhoore, L. (K-CVP).....	59,06
Mahoux, Ph. (S-PS).....	77,22	Moens, G. (S-SP).....	58,92
Charlier, G. (K-PS).....	75,92	Valkeniers, J. (S-VU).....	58,80
Spaak, A. (K-FDF).....	75,88	Houssa, J. (S-PRL).....	58,66
Coens, D. (K-CVP).....	75,42	Pinoie, E. (S-SP).....	58,64
Deworme, E. (S-PS).....	75,05	Nothomb, Ch.-F. (K-PSC).....	58,20
Willockx, F. (K-SP).....	74,41	Poncelet, J.-P. (K-PSC).....	57,87
Vanvelthoven, L. (K-SP).....	73,22		
Antheunis, G. (S-PVV).....	72,67		

Eyskens, M. (K-CVP)	57,08	Aelvoet, M. (K-Agalev).....	41,44
Urbain, R. (K-PS).....	56,95	Saulmont, G. (K-PRL).....	41,34
Buchmann, J. (S-PVV)	56,64	Van Aperen, A. (S-PVV).....	40,85
Van Der Poorten, M. (K-CVP).....	56,29	Dufour, F. (K-PS)	40,25
Duquesne, A. (K-PRL)	56,18	De Decker, A. (K-PRL)	39,71
Boël, P. (S-PRL).....	56,10	Van Grembergen, P. (K-VU)	39,80
Mathot, G. (S-PS)	55,41	Laverge, J. (S-PVV)	38,80
Michel, L. (K-PRL)	55,20	Lizin-Vanderspeeten, A.-M. (K-PS)	38,80
Grafé, J.-P. (K-PSC)	55,10	Merckx-Van Goey, T. (K-CVP).....	38,77
Gol, J. (K-PRL).....	54,27	Grosjean, A. (S-PS).....	38,77
Van Eetvelt, J. (K-CVP)	53,75	Taelman, W. (K-PVV)	38,74
Declerck, W. (K-PVV)	52,46	Bourgeois, M. (K-SP)	38,00
Ducarme, D. (K-PRL)	52,31	Verwilghen, M. (K-PVV)	37,79
Féaux, V. (K-PS)	52,03	Ullburghs, J. (S-Agalev).....	37,49
Onkelinx, L. (K-PS)	51,51	Hollogne, G. (K-PSC).....	37,32
Derycke, E. (K-SP).....	51,12	Burgeon, C. (K-PS)	37,21
Bertrand, E. (K-PRL)	50,78	Kempinaire, A. (K-PVV).....	37,12
Burgeon, W. (K-PS).....	50,76	Van Hooland, R. (S-VU).....	35,46
Monfils, Ph. (S-PRL)	50,75	Lefèvre, J. (S-PSC).....	34,66
Vandersmissen, E. (S-PVV).....	50,32	Seeuws, W. (S-SP)	34,32
Ansoms, J. (K-CVP)	49,63	De Serrano, J. (S-CVP).....	33,65
Colla, M. (K-SP)	48,92	Vande Lanotte, J. (K-SP).....	33,43
Lallemand, R. (S-PS)	48,53	Moors, C. (K-CVP).....	33,38
Barzin, J. (S-PRL)	47,79	Caudron, J. (K-VU).....	33,13
de Seny, Y. (S-PSC).....	47,31	Dewinter, F. (K-Vl. Blok)	33,12
Santkin, J. (K-PS)	47,30	Beysen, W. (K-PVV).....	33,11
Swaelen, F. (S-CVP)	46,23	Severin, J.-M. (K-PRL)	33,05
Chevalier, P. (K-SP).....	45,88	Candries, H. (K-VU).....	32,98
Dehaene, J.-L. (K-CVP).....	45,78	Flagothier, G. (S-PSC).....	32,61
De Loor, H. (K-SP).....	45,31	Monset, L. (S-PVV)	31,56
Anciaux, V. (K-VU)	45,13	Devolder, J. (K-PVV)	31,54
Van Wambeke, H. (S-CVP).....	44,89	Bossuyt, G. (K-SP).....	31,50
Sleeckx, J. (K-SP)	44,04	Dua, V. (K-Agalev).....	31,20
Daerden, M. (S-PS)	43,27	Coveliers, H. (K-VU)	31,11
Marchal, J. (S-PS)	43,19	Bourgeois, A. (K-CVP).....	30,93
Weyts, J. (S-CVP).....	43,155	Poulet, E. (S-PSC)	30,83
Damseaux, A. (K-PRL)	42,95	De Clerck, S. (K-CVP).....	30,53
Kubla, S. (K-PRL)	42,72	Vandenhaute, J. (S-PRL).....	30,46
Timmermans, J. (S-SP).....	42,31	Suykerbuyck, H. (S-CVP)	30,39
Wierinckx, R. (S-PVV).....	42,24	Appeltans, L. (S-VU).....	29,85
De Wulf, R. (S-SP).....	42,00	Taminiaux, W. (S-PS)	29,83
Vautmans, V. (K-PVV).....	41,92	Seneca, G. (K-PSC)	29,78
Vankeirsbilck, E. (K-CVP).....	41,90	Van Der Biest, A. (K-PS).....	29,77
Ylief, Y. (K-PS).....	41,62		

Hostekint, P. (K-SP)	29,75	Demeulenaere, J. (K-PVV).....	19,26
Demuyt, W. (K-CVP)	29,68	Gilles, G. (K-PS)	19,24
Verlinden, A. (S-PVV)	29,45	Decorte, J. (K-Rossem)	19,01
Dielens, F. (K-SP).....	29,27	Biefnot, Y. (K-PS).....	18,88
Caubergs, J. (K-VI.Blok).....	29,20	Swennen, G. (K-SP)	18,85
Verreycken, W. (S-VI.Blok)	29,13	Knoops, E. (K-PRL)	18,81
Walry, L. (K-PS).....	29,11	Swinnen, R. (S-SP).....	18,74
Annemans, G. (K-VI.Blok).....	28,84	Daras, J. (S-Ecolo).....	18,51
Maximus, L. (S-SP)	28,64	Van Den Eynde, F. (K-VI.Blok)...	18,40
Belot, R. (S-PS)	28,60	Dufaux, J. (S-SP)	18,33
Verleyen, I. (S-SP).....	28,55	Van Rompaey, R. (S-CVP)	18,10
Hiance, G. (K-PSC)	28,53	Simonet, H. (K-PRL).....	18,04
Capoen, M. (S-VU).....	28,48	Raes, R. (S-VI.Blok)	17,68
Eerdekens, C. (K-PS).....	28,37	Denys, A. (K-PVV)	17,20
Ghesquière, F. (K-CVP).....	28,25	Van Walleghem, R. (S-VI.Blok) ...	17,15
Cardoen, G. (S-CVP)	26,91	Bosman, R. (S-VI.Blok).....	17,00
Leclercq, J. (S-SP)	26,82	Defeyt, Ph. (K-Ecolo)	26,77
Cordeel, M. (K-PVV).....	26,57	Dufour, G. (S-Ecolo).....	16,75
Vanlerberghe, R. (S-SP).....	26,20	Platteau, S. (K-PVV).....	16,51
Van Parys, T. (K-CVP)	25,98	Schellens, A. (K-SP).....	16,51
Vanhoutte, M. (K-PVV).....	25,20	Van Hauthem, J. (K-VI.Blok).....	15,97
Vanleenhove, G. (K-CVP).....	25,06	Matagne, G. (K-FN).....	15,82
Gehlen, A. (K-PSC).....	24,90	Didden, M. (S-CVP)	15,60
Beaufays, P. (K-PSC)	24,72	Moraël, J. (K-Ecolo)	15,47
Hofman, G. (S-PS).....	24,69	Hasquin, H. (S-PRL).....	15,42
Goossens, W. (S-Rossem)	24,34	Borremans, R. (S-PS)	15,19
Logist, M. (K-SP)	24,12	Marsoel, H. (K-CVP).....	15,16
De Keersmaeker, P. (K-CVP)	24,07	Janssens, Ch. (K-PS).....	14,95
Hismans, E. (S-PS)	23,73	Weckx, H. (K-CVP).....	14,81
De T'Serclaes, N. (K-PSC).....	22,68	Vaes, J.-F. (S-Ecolo).....	14,80
Harnie, C. (S-Agalev)	22,17	Dillen, M. (K-VI.Blok)	14,80
Liesenborghs, J. (S-Ecolo).....	21,65	Tarvernier, J. (S-Agalev).....	14,58
De Clippele, J.-P. (K-PRL).....	21,64	Sarens, F. (K-CVP).....	14,57
De Meyer, J. (S-CVP)	21,11	Creyf-Blonde, S. (S-CVP).....	14,51
Perdieu, J.-P. (K-PS)	21,08	Van Overmeire, K. (K-VI.Blok) ...	13,99
Cortois, W. (K-PVV).....	21,08	Dierickx, L. (S-Agalev).....	13,65
Namotte, J. (K-PS).....	21,05	Viseur, J.-P. (K-Ecolo)	13,63
Peeters, L. (K-SP)	20,92	Simons, H. (K-Ecolo)	13,61
Pierard, G. (K-PRL)	20,43	Snappe, J.-P. (S-Ecolo).....	13,43
Leysen, A. (K-CVP)	20,20	Meesters, J. (S-Ecolo).....	13,37
Baldewijns, E. (K-SP)	19,97	Brouns, H. (K-CVP).....	13,31
Van Rompuy, E. (K-CVP)	19,93	Cheron, M. (K-Ecolo).....	13,30
Wymeersch, F. (K-VI.Blok)	19,46	Lisabeth, C. (K-SP)	13,15
Canon, J. (K-PS).....	19,29	Nelis-Van Liedekerke, L.(K-CVP)	12,97

Schuermans, E. (K-CVP)	12,97	Bartholomeeussen, M. (S-SP)	9,62
Dallons, Ph. (K-Ecolo)	12,95	Tomas, E. (K-PS)	9,53
Spinnewyn, J. (K-VI.Blok)	12,90	Vandendriessche, B. (K-CVP)	9,46
Eeman, J. (S-PVV)	12,89	Léonard, J.-M. (K-PS)	9,45
Flamant, E. (K-PVV)	12,86	Desmet, P. (K-CVP)	9,42
Van Vaerenbergh, E. (K-VU)	12,84	Cauwenberghs, F. (K-CVP)	8,71
Draps, W. (K-PRL)	12,81	Peeters, J. (K-SP)	8,31
Harmegnies, Y. (K-PS)	12,76	Henry, J.-P. (K-PS)	8,27
Van Looy, J. (K-CVP)	12,57	Pivin, J. (K-PRL)	8,24
Stengers, M.-L. (K-PRL)	12,56	Hancké, L. (K-SP)	7,56
Guillaume, B. (S-PS)	12,47	Mairesse, M. (S-PSC)	7,24
Van Mechelen, D. (K-PVV)	12,43	Peeters, W. (S-VI.Blok)	7,12
Van Der Sande, J. (K-SP)	12,47	Deswaene, R. (K-PVV)	7,12
Van Mechelen, D. (K-PVV)	12,43	Lauwers, H. (K-VU)	6,79
Van Der Sande, J. (K-SP)	12,41	Collart, J. (K-PS)	6,79
Brisart, J. (K-Ecolo)	12,30	De Bremaeker, J. (K-SP)	6,10
Arts, A. (S-CVP)	12,26	Landuyt, R. (K-SP)	6,03
Geysels, J. (K-Agalev)	11,99	Thissen, R. (K-PSC)	5,83
Dejonckheere, R. (K-Ecolo)	11,78	De Vlieghe, W. (K-Agalev)	5,24
De Galan, M. (K-PS)	11,77	Olaerts, H. (K-VU)	5,02
Delruelle, J. (K-PRL)	11,36	Buisseret, X. (K-VI.Blok)	4,90
Van Peel, M. (K-CVP)	11,23	Poty, F. (K-PS)	4,84
Maertens, M. (S-Agalev)	11,15	De Man, F. (K-VI.-Blok)	4,70
Van Nieuwehuysen, L. (K-VI.Blok)	11,10	Harmegnies, M. (K-PS)	4,43
Henneuse, R. (S-PS)	11,05	Vergote, F. (K-PVV)	4,41
Gijsbrechts-Horckmans, A. (S-PVV)	10,78	Detienne, T. (K-Ecolo)	4,25
Pierco, L. (K-PVV)	10,70	Minet, Ch. (K-PS)	4,00
Clerfayt, G. (K-FDF)	10,58	Maingain, O. (K-FDF)	3,63
Charlier, Ph. (K-PSC)	10,43	Mayeur, Y. (K-PS)	3,56
Barbé, L. (K-Agalev)	9,98	Demol, J. (K-SP)	3,33
Berben, P. (K-PVV)	9,91	Van Denderen, H. (K-Agalev)	3,31
De Groot, E. (K-PVV)	9,87	Winkel, X. (K-Ecolo)	2,86
		Standaert, L. (K-Rossem)	0,31

Achttien personen halen een score boven de 100. Dit zijn er wel drie minder dan in 1987 (en twee minder dan in 1985, maar elf meer dan in 1981). Het betreft zes nationaal ministers, vier gewest- of gemeenschapsministers, een staatssecretaris, twee gewezen ministers, vier partijvoorzitters en een senator. Hieruit blijkt duidelijk dat de politieke positie (en de daarmee verbonden macht en bekendheid) een belangrijke rol speelt in het behalen van voorkeurstemmen.

Tussen deze achttien bevinden zich zes nieuwkomers: Louis Tobback, Theo Kelchtermans, Guy Coëme, Jean-Pierre Van Rossem, Jean-Maurice Dehousse en Paul Tant. Zijn uit deze top + 100 weggefallen: Gaston Geens, Jan Lenssens, Da-

niël Coens, Willy Claes en Mark Eyskens (en stelden zich niet meer verkiesbaar : Leo Tindemans, Paula D'Hondt, Karel Van Miert en Pierre Mainil).

Philippe Maystadt (tweede geklasseerd in 1987) heeft Guy Verhofstadt van de eerste plaats (naar de vierde) verdrongen. De eerste stijgt 25,27 punten, terwijl de laatste er 9,24 zakt. Louis Tobback, komende van de zesentwintigste naar de derde plaats, heeft nagenoeg zijn score verdubbeld : + 82,17 punten. Uittredend eerste-minister Wilfried Martens verliest daarentegen 15,68 punten en schuift van de vierde naar de zevende plaats. En ook PS-voorzitter Guy Spitaels boet zes plaatsen (van de vijfde naar de elfde) of 13,60 punten in. Het resultaat van neofiet Jean-Pierre Van Rossem verbaast echter het meest : hij is eringslaagd meteen door te stoten naar de veertiende plaats met 109,34 punten. Van hem kan gerust gesteld worden dat hij het zo ver geschopt heeft dankzij de meer dan gewone mediabelangstelling rond zijn persoon de afgelopen jaren.

Naast de politieke positie en het effect uitgaande van de mediabelangstelling speelt waarschijnlijk ook het door de kandidaten verstrekte dienstbetoon een belangrijke rol bij het opvoeren van het aantal voorkeurstemmen. Zo blijkt uit meerdere studies dat de kiezer zijn stemgedrag mede motiveert vanuit het dienstbetoon van een politicus, waardoor hijzelf of een familielid werd bevoordeeld ¹¹.

Het effect op het kiesgedrag uitgaande van politieke propaganda is daarentegen heel beperkt, zoals de verschillende propaganda-effect-onderzoeken duidelijk hebben aangetoond ¹². Desondanks blijven de politici en de partijleidingen miljoenen stoppen in de verkiezingscampagne ¹³.

Ongetwijfeld beïnvloeden nog tal van andere factoren de motivatie van de kiezer tot het uitbrengen van een voorkeurstem. Niet in het minst de typische kenmerken van de kiezer zelf : zijn politieke rijpheid, de politieke socialisatie en de participatie-motivatie.

Besluit

Er is een duidelijk verschil in voorkeurstemgedrag naargelang men kiest voor de Kamer of voor de Senaat : de personale keuze ligt hoger in het eerste geval. Deze ongelijkheid kan worden verklaard door de in de regel grotere kiesomschrijvingen voor de senaatsverkiezingen (met de daaraan verbonden grotere sociale afstand tussen de kiezer en de kandidaat) en door een traditioneel grotere aandacht voor en belang dat gehecht wordt aan de Kamer van Volksvertegenwoordigers als politiek forum dan aan de meer bezadigde senaatsvergadering.

Wel wordt er gedurende reeds tien jaar een stagnatie vastgesteld in het voorkeurstemgedrag bij de kamerverkiezingen, terwijl de voorkeurstem bij de verkiezing van de Senaat (misschien slechts tijdelijk) terug opgang maakt.

(11) Zie de opiniepeilingen uitgevoerd door Dimarso in opdracht van de Afdeling Politologie van de K.U.Leuven naar de politieke kennis en preferenties en het kiesgedrag van de Belgische kiezer, in 1985 en 1987. Alsook de resultaten van de 'leeroefening interviewen', georganiseerd in het kader van het vak Indicerings voor politiek onderzoek aan de Faculteit Sociale Wetenschappen van de K.U.Leuven tijdens de academiejaren 1985-1986, 1986-1987, 1987-1988 en 1988-1989.

(12) Voor een overzicht van deze onderzoeken zie : E. DAS en W. DEWACHTER, *Overdigid! Overtollig? De verkiezingscampagne van december 1987*. Leuven, 1991, blz. 30-49.

(13) *Ibidem*, blz. 23-29.

Ook tussen de gemeenschappen, provincies en kiesarrondissementen treden er verschillen op qua personale keuze. Traditiegetrouw wordt er in Wallonië meer bij voorkeur gestemd dan in Vlaanderen. Naar provincie scoren (voor de Kamer) Luxemburg aan Franstalige zijde en Limburg aan Vlaamse zijde het hoogst. En de rangschikking van de kiesarrondissementen wordt hier aangevoerd door Tongeren-Maaseik, gevolgd door Hoei-Borgworm en Verviers. Ter verklaring kan het nog vrij rurale karakter van deze gebieden met een relatief laag bevolkingscijfer worden aangegeven, gekoppeld aan een kleiner aantal te verdelen zetels. Dit maakt de sociale afstand tussen de kandidaten en de kiezers minder groot en doet het stemmen bij voorkeur toenemen. Nog bijkomend staan in deze landelijke kiesomschrijvingen juist die partijen vrij sterk die traditioneel een hoger voorkeurstemmenpercentage behalen, t.w. de christen-democraten en de liberalen. Conjuncturele schommelingen kunnen zich echter steeds voordoen, wanneer populaire kandidaten de lijst vervoegen of verlaten. Dat bepaalde kandidaten populairder zijn en bijgevolg meer voorkeurstemmen aantrekken dan andere, mag zeker niet worden toegeschreven aan het effect uitgaande van hun verkiezingscampagne (dit effect werkt enkel versterkend). De politieke positie die zij reeds bekleden en het dienstbetoon dat zij hebben uitgebouwd spelen hierin wel een rol, alsook de mediabelangstelling die zij genieten. Daarnaast beïnvloeden nog tal van andere factoren het aantal uitgebrachte voorkeurstemmen. Niet in het minst de politieke rijpheid van de kiezer.

De hypothese tenslotte, dat de kiezer die een voorkeurstem uitbrengt meestal trouwer is aan zijn partij dan een lijststemmer, en dat de zogenaamde 'vlottende kiezer' eerder een lijststem uitbrengt dan een voorkeurstem, wordt door de verkiezingsresultaten van 24 november 1991 slechts ten dele onderschreven. Wel hebben deze verkiezingen duidelijk gemaakt dat er dringend werk moet worden gemaakt van een degelijke politieke vorming van de Belgische staatsburger. Hij moet bewust worden van de draagwijdte van zijn stem.

Summary: The preferential vote at the general elections of 1991 in Belgium

At the general elections in Belgium, the voter has the possibility to bring out a vote for a party or a vote for a candidate of the party (a preferential vote). At the general elections of November 24, 1991, for the House of Representatives, the voters have voted for 48% by preference, whereas, for the Senate 41% of them have done so. The evolution is stagnating.

The use of preferential votes is varying from one electoral district to another: from 62% in the district of Tongeren-Maaseik to 34% in Mechelen.

There is also a difference from one political party to another. The highest percentage is obtained by the christian-democratic parties: 58%; the lowest by the last remaining communists: 27%.

The preferential votes individual candidates obtain differ widely. This is not only a result of their popularity, but also of their political position, rendering of services and media-attraction. Preferential voting is characteristic to politically conscious voters.



'Agenda setting' in de verkiezingscampagne van november 1991 in Vlaanderen

door Bart MADDENS,

Aspirant van het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek

Inleiding

In de recente literatuur over de invloed van concrete issues op het stemgedrag lijkt het zwaartepunt geleidelijk aan te verschuiven van het standpunt dat de kiezer inneemt naar de mate waarin hij dat standpunt belangrijk vindt: van de 'issue position' naar de 'issue salience' in het vakjargon. In de traditionele ruimtelijke analyse van het kiesgedrag werd er over het algemeen van uitgegaan dat de kiezer ten aanzien van elk probleem een welbepaald standpunt inneemt en dat standpunt vervolgens vergeleekt met de gepercipieerde partijstandpunten. Volgens die logica maakt de kiezer het meest kans om te stemmen op de partij die in de totale issue-ruimte het meest nabij is. Het is echter weinig plausibel dat de kiezer met elk beleidsprobleem in gelijke mate rekening houdt. Allicht ordent hij de issues volgens belangrijkheid en laat hij de voor hem prioritaire problemen veel zwaarder doorwegen bij zijn keuze. Daarom worden de afzonderlijke issue-afstanden in de meeste ruimtelijke modellen gewogen volgens belangrijkheid. In het uiterste geval speelt daarbij enkel het meest belangrijke probleem mee. In een aantal recente benaderingen gaat men echter nog een stap verder en tracht men helemaal abstractie te maken van het standpunt. Men vindt met andere woorden dat de mate waarin de kiezer een probleem belangrijk vindt een voldoende basis vormt om zijn kiesgedrag te voorspellen.

Er zijn verschillende redenen om aan de belangrijkheid een cruciale rol toe te kennen. Ten eerste bestaan er naast 'position issues', die een keuze inhouden tussen uiteenlopende beleidsopties, ook 'valence issues', waarbij die keuze zich niet stelt¹. Over een aantal beleidsdoelstellingen bestaat er een ruime consensus, terwijl de discussie over de middelen een veeleer technocratische aangelegenheid is die niet gepolitiseerd is op het niveau van de publieke opinie. Het handhaven van orde en veiligheid, het bewerkstelligen van economische groei, het terugdringen van de werkloosheid zijn typische voorbeelden. Dergelijke issues kunnen toch een rol spelen in de electorale competitie omdat de kiezer de bekwaamheid en de geloofwaardigheid van de partijen terzake beoordeelt en in rekening brengt. Het standpunt van de kiezer ten opzichte van een zuiver 'valence issue' is geen variabele maar een constante en dus irrelevant voor de verklaring van het kies-

(1) Dit onderscheid werd voor het eerst geformuleerd door Stokes in zijn kritiek op de ruimtelijke benadering van Downs (D.STOKES, *Spatial Models of Party Competition*, in: A.CAMPBELL e.a., *Elections and the Political Order*. New York, 1966, p.170-174) en conceptueel verder uitgewerkt door ondermeer M.FIORINA (*Retrospective Voting in American National Elections*. New Haven, 1981, p.17-19). Andere auteurs trekken de relevantie ervan in twijfel (zie bijvoorbeeld: C.VAN DER EIJK en B.NIEMOLLER, *Electoral Change in the Netherlands*. Amsterdam, 1983, p.206-207).

gedrag. In de modellen die het hoofdaccent leggen op de belangrijkheid wordt er vaak impliciet of expliciet van uitgegaan dat 'valence issues' een meer prominente rol spelen dan 'position issues'.

Maar zelfs indien er wel verschillende beleidsopties ter discussie staan kan men zich de vraag stellen of het standpunt van de kiezer wel zo'n belangrijke factor is. Uit onderzoek blijkt dat er over het algemeen een vrij sterk verband bestaat tussen het standpunt dat men inneemt ten aanzien van een issue en de mate waarin men dat probleem belangrijk vindt: een verband tussen de opinierichting en de opiniesterkte². De opinie van de kiezers die intens bij een probleem betrokken zijn is met andere woorden vaak niet representatief voor het totale electoraat. Dit is een tweede reden om het standpunt ondergeschikt te maken aan de belangrijkheid. Als een kiezer een bepaald issue niet belangrijk vindt, dan zal dit zijn stemgedrag toch niet beïnvloeden en hoeven we zijn standpunt terzake dus niet te kennen. Als hij het probleem wel belangrijk vindt, dan kunnen we daaruit ook met grote kans op zekerheid afleiden wat zijn standpunt is, tenminste in de veronderstelling dat er inderdaad een aanzienlijk verband bestaat tussen die twee variabelen. In zekere zin brengt het verband tussen standpunt en belangrijkheid met zich mee dat 'position issues' in de praktijk als 'valence issues' functioneren, aangezien de keuze tussen verschillende beleidsopties geen rol speelt in de electorale competitie³.

Het belangrijkheidsmodel impliceert dus dat het niet zozeer de partijstandpunten zijn die richtinggevend zijn bij de partijkeuze, maar wel de aandacht die de partijen aan de verschillende issues besteden en de geloofwaardigheid die ze dienaangaande hebben verworven. Beide aspecten zijn trouwens nauw met elkaar verstrengeld. Een partij die het initiatief neemt om een bepaald probleem op de agenda te plaatsen, dienaangaande als belangrijkste protagonist optreedt en met veel nadruk oplossingen voorstelt zal geleidelijk aan een imago van geloofwaardigheid en competentie verwerven wat dat specifieke issue betreft. De partij wordt als het ware de 'eigenaar' van een issue en wordt er in de beeldvorming van de kiezer positief mee geassocieerd⁴.

(2) H.SCHUMAN en S.PRESSER, *Questions and Answers in Attitude Surveys*. New York, 1981, p.231-250. De auteurs illustreren het fenomeen aan de hand van het abortus-issue en het issue van de wapenreglementering in de Verenigde Staten. Billiet e.a. baseren zich op een onderzoek naar de opinie over het gemengd onderwijs om het belang van het verband aan te tonen (J.BILLIET, G.LOOSVELDT en L.WATERPLAS, *Het survey-interview onderzoek*. Leuven, 1984, p.216-228). Toch vinden we de samenhang tussen opinierichting en belangrijkheid niet bij alle issues (W.DEWACHTER, *Problemen en oplossingen voor het actuele beleid*, *Res Publica*, 1975, nr.4, p.511-512).

(3) Vooral het migranten-issue is illustratief in dit verband. De kiezers met een anti-migranten standpunt zijn het meest geneigd om dit probleem belangrijk te vinden. Het deel van de bevolking dat positief staat tegenover de migranten ligt niet echt van het probleem wakker en laat er zich vermoedelijk ook niet door leiden bij de partijkeuze. Daardoor kunnen enkel de anti-migranten partijen van het issue profiteren en doen de pro-migranten partijen er best aan om het probleem zoveel mogelijk uit de campagne te houden (J.BILLIET, *Subjectieve deprivatie, gevoeligheid voor het migrantenprobleem en potentieel stemgedrag van de Vlamingen voor 24 november 1991*. Leuven, 1992, p.8-9).

(4) J.PETROCIK, *The Theory of Issue Ownership: Issues, Agendas, and Electoral Coalitions in the 1988 Election*. Ongepubliceerde paper, UCLA, 1990, p.5-6; I.BUDGE en D.J.FARLIE, *Explaining and Predicting Elections*. Londen, 1983, p.22-26. Dat het preciese standpunt van de partijen in bepaalde opzichten irrelevant is kunnen we ook illustreren met een voorbeeld uit de jongste parlementsverkiezingen in Groot-Brittannië: "The Conservatives, learning from the Republicans, reckon that certain issues, like tax, are good for ./..

De aandacht voor de belangrijkheid van issues is ondermeer gestimuleerd door de cognitieve psychologie. In de literatuur over 'social cognition' is het uitgangspunt meestal dat de cognitieve mogelijkheden van een individu vrij beperkt zijn, ondermeer omdat hij zijn aandacht maar op een paar zaken tegelijkertijd kan toespitsen. Daardoor is het moeilijk om alle aspecten die relevant zijn voor een beslissing te overlopen en tegenover elkaar af te wegen. Bij het maken van een keuze baseert hij zich veeleer op de informatie die het snelst toegankelijk is, die hem onmiddellijk voor de geest komt. Dit is met name het geval als de beslissing te onbelangrijk is om er lang bij stil te staan. Het individu gedraagt zich als een 'cognitive miser' en tracht met de schaarse informatie die hij onmiddellijk beschikbaar heeft zoveel mogelijk te woekeren⁵. Die informatie is gestructureerd in schema's. Een schema kan worden gedefinieerd als een hiërarchische ordening van abstracte informatie met betrekking tot een bepaald kennisdomein. Die ordening is op zijn beurt bepalend voor de wijze waarop de realiteit wordt gepercipieerd⁶. Daarbij kan een onderscheid worden gemaakt tussen centrale schema's, die onmiddellijk kunnen geactiveerd worden en meer perifere schema's, die minder direct toegankelijk zijn. Een bepaald issue is in die zin meer 'salient' naarmate het schema met de desbetreffende informatie voor de kiezer centraler is, dit wil zeggen gemakkelijker en sneller toegankelijk⁷.

De veronderstelling dat de kiezer eerst alle relevante issues op een rijtje plaatst, vervolgens rangschikt volgens belangrijkheid en tenslotte telkens zijn eigen standpunt met dat van de partijen vergelijkt valt moeilijk te rijmen met het hierboven toegelichte beeld van de 'cognitive miser'. Die zienswijze doet eerder vermoeden dat er op het moment van de keuze slechts een klein aantal problemen door het hoofd van de kiezer spelen. Misschien is hier wel het beeld toepasselijk van iemand die met een zaklantaarn een kamer afzoekt en maar een paar voorwerpen tegelijkertijd ziet, terwijl de rest in duisternis gehuld is.

Hoe komt het dat bepaalde issue-schema's de kiezer onmiddellijk voor de geest staan, terwijl andere als het ware in een of andere stoffige archiefkast zitten? De toegankelijkheid van politieke schema's hangt enerzijds af van individuele factoren en anderzijds van contextuele factoren⁸. Een issue-schema kan bepalend zijn voor de manier waarop iemand zijn politieke informatie structureert, ongeacht de concrete omstandigheden. In dat geval zal hij het politieke gebeuren vooral percipiëren en interpreteren in functie van dat specifieke schema. Maar daarnaast kan een bepaald issue-schema dat minder prominent is door de omstandigheden worden geactiveerd, dit wil zeggen naar voor worden gehaald en gemakkelijk toegankelijk worden gemaakt. Dat kan gebeuren als iemand een bepaald probleem aan den lijve ondervindt in zijn onmiddellijke omgeving, maar ook als hij erop attent wordt

./.. them almost regardless of what is said. So they are happy, not worried, to see Labour fiercely defending its tax policy; they believe voters will simply register 'tax' and think 'Labour will tax more.'" (*The Economist*, 14-3-92, p.26.).

(5) S.T.FISKE en S.E.TAYLOR, *Social Cognition*. Reading, 1984, p.246-248; S.IYENGAR en D.R.KINDER, *News that Matters*. Chicago, 1987, p.63-65.

(6) S.T.FISKE en S.E.TAYLOR, o.c., p.139-181; R.LAU, Political Schemata, Candidate Evaluations and Voting Behavior, in: R.LAU en D.SEARS (eds.), *Political Cognition*. Hillsdale, 1986, p.95-126. Lau maakt een onderscheid tussen vier types van politieke schema's: groeps-schema's, issue-schema's, partij-schema's en schema's betreffende de persoonlijkheid van de kandidaten.

(7) S.T.FISKE en S.E.TAYLOR, o.c., p.175-176.

(8) P.CONOVER en S.FELDMAN, The Role of Inference in the Perception of Political Candidates, in: R.Lau en D.Sears, o.c., p. 133-137.

gemaakt. In dat laatste geval is het dus bij wijze van spreken iemand anders die de zaklantaarn vasthoudt voor de kiezer.

In dit verband wordt het meest met de vinger gewezen naar de media. Het is een bekend fenomeen dat de burgers een bepaald probleem belangrijker gaan vinden naarmate het in de media meer aan bod komt. Het directe causale effect van de media-aandacht op de subjectieve belangrijkheid wordt in de communicatiewetenschappen het 'agenda setting'-effect genoemd⁹. Oorspronkelijk beperkte het onderzoek dienaangaande zich tot het vergelijken van de media-agenda en de 'issue salience' in de publieke opinie¹⁰. In meer recente studies tracht men op basis van tijdreeks-analyse¹¹ en experimenteel onderzoek¹² de achterliggende causale samenhang op het spoor te komen. Daaruit blijkt dat het 'agenda setting'-effect vrij sterk is. MacKuen toont aan dat, vooral inzake niet-economische issues, de omgevingsfactoren zo goed als geen direct effect hebben op de subjectieve belangrijkheid en in het niet verzingen vergeleken met de impact van de media. Het belang dat de mensen in de Verenigde Staten hechten aan het misdaadprobleem, bijvoorbeeld, covarieert niet met de werkelijke misdaadcijfers maar wel in grote mate met de media-aandacht voor de misdaadproblematiek¹³.

Wanneer een issue wordt geactiveerd en daardoor centraler komt te staan vergroot de kans dat de kiezer de partijen op grond daarvan evalueert. Dat laatste noemt men het 'priming effect'. Het is in zekere zin het complement van het 'agenda setting effect'. Door de aandacht te vestigen op bepaalde problemen manipuleren de media tegelijkertijd de criteria die aan de basis liggen van de partijkeuze¹⁴. Zij bepalen niet enkel welk beleidsprobleem effect heeft, maar ook of er überhaupt beleidsproblemen meespelen bij de keuze. De aandacht kan immers ook naar andere factoren worden afgeleid.

Over de vraag welke kiezers het meest vatbaar zijn voor 'agenda setting' en 'priming' blijkt er geen uitsluitsel te bestaan. Het is enerzijds aannemelijk dat vooral de burgers die belangstelling hebben voor politiek en de berichtgeving daaromtrent aandachtig volgen het gemakkelijkste doelwit vormen. Dit is het aandachtmodel. Maar anderzijds zijn het misschien precies die geïnteresseerde burgers die voor zichzelf al lang hebben uitgemaakt welke problemen belangrijk zijn en gro-

(9) Voor een algemene situering van die problematiek, zie: J.G.STAPPERS e.a., *De werking van de massamedia*. 2e uitgave. Amsterdam, 1990, p.124-130; M.E.McCOMBS en D.L.SHAW, The Agenda-Setting Approach, in: D.NIMMO en S.SANDERS (eds.), *Handbook of Political Communication*. Beverly Hills, 1981, p.121-140.

(10) Zie bijvoorbeeld: M.E.McCOMBS en D.L.SHAW, The Agenda-Setting Function of Mass Media, *Public Opinion Quarterly*, 1972, nr.2, p. 176-187.

(11) M.MACKUEN, Social Communication and the Mass Policy Agenda, in: M.MACKUEN en S.COOMBS, *More than News*. Beverly Hills, 1981, p.19-144.

(12) S.IYENGAR en D.R.KINDER, o.c.

(13) M.MACKUEN, o.c., p.81-101. Daarnaast hebben ook plotse dramatische gebeurtenissen een belangrijke impact op de 'issue salience'. De dramatisering wordt vaak georchestreerd door de elite, bijvoorbeeld door middel van een presidentiële toespraak. In verband met economische issues zoals inflatie en werkloosheid is dit effect belangrijker dan het pure 'agenda setting'-effect, waarbij de media eigenmachtig issues op de agenda plaatsen. Dramatische gebeurtenissen maken de burgers bovendien alerter voor omgevingsfactoren (o.c., p.103-124).

(14) S.IYENGAR EN D.R.KINDER, o.c., p.63-72; J.KROSNICK en D.R.KINDER, Altering the Foundations of Support for the President through Priming, *American Political Science Review*, 1990, nr.2, p.497-512.

tendeels inmuun blijven voor de media-aandacht. De apolitieke burgers daarentegen missen een dergelijk cognitief referentiekader en draaien dus veel gemakkelijker met de wind mee. Dit 'cognitive framework model' lijkt aan de winnende hand. Krosnick en Kinder tonen aan dat politieke geïnteresseerde burgers duidelijk minder gevoelig zijn voor 'priming'. Zij hebben een meer gefundeerd oordeel over de president en laten zich door het vooruitschuiven van één specifiek issue in de media minder gemakkelijk van de wijs brengen. Bovendien zijn ze beter in staat om de afzonderlijke issues in een breder verband te plaatsen¹⁵.

De inzichten die we hierboven kort hebben toegelicht plaatsen de discussie naar het effect van de politieke communicatie in het algemeen en de verkiezingscampagnes in het bijzonder in een nieuw perspectief. Een van de argumenten om de impact daarvan sterk te relativiseren was de vaststelling dat het erg moeilijk is om de burger via propaganda of via objectieve voorlichting van standpunt te doen veranderen. Je kunt dus geen opinie opdringen, je kunt niet bepalen wat de burger denkt, maar je kunt wel bepalen waar de burger aan denkt. Niet het standpunt ten opzichte van een issue is voor beïnvloeding vatbaar, maar wel de subjectieve belangrijkheid ervan. En juist die belangrijkheid of toegankelijkheid wordt, zoals gezegd, meer en meer beschouwd als het cruciale element van een issue dat de partijkeuze kan beïnvloeden. In die zin is het voor een partij van belang dat de kiezer op het moment van de verkiezingen uitgerekend met dat probleem in zijn hoofd zit waarmee de partij positief wordt geassocieerd. Via de eigen propaganda kan men de aandacht van de kiezer op dat probleem trachten te richten. Daarnaast kan men het issue in kwestie zoveel mogelijk naar voor trachten te schuiven in de verkiezingsdebatten en de algemene berichtgeving.

Recent onderzoek in Groot-Brittannië wijst uit dat verkiezingscampagnes in dit opzicht inderdaad enig effect kunnen hebben, al mag die invloed zeker niet worden overschat. Op basis van een aantal panel-surveys hebben Miller e.a. nauwgezet onderzocht hoe de publieke opinie van week tot week evolueerde in de periode vlak voor de verkiezingen van juni 1987¹⁶. De auteurs gaan ondermeer na welke issues door de partijen op welk moment in de campagne naar voor worden geschoven, en hoe het electoraat daarop reageert. Het al dan niet beklemtonen van bepaalde issues door de partijen wordt om te beginnen vrij accuraat gepercipieerd door de kiezers. Als een partij een bepaald issue op het voorplan brengt, dan wordt dit door de kiezers onmiddellijk opgemerkt. Bovendien vertonen de kiezers de neiging om na enige tijd hun eigen prioriteiten in overeenstemming te brengen met de agenda van de partijen¹⁷.

De strategie van de Conservatives was erop gericht om de aandacht af te leiden van het werkloosheidsprobleem en naarmate de campagne vorderde zoveel mogelijk het defensie-issue in de schijnwerper te plaatsen. Labour heeft niet kunnen beletten dat het defensie-thema de campagne gaandeweg meer en meer is gaan beheersen. Als gevolg daarvan nam het aantal kiezers voor wie het defensie-issue prioritair was lichtjes toe, terwijl de werkloosheid enigszins aan belang inboette in de ogen van de kiezer. Die verschuiving was relatief beperkt, maar had toch een invloed op het kiesgedrag. Met name het naar voor halen van het defensie-

(15) J.KROSNICK en D.R.KINDER, o.c., p.501-509. Voor wat 'agenda setting' betreft wijst het experimentele onderzoek van Iyengar en Kinder in dezelfde richting (o.c., p.54-62). De resultaten van MacKuen daarentegen sluiten eerder bij het aandachtmodel aan (o.c., p.125-137).

(16) W.L.MILLER e.a., *How Voters Change*. Oxford, 1990.

(17) W.L.MILLER e.a., o.c., p. 166-177.

thema had volgens de auteurs een weliswaar kleine, maar toch reële 'swing' in de richting van de Conservatives tot gevolg. Dit effect leverde echter geen netto stemmenwinst op omdat het werd gecompenseerd door een aantal effecten in de andere richting¹⁸. Maar, aldus de auteurs, het feit dat ondermeer de 'issue-saliënce' zo manipuleerbaar is en kennelijk een impact heeft op de partijkeuze maakt het in theorie mogelijk dat de campagne van een partij wel degelijk een belangrijk verschil uitmaakt¹⁹.

De agenda die de verkiezingscampagne domineert komt evenwel tot stand door een complex samenspel van factoren. De gebeurtenissen die aan de verkiezingen voorafgaan drukken er uiteraard een belangrijke stempel op. Verder zijn het in grote mate de journalisten die beslissen welke issues er in de berichtgeving en in de verkiezingsdebatten aan bod komen. De partijen en hun respectieve boegbeelden kunnen dit proces van 'agenda setting' naar hun hand trachten te zetten, maar de kans daarop wordt vermoedelijk kleiner naarmate er meer partijen in het strijdperk treden. In het campagne-gedrang dat dan ontstaat dreigen de partijen elkaar te overstemmen en is het moeilijker om de aandacht van de publieke opinie en de media op één specifiek issue te richten.

Samengevat kunnen we dus stellen dat het voor de verkiezingsuitslag een niet onbelangrijk verschil kan uitmaken welke problemen er op het moment van de keuze door het hoofd van de kiezer spelen. Welke issues het meest belangrijk of toegankelijk zijn wordt tot op zekere hoogte bepaald door de politieke communicatie in de loop van de campagne. Voor de verklaring van het kiesgedrag is het bijgevolg van belang om te weten waarover er tijdens de campagne werd gepraat en welke issue-schema's er, eventueel als gevolg daarvan, waren geactiveerd bij de kiezer.

In dit artikel geven we daartoe een eerste aanzet, zonder daarbij volledigheid na te streven. We gaan in eerste instantie na welke issues de partijen naar voor hebben trachten te schuiven. We baseren ons daarbij enerzijds op de TV-spotjes die in de maand voor de verkiezingen werden uitgezonden als extra politieke tribune op BRTN-TV1 en TV2 en anderzijds op de krantenadvertenties die door de partijen werden gepubliceerd. Daarna onderzoeken we wat er op de agenda stond van de verkiezingsdebatten op radio en TV (BRTN en VTM). We trachten zo nauwkeurig mogelijk te bepalen hoeveel aandacht er daarbij aan de verschillende issues is besteed en stellen ons de vraag hoe die agenda tot stand is gekomen. Vervolgens bekijken we de agenda van de kiezer. Aan de hand van survey-data gaan we na welke problemen voor hem of haar prioritair waren in de periode vlak voor de verkiezingen. Tenslotte vergelijken we de verschillende agenda's. We vragen ons af welke partij er het best in is geslaagd om de 'eigen' issues op de voorgrond te plaatsen. Verder onderzoeken we in welke mate het prioriteitenlijstje van de kiezer werd weerspiegeld in de agenda's van de verschillende partijen en van de verkiezingsdebatten.

Vooraf nog een methodologische opmerking. In onze analyse maken we een onderscheid tussen acht belangrijke groepen van issues²⁰, met name de sociaal-economische problemen, milieu, de verkeersproblematiek, problemen in verband

(18) W.L.MILLER e.a., *o.c.*, p.236-243.

(19) W.L.MILLER e.a., *o.c.*, p.265-267.

(20) Daarnaast zijn er nog een aantal issues die heel weinig aan bod gekomen zijn, zoals de ethische problemen, het onderwijs- en cultuurbeleid en de problemen in verband met huisvesting. Die brengen we samen onder de noemer 'andere'.

met internationale betrekkingen, de communautaire problemen, migranten, criminaliteit en tenslotte de problemen in verband met de werking van het politieke systeem. In de mate van het mogelijke hebben we die hoofdgroepen nog verder onderverdeeld ²¹.

Het is duidelijk dat de verschillende deelthema's voor een groot stuk door elkaar vloeien. Het begrotingsthema bijvoorbeeld is onlosmakelijk verbonden met dat van de sociale zekerheid en de belastingen. Problematischer voor de analyse is dat ook het onderscheid tussen de hoofdgroepen niet altijd evident is. Sommige thema's hebben op verschillende problemen tegelijkertijd betrekking. Het meest voor de hand liggende voorbeeld is het debat over de splitsing van de sociale zekerheid.

Bij de analyse van de TV-debatten, de TV-spotjes en de krantenadvertenties hebben we getracht om de verschillende passages toch zoveel mogelijk aan één bepaalde issue-categorie toe te wijzen ²². Over het algemeen is het immers vrij duidelijk op welk issue het hoofddaccent ligt. De context waarin het thema ter sprake wordt gebracht biedt hier meestal een houvast. Zo werd er in de meeste debatten twee keer over de sociale zekerheid gepraat. Eén keer in de context van het begrotingstekort en een tweede keer in de context van de communautaire tegenstellingen. In dat laatste geval lag het zwaartepunt duidelijk bij het communautaire issue. Niet het streven naar een meer efficiënt sociaal-zekerheidssysteem als dusdanig, maar wel scheefrekkings tussen Vlaanderen en Wallonië stond daarbij centraal. Het toewijzen wordt verder vergemakkelijkt door de uitzendingen waar nodig in zeer kleine passages op te delen. Als er in de loop van het discussie over de spitsing bijvoorbeeld terloops even iets wordt gezegd over de werking van het sociale zekerheidssysteem in het algemeen, dan kan die specifieke passage naar de categorie van de sociaal-economische problemen worden overgeheveld. Dit neemt niet weg dat de verwijzingen naar verschillende issues in een bepaalde passage soms dermate dooreengestengeld kunnen zijn dat die werkwijze niet kan worden toegepast. In dat geval wordt het totale aantal seconden of woorden van de passage verdeeld over de verschillende issues die erin ter sprake komen.

(21) Het sociaal-economische issue delen we bijvoorbeeld op in de categorieën tewerkstelling, monetaire problemen, competitiviteit van de ondernemingen, begrotingstekort, belastingen, armoede en tenslotte de verschillende takken van de sociale zekerheid. Het politieke systeem-issues omvat enerzijds de problemen betreffende de werking van de openbare diensten en anderzijds alles wat onder de noemer 'gesjoemel' kan samengebracht worden: de politieke benoemingen, het buitensporig aantal ministers, de politieke macht van de zuilen, het 'gearrangeer' van de regering, enz... Verder trachten we een onderscheid te maken tussen het probleem van de migranten die hier al enige tijd verblijven of de 'vreemdelingen' in het algemeen en dat van de vluchtelingen als specifiek issue. Voor wat het internationale issue betreft onderscheiden we de problemen in verband met wapenhandel, defensie, Europese integratie, relaties met Oost-Europa en ontwikkelings samenwerking.

(22) Die werkwijze is trouwens het meest gebruikelijk in het 'agenda setting'-onderzoek. Ook Patterson en McClure gaan op een soortgelijke manier te werk bij hun analyse van ondermeer electorale TV-spotjes (T.E.PATTERSON en R.D.MCCLURE, *The Unseeing Eye*. New York, 1976, p.109-122, p.180-188). De praktijk om naast een beperkt aantal hoofdcategorieën ook deelcategorieën te onderscheiden nemen we over van het onderzoek van verkiezingsprogramma's. In het comparatieve onderzoek van Budge e.a., waarvan de 'Salience'-theorie het uitgangspunt vormde, werd elke zin van een partijprogramma toegewezen aan één en slechts één issue-deelcategorie. Hun classificatie bevatte zeven hoofdgroepen en in totaal 54 deelcategorieën (I.BUDGE, D.ROBERTSON en D.HEARL, *Ideology, Strategy and Party Change*. Cambridge, 1987, p.19-24, p.457-465).

Het is vooral uit praktische overwegingen dat we ons voor wat de TV-uitzendingen betreft tot een dergelijke relatief benaderende analyse hebben beperkt. Probleem is immers dat er van de TV-debatten geen tekst beschikbaar is. Van de debatten tijdens de middaguitzendingen van het radiomagazine Actueel bestaat er wel een uitgeschreven versie. Die debatten hebben we dan ook meer diepgaand kunnen analyseren aan de hand van het computerprogramma KWALITAN²³. Het verschil met de hierboven toegelichte methode is ondermeer dat een bepaalde passage nu gemakkelijk aan verschillende issue-categorieën kan worden toegewezen.

I. De agenda van de partijen

Je zou de agenda van de partijen kunnen reconstrueren door na te gaan hoeveel aandacht ze in hun verkiezingsprogramma aan de verschillende issues besteden. Dit is echter een weinig geschikte indicator. De partijen trachten in hun programma een zo breed mogelijke waaier van issues te bestrijken. Wat uiteindelijk prioritair is wordt pas echt duidelijk wanneer ze gedwongen worden daaruit een selectie te maken. Dat is bij uitstek het geval als de volledige boodschap van een partij moet worden samengeballd in een aantal korte reclameteksten of een paar TV-spotjes van enkele minuten. Die indicatoren dragen dan ook onze voorkeur weg.

Vanaf 30 oktober werd er op BRTN-TV1 elke weekdag een partijpolitiek TV-spotje uitgezonden vlak voor het TV-journaal van halfacht. Die extra politieke tribunes op TV1 werden gemiddeld door zowat 606.050 kijkers bekeken. Daarna werden ze nog eens herhaald voor het journaal van halftien op TV2, voor een veel kleiner publiek van gemiddeld 59.571 kijkers²⁴. Die spotjes analyseren we volgens de hierboven beschreven werkwijze. Daarnaast baseren we ons ook op de propaganda die de partijen over heel Vlaanderen in de kranten hebben gemaakt²⁵. Met de advertenties van de afzonderlijke kandidaten houden we geen rekening. De resultaten, die zijn samengevat in tabel I²⁶, bespreken we hieronder eerst kort per partij.

(23) V.PETERS, F.WESTER en R.RICHARDSON, *Kwalitatieve analyse in de praktijk en handleiding bij KWALITAN*. Nijmegen, 1989.

(24) Bron: BRTN-studiedienst, *kijk- en luisteronderzoek*.

(25) Per krantenadvertentie hebben we geteld welke proportie van het totale aantal woorden (slogans niet meegerekend) op een bepaald issue betrekking hebben. Voor elke categorie hebben we per partij een gemiddelde proportie berekend, gewogen volgens het aantal keer dat de respectieve advertenties zijn verschenen. Op dezelfde manier hebben we de totale gemiddelde proportie per categorie berekend.

(26) Voor de issues geven we telkens het procent, berekend op basis van de totale zendtijd (of de totale gemiddelde proportie voor de advertenties) die op specifieke issues betrekking had. Daarbij laten we de passages die naar algemeenheden verwijzen of, voor de spotjes, loutere sfeerbeelden bevatten dus buiten beschouwing. Daarbovenop geven we aan wat het aandeel was van die algemeenheden of sfeerbeelden in de totale zendtijd, (uitgedrukt in percentages op basis van het algemeen totaal) en wat het gemiddelde aandeel was van die algemeenheden in de advertenties. De categorie 'algemeenheden' bevat hoofdzakelijk verwijzingen naar politici, algemene slogans en algemene commentaar over het belang van de verkiezingen.

TABEL I

De agenda van de partijen, in procenten,
gebaseerd op de krantenadvertenties en de TV-spotjes

	CVP		SP		PVV		VU		AGALEV	VL.BLOK		Totaal	
	krant	TV	krant	TV	krant	TV	krant	TV	TV	krant	TV	krant	TV
sociaal-economisch	31.6	32	24	43.9	21.1	27.9	0	0	11.4	0	0	15.7	21.6
milieu	0	14.7	1.8	21.3	9.3	0	15.1	0	48.9	0	0	7	13.4
verleer	0	1.5	15.5	13.1	1.1	0	0	0	10.8	0	0	2.4	3.5
internationaal	0	0	0	0	2	0	21.4	47.6	10.4	0	0	6.1	8.7
migranten	0	1.5	0	0	15.6	0	15.1	0	2.6	55	37.2	14.2	4.8
communautair	48.2	5.5	8.5	0	7.1	9.2	33.4	50	0	45	26.9	26.1	13.9
politiek systeem	8.5	8	36.8	10.2	44	62.9	15.1	2.4	3	0	4.8	24.1	17.3
criminaliteit	0	6.7	13.4	11.5	0	0	0	0	0	0	15.6	1.8	5
andere	11.9	30.1	0	0	0	0	0	0	12.8	0	15.6	2.4	11.8
Totaal	100.2	100	100	100	100.2	100	100.1	100	99.9	100	100.1	99.8	100
N*		687		314		491		377	333		270		2472
algemeen	20.2	23	21.1	22.6	6	24.3	17	2.8	15.5	33.3	19.8	17.4	19
sfeerbeelden		0		34.2		1.4		27.1	0		0		11.3
N*	52	892	35	726	67	660	64	538	394	30	341	248	3551

* Voor de advertenties : totale aantal advertenties, voor de spotjes : totale aantal seconden.

CVP

De hele krantencampagne van de CVP was rond twee korte boodschappen geconcentreerd. De ene stond onder het motto "Geen sterk Vlaanderen zonder een sterke CVP" en spitte zich uitsluitend toe op de communautaire tegenstellingen. In de begeleidende tekst werd gearchtueerd dat Vlaanderen een sterke CVP nodig heeft als tegenwicht voor de Waalse PS van Spitaels. In de tweede boodschap werd onder de noemer "Goed leven in Vlaanderen, ook morgen" naar een hele resem van issues verwezen : de belastingen, de tewerkstelling, de sterkte van de Belgische Frank, het gezinsbeleid, het onderwijs en 'de grote levenswaarden'. De CVP heeft op die terreinen heel wat kunnen verwezenlijken, maar zonder de CVP komt er geen sterke regering die dit beleid verder kan zetten, zo luidde in grote trekken de redenering. Beide teksten werden precies evenveel gepubliceerd in de kranten. Helemaal op het einde van de campagne verscheen er tenslotte in de meeste kranten een paginagrote advertentie zonder verwijzingen naar concrete issues en een advertentie met een korte boodschap van Wilfried Martens over de politieke stabiliteit.

Het is opmerkelijk dat de vijf TV-spotjes van de CVP ²⁷ zo goed als uitsluitend

(27) In de eerste drie spotjes werden er via een aantal voorbijglijdende slogans en tafereeltjes zes concrete issues 'geprimed'. Daarna volgde er een korte boodschap van Herman Van Rompuy of Wilfried Martens. Aanvankelijk lag het in de bedoeling van de partij om het bij dit spotje te houden. Halfweg de campagne werd echter beslist om voor de laatste twee uitzendingen een nieuw spotje te maken waarin een aantal issues veel explicieter aan de orde werden gesteld. Dit impliceerde ondermeer een sterkere beklemtoning van de milieu- en de onderwijsproblematiek.

werden opgebouwd rond de thematiek van het 'goeie leven in Vlaanderen'. Het communautaire luik van de campagne bleef grotendeels onderbelicht. Uit tabel I blijkt duidelijk dat het hoofdaccent op de sociaal-economische problematiek lag. In tweede orde van belangrijkheid werden ook het milieu- en het onderwijs-*issue* naar voor geschoven. De verwijzingen naar de werking van het politieke systeem vonden we in de korte boodschappen van Wilfried Martens en Herman Van Rompuy op het einde van de eerste drie spotjes. Vooral Herman Van Rompuy legde daarbij sterk de nadruk op het gevaar van een verdere versplintering van het partijstelsel in Vlaanderen en de dreigende politieke instabiliteit. Het communautaire thema van het 'sterke Vlaanderen', tenslotte, werd enkel in de laatste twee spotjes bondig behandeld.

Zo te zien heerste er binnen de CVP nogal wat onzekerheid over de naar voor te schuiven agenda. In de krantencampagne werd er duidelijk voor geopteerd om, naast de verwezenlijkingen van de regering, ook de communautaire spanningen in herinnering te brengen bij de kiezer. In de TV-spotjes werd daarvan grotendeels afgezien. Aanvankelijk leek het de bedoeling om het zwaartepunt bij de sociaal-economische problemen te leggen, maar die strategie werd in de loop van de campagne wat bijgestuurd.

SP

De SP pakte uit met vijf verschillende reclameteksten. Enkel de laatste daarvan bevatte geen politiek-inhoudelijke boodschap. In drie advertenties werd telkens één specifiek *issue* voor het voetlicht gebracht. Onder de kop "Wij gaan niet in uw zakken zitten" worden de kiezers er vooreerst aan herinnerd dat een regering zonder de socialistische gelijk staat met zware inleveringen. Daarbij worden de belastingverlaging, de pensioenen en het sociale zekerheidsstelsel in het algemeen ter sprake gebracht. Wat dat laatste betreft wordt ook even naar de toenemende bureaucrativering verwezen. Dat laatste *issue* staat centraal in de tweede tekst, met als titel "De staat moet niet met de mensen hun voeten spelen." Een derde tekst ("Ligt U vannacht ook wakker tot ze thuis komen?") is helemaal gewijd aan het thema van de verkeersveiligheid en de persoonlijke veiligheid op straat. Tenslotte is er ook nog een advertentie waarin er, onder de algemene noemer "De mensen willen gezond verstand", een hele reeks *issues* wordt opgesomd: de communautaire spanningen in het algemeen, Voeren, de sociaal-economische problemen, de milieuverloedering en de veiligheid. Als we dit allemaal samentellen, dan springt vooral de sterke nadruk op de werking van de openbare diensten in het oog. Dit thema neemt gemiddeld zowat 37% van de advertentieteksten in beslag, en scoort daarmee beduidend hoger dan de sociaal-economische problematiek (tabel I).

In de TV-spotjes van de SP zijn de passages met een politiek-inhoudelijke boodschap relatief schaars. Zowat 56.8% van de zendtijd wordt gevuld met sfeerbeelden, algemene slogans en commentaar over de persoon van Louis Tobback. De rest van de tijd wordt telkens aan één of twee concrete *issues* besteed. In het eerste spotje was dat de milieuproblematiek. In het tweede en het vierde stond de sociaal-economische problematiek centraal, met name de thematiek van de inleveringen. Het derde spotje, tenslotte, richtte de aandacht op het *issue* van de verkeersveiligheid en de kleine criminaliteit. Uit tabel I blijkt duidelijk dat, alles samen genomen, het sociaal-economische *issue* veruit het sterkst in de verf is gezet, op afstand gevolgd door het milieu en het verkeer. In elk spotje werd daarnaast ook het thema van de politieke geloofwaardigheid even aangeraakt. Het centrale thema van de advertenties, namelijk de werking van de openbare diensten, blijft in de spotjes echter achterwege.

De SP-campagne was er dus kennelijk op gericht om een beperkt aantal zeer tastbare problemen naar voor te halen. Daarbij werd in de eerste plaats het schrikbeeld opgeroepen van een nieuwe inleveringsronde. Daarnaast stonden het milieu, de veiligheid in het verkeer en op straat en de slechte werking van de openbare diensten hoog op de agenda.

Hierbij kan nog worden aangestipt dat het thema van de kloof tussen burger en politiek de SP-campagne sterker heeft gekleurd dan uit de louter kwantitatieve analyse naar voor komt. Alhoewel dit issue slechts uitzonderlijk werd geëxpliciteerd zat het toch impliciet vervat in het discours dat werd gehanteerd en in de dramatische opbouw van de spotjes. Om het met de woorden van campagnemaker Wim Schamp te stellen: "Het boegbeeld (Louis Tobback) treedt uit zijn rol van politicus om zich namens 'de mensen' tot de politici te wenden. Een beetje in de zin van Guy Verhofstadt, die eveneens het aureool van politicus afwijst om de politieke klasse te gispen."²⁸

PVV

De krantencampagne van de PVV bestond uit acht verschillende advertenties, waarvan één algemene, en was rond zes verschillende thema's opgebouwd. Twee reclameboodschappen waren specifiek op de thematiek van het Burgermanifest toegespitst. In de ene werd uitgebreid het "politiek gestuntel" van de regering in de verf gezet ("Ze zouden beter een regeerbewijs met strafpunten uitvinden") en in de andere was het te hoge aantal ministers de centrale focus ("Het aantal Ministers moet gehalveerd worden"). Aan een hele reeks andere issues werd telkens één advertentie gewijd: het milieu ("Je stopt pas met vervuilen als je er belang bij hebt"), privatisering ("Sabena moet op eigen vleugels vliegen"), de communautaire spanningen ("Chantage, dat pakt bij ons niet") de begroting ("Onze kinderen vergeven ons nooit 8.000 miljard staatsschuld") en de migranten ("Terwijl iedereen struikelde over 't migrantenprobleem sleutelden wij aan een migrantenbeleid")²⁹. Elke tekst was daarnaast ook doorspekt met kritiek op de werking van het politieke systeem, wat mede verklaart waarom dit issue in de totaalbalans zo zwaar doorweegt (tabel I).

Ook in de TV-spotjes van de liberalen stond de thematiek van Guy Verhofstadts Burgermanifest centraal. Voor het overgrote deel werd het aan 'de man in de straat' overgelaten om het politieke bedrijf te becomingentariëren. In krantenadvertenties werd het spotje trouwens vooraf aangekondigd als "een extra politieke tribune zonder politiciers". Soms spitste de straatcommentaar zich op een specifiek issue toe, zoals het begrotingstekort, het verlenen van overheidssubsidies aan bedrijven in moeilijkheden of de communautaire spanningen. Maar meestal was het gewoon de politiek tout court die het moest ontgelden. Gedurende zowat 46,8% van de totale zendtijd werd uitsluitend het thema van het 'gesjoemel' onder de aandacht van de kijkers gebracht.

De kritiek op het politieke bedrijf was dus ongetwijfeld het dominante issue van de PVV-campagne. Zowel in de krantencampagne als in de TV-spotjes nam de partij afstand van de politieke klasse. Ze stelde zich op als buitenstaander en speelde zo veel mogelijk in op de anti-politieke stemming van de burger.

(28) *De Standaard*, 22-11-91.

(29) De meeste advertenties werden zeven of acht keer gepubliceerd, met uitzondering van die met betrekking tot de staatsschuld en de migranten die respectievelijk 10 en 11 keer werden afgedrukt.

VU

De Volksunie vatte haar programma samen in zes krantenadvertenties waarin er telkens één issue centraal stond. De wapenhandel ³⁰, de migrantenproblematiek ³¹, de splitsing van de sociale zekerheid ³², het milieuprobleem ³³, het politieke 'gesjoemel' ³⁴ en de staats hervorming passeerden op die manier de revue ³⁵. Dat laatste probleem werd bovendien nadrukkelijk in de bredere context van de Europese eenwording gesitueerd. Helemaal op het einde van de campagne publiceerde de VU bovendien een oproep van een aantal oud-politici. Daarin werd het accent vooral op de staats hervorming gelegd, met een aantal zijdelingse verwijzingen naar de Europese integratie en de vredesproblematiek. Als sluitstuk van de campagne verscheen er tenslotte in alle kranten een algemene boodschap zonder verwijzingen naar concrete issues. De Vlaams-nationale partij heeft haar krantenadvertenties dus over een vrij breed gamma van issues uitgesmeerd, zij het dat de sociaal-economische problematiek helemaal buiten beschouwing werd gelaten. Significant is verder dat gemiddeld slechts een derde van de teksten aan het communautaire issue was gewijd.

De TV-campagne van de VU was minder gevarieerd. Naast een opvallend grote dosis sfeerbeelden bestonden de drie spotjes uit een flitsende montage van beelden en interviews die op de regeringscrisis van eind september betrekking hadden. In het tweede spotje lag de klemtoon daarbij vooral op het probleem van de wapenhandel als moreel en pacifistisch issue, terwijl in het derde eerder de Vlaams-Waalse tegenstellingen in de kijker werden geplaatst. Andere issues werden niet ter sprake gebracht, afgezien van enkele korte verwijzingen naar het thema van de nieuwe politieke cultuur. Net als bij de SP echter lag de kritiek op het politieke klasse eerder vervat in de vormelijke aspecten van de spotjes. Door flarden van interviews en parlementaire debatten op een onsamenhangende manier aan elkaar te rijgen werd er een nogal deconstructief beeld opgehangen van het politieke gebeuren.

Op communautair vlak is de VU niet echt voluit durven gaan. Kennelijk had de partij er schrik van om enkel met dit issue te worden vereenzelvigd. In de plaats van zoveel mogelijk op de Vlaams-Waalse tegenstellingen te hameren verkozen de Vlaams-nationalisten om met een bredere agenda uit te pakken. Dit blijkt vooral uit de krantencampagne, waarin de niet-communautaire thema's het overwicht hadden. Ook in de TV-campagne heeft men het niet uitsluitend over een communautaire boeg willen gooien. Hier werd de aandacht verdeeld over het Vlaams-Waalse issue enerzijds en de wapenhandel als pacifistisch issue anderzijds.

(30) "Als we de uitvoer van wapens nu geen halt toeroepen dan komen ze straks op onze eigen kop terecht."

(31) "Als de vreemdelingen in Vlaanderen geen Nederlands leren, zullen we elkaar inderdaad nooit 'verstaan'!"

(32) "Als de sociale zekerheid niet wordt opgesplitst, valt er voor onze kinderen 'n heel stuk zekerheid weg."

(33) "Als we echt 'n schoon milieu willen, zullen we met z'n allen de schoonmaak moeten betalen..."

(34) "Als we geen komaf maken met het politiek gesjoemel, worden we straks het circus van Europa."

(35) "Als Vlaanderen niet snel zijn plaats opeist in Europa, krijgt het straks z'n eigen plaats in het museum."

Vlaams Blok

Het Vlaams Blok heeft drie verschillende krantenadvertenties gepubliceerd, waarvan er twee over een welbepaald probleem handelden, met name het migrantenprobleem en het communautaire probleem. Een derde advertentie bevatte enkel een compilatie van algemene slogans. De drie types van advertenties werden ongeveer in gelijke mate gepubliceerd. Ook het Vlaams Blok wenste zijn agenda dus blijkbaar niet tot één enkel issue te beperken.

Dat blijkt ook overduidelijk uit het enige TV-spotje van het Vlaams Blok. In de beperkte zendtijd waarover de partij kon beschikken werden er een hele reeks issues ten berde gebracht. Het migrantenthema kreeg het meest nadruk en nam ongeveer een derde van de totale zendtijd in beslag. In tweede orde van belangrijkheid volgen het communautaire issue met ongeveer 21% en het probleem van de criminaliteit met 12%. Onder de noemer "opkomen voor het gezin" werden er tenslotte nog een reeks issues opgesomd die verband houden met de teloorgang van de traditionele waarden: het gezin, abortus, het traditionele onderwijs en het egoïsme in de maatschappij.

Het is dus niet juist dat het Vlaams Blok alles op het migrantenprobleem heeft gezet. Weliswaar staat dit issue vooraan op de agenda van de partij, maar men kan bezwaarlijk stellen dat de andere thema's in de schaduw blijven daarvan. Met name het communautaire issue wordt door de partij nadrukkelijk op de voorgrond geplaatst. Dat blijkt overigens niet enkel uit de mate waarin dit thema aan bod komt, maar ook uit de manier waarop. Veel doekjes worden er niet om gewonden, zoals blijkt uit het volgende citaat uit het TV-spotje: "het Vlaams Blok zegt resoluut: België barst, Vlaamse onafhankelijkheid nu".

AGALEV

De groene partij heeft geen campagne gevoerd in de kranten. In de twee TV-spotjes van AGALEV lag het zwaartepunt duidelijk bij de milieuproblematiek en, nauw verstrengeld daarmee, de verkeersproblemen. De typisch groene problemen namen meer dan de helft van de totale zendtijd in beslag. Die worden op afstand gevolgd door een peleton van de meest diverse issues waarvan er geen enkel echt uit de band springt. Het probleem van de armoede wordt aangeraakt, de verkrotting, de wapenhandel, de ontwikkelingssamenwerking en de gelijkheid tussen man en vrouw. Het migrantenprobleem duikt heel even op in de tussenkomst van kandidaat Ludo Sannen in het eerste spotje. Hij pleit voor een eerlijke solidariteit tussen rijk en arm, zwart en blank, Noord en Zuid en, tenslotte, vreemdelingen en Vlamingen. De aandacht voor die andere issues is hoe dan ook weinig geconcentreerd en kan de indruk niet wegnemen dat de AGALEV-spotjes vooral tot doel hadden om het milieu-issue te activeren bij de kiezer.

Besluit

Welke issues werden er nu, alles samengenomen, het meest intensief 'gepriemd' door de zes grootste politieke partijen? Uit tabel I kunnen we afleiden dat de spreiding over de verschillende categorieën vrij groot is³⁶. Bovendien geven

(36) Bij de berekening van de totaalpercentages in tabel I werd het totale aantal seconden zendtijd van de zes grote partijen als basis genomen. Partijen die over meer zendtijd /..

de advertenties en de TV-spotjes een nogal verschillend beeld te zien. In de TV-spotjes scoren de sociaal-economische thema's duidelijk het hoogst, gevolgd door de problemen in verband met de werking van het politieke systeem. Het milieu en de communautaire problemen staan ongeveer op dezelfde hoogte. Opmerkelijk is verder dat het migrantenprobleem heel weinig aan bod is gekomen in de TV-spotjes. In de advertenties staat het communautaire probleem op kop, ondermeer doordat het in de krantencampagne van de CVP zo centraal stond. Opmerkelijk veel aandacht in de kranten krijgt ook de werking van het politieke systeem. Daarna pas komt de sociaal-economische thematiek, gevolgd door het migrantenprobleem. Dat dit laatste in de krantencampagne een groter gewicht heeft is te wijten aan de advertenties van de PVV en de VU, twee partijen die het probleem in hun spotjes niet ten berde brachten. De afwezigheid van AGALEV in de kranten verklaart mede de lage score voor het milieu.

In de literatuur die we in de inleiding geciteerd hebben wordt er vaak van uit gegaan dat elke partij in de praktijk slechts een beperkt aantal issues naar voor kan schuiven. Een partij die teveel issues terzelfdertijd bespeelt dreigt de kiezer in de war te brengen. Bovendien lenen de voor de partijen beschikbare communicatiekanalen er zich niet toe om complexe boodschappen over te brengen, waarin de verschillende issues met elkaar in verband worden gebracht³⁷. Als er een groot aantal partijen meedingen wordt het issue-spectrum dat door één enkele partij kan worden bestreken vermoedelijk nog kleiner. Op die manier ontstaat er een tendens in de richting van 'single issue'-partijen die zich zoveel mogelijk op één enkel probleem toelagen. Het is interessant om eens na te gaan welke partijen het best aan dit patroon beantwoorden. In feite wordt dit enkel door AGALEV en in mindere mate door de PVV benaderd. Beide partijen leggen consequent op één enkel thema het hoofdaccent. De aandacht die aan andere issues wordt besteed is vooral bij AGALEV zeer diffuus. De PVV daarentegen benadrukt naast het hoofdthema ook de begrotingsproblematiek. Bij de andere partijen is de communicatie duidelijk veel minder rond één enkel issue geconcentreerd. Wel zijn er vaak twee thema's die uit de band springen: het sociaal-economische en de werking van de openbare diensten bij de SP, de staatshervorming en de wapenhandel bij de VU, de staatshervorming en de migranten bij het Vlaams Blok en, minder uitgesproken, het sociaal-economische en de communautaire spanningen bij de CVP. Opvallend is verder dat de meeste partijen in hun advertenties uitpakken met een bredere waaier van issues dan in hun spotjes.

II. De agenda van de verkiezingsdebatten

TV2 en Telefacts

In een eerste reeks verkiezingsuitzendingen op TV2 werd elke partij afzonderlijk door een panel van journalisten ondervraagd over haar programma. Uit de kijkcijfers kunnen we afleiden dat de weerklink van die debatten niet mag worden overschat. Gemiddeld werden ze door 141.500 kijkers gevolgd. Voor de debatten met het Vlaams Blok en de SP bereikte de kijkdichtheid een piek. Meer belangstelling was er voor 'de laatste ronde', al blijft het kijkcijfer ook hier vrij be-

./.. konden beschikken wegen dus zwaarder door. Op dezelfde manier hebben de partijen die meer advertenties hebben gepubliceerd ook meer invloed op het totaal voor de kranten.

(37) I.BUDGE en D.J.FARLIE, *o.c.*, p.140-145, p.150.

scheiden. In dat debat werden de boegbeelden van de vijf grootste partijen volgens een zeer strict scenario met elkaar geconfronteerd.

De verkiezingsdebatten op VTM werden door beduidend meer kiezers gevolgd dan die op de BRTN. Vermoedelijk was de aandacht die in de geschreven pers aan de tele-voting werd besteed daar niet vreemd aan. Elke verkiezingsuitzending van Telefacts bestond uit één of twee debatten tussen vier politici van verschillende partijen over telkens één specifiek issue (zie tabel II). In de laatste uitzending werd een piek van meer dan een half miljoen kijkers bereikt.

TABEL II

Overzicht van de verkiezingsdebatten op TV

zender	datum	onderwerp/partij	deelnemers	aantal kijkers*
VTM (telefacts)	05/11	de Vlaams-Waalse geschillen	Dehaene (CVP), Tobback (SP), Verhofstadt (PVV), Van Grembergen (VU)	410.000
	12/11	a. drugs	Demeester (CVP), Tobback (SP), De Croo (PVV), Boutmans (AGALEV)	376.000
		b. geld	Van Rompuy (CVP), Claes (SP), Daems (PVV), Schiltz (VU)	
	19/11	a. migranten	Smet (CVP), Tobback (SP), Beysen (PVV), Dewinter (VL-BLOK)	521.000
		b. milieu	Kelchtermans (CVP), Vandembroucke (SP), Sauwens (VU), Gheysels (AGALEV)	
BRTN-TV2	12/11	Vlaams Blok	Annemans, Dewinter, Dillen	182.000
	13/11	AGALEV	Aelvoet, Geysels	110.000
	14/11	VU	Gabriels, Maes, Schiltz	138.000
	15/11	PVV	Daems, De Croo, Dewael	104.000
	18/11	SP	Claes, Tobback, Vandembroucke	184.000
	19/11	CVP	Dehaene, Martens, Van Rompuy	131.000
	22/11	CVP, SP, PVV, VU, AGALEV	Martens, Tobback, Dewael, Gabriels, Vogels	320.000

* Bron: BRTN-studiedienst, kijk- en luisteronderzoek; redactie Telefacts.

De verkiezingsdebatten op TV hebben we geanalyseerd volgens de in de inleiding toegepaste methode. Het resultaat vatten we samen in de tabellen III en IV ³⁸.

(38) De algemene inleiding van de debatten en de afronding ervan laten we telkens buiten beschouwing. De categorie 'algemeen' bevat nu de passages waarin er over het politieke gebeuren in het algemeen werd gedebatteerd, zonder verwijzingen naar specifieke issues.

We overlopen eerst de reeks BRTN-debatten waarbij er telkens een partij werd ondervraagd door drie journalisten.

TABEL III

De agenda van de verkiezingsdebatten op TV2, uitgedrukt in procenten

	CVP	SP	PVV	VU	AGALEV	VL.BLOK	Totaal partijen	laatste ronde	Totaal TV2
sociaal-economisch	19.5	29.5	31.7	19.5	23.6	1.5	22.7	37.8	26.6
milieu	14.9	7.3	0.2	0	2	0	4.5	11.7	6.3
verkeer	4.2	1.2	0	0	4.1	0	1.7	1.3	1.6
internationaal	0	0	0	8.9	18.3	0	4.9	1.5	4.1
migranten	19.6	11.2	18.3	15.7	16.2	33.1	17.7	10.1	15.8
communautair	32.6	24.8	24.5	33.1	18	60.3	29.6	29.1	29.5
politiek systeem	5.9	25.9	25.3	16.5	4.9	0	14.3	6.5	12.3
criminaliteit	0.2	0	0	1.3	0	0	0.3	0.1	0.2
andere	0.8	0	0	0.5	1.2	0	0.5	0.4	0.5
algemeen	2.4	0	0	4.5	11.5	5.1	3.8	1.5	3.2
Totaal	100.1	99.9	100	100	99.8	100	100	100	100
N (seconden)	2950	2942	2939	2946	2932	1442	16151	5601	21752

Uit tabel III kunnen we om te beginnen afleiden dat de agenda van de debatten nogal verschilt van partij tot partij, zij het dat er constant flink wat aandacht wordt besteed aan de migrantenproblematiek, het communautaire issue en de sociaal-economische issues. Enkel in het debat met het Vlaams Blok wordt dat laatste thema niet of nauwelijks aangesneden. Die partij werd praktisch uitsluitend over het migranten- en het communautaire issue aan de tand gevoeld. Op een vraag over het sociaal-economische programma van de partij werd door de politici niet echt ingegaan. Het Vlaams Blok kon als het ware helemaal op eigen terrein spelen.

De AGALEV-politici daarentegen gingen een vrij technische discussie aan met de journalisten over de budgettaire implicaties van hun beleidsvoorstellen. De milieuproblematiek als dusdanig kwam daardoor nauwelijks uit de verf. Wel werd er uitvoerig gepraat over de mogelijkheden die de groenen zagen om verder te saneren. Daarnaast spitste het debat zich vooral toe op de migrantenproblematiek, het communautaire thema en het internationale beleid. Wat dat laatste betreft lag de klemtoon niet zozeer op de wapenhandel maar wel op het defensiebeleid en de ontwikkelingssamenwerking.

Bij de VU was de overeenstemming tussen de eigen agenda en de agenda van het debat dan weer groter. Het hoofddaccent lag duidelijk op het communautaire issue. De andere prioriteit van de partij, de wapenhandel, kwam duidelijk meer voor dan bij de andere partijen, maar stond niet echt centraal. Meer aandacht ging naar het sociaal-economische issue (met name dan de budgettaire problematiek), de migranten en vooral ook de werking van het politieke systeem, meer bepaald de politieke benoemingen.

Daar vallen in hoofdzaak de speculaties over de mogelijke regeringscoalities onder en de discussie over de mate waarin de partijen regeringsverantwoordelijkheid wensen op te nemen.

De PVV-politici werden vooral over de sociaal-economische thema's uitgehoord, met bijzondere aandacht voor de begroting. Daarnaast kwamen vooral het migranten-issue, het communautaire issue en in iets mindere mate de thematiek van het Burgermanifest aan bod. Het gesprek met de SP-politici vertoonde een sterk gelijklopend profiel, zij het dat het milieuthema beduidend meer en het migranten-probleem wat minder aandacht kreeg. De discussie over het politieke systeem had vooral betrekking op de werking van de openbare diensten. Zowel bij de SP als bij de PVV was er geen fundamentele discrepantie tussen de eigen agenda en die van het debat.

Bij de CVP was er wel een tegenstelling. In dat debat had het communautaire issue een duidelijk overwicht op het sociaal-economische. Nochtans was het dat laatste issue dat, alles welbeschouwd, vooraan stond op het prioriteitenlijstje van de partij. Op ongeveer gelijke hoogte als het sociaal-economische stond het migrantenthema, een issue dat in de CVP-campagne onmiskenbaar op de achtergrond bleef.

In de laatste ronde dienden de politici om beurten een vraag voor te leggen aan elk van hun tegenspelers. Hier bepaalden de partijen dus zelf de agenda. De meeste kandidaten schoven de issues naar voor die ook in hun campagne centraal stonden. Wilfried Martens trachtte vooral te scoren met vragen over de sociaal-economische problematiek en de belastingsdruk. Louis Tobback stuwde het debat in de richting van de sociale zekerheids- en tewerkstellingsproblematiek, wat niet wegnam dat hij een uitgesproken communautaire vraag stelde aan Wilfried Martens. Het communautaire en het milieuthema werden respectievelijk door Jaak Gabriels en Mieke Vogels op tafel gegooid. Patrick Dewael, tenslotte, pakte uit met 'de echte problemen', te weten de migranten, de vluchtelingen, het budgettaire probleem en de pensioenen.

TABEL IV

De agenda van de verkiezingsdebatten op VTM en de totale agenda van de verkiezingsdebatten op TV, uitgedrukt in procenten

	Tele- facts 5/11	Tele- facts 12/11 a.	Tele- facts 12/11 b.	Tele- facts 19/11 a.	Tele- facts 19/11 b.	Totaal VTM	Totaal VTM & TV2	Totaal VTM & TV2 (gewo- gen)
sociaal-economisch	5.9	0	94.1	1.8	0	20.2	24.8	23.6
milieu	0	0	0	0	63.5	13	8.1	11.4
verkeer	0	0	0	0	20.2	4.1	2.3	3.1
internationaal	5	6	0	0	0	2.2	3.6	2.6
migranten	0	0	0	94.4	0	17.6	16.3	17.4
communautair	85.5	0	4.6	0	0	20.8	27.1	25
politiek systeem	3.6	0	1.3	0	16.3	4.4	10.2	8.1
criminaliteit	0	88.8	0	3.8	0	16.6	4.7	7
andere	0	5.2	0	0	0	0.9	0.6	0.5
algemeen	0	0	0	0	0	0	2.3	1.4
Totaal	100	100	100	100	100	99.8	100	100.1
N (seconden)	1885	1449	1593	1509	2932	8091	29843	

Als we de zeven BRTN-debatten samennemen, dan blijkt dat het communautaire issue daarin het meest aan bod is gekomen. Iets minder dan een derde van de zendtijd werd erdoor in beslag genomen. Het werd op de voet gevolgd door de sociaal-economische problematiek. Daarover werd zowat een vierde van de tijd gepraat. Voor het overige werd er vooral over het migrantenprobleem en, in mindere mate, over de werking van het politieke systeem gediscussieerd. Opvallend is verder dat het thema van het milieu en vooral ook dat van de internationale betrekkingen grotendeels onderbelicht bleven. Het is ook interessant om de agenda van de zes partij-debatten te vergelijken met de agenda die de politici zelf samenstelden in de laatste ronde. Het verschil zit hem vooral in de beklemtoning van de sociaal-economische thema's. Door de politici worden die problemen veel sterker op de voorgrond gebracht. Iets meer aandacht gaat in de laatste ronde ook naar het milieu-probleem. Dat gaat echter niet ten nadele van het communautaire, maar wel van de migrantenproblematiek en de issues die met de werking van het politieke systeem verband houden.

De analyse van de VTM-debatten is nogal voorspelbaar omdat elk debat, zoals gezegd, een welbepaald thema had. De selectie van de issues waarover er in de VTM-uitzendingen werd gepraat gebeurde op basis van een enquête bij 1000 Vlamingen. Daarbij werd de vraag gesteld welke de problemen zijn die de politici dringend moeten aanpakken. Over de vijf issues die daarbij het hoogst scoorden werd er gedebatteerd ³⁹ (Cfr. tabel II). Een korte reportage over het te bespreken issue ging aan elk debat vooraf. In de discussie die volgde werd er weinig of niet van het onderwerp in kwestie afgeweken. In het debat over de communautaire geschillen werd er wel af en toe eens naar het issue van de wapenhandel als dusdanig verwezen en naar de sociaal-economische problemen. Verder vormde het milieu-thema voor sommige politici een aanleiding om ook de slechte werking van de openbare diensten ter sprake te brengen.

Tot slot kunnen we ons nu een algemeen beeld vormen van wat er in de televisiedebatten op de agenda stond. Daarvoor baseren we ons op de gegevens in tabel IV, waar nodig aangevuld met de percentages van de deelcategorieën. Twee issues steken onmiskenbaar boven de andere uit: het sociaal-economische en het communautaire. Met ongeveer 27% van de zendtijd scoort dat laatste issue het hoogst. De sociaal-economische problemen vormden gedurende zowat één vierde van de tijd het gespreksonderwerp. In die discussies stond de begrotingsproblematiek centraal. Ongeveer 9.8% van de tussenkomensten had expliciet op de budgettaire situatie betrekking. In nauwe samenhang daarmee werden ook de belastingproblematiek (5.2%) en de sociale zekerheid (3.9%) frequent ter sprake gebracht ⁴⁰. Werkloosheid, monetaire problemen en armoede bleven daarentegen

(39) Het resultaat van enquête, zoals het in de uitzending werd meegedeeld, was: staats-hervorming: 4.9%, pensioensverzekering: 5.5%, werkloosheid: 5.5%, verkeersproblemen: 6.2%, criminaliteit: 6.9%, Vlaams-Waalse geschillen: 7%, drugsproblemen: 8.5%, belastingen en overheidsschuld: 9.5%, migranten: 10.8% en milieu-problemen: 16.2%. Op ons verzoek om de data van deze enquête beschikbaar te stellen voor secundaire analyse of om technische details mee te delen over de preciese vraagstelling is de redactie van Telefacts niet ingegaan.

(40) De percentages voor de deelcategorieën geven we hier onder enig voorbehoud. Precies omdat de verschillende deelaspecten van de sociaal-economische problematiek zo nauw met elkaar verweven zijn is het vaak niet mogelijk om een passage aan één bepaalde categorie toe te wijzen. Dit hebben we, zoals gezegd in de inleiding, opgelost door de duur van een dergelijke passage te verdelen over verschillende categorieën. Op die manier werden er nogal wat passages verdeeld over 'begroting' en 'sociale zekerheid' of over 'begro- /..

duidelijk op de achtergrond.

De twee dominante thema's worden op enige afstand gevolgd door het migrantenprobleem, dat de politici gedurende ongeveer 16% van de tijd bezighield. Daarbij ging de meeste aandacht duidelijk naar de migranten die sinds geruime tijd in ons land verblijven of gewoonweg naar de 'vreemdelingen' in het algemeen. Slechts af en toe werden de politieke of economische vluchtelingen uitdrukkelijk ter sprake gebracht⁴¹. De rest van de tijd werd grotendeels aan de milieu- en verkeersproblematiek en de problemen in verband met de werking van het politieke systeem gewijd. Beide issues namen elk zowat 10% in beslag. Wat dat tweede issue betreft had de thematiek van het 'gesjoemel' het overwicht. Gedurende ongeveer 6.8% van de tijd werd er gepraat over de verzuiling, de geloofwaardigheid van de politici, de politieke benoemingen, de 'nieuwe politieke cultuur, enz... Het andere luik, de werking van de openbare diensten, kwam beduidend minder aan bod (3.4%). In de categorie 'andere', tenslotte weegt vooral de drugproblematiek zwaar door.

Opmerkelijk is verder dat het buitenlandse beleid erg laag stond op de agenda. Het issue van de wapenhandel, bijvoorbeeld, was zonder meer van marginaal belang. Er werd wel uitvoerig gepraat over het Vlaams-Waalse conflict dat daarrond is ontstaan en over de federalisering van de buitenlandse handel, maar op de vraag welk beleid er dienaangaande dient gevoerd en in welke gevallen er licenties mogen worden verleend werd er niet of nauwelijks ingegaan. Dat issue vormde gedurende 1.4% van de tijd het gespreksonderwerp. Het debat met de VU op TV2 neemt daarvan het grootste deel voor zijn rekening. Ongeveer één tiende van dat debat was aan het issue van de wapenhandel gewijd. Dit is overigens niet het enige opmerkelijke hiaat. Over de ethische problematiek is er in de debatten letterlijk met geen woord gerept. Dit is niet zo evident als we er rekening mee houden dat uitgerekend het abortus-issue tijdens de eerste helft van de legislatuur vooraan stond in de actualiteit.

Tot nu toe hebben we zicht trachten te krijgen op de agenda van de verkiezingsdebatten door de cijfers van de verschillende uitzendingen gewoon met elkaar op te tellen. Die debatten interesseren ons echter maar in de mate dat ze de toon gezet hebben van de hele verkiezingscampagne, in de mate dat ze bepaald hebben wat de kiezers, of toch tenminste een deel ervan, als de inzet van de verkiezingen hebben beschouwd. In dat opzicht geven de hierboven besproken percentages misschien een ietwat vertekend beeld omdat we er impliciet van uitgaan dat elke uitzending een even grote impact had. Dit was, zoals hierboven aangegeven, niet het geval. De verkiezingsuitzendingen op VTM hadden een beduidend groter aantal kijkers dan die op de BRTN. We kunnen dit grotere bereik inrekenen door de gegevens eerst te wegen volgens het kijkcijfer van de uitzending en dan pas op te tellen. Op die manier dragen de druk bekeken debatten in verhouding meer bij tot het totaalbeeld. Toch blijkt uit tabel IV dat het verschil tussen de gewogen en de ongewogen percentages relatief klein is. Statistisch gezien is het niet significant⁴² en bovendien blijft de volgorde van de issues behouden.

./.. ting' en 'belastingen'. De percentages die we hier vermelden moeten dan ook eerder als een benaderende orde van grootte worden geïnterpreteerd.

(41) Dat was het geval gedurende zowat 2.6% van de tijd.

(42) $X^2 = 1,827$, $df = 8$, $sign. = 0.986$.

Actueel

Naast de TV-uitzendingen hebben we ook de verkiezingsdebatten op de BRTN-radio onderzocht. Gedurende de twee weken die aan de verkiezingen voorafgingen werd er in de middaguitzending van het duidingsprogramma Actueel telkens één politicus geïnterviewd door twee journalisten. Tijdens de eerste week werden de debatten gemiddeld door 321.000 luisteraars gevolgd (tabel V). In vergelijking met de partijdebatten op TV2 was de weerklink van de radiodebatten dus relatief groot.

TABEL V

Overzicht van de verkiezingsdebatten in het radiomagazine Actueel

datum	deelnemer	aantal luisteraars*
11/11	Van Rompuy (CVP)	315.000
12/11	Vandenbroucke (SP)	360.000
13/11	De Croo (PVV)	280.000
14/11	Schiltz (VU)	330.000
15/11	Aelvoet (AGALEV)	320.000
18/11	Dillen (VLBLOK)	**
19/11	Gabriëls (VU)	**
20/11	Dewael (PVV)	**
21/11	Tobback (SP)	**
22/11	Martens (CVP)	**

* Bron: BRTN-studiedienst, kijk- en luisteronderzoek

** geen luistercijfer beschikbaar

De teksten van die uitzendingen hebben we geanalyseerd aan de hand van het computerprogramma KWALITAN. Dit laat toe om de tekst onder te verdelen in passages waar één of meerdere trefwoorden aan kunnen worden toegekend en waarvan het aantal woorden kan worden geteld. Eerst hebben we volgens de inmiddels vertrouwde werkwijze de verschillende passages zoveel mogelijk aan één specifieke issue-categorie toegewezen. Dit is echter, zoals gezegd, onvermijdelijk een vrij ruwe categorisering, omdat de uitspraken van de politici meestal direct of indirect op uiteenlopende issues betrekking hebben, zelfs al ligt het hoofddoel meestal op één enkel probleem. De agenda van de debatten kan accurater in kaart worden gebracht door zulke uitspraken bij verschillende issue-categorieën in te delen. KWALITAN laat toe om dit op een flexibele wijze te doen. Bovendien kunnen we ons op die manier ook een beeld vormen van de onderliggende samenhang tussen de verschillende issues.

Tabel VI bevat het resultaat van de benaderende analyse. We kunnen eruit afleiden dat de sociaal-economische en de communautaire thema's het meest ter sprake zijn gekomen in de uitzendingen en respectievelijk ongeveer 21% en 19,2% van de discussie in beslag namen. Het communautaire issue kwam dus duidelijk minder aan bod dan in de TV-debatten. Opvallend veel aandacht ging ook naar de werking van het politieke systeem. Dit thema stond zelfs centraler dan de migranten- en de milieuproblematiek.

TABEL VI

De agenda van de verkiezingsdebatten op Actueel, uitgedrukt in procenten (enkelvoudige classificatie)

	CVP	SP	PVV	VU	AGALEV	VL.BLOK	Totaal
sociaal-economisch milieu	18.4	24.1	22.5	24.9	24.4	3.4	21
milieu	8.2	7	0.8	0	26.2	0	5.7
verkeer	0	2.3	10.5	9.5	2.5	0	4.8
internationaal	3.7	9.5	0	14.2	2.5	0	5.9
migranten	14	0	8.1	11.5	18.4	31.4	11.6
communautair	22.6	13.3	12.1	24.2	20	26.7	19.2
politiek systeem	18.9	30.1	20.6	15.3	0	1.8	17.2
criminaliteit	0.9	9.9	0.5	0	4.7	3.5	2.9
andere	3.3	0	16.6	0.5	1.2	0.4	4.3
algemeen	10	3.8	8.3	0	0	32.8	7.3
Totaal	100	100	100	100.1	99.9	100	99.9
N (woorden)	5305	4581	5044	5445	2425	2164	24964

TABEL VII

De agenda van de verkiezingsdebatten op Actueel, uitgedrukt in procenten (meervoudige classificatie)

	CVP	SP	PVV	VU	AGALEV	VL.BLOK	Totaal
sociaal-economisch milieu	32.3	43.2	31.6	44.2	62.9	7.3	37
milieu	9.5	11.3	3.6	0	47.8	0	9.4
verkeer	0	3.1	14.2	11.3	5	0	6.1
internationaal	13.6	9.5	4.8	27.9	9.1	0	12.5
migranten	19.2	0	12.3	13.8	26.1	41.5	15.5
communautair	28.9	22.4	17.2	34.8	24	34.1	26.3
politiek systeem	24.1	38.2	32	27.2	0	2.7	24.2
criminaliteit	1.7	13.7	2.3	0.6	11.4	7.7	5.2
algemeen	11.2	7.7	11.2	0	0	38.2	9.4
N (woorden)	5305	4581	5044	5445	2425	2164	24964

Het is echter interessanter om wat langer stil te blijven staan bij de gegevens in tabel VII. De percentages daarin betreffen het totale aantal woorden dat aan een bepaald issue is besteed en kunnen niet worden opgeteld tot 100 aangezien heel wat passages aan verschillende issue-categorieën werden toegewezen. De volgorde van de issues op de agenda blijft hierdoor grotendeels ongewijzigd. De sociaal-economische problematiek blijft op kop en weegt nu zelfs zwaarder door. 37% van de woorden hadden direct of indirect op die thematiek betrekking. Vooral de begroting (13.9%), de tewerkstelling (7.1%) en de sociale zekerheid (11.3%) stonden daarbij op het voorplan. Gedurende ongeveer een vierde van de gesprekken werd er naar het communautaire issue verwezen. Daarmee staat het op ongeveer gelijke hoogte als de werking van het politieke systeem. Wat dat laatste thema betreft gaat de meeste aandacht duidelijk naar het zogenaamde 'gesjoemel' (16.4%). De werking van de openbare diensten komt iets minder aan bod (10.4%).

Op de vierde plaats staat de migrantenproblematiek, met duidelijk het hoofdcacent op de migranten of de vreemdelingen in het algemeen (15.5%), en niet op de vluchtelingen in het bijzonder (3.1%). Opvallend is verder dat deze analyse leidt tot een wat hogere score voor de internationale issues (12.5%), die daarmee het milieuthema (9.4%) overtreffen. Dit is ondermeer te wijten aan de vele terloopse verwijzingen naar de Europese eenwording in de discussie over de begroting en de concurrentiekracht van de ondernemingen. Naast de Europese integratie (4.5%) wordt er ook af en toe naar de wapenhandel-problematiek verwezen (5.7%).

Tabel VI en tabel VII illustreren ook hoe de agenda telkens wordt aangepast aan de partij die aan bod komt, al zijn er wel een aantal constanten. De sociaal-economische problemen staan telkens op kop, behalve bij het Vlaams Blok. In de debatten met de vier grote partijen wordt er stevast flink wat tijd besteed aan de communautaire problemen en de werking van het politieke systeem. Maar afgezien daarvan wordt de agenda ook voor een stuk op maat gesneden van de partijen. Dit valt het sterkst op bij de SP en het Vlaams Blok. Vragen over de migranten bleven de SP-politici bespaard. In de plaats daarvan werd het probleem van de werking van de openbare diensten en de veiligheid heel nadrukkelijk naar voren geschoven, twee issues die voor de partij inderdaad prioritair waren. Het gesprek met Karel Dillen van het Vlaams Blok was zo goed als uitsluitend opgebouwd rond de twee belangrijkste aandachtspunten van die partij: migranten en de communautaire problemen. Aan de VU-agenda werd enigszins tegemoetgekomen door de wapenhandel-problematiek en de communautaire spanningen sterk te benadrukken. Hetzelfde geldt voor de kritiek op het politieke bedrijf in de debatten met de PVV. Het gesprek met AGALEV spitste zich weliswaar toe op de milieu-problematiek, maar de nadruk lag daarbij vooral op de sociaal-economische implicaties van het groene programma, zoals blijkt uit tabel VII. Ook aan de migranten werd er bij Agalev meer aandacht besteed dan gemiddeld. De agenda van de CVP-debatten wijkt het minst af van het algemene gemiddelde.

TABEL VIII

De samenhang tussen de issues in de verkiezingsdebatten op Actueel, in procenten (uitleg in de tekst)

verdere verwijzingen	basisclassificatie								
	soc.-econ.	milieu	verkeer	internationaal	migranten	communautair	politiek systeem	criminaliteit	andere
sociaal-economisch		57.1	28.7	32.1	17.4	29.8	30	23	14.4
milieu	14.5		4	6	1.1	3	7.6	12.7	0
verkeer	4.7	2.6		0	0	5.7	0.5	3	0
internationaal	10.8	8	0		0	19	4.2	4.8	0
migranten	7.3	1.8	0	0		5.7	1.5	44.5	32.5
communautair	21.2	8.3	24.3	40.1	9.6		9.9	13	4.9
politiek systeem	19.7	19.7	2	8.2	2.3	9.1		20.4	17.4
criminaliteit	3.2	7	2.6	2	14.9	2.6	4.4		16.6
andere	2.5	0	0	0	13.4	1.2	4.6	20.4	
N (woorden)	9230	2344	1528	3113	3868	6563	6041	1298	1596

De meerwaarde van een analyse met KWALITAN zit hem vooral hierin dat we gemakkelijk kunnen nagaan hoe de verschillende issues met elkaar gecombineerd werden. Zo wezen we al op het verband tussen het issue van de Europese eenmaking en het begrotingsprobleem. Tabel VIII geeft een algemeen beeld van de samenhang tussen de verschillende issue-categorieën. De percentages duiden telkens aan in welke mate een bepaald issue wordt gecombineerd met een ander. We kunnen er bijvoorbeeld uit aflezen dat er in 14.5% van de passages die op de sociaal-economische problematiek betrekking hadden ook naar de milieuproblematiek werd gerefereerd⁴³. Het percentage rechts daarboven, 57.1%, heeft op diezelfde deelverzameling betrekking, maar nu gerelateerd aan het milieu-totaal.

Uit het voorbeeld blijkt dus dat de *milieuproblematiek* hoofdzakelijk vanuit een sociaal-economische invalshoek werd benaderd. Daarnaast werd er in dit verband ook herhaaldelijk gerefereerd naar de gebrekkige werking van de openbare diensten (17.8%), met name dan de milieu-inspectie. De internationale issues hangen enerzijds samen met de sociaal-economische problematiek en anderzijds met de communautaire. In het eerste geval betreft het vooral de thematiek van de *Europese eenwording*. Vooral het begrotingsissue (41.6%)⁴⁴ en het issue van de concurrentiekracht (24.6%) hangen hiermee samen. In het tweede geval gaat het hoofdzakelijk om de combinatie van de *wapenhandel* en het communautaire probleem (53.7%). Het *migrantenissue* wordt het meest met de criminaliteit en de sociaal-economische problematiek in verband gebracht. Vooral de combinatie tussen migranten en armoede (8%) komt relatief veel voor. Ook naar de onderwijsproblematiek wordt vaak verwezen (12.7%). Het *communautaire issue* sluit het dichtst aan bij het sociaal-economische thema. Dat is vooral te wijten aan de discussie over de splitsing van de sociale zekerheid. Van alle communautair getinte passages had 20.8% daarop betrekking⁴⁵. Tenslotte valt het op dat de kritiek op de werking van het politieke systeem vooral aan de sociaal-economische thema's vasthangt. Dat heeft, voor wat het 'gesjoemel' betreft, ondermeer te maken met de kritiek op de verzuiling van het sociale zekerheidssysteem (12.6%). Daarnaast werd er vooral in het interview met Louis Tobback lang stilgestaan bij de tewerkstelling in de *openbare diensten* (19.4%).

Besluit

De communautaire en de sociaal-economische problematiek stonden duidelijk het hoogst op de agenda van de TV-debatten. Daarna volgden het migrantenissue, de werking van het politieke systeem en de milieuproblematiek. Dat was ook grosso modo het prioriteitenlijstje van de radio-debatten, behalve dat de werking van het politieke systeem daar wat hoger scoorde. Zowel op radio als op TV bleven het wapenhandel-issue, het abortus-issue en zelfs het issue van de criminaliteit en de onveiligheid duidelijk in de schaduw van de dominante thema's.

(43) Strict genomen verwijst het procent telkens naar het aantal woorden die zowel op het ene als op het andere issue betrekking hadden.

(44) De percentages tussen haakjes verwijzen telkens naar de deelcategorieën, die niet in de tabel werden opgenomen. Het issue dat cursief is gedrukt vormt de basis op grond waarvan het procent is berekend. In dit geval luidt de interpretatie als volgt: 41.6% van de passages waarin naar de Europese eenwording wordt gerefereerd hebben ook betrekking op het begrotingstekort.

(45) De discussie over de splitsing van de sociale zekerheid nam in totaal 5.5% van de zendtijd in beslag.

In vergelijking met de agenda van de partijen (tabel I) krijgen vooral de communautaire problematiek en de migrantenproblematiek relatief aandacht in de debatten. Ietwat paradoxaal is verder dat de werking van het politieke systeem beduidend meer op de korrel wordt genomen in de communicatie van de politieke partijen zelf dan in de debatten. De zelfkritiek van de politieke klasse moet met andere woorden niet onderdoen voor de kritiek vanwege de journalisten, wel integendeel.

Volgens Patterson zijn journalisten meer geneigd om het politieke debat toe te spitsen op 'position issues'. Op die manier komen de tegenstellingen tussen de kandidaten beter tot uiting en is de discussie scherper, boeiender en spectaculairder. De politici van hun kant zouden eerder geneigd zijn om over 'valence issues' te praten. Zo hoeven ze zich niet vast te pinnen op controversiële stellingnames en kunnen ze een ernstige en dus riskante dialoog met hun tegenspelers uit de weg gaan⁴⁶. Die dynamiek kan het verschil tussen de agenda van de partijen en die van de debatten gedeeltelijk verklaren. De werking van het politieke systeem is bij uitstek een 'valence issue' in die zin dat iedereen het erover eens is dat de kloof tussen burger en politiek dient gedicht en dat het politieke spel op een 'propere' manier dient gespeeld. Het migrantenprobleem daarentegen is eerder een 'position issue' dat een aantal duidelijke keuzes inhoudt: voor of tegen het stemrecht van migranten, voor of tegen een gedwongen uitwijzing. Ook inzake het communautaire dossier worden de politici meer gedwongen om kleur te bekennen en over concrete standpunten de degens te kruisen: voor of tegen de splitsing van de sociale zekerheid, voor of tegen het behoud van een sterk nationaal gezag. Die verklaring wordt echter voor een stuk tegengesproken door het verschil dat we hebben geconstateerd tussen de agenda van de partij-debatten op TV2 en de laatste ronde, waarvan de agenda door de politici zelf werd samengesteld. In de laatste ronde kreeg de kritiek op het politieke systeem minder aandacht dan in de partij-debatten en het communautaire issue ongeveer evenveel. Het feit dat het migrantenprobleem werd onderbektmoond in de laatste ronde is wel in overeenstemming met de zienswijze van Patterson.

De betrokken BRTN-journalisten zelf voeren aan dat ze zich bij het opstellen van hun vragen op drie criteria hebben gebaseerd: de politieke actualiteit, de bekommernissen die leefden bij de kiezer en de respectieve partijprogramma's⁴⁷.

Wat dat laatste betreft hebben we inderdaad vastgesteld dat de agenda vaak min of meer op maat gesneden werd van de geïnterviewde partijen. Maar dat was niet bij elke partij in gelijke mate het geval. Het Vlaams Blok kreeg nagenoeg uitsluitend vragen over de eigen topprioriteiten voorgeschoteld. Ook bij de PVV, de SP en de VU was er een zekere congruentie tussen de eigen agenda en de agenda van de debatten. Bij de CVP en bij AGALEV was dat echter in veel mindere mate het geval. Vooral AGALEV bleef met het milieuthema wat in de kou staan. De milieu- en verkeersproblematiek is wel aan bod gekomen in de debatten maar bleef toch duidelijk ondergeschikt aan een reeks andere thema's. Bovendien werd de milieuproblematiek meestal vanuit een uitgesproken sociaal-economische invalshoek benaderd.

(46) T.E.PATTERSON, *The Mass Media Election*. New York, Praeger, 1980, p.31-38. Patterson hanteert wel een andere terminologie. Hij heeft het over de tegenstelling tussen 'diffuse issues' en 'clear-cut issues'.

(47) Interview Jos Bouveroux (19-3-92), interview Tony Vandenbosch (19-3-92).

Daarnaast is het opvallend dat het migrantenissue in de debatten stelselmatig op het voorplan werd gebracht, een probleem dat nochtans relatief laag stond op de agenda van de meeste partijen, uitgezonderd het Vlaams Blok. Volgens de journalisten kon dit thema niet uit de weg worden gegaan omdat het duidelijk leefde bij de kiezers. In een volgende paragraaf gaan we na of dit inderdaad het geval was.

III. De agenda van de kiezers

Welke problemen speelden er in de periode vlak voor de verkiezingen door het hoofd van de kiezer? Door de verschillende issues te rangschikken volgens de mate waarin de kiezers die belangrijk vonden kun je, op een geaggregeerd niveau, de agenda van de kiezer reconstrueren. Probleem is echter dat het methodologisch geen uitgemaakte zaak is hoe die 'belangrijkheid' precies dient gemeten. Wij hebben de belangrijkheid van een issue gedefinieerd in termen van toegankelijkheid of beschikbaarheid van cognitieve schema's. Die beschikbaarheid wordt in de cognitieve psychologie meestal geoperationaliseerd door te meten hoe lang het duurt vooraleer de respondent op een vraag reageert. De reactietijd wordt dan geïnterpreteerd als een maat voor de toegankelijkheid van het betrokken schema⁴⁸.

Om praktische redenen wordt die werkwijze zelden of nooit toegepast in het verkiezingsonderzoek. Daar is het gebruikelijk om de respondent op de man af te vragen welke problemen hij het meest belangrijk vindt⁴⁹. Die vraagstelling sluit goed aan bij de cognitief psychologische invalshoek omdat de kans dat de respondent een bepaald probleem spontaan vermeldt waarschijnlijk hoger wordt naarmate het betrokken schema gemakkelijker toegankelijk is.

Een fundamenteel andere aanpak bestaat erin dat je vraagt hoe belangrijk een bepaald probleem is voor het nemen van een specifieke beslissing, in ons geval de partijkeuze. Schuman en Presser gaan op die manier te werk om, wat zij noemen, de 'centraliteit' van een standpunt te meten, een begrip dat zij vrij summier definiëren als 'subjective importance'⁵⁰. Hun vraagstelling is in elk geval moeilijker te verzoenen met de schema-theoretische benadering. Op die manier meet je duidelijk veel meer dan de mate waarin en de snelheid waarmee de respondent toegang heeft tot cognitieve schema's. Je meet ook hoe de respondent zijn eigen gedrag interpreteert of ook nog welke interpretatie daarvan hij het meest sociaal wenselijk acht. Uit experimenteel psychologisch onderzoek blijkt overigens dat een individu over het algemeen zeer slecht in staat is om zelf de belangrijkheid in te schatten van de criteria waarop hij een beslissing baseert⁵¹. Een bijkomende moeilijkheid is dat je door de vraagstelling zelf een bepaald issue-schema activeert. Het is mogelijk dat de respondent, nu hij eraan herinnerd wordt, dit issue als be-

(48) R.LAU, *o.c.*, p.98; S.T.FISKE en S.E.TAYLOR, *o.c.*, p.298-301.

(49) Soms wordt de vraag gesloten en kan de respondent één of meerdere issues kiezen uit een lijst. Voor een opsomming van de voor- en nadelen van beide methoden, zie: R.A. HEMKER, Openbare meningen over de belangrijkheid van politieke problemen, in: C. VAN DER BIJK (ed.), *Longitudinaal enquête-onderzoek: mogelijkheden en problemen*. Mededelingen van de Subfaculteit der Algemene Politieke en Sociale Wetenschappen van de Universiteit Van Amsterdam 6/7. Amsterdam, 1980, p.209-219.

(50) H.SCHUMAN en S.PRESSER, *o.c.*, p.234-239.

(51) G.RABINOWITZ, J.PROTHO en W.JACOBY, Salience as a Factor in the Impact of Issues on candidate Evaluation, *Journal of Politics*, 44 (1982), p.43-44; S.T.FISKE en S.E. TAYLOR, *o.c.*, p.275-278.

langrijk ervaart, terwijl het op het moment van de keuze misschien het verste van zijn gedachten zou geweest zijn ⁵².

Wij gaan hoofdzakelijk voort op de open vraag naar "de belangrijkste problemen in ons land". De vraagstelling werd letterlijk uit het Nederlandse Kiesonderzoek overgenomen ⁵³. Er werden per respondent niet meer dan vijf antwoorden gecodeerd. Bij het coderen werd hetzelfde classificatieschema gebruikt als bij de analyse van de verkiezingsdebatten en van de partijpropaganda. De interviews werden afgenomen gedurende de twee weken die aan de verkiezingen voorafgingen. In totaal werden er 365 respondenten uit het Vlaamse Gewest ondervraagd ⁵⁴. Een soortgelijke vraag naar de belangrijkheid kwam ook voor in een enquête die begin 1991 werd afgenomen bij 239 respondenten ⁵⁵. Door het antwoord op beide vragen te vergelijken kunnen we er ons een benaderend idee van vormen hoe de agenda van de kiezer in de loop van 1991 is geëvolueerd. Daarnaast gebruiken we het antwoord op de vraag van Schuman en Presser naar de centraliteit van een aantal standpunten als aanvullende informatie. Die vraag werd enkel in de enquête van november gesteld.

(52) Voor een ietwat afwijkende visie op dit probleem, zie: E.W.KANE en H.SCHUMAN, Open Survey Questions as Measures of personal Concern with Issues, *Sociological Methodology*, 1991, vol.20, p.81-96. Volgens de auteurs zou het antwoord op de open vraag naar de 'belangrijkste problemen' enkel weerspiegelen hoeveel aandacht bepaalde issues in de media krijgen, en in welke mate de respondent daar weet van heeft, zonder dat dit voor het overige veel consequenties heeft voor zijn gedrag. Wel relevant is volgens hun de "depth and intensity of opinion", maar over de vraag hoe die variabele dient opgevat en gemeten geven ze geen uitsluitsel.

(53) J.W.VAN DETH en R.HORSTMAN, *Dutch Parliamentary Election Studies Data Source Book 1971-1986*. Amsterdam, SWIDOC, 1989, p. 121-133. Daarnaast vragen wij aan de respondenten die meerdere problemen opnoemen om het belangrijkste probleem aan te duiden.

(54) De enquêtes werden afgenomen door 61 studenten van de Faculteit Sociale Wetenschappen (richting Politieke Wetenschappen) van de K.U.Leuven. De steekproeftrekking gebeurde op een aselechte wijze, met dien verstande dat de studenten inwoners van hun eigen gemeente hebben geïnterviewd, waardoor de provincies Oost-en West-Vlaanderen wat onder- en Brabant wat oververtegenwoordigd zijn. Indien de steekproef perfect representatief zou zijn zou het 95% betrouwbaarheidsinterval +/- 5.13 bedragen voor $p=0.5$ en +/- 3.08 voor $p=0.1$. De steekproef is wel te klein om nog verder te kunnen worden opgesplitst in deelsteekproeven, zodat het niet mogelijk om aan de hand van deze data op een betrouwbare wijze te onderzoeken hoe de 'issue salience' met andere variabelen samenhangt.

(55) Dit onderzoek werd op de dezelfde manier georganiseerd als dat van november. De interview werden door 40 studenten afgenomen gedurende de kerstvakantie. De vraagformulering was wel niet helemaal identiek: "Wat vindt U de meest dringende problemen waar de politici een oplossing voor moeten vinden?". Het 95% betrouwbaarheidsinterval bedraagt nu +/- 6.34 voor $p=0.5$ en +/- 3.8 voor $p=0.1$.

TABEL IX

De agenda van de kiezer: het antwoord op de vraag naar de belangrijkste problemen, in procenten

	aantal respondenten dat een probleem vernoemt		frequentieverdeling van het totale aantal opgesomde problemen		frequentieverdeling van de belangrijkste problemen		frequentieverdeling van de eerst opgenoemde problemen	
	jan. 91	nov. 91	jan. 91	nov. 91	jan. 91	nov. 91	jan. 91	nov. 91
sociaal-economisch	69.9	69.6	37.8	32.1	42	39.8	41.5	39.1
milieu	37.7	42.2	13.4	13.4	18.1	14.9	17.5	11.5
verkeer	24.3	21.1	9.2	7.1	6.2	3.8	7	4.9
internationaal	26.8	7.1	10.7	2.5	11.5	1.2	10	2.3
migranten	26.8	47.9	9.1	15.4	7.5	15.5	8.7	17.8
communautair	4.6	23.3	1.7	8	2.7	8.4	2.2	10.3
politiek systeem	14.2	30.1	6.5	11.2	2.7	9.1	3.9	8.6
criminaliteit	5	7.4	1.7	2.7	1.3	2.4	0.9	1.4
ander	25.1	19.7	9.9	7.7	7.9	5.1	8.3	4
Totaal			100	100.1	99.9	100.2	100	99.9
N	239	365	704	1168	226	343	229	348

In tabel IX geven we in de eerste kolom telkens het percentage respondenten dat minstens één keer een issue van de betrokken categorie heeft vernoemd. De tweede kolom bevat de frequentieverdeling van het totale aantal opgesomde issues en de derde kolom de frequentieverdeling van het aantal vermeldingen als belangrijkste probleem. In de vierde kolom, tenslotte, geven de frequentieverdeling van de issues die als eerste werden vermeld en dus waarschijnlijk het meest direct toegankelijk waren.

De sociaal-economische issues hielden de kiezers veruit het meest bezig in de periode vlak voor de verkiezingen. Zowat 70% van de respondenten vermeldde een dergelijk issue en 40% duidde het ook aan als belangrijkste. De kiezers zijn het meest bekommerd om de tewerkstellings- en de begrotingsproblematiek. Die problemen worden door respectievelijk 30% en 21% ten minste één keer vernoemd. Ook de belastingen (12.6%), de armoede (12.6) en de pensioenen (11.2%) worden relatief frequent aangehaald.

De migrantenproblematiek is weliswaar minder prioritair maar ligt toch flink wat kiezers op de lever. Niet minder dan 48% vermeldt het issue minstens één keer en 15.5% kiest het ook als belangrijkste. Bij 18% van de respondenten is het migrantenissue het eerste wat in hun hoofd opkomt. De respondenten hebben het daarbij hoofdzakelijk over 'vreemdelingen' of 'gastarbeiders'. Naar het vluchtelingenprobleem als specifiek issue wordt zelden of nooit verwezen. Het milieu- en migrantenissue staan ongeveer op gelijke hoogte. Zowat 42% brengt het milieu-issue ter sprake en 14.9% vindt het ook het belangrijkste probleem. Opmerkelijk is wel dat het milieu het moet afleggen tegen de migranten wat het aantal eerste vermeldingen betreft.

Nog lager op de agenda vinden we de problemen die de werking van het politieke systeem betreffen. Een klein derde van de respondenten vindt de werking van de openbare diensten of de manier waarop het politieke spel wordt gespeeld problematisch. Dat tweede element heeft duidelijk de bovenhand (27.7%). Voor ongeveer één tiende zijn de problemen die met de werking van het politieke systeem verband houden prioritair. Het communautaire issue scoort iets lager dan

het vorige. Een klein vierde van de respondenten komt ermee op de proppen, maar slechts 8% kiest het als belangrijkste. Inzake het aantal eerste vermeldingen scoort het wel wat hoger dan de werking van het politieke systeem. Het mobiliteitsprobleem wordt ongeveer evenveel opgesomd, maar is voor relatief weinig kiezers een topprioriteit.

De problemen die overblijven zijn verwaarloosbaar. Enkel het issue van de criminaliteit springt er nog enigszins uit. 7.4% van de ondervraagden vermeldt dit. Opvallend weinig kiezers maakten zich zorgen over de internationale ontwikkelingen of het buitenlandse beleid. Van de wapenhandelproblematiek lag zo goed als niemand wakker. Het issue werd door welgeteld één respondent opgeworpen. Amper zes respondenten hadden het over de defensieproblematiek of over de legerdienst. Het abortusprobleem was al even marginaal en werd slechts door vier respondenten vermeld.

TABEL X

De agenda van de kiezer: de centraliteit van negen issues, in procenten

	meest belangrijk	zeer belangrijk	redelijk belangrijk	niet erg belangrijk	N
begrotingstekort	36.9	39.4	12.4	11.3	355
migranten	20.6	42.6	26.2	10.6	359
verkeersfiles	18.5	42	19.3	20.2	357
staats hervorming	16.3	26.8	29	27.9	355
splitsing sociale zekerheid	13.4	31.2	28.7	26.7	352
wapenhandel	11.6	30.8	25.1	32.5	354
vluchtelingen	11.5	43.3	32.1	13.1	358
abortus	7.3	35.5	30.7	26.5	355
legerdienst	3.1	12	33.5	51.4	358

Grosso modo dezelfde volgorde van belangrijkheid komt ook te voorschijn als we de vraag stellen naar de centraliteit van een aantal issues. Het resultaat daarvan geven we in tabel X. Volgens Schuman en Presser ligt de belangrijkste cesuur tussen de categorieën 'meest belangrijk' en 'zeer belangrijk'. Het zijn vooral de personen die zich in de eerste categorie situeren die intensief met het probleem bezig zijn en die zich ook qua standpunt van de andere respondenten onderscheiden⁵⁶. Die eerste categorie omvat vermoedelijk de groep kiezers die je, in navolging van Converse, als een 'issue public' zou kunnen omschrijven⁵⁷. Die groep is veruit het grootst voor wat het begrotingsprobleem betreft. Er zijn opvallend weinig respondenten die niet erg zwaar aan dit issue lijken te tillen. De migranten en de verkeersfiles komen samen op de tweede plaats met een 'issue public' van respectievelijk 20.6% en 18.5%. Daarna volgen twee communautaire issues, de staats hervorming en de splitsing van de sociale zekerheid, die door 16,3% en 13.4% als belangrijkste werden aangeduid.

Verder bevestigen deze bijkomende gegevens dat het wapenhandel-issue en het abortus-issue van ondergeschikt belang waren. Ze illustreren ook dat de kiezer

(56) H.SCHUMAN en S.PRESSER, *o.c.*, p.237-239.

(57) P.E.CONVERSE, The nature of Belief Systems in Mass Publics, in: D.APTER (ed.), *Ideology and Discontent*, New York, 1964, p.245-246.

niet zoveel belang hechtte aan het vluchtelingenprobleem als specifiek issue. De enige verrassing in tabel X is misschien dat het wapenhandel-issue in absolute termen toch nog vrij hoog scoort. 11.6% noemt het als belangrijkste probleem, terwijl daarnet gebleken is dat het probleem zelden of nooit spontaan wordt vernoemd. Dit lijkt dan ook een goed voorbeeld van een issue dat de kiezers niet echt bezighoudt, maar dat, eens geactiveerd door de vraagstelling, door relatief veel kiezers toch als belangrijk wordt getypeerd. Vermoedelijk wordt het ook als sociaal wenselijk ervaren om een dergelijk moreel geladen issue 'belangrijk' te vinden.

Vergelijken we nu eens de agenda van vlak voor de verkiezingen met die van begin 1991. Daarvoor keren we terug naar de open vraag en naar tabel IX. We stellen om te beginnen vast dat de belangstelling voor de sociaal-economische problematiek vrij stabiel is. Het aantal respondenten voor wie dit probleem prioritair is was in januari 91 ongeveer even groot als vlak voor de verkiezingen, namelijk om en bij de 40%. Als we naar de afzonderlijke sociaal-economische issues kijken zien we toch een verschuiving. Het begrotingsissue hield de burgers in januari veel minder bezig dan in november. In januari werd het door 7.9% vermeld, vlak voor de verkiezingen door 20.8%. In het klassement van de belangrijkste problemen klimt het begrotingsprobleem van 3.1% naar 9.3%. De belangrijkheid van het tewerkstellingsissue blijft daarentegen vrijwel constant. In januari werd het door 32.2% van de respondenten vernoemd.

Het issue dat in de loop van 1991 het sterkst is komen opzetten is ongetwijfeld het communautaire. In januari waren de communautaire spanningen in de ogen van de burger onmiskenbaar van ondergeschikt belang. Amper 5% van de respondenten schoot dit probleem te binnen. Voor nauwelijks de helft daarvan was het een prioriteit. Elf maand later blijken die aantallen ongeveer vervijfvoudigd te zijn en bekleedt het issue een niet onbelangrijke vijfde plaats op de agenda van de kiezer. Een andere spectaculaire stijger is het migrantenprobleem. Dit issue speelde in januari door het hoofd van ongeveer een kwart van de kiezers. Ongeveer 9% vond het prioritair. De belangrijkheid van dit issue is in de loop van 1991 ongeveer verdubbeld. Tenslotte is ook het belang van de problemen in verband met het politieke systeem sterk toegenomen sinds begin januari. Het aantal kiezers dat het probleem aanhaalt is verdubbeld, het aantal dat het als belangrijkste noemt verdrievoudigd.

Daar staat tegenover dat de milieu- en verkeersproblematiek wat aan belang hebben ingeboet. Terwijl het milieuthema in januari nog onbedreigd als tweede gerangschikt stond op de agenda van de kiezer moet het die plaats elf maand later delen met het migrantenprobleem, dat zelfs al een kleine voorsprong heeft. In absolute termen is de terugval van het milieu-issue wel beperkt. In januari werd het door ongeveer 18% als belangrijkste genoemd, in november door 15%. De belangstelling voor de internationale problematiek daarentegen is sinds januari bijna helemaal weggedeemd. Het aantal kiezers dat een internationaal probleem vermeldt is teruggelopen van bijna 27% tot amper 7%, het aantal dat het als belangrijkste noemt van 10% tot 2.3%. Het feit dat de Golfcrisis de actualiteit beheerste op het moment dat de eerste enquête werd afgenomen is de voor de hand liggende verklaring daarvoor.

We kunnen besluiten dat de sociaal-economische issues de agenda van de kiezer domineerden op de vooravond van de verkiezingen. Iets minder hoog op het ranglijstje stonden de milieu- en de migranten-problematiek. Daaronder vinden we de problemen in verband met de werking van het politieke systeem, gevolgd door het communautaire issue en het probleem van de mobiliteit. De internationale problemen, de ethische problemen en ook het probleem van de criminaliteit

hielden de kiezers slechts in zeer beperkte mate bezig tijdens de verkiezingscampagne. Daarnaast hebben we vastgesteld dat de bezorgdheid om de sociaal-economische issues en de milieuproblematiek een vrij constant gegeven is, terwijl het migrantenissue, het communautaire issue en de werking van het politieke systeem pas in de loop van 1991 zijn geactiveerd.

In welke mate bestaat er een overeenstemming tussen de agenda die de partijen naar voor hebben geschoven en de agenda van de kiezers? Als we het prioriteitenlijstje van de kiezer leggen naast dat van alle partijen samen (Tabel I, laatste twee kolommen), dan valt er ten minste één discrepantie op. Het migrantenissue was voor de kiezer het op één na meest belangrijke probleem, maar werd door de partijen over het algemeen eerder onderbekteld. In de TV-spotjes werd het issue door bijna alle partijen gemedend. In de krantencampagne kwam het wat meer aan bod, al staat het ook daar slechts als vierde gerangschikt. Daarnaast hield ook het milieu-issue de kiezers meer bezig dan de partijen.

Een aantal andere problemen zijn meer prioritair voor de partijen dan voor de kiezers. Dat was duidelijk het geval voor de communautaire problemen en de werking van het politieke systeem. Op de kiezersagenda staan die op de vierde, respectievelijk vijfde plaats. Voor de partijen wegen beide problemen veel zwaarder door. Zowel in de kranten- als in de TV-campagne is de gebrekkige werking van het politieke systeem zelfs het op één na belangrijkste issue. Voor de communautaire spanningen wordt er in de kranten zelfs het meest plaats van al ingeruimd. Het feit dat de partijen die twee issues zo sterk op het voorplan hebben gebracht kan er wel toe bijgedragen hebben dat de kiezer ze in november als belangrijker ervaarde dan in januari. Voor het overige stonden ook de internationale problemen iets hoger op de agenda van de partijen dan op die van de kiezers. Partijen en kiezers hebben wel de sterke belangstelling voor de sociaal-economische problematiek gemeen, al is dit issue voor de kiezers nog dominanter dan voor de partijen.

Van geen enkele partij vormt de agenda een weerspiegeling van de kiezersagenda. Dat kan ook moeilijk anders, aangezien de partijen bij het uitkiezen van hun prioriteiten noodgedwongen zeer selectief te werk gaan en 'de' agenda van de kiezer enkel bestaat op een geaggregeerd niveau. Toch kunnen we stellen dat de SP en de CVP, die sterk de nadruk leggen op de sociaal-economische problemen, het dichtst aansluiten bij de bekommernissen van de gemiddelde kiezer. Aan het andere uiterste staat de VU die vooral in het communautaire probleem en het wapenhandel-issue heeft geïnvesteerd en daarmee allerminst op de hoofdbekommernissen van de doorsnee kiezer inspeelde.

De journalisten maken zich sterk dat ze in de debatten zoveel mogelijk de issues aan bod brengen die leven bij het burger. Is er inderdaad een overeenkomst tussen de agenda van de kiezer en die van de verkiezingsdebatten? Als we de totalen bekijken in de tabellen IV en VI, dan stellen we inderdaad vast dat de inhoud van de debatten in bepaalde opzichten aansloot bij de bekommernissen van de burger. De aandacht die aan de sociaal-economische problematiek, het migrantenprobleem en de werking van het politieke systeem werd besteed stond grosso modo in verhouding tot de belangstelling die hiervoor bestond bij de kiezers, al had de sociaal-economische problematiek volgens die maatstaf wat meer aandacht mogen krijgen. De volgorde van de issues op de agenda verschilt echter nogal. Dit komt vooral omdat het communautaire probleem de topprioriteit was in de debatten en bijna een derde van de tijd in beslag nam, terwijl het op de kiezersagenda door vier andere issues werd voorafgegaan en slechts door 8.4% als prioritair werd ervaren. Daartegenover staat dat het milieu-probleem in de debatten op TV2 en Ac-

tueel meer aandacht had verdiend, rekening houdend met het belang dat de kiezers daaraan hechtten. Voor de kiezers is milieu het derde belangrijkste probleem, maar op de agenda van de genoemde uitzendingen staat het slechts op de vijfde plaats. Alles welbeschouwd vormt de agenda van de kiezers dus slechts bij benadering een weerspiegeling van de agenda van de debatten ⁵⁸.

IV. Besluit

Het uitgangspunt van dit artikel was de vraag welke issues er op 24 november door het hoofd van de kiezer speelden. Uit onderzoek blijkt immers dat, voor zover issues een invloed hebben op het stemgedrag, de 'issue salience' daarbij de doorslag geeft. Bovendien wint het inzicht veld dat de kiezer niet nauwgezet het ene issue tegenover het andere afweegt, maar zijn keuze afstemt op een beperkt aantal issues waarvan de cognitieve schema's op het moment van de keuze het meest toegankelijk zijn. Precies die beschikbaarheid van issue-schema's kan door de politieke communicatie tijdens de campagne in de hand gewerkt worden.

We hebben vastgesteld dat het grootste deel van de kiezers vooral met sociaal-economische issues bezig was. Daarnaast was ook het migrantenissue voor veel kiezers onmiddellijk beschikbaar. In dalende orde van belangrijkheid volgden het milieuprobleem, de problemen betreffende de werking van het politieke systeem en de communautaire problematiek. Criminaliteit en vooral ook wapenhandel en abortus waren van ondergeschikt belang. Verder is gebleken dat de toegankelijkheid van de sociaal-economische problematiek en het milieuprobleem sinds begin 1991 ongeveer constant is gebleven. Wel was de aandacht van de bevolking in november meer op de begroting toegespitst dan in januari. In de loop van het jaar is vooral de toegankelijkheid van het migrantenissue, het communautaire issue en de problemen in verband met het politieke systeem sterk toegenomen ⁵⁹. De internationale problemen daarentegen hebben aan belang ingeboet.

(58) In het 'agenda setting'-onderzoek is het gebruikelijk om de correlatiecoëfficiënt tussen de verdelingen als een maat te gebruiken voor de overeenkomst tussen de agenda's. De agenda wordt dan als een variabele beschouwd met de verschillende issues als observaties. In ons geval is de Pearson-correlatiecoëfficiënt tussen de agenda van de kiezer (meest belangrijke problemen) en die van de TV-debatten 0.67 (TV2 : 0.65, VTM : 0.56). Voor de radio-debatten is de correlatie 0.65. Eigenaardig genoeg stond de inhoud van de VTM-debatten dus wat verder af van de bekommernissen van de kiezers dan de inhoud van de BRIN-debatten, en dit ondanks het feit dat VTM zich bij de selectie van de issues op een opiniepeiling baseerde. De correlatie tussen de agenda van de partijen (TV-spotjes) en die van de kiezers is van dezelfde orde van grootte, namelijk 0.67. De correlaties tussen de agenda van de burger en de agenda van de berichtgeving in de TV-journaals en de kranten is door de band beduidend hoger. Dat aspect van het 'agenda setting'-proces hebben wij echter niet geanalyseerd.

(59) Dat het issue-schema betreffende de migranten bij veel kiezers actief was en de perceptie van het electorale gebeuren in belangrijke mate heeft gekleurd blijkt ook duidelijk uit het onderzoek van Swyngedouw. Op basis van data die tijdens de verkiezingscampagne werden verzameld tracht de auteur zich een beeld te vormen van de waarden die het meest bepalend zijn geweest voor de manier waarop de kiezers een onderscheid maakten tussen de partijen. Via een MDS-analyse komt hij ondermeer tot het bevinding dat vooral de waardenoriëntatie met betrekking tot de migranten de perceptie van de electorale ruimte heeft bepaald. De kiezers konden de partijen op die dimensie het best uit elkaar houden. Op de tweede en de derde plaats komen de sociaal-economische links-rechts tegenstelling en de communautaire dimensie (M.SWYNGEDOUW, *Waar voor je waarden*. Leuven, 1992, p.65-66).

Echt verrassend zijn die bevindingen natuurlijk niet. In de inleiding hebben we erop gewezen dat de dramatisering van een bepaald probleem het gedroomde middel is om de subjectieve belangrijkheid ervan de hoogte in te jagen. De regeringscrisis van eind september en de hevige opstoot van communautaire hoogspanning hebben ongetwijfeld als een ontstekingsfactor in die zin gewerkt. Vermoedelijk hebben de migrantenrellen van eind april in Vorst een soortgelijk effect gehad op de 'saliency' van het migrantenprobleem, al was die voordien al relatief hoog. De belangstelling voor alles wat met 'vreemdelingen' te maken had is daarna allicht verder aangewakkerd door de controverse rond het vluchtelingenbeleid, met ondermeer de fel opgemerkte stellingname van Louis Tobback in september en de problemen in Lint. Dat er in november meer kiezers waren die de werking van het politieke systeem als problematisch ervaren heeft allicht te maken met een aantal politieke schandalen die in de loop van 1991 zijn opgedoken.

De hamvraag is echter of de politieke communicatie tijdens de campagne ertoe heeft geleid dat die issues voor de kiezer beschikbaar bleven of nog gemakkelijker beschikbaar werden. Pas dan kan er sprake zijn van 'agenda setting' in de stricte zin van het woord. Werden bijvoorbeeld het migranten-issue in de media naar voor gehaald omdat het veel kiezers bezighield of hield het veel kiezers bezig omdat het in de media constant werd geactiveerd? Onze data kunnen geen uitsluitsel geven omtrent de achterliggende causale dynamiek. Maar de studies die we in de inleiding hebben geciteerd wettigen op zijn minst het vermoeden dat het effect van de media-aandacht op de beschikbaarheid dominant geweest is. De hypothese is dus dat de toegankelijkheid van het communautaire probleem, het probleem van de werking van het politieke systeem en vooral het migrantenprobleem eind november uitzonderlijk hoog was omdat de kiezers er door de media op attent werden gemaakt.

Om die hypothese verder te toetsen zouden we natuurlijk ook de algemene berichtgeving bij de analyse moeten betrekken. We mogen immers niet vergeten dat de weerklank van de verkiezingsdebatten al bij al vrij beperkt is geweest en dat de inhoud daarvan onmogelijk de enige factor kan geweest zijn die de agenda van de campagne heeft bepaald. Nader onderzoek moet uitwijzen welke issues tijdens de campagne werden geactiveerd in de nieuwsuitzendingen en in de kranten, en met welke issues de verkiezingen in het algemeen en de partijen in het bijzonder het meest werden geassocieerd.

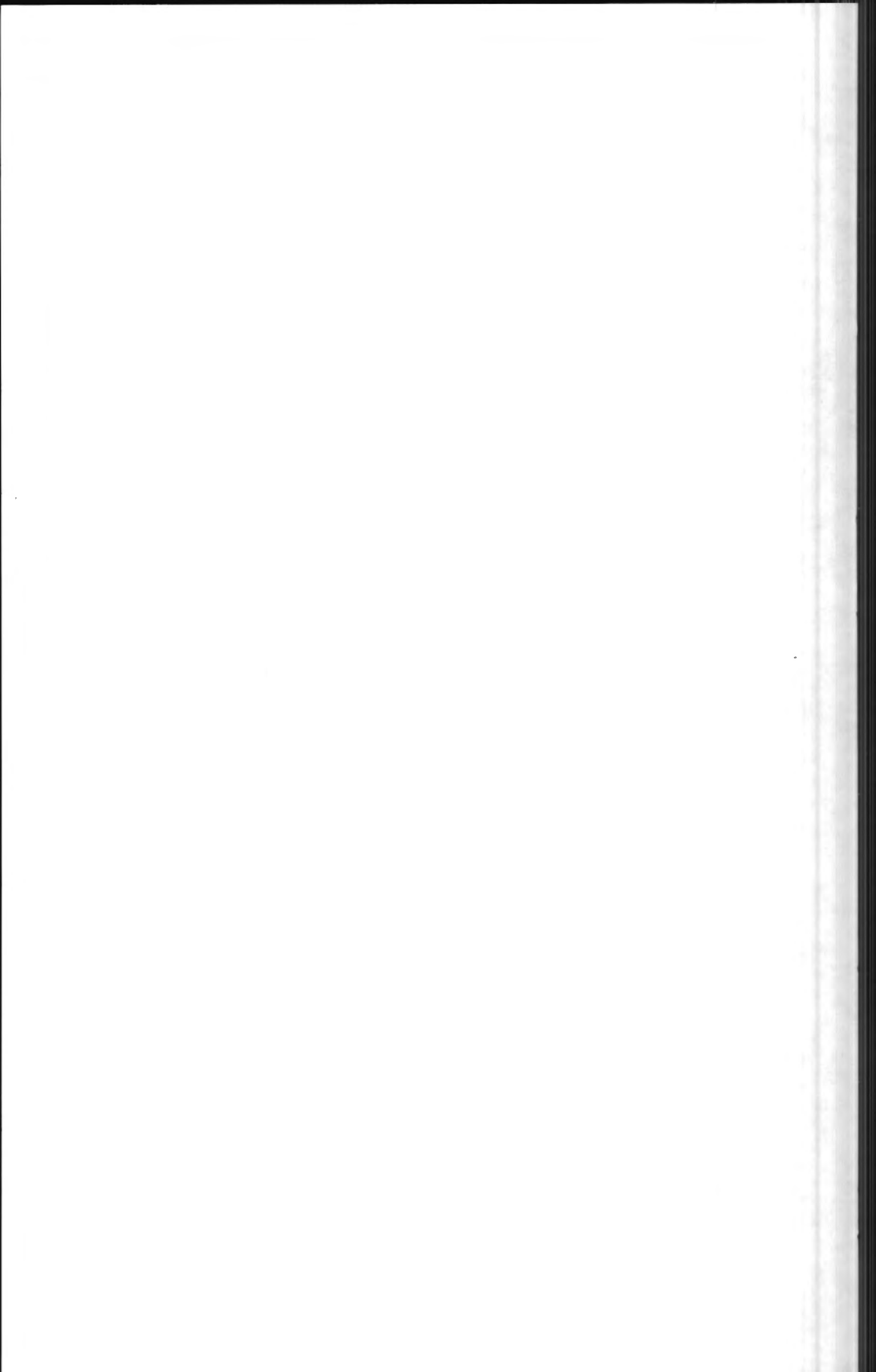
Wat is de rol geweest van de partijpolitieke communicatie in het hele proces van 'agenda setting' tijdens de verkiezingscampagne? Ook op die vraag kunnen we geen empirisch gefundeerd antwoord geven, tenzij dan in negatieve zin. Een aantal partijen zijn er duidelijk niet in geslaagd om 'hun' issues op te dringen en tot de inzet van de verkiezingen te maken. De verliezers zijn vooral AGALEV en, in iets mindere mate, de VU. De groene partij had er alle belang bij om vooral het milieuprobleem te activeren bij de kiezers en heeft dit ook geprobeerd. Maar het issue bleef in de verkiezingsdebatten op de achtergrond en zakte op de kiezersagenda van de tweede naar de derde plaats. Het werd vlak voor de verkiezingen door iets minder respondenten dan in januari als prioritair beschouwd. Ook het verkeersprobleem werd als minder belangrijk ervaren. De strategie van de VU was er duidelijk op gericht om niet alleen van het communautaire issue, maar ook van het wapenhandelprobleem als dusdanig electorale garen te spinnen. Dit probleem is echter in de loop van de campagne helemaal weggedeed. In de verkiezingsdebatten is het niet of nauwelijks aan bod gekomen en bovendien hield het heel weinig kiezers bezig. Daar dient wel aan toegevoegd dat de partij met het communautaire issue wat meer succes heeft gehad.

Van een aantal partijen zouden we achteraf kunnen zeggen dat ze er wel in geslaagd zijn om de eigen issues op te dringen, al kan ook hier niet echt worden uitgemaakt of de strategie om een bepaald probleem sterk te beklemtonen een causaal effect heeft gehad op de 'issue salience' in de publieke opinie. De partijen die er vooral op uit waren om de problemen betreffende de werking van het politieke systeem aan te kaarten hebben hun slag grotendeels thuisgehaald. In vergelijking met januari speelde het probleem door het hoofd van veel kiezers en bovendien kreeg het ruime aandacht in de debatten. In beide gevallen lag het zwaartepunt wel bij de problematiek van de politieke geloofwaardigheid en minder bij de werking van de openbare diensten. Het tweede issue werd vooral door de SP benadrukt, het eerste door de PVV. De PVV heeft ook zwaar op het begrotingsprobleem gehamerd, en het is aannemelijk dat die strategie mede aan de basis ligt van de aanzienlijk gestegen belangstelling hiervoor bij de kiezer.

De grote overwinnaar van de strijd om de politieke agenda is ongetwijfeld het Vlaams Blok geweest. In de verkiezingsdebatten werd uitvoerig over het migranten- en het communautaire probleem gepraat, de twee stokpaardjes van de partij. De discussie over beide onderwerpen nam bijna de helft van de zendtijd van de TV-debatten in beslag. Beide problemen waren, zoals gezegd, bij uitzonderlijk veel kiezers geactiveerd in de weken die aan de verkiezingen voorafgingen. Nochtans werd het migrantenthema door alle andere partijen ofwel onderbektomd ofwel volledig uit de weg gegaan. Inzake het communautaire thema had het Vlaams Blok enkel de Volksunie als bondgenoot. De partij is er bovendien niet enkel in geslaagd om de eigen issues in de debatten op te dringen aan de andere partijen, ze heeft het bovendien klaargespeeld om de issues die haar minder liggen helemaal uit de weg te gaan.

Summary: Agenda setting in the november 1991 election campaign in Flanders

Voters probably do not take a series of relevant issues into consideration but rather vote on the basis of the few issues that happen to be on their minds at the moment of the decision. Issue salience, i.e. the availability of issue-schema's, is to a certain extent determined by the political communication during the election campaign. A content analysis of the debates during the 1991 campaign shows that the socio-economic issues, the ethnic issue and the immigrant issue were on top of the agenda. A similar analysis of the party political broadcasts and the ads in the national newspapers indicates that the parties tried to focus the campaign on the socio-economic issues (christian-democrats, socialists), the functioning of the political system (socialists, liberals) and to a much lesser extent on the environmental issue (greens) and the communal issue (left-wing and right-wing Flemish nationalists). Only the latter nationalist party attempted to prime the immigrant issue. Survey data show that this issue was exceptionally salient in the electorate, as were the ethnic issue and the political system issue.



L'Abstentionnisme électoral et vote blanc et nul en Belgique *

par **Johan ACKAERT**,

Assistent au Département Mens, Maatschappij en Communicatie du Limburgs Universitair Centrum

Lieven DE WINTER,

Assistent au Département des Sciences Politiques et Sociales de l'Université Catholique de Louvain

Anne-Marie AISH,

Research Fellow au Department of Statistics of the University of Uppsala

André-Paul Frogner,

Professeur au Département des Sciences Politiques et Sociales de l'Université Catholique de Louvain

Après les dernières élections législatives, les commentaires politiques consacrés au bilan des opérations de vote soulignaient surtout la perte des partis traditionnels et le succès remporté par le Vlaams Blok et la liste Rossem. Les élections du 24 novembre 1991 permettent de distinguer un autre glissement, qui n'a pas fait l'objet de tant de commentaires : le nombre d'électeurs qui se sont abstenus, soit par le fait de rester à la maison, soit par l'émission d'un vote blanc ou nul, n'a jamais été aussi important. Ce nombre s'élève à 982.222 électeurs, ce qui représente 13,7 % de la totalité du corps électoral. Cela signifie que, potentiellement, il s'agit, après le CVP, du deuxième parti dans notre pays. En 1987, par contre, ce groupe n'occupait que la quatrième place après le CVP, le PS et le SP. Il s'ensuit que le phénomène est suffisamment important pour que l'on s'attarde tant sur son évolution que sur le profil de l'électeur qui s'absente ou s'abstient par le biais de l'émission d'un vote blanc et nul.

L'étude de ces deux phénomènes, celui de l'abstentionnisme électoral et celui du vote blanc ou nul, nous apparaît également important pour d'autres raisons.

Tout d'abord, l'abstentionnisme électoral et le vote blanc ou nul représentent un défi lancé au système politique belge. La nature et l'intensité de ce défi dépendent des raisons pour lesquelles les citoyens ne se rendent pas aux urnes et ne votent pas valablement. Dans ce cadre, on peut se demander si les abstentionnistes ne sont que des citoyens qui, par force majeure, ont été empêchés de se rendre aux urnes, et si les votants blancs ou nuls ne sont que des électeurs qui ont accidentellement rempli leur bulletin de vote de manière erronée. Ou alors, les abstentionnistes et les votants blanc ou nul sont-ils si peu intéressés par la vie politique en Belgique qu'ils ne veulent pas utiliser le droit démocratique du suffrage ? Ou encore, le non-vote et le vote blanc ou nul représentent-ils un acte conscient de protestation de la part de citoyens intéressés, qui s'opposent aux partis, à leurs candidats et à la manière dont ceux-ci donnent forme à la démocratie belge ?

* Cet article est basé sur une étude réalisée à la demande du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction Publique (L. DE WINTER, J. ACKAERT, A.-M. AISH, A.-P. FROGNIER, *L'abstentionnisme électoral et le vote blanc ou nul en Belgique*. Louvain-la-Neuve, 1991, 192 p.). Y sont incorporées les données relatives aux élections législatives du 24 novembre 1991, voir : *Élections Législatives du 24 novembre 1991. Résultats officiels*. Bruxelles, Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique, 1991.

Deuxièmement, l'abstentionnisme et le vote obligatoire sont devenus un élément important dans les calculs tactiques des partis politiques. En effet, plusieurs partis belges ont déjà proposé d'abolir le vote obligatoire (comme le PVV, AGALEV, et le Vlaams Blok). On sait par des expériences d'autres pays que l'abolition du vote obligatoire pourrait modifier de manière radicale les rapports de forces électoraux entre les partis existants. En effet, les abstentionnistes réels et potentiels ne sont pas distribués de manière égale entre les électorats des différents partis. Ainsi, le maintien ou l'abolition du vote obligatoire est devenu un enjeu de la tactique partisane, car ces mesures pourraient gonfler ou diminuer de manière artificielle le score électoral de certains partis.

Dans ces conditions, une autre question est posée : celle de la représentativité des élections dans un système de vote non-obligatoire. On peut par exemple supposer que, dans un tel système, certaines catégories de personnes (comme les travailleurs, les pensionnés, les jeunes) auront moins tendance à aller voter que d'autres catégories. On peut alors se demander si les partis porteront encore assez d'attention à la défense des intérêts des catégories sociales qui se rendent peu aux urnes ? Enfin, certains craignent que les citoyens les plus satisfaits du système politique n'aillent plus voter, et que seuls les frustrés et les plus extrémistes voteront encore. Dans les deux cas, on craint que les partis ne deviennent plus attentifs aux vœux des groupes non-représentatifs de l'ensemble des citoyens ¹.

Enfin, l'étude de l'abstentionnisme et du vote blanc ou nul représente aussi un domaine intéressant de la science politique. Jusqu'à présent, il n'y a eu que peu d'études fondamentales à ce sujet en Belgique, alors que, dans plusieurs pays étrangers, on trouve par contre une abondance d'études et de chercheurs qui se sont penchés sur cette question.

L'intérêt d'une telle recherche est donc multiple. Dans le premier volet, la répartition géographique et l'évolution dans le temps de l'abstentionnisme électoral et du vote blanc ou nul seront analysées, pour tous les types d'élections, en se basant sur les données officielles.

Les caractéristiques socio-démographiques et en termes d'attitudes et de comportements politiques de l'abstentionniste et du votant blanc ou nul seront ensuite analysés de manière bivariable dans le deuxième volet, en se basant sur plusieurs sondages représentatifs effectués entre 1974 et 1989.

Enfin, nous analyserons dans l'analyse multivariée le poids respectif de ces variables, ainsi que les relations existant entre elles.

I. L'évolution et la repartition géographique de l'abstentionnisme et des votes blancs ou nuls

A. Quelques remarques méthodologiques sur la définition de l'importance de l'abstentionnisme

Notre analyse débute en 1977, pour des raisons d'exactitude des chiffres disponibles. Il ne sera probablement jamais possible aux scientifiques d'esquisser une image exacte de l'évolution de l'abstentionnisme depuis 1945. En effet, la nature des chiffres disponibles ne le permet pas. Le problème réside surtout dans

(1) Pour la discussion concernant l'abolition du vote obligatoire, voir : J. ACKAERT et L. DE WINTER, *De afwezigen hebben ongelijk. De Nieuwe Maand*, 1992, n° 1, pp. 11-15.

le laps de temps pouvant s'écouler entre la clôture des registres des électeurs et la date effective des élections. La durée de cette période pourrait constituer une explication de l'importance de l'abstentionnisme officiel avant l'entrée en vigueur de la loi du 5 juillet 1976 sur les élections ². Avant cette date, le collège des bourgmestre et échevins avait pour tâche de revoir chaque année, entre le 1er juillet et le 20 septembre, la liste des électeurs. Dans les faits, ces délais n'étaient pas toujours respectés ; parfois même, les listes des électeurs étaient tout simplement prolongées. Beaucoup de personnes décédées étaient alors reprises sous l'abstentionnisme officiel ³. Il existait donc une discordance considérable entre l'abstentionnisme officiel et l'abstentionnisme réel. Suite à l'introduction de la loi du 5 juillet 1976, cette méthode fut modifiée et les registres des électeurs sont depuis lors tenus à jour en permanence par le collège des bourgmestre et échevins. Ainsi, les délais entre l'établissement de la liste des électeurs et la date à laquelle l'élection a lieu sont fort réduits, bien qu'ils varient encore selon le type d'élection. Le délai est de trois mois pour les élections européennes, de l'ordre de 35 jours pour une élection législative anticipée (ce qui est pratiquement toujours le cas dans la période étudiée) et d'un plus de deux mois pour les élections communales. L'effet des délais sur le taux d'abstentionnisme lors d'une élection bien précise, ainsi que l'effet sur les différences entre les taux pour les trois types d'élections ne concernent au maximum, c'est à dire pour les élections européennes, que moins d'un demi pourcent des électeurs inscrits, soit moins de 5 % du total des abstentionnistes. Ces effets peuvent donc être considérés comme négligeables ⁴. Dans la mesure où ils sont sans effets notables au niveau des analyses statistiques, nous n'avons plus pris en considération les effets des nouveaux délais à partir de 1977.

B. Les évolutions au niveau national

1. L'évolution de l'abstentionnisme

Le tableau I donne une vue générale de l'évolution de l'abstentionnisme pour les élections législatives, les élections communales et les élections pour le Parlement européen pendant la période 1976 - 1991 ⁵.

(2) *Moniteur Belge*, 29.7.1976.

(3) L. DE WINTER, Officiële en reële omvang van het absentieisme bij de na-oorlogse parlementsverkiezingen. *Res Publica*, 1978, n° 4, pp. 685-692.

(4) Selon l'*Annuaire Statistique*, en moyenne, entre cent dix et cent quinze mille personnes décèdent par an en Belgique dans la période considérée, ce qui fait un peu moins de dix mille décès par mois. Ainsi, un délai d'un mois, comme c'est le cas pour les élections législatives, correspond à plus ou moins dix mille inscriptions erronées, c'est à dire environ 0,15% des électeurs inscrits, et 2 % du total des abstentionnistes. Un délai de trois mois, comme c'est le cas pour les élections européennes, correspond à trente mille inscriptions erronées, ou 0,45 % des électeurs inscrits, et 4,5 % du total des abstentionnistes.

(5) L'abstentionnisme est ici opérationnalisé comme étant la différence entre, d'une part, le total des électeurs inscrits et, d'autre part, l'addition des votes valables et des votes blancs/nuls. Les résultats pour la Chambre des représentants sont pris comme référence. En principe, l'abstentionnisme devrait être identique pour la Chambre, le Sénat et le conseil provincial. Il y a cependant une légère variation : en 1991, l'abstentionnisme s'élevait à 520.188 pour la Chambre, à 524.612 pour le Sénat et à 523.764 pour le conseil provincial. Vu le caractère marginal de ces différences, il ne nous semblait pas opportun de traiter séparément l'abstentionnisme pour ces organes.

TABLEAU I
Evolution de l'abstentionnisme (Royaume)
Elections législatives - Elections pour le Parlement
Européen - Elections communales

ELECTIONS LEGISLATIVES		ELECTIONS PARLEMENT EUROPEEN		ELECTIONS COMMUNALES	
1977	5.1	1979	8.6	1976	5.3
1978	6.0	1984	7.9	1982	5.7
1981	5.5	1989	9.3	1988	6.5
1985	6.4				
1987	6.6				
1991	7.3				

Il ressort tout d'abord de ce tableau que, pendant toute cette période, le taux d'abstentionnisme est le plus élevé lors des élections pour le Parlement européen. Deuxièmement, les différences entre les élections communales et législatives sont limitées et finalement, vers la fin de la période prise en considération, l'abstentionnisme augmente pour tous les types d'élections considérés.

Afin d'expliquer ces phénomènes, les observations peuvent être réduites à deux grandes tendances. Nous constatons en premier lieu une différence entre les élections selon l'organe pour lequel elles sont organisées. Au fil des années, nous constatons également une augmentation globale de l'abstentionnisme. Chaque observation nécessite une explication qui lui est propre. L'explication relative aux différences d'ampleur en matière d'abstentionnisme selon le type d'élections se divise en plusieurs aspects.

Tout d'abord, le comportement touristique variable des électeurs belges lors des périodes durant lesquelles les élections ont lieu exerce une influence réelle, surtout en ce qui concerne les élections européennes. Selon les données du West-Vlaams Studiebureau du G.O.M. de Flandre Occidentale, un peu plus de deux cent mille belges se trouvent à l'étranger par week-end du mois de juin, ce qui correspond en effet plus ou moins à la différence entre le nombre d'abstentionnistes lors des élections européennes de 1989 et lors des élections législatives de 1987. Toutefois, il faut déduire de ce chiffre le nombre d'enfants, un nombre probablement disproportionnellement élevé puisque ce sont surtout des familles avec des enfants très jeunes qui partent en vacances en juin. De plus, selon les mêmes données, une bonne centaine de milliers de personnes sont à l'étranger lors d'un week-end du mois de décembre, mois dans lequel les élections législatives de 1987 ont eu lieu. En conséquence, il faut bien admettre que, contrairement à la première évidence, la différence entre le taux d'abstentionnisme lors des élections législatives et européennes n'est que partiellement explicable par le comportement touristique variable des électeurs belges, et qu'il faut faire appel à d'autres modèles d'interprétation afin d'expliquer de manière exhaustive les différences entre les types d'élections.

La perception par l'électeur de l'importance politique des organes à élire varie elle aussi. Les citoyens considèrent le Parlement national comme plus important

que le conseil communal. Le Parlement européen atteint le score le plus faible ⁶. Cette constatation peut servir d'explication à la différence du niveau d'abstentionnisme entre les élections législatives et les élections pour le Parlement européen.

Bien que l'électeur attache apparemment moins d'importance aux élections communales qu'aux élections législatives, il est remarquable que l'abstentionnisme lors des élections communales n'est nullement plus important que lors des élections législatives. Il faut cependant souligner que l'enjeu direct des élections communales est plus grand. Les citoyens ont un impact plus direct sur la désignation de l'organe exécutif au niveau des communes que lors des élections nationales. Il est à noter que, dans 57.8 % des communes, les électeurs ont, lors des élections communales du 9 octobre 1988, directement désigné la majorité politique ⁷.

Ensuite, la proximité et la connaissance de l'administration est plus élevée dans les communes que pour les autres institutions (supérieures), ce qui a pour effet d'augmenter la participation politique.

Enfin, la distance sociale entre l'électeur et le mandataire est plus faible dans les communes, puis viennent le Parlement national et le Parlement européen. Le nombre de votes de préférence est d'ailleurs généralement plus élevé lors des élections communales que lors des élections législatives ⁸.

L'évolution constatée en matière d'abstentionnisme global au fil des années peut être expliqué par des facteurs démographiques. L'on a des bonnes raisons de croire qu'il pourrait y avoir un rapport entre la croissance de l'abstentionnisme depuis 1977 et l'évolution démographique de notre pays. La Belgique est en tout premier lieu confrontée à un vieillissement de la population. Cette constatation peut d'ailleurs être mesurée par le biais d'un indice de vieillissement. Cet indice exprime le rapport entre la catégorie d'âge dépassant les 60 ans et celle entre 0 et 14 ans, multiplié par cent. En 1970, cet indice s'élevait à 81. En 1990, il avait atteint le chiffre de 115⁹. L'intégration sociale des personnes âgées devient moins intense, ce qui mène également à une moindre intégration politique. Les personnes âgées ont en outre souvent affaire à des problèmes de santé qui les empêchent de se rendre aux urnes ¹⁰.

L'exception à la croissance globale de l'abstentionnisme constatée en 1981 trouve son origine dans le fait que, cette année-là, les jeunes étaient pour la première fois appelés aux urnes à partir de l'âge de 18 ans. Par rapport à l'année 1978, le corps électoral augmentait en 1981 de plus de 500.000 unités ¹¹. Selon la théorie, et comparé à l'âge moyen, l'abstentionnisme est plus élevé parmi les jeunes (pour cause de socialisation politique inachevée) ¹². Suite à l'arrivée des jeunes sur le

(6) M. SWINGEDOUW, L. DE WINTER et L. SCHULPEN, *De verkiezingen voor het Europees Parlement 1989*. Bruxelles, 1990, p. 14.

(7) J. ACKAERT, Imperiali, D'Hondt en Niemeyer als verdelingstechnieken bij de gemeenteraadsverkiezingen. *Res Publica*, 1990, n° 4, p. 539.

(8) W. DEWACHTER, Het effect van de samenvoeging van gemeenten op de gemeenteraadsverkiezingen. *Res Publica*, 1982, n° 3-4, p. 454-455.

(9) A. ALÉN, J. BILLIET e.a., *Vlaanderen op een kruispunt*. Leuven, 1990, p. 36.

(10) L. DE WINTER, Motivations du vote de l'électeur belge. *Etudes et Documents* 1990, n° 4, p. 7.

(11) W. FRAEYS, Les élections législatives du 8 novembre 1981. *Res Publica*, 1982, n° 1, p. 131.

(12) L. DE WINTER, *Ibidem*.

marché électoral, l'abstentionnisme aurait dû augmenter en 1981. Cet argument peut être réfuté par le fait que l'abstentionnisme des jeunes n'apparaît qu'après leur première participation aux élections. Ceci permet d'expliquer la baisse de l'abstentionnisme en 1981 et son augmentation ultérieure, en vertu de cette théorie ¹³.

2. L'évolution des votes blancs et nuls

Le tableau II donne un aperçu de l'évolution des votes blancs et nuls lors des élections législatives, provinciales, communales et les élections pour le Parlement européen entre 1977 et 1991. Pour ce qui est des élections législatives, une distinction est opérée entre le nombre de votes blancs et nuls pour la Chambre et le Sénat.

TABLEAU II

Evolution des votes blancs et nuls (Royaume)
Elections législatives - Elections provinciales - Elections pour le Parlement
Européen - Elections communales

	CHAMBRE	SENAT	PROVINCES	ELECTIONS PARLEMENT EUROPEEN		ELECTIONS COMMUNALES	
1977	7.2	8.1	7.5	1979	12.4	1976	3.6
1978	8.4	9.3	8.8	1984	10.9	1982	4.8
1981	7.3	8.2	7.6	1989	8.4	1988	4.7
1985	7.4	8.5	7.8				
1987	6.6	7.4	7.0				
1991	7.0	7.6	7.5				

Il ressort de ce tableau que le taux de votes blancs et nuls est le plus élevé lors des élections pour le Parlement européen, suivi des élections pour le Sénat, les provinces et la Chambre. La proportion de votes blancs et nuls est la moins élevée lors des élections communales. Ce qui frappe en deuxième lieu, c'est la différence de taux de votes blancs/nuls entre la Chambre et le Sénat. L'écart se situe autour de un pour-cent. La proportion des votes blancs ou nuls lors des élections pour le conseil provincial se situe entre le taux de la Chambre et celui du Sénat. La différence de proportion de votes blancs/nuls, en fonction du type d'élections considérées, peut de nouveau être expliquée par le biais de l'importance politique conférée par l'électeur à l'organe représentatif à élire. Cette hypothèse ne constitue cependant pas une explication suffisante de ce phénomène. Bien que les conseils communaux soient considérés comme d'importance politique moindre que le Parlement national, le nombre de votes blancs et nuls est considérablement moins élevé lors des élections communales. L'importance politique limitée des conseils communaux peut encore un fois être compensée par l'enjeu électoral plus direct, la plus grande proximité du citoyen avec l'institution et la plus faible distance entre le citoyen et le mandataire à ce niveau.

(13) A. LANCELOT, *L'abstentionnisme électoral en France*. Paris, 1968, p. 183.

Les schémas explicatifs susmentionnés peuvent également servir d'explication à la différence de votes blancs et nuls entre la Chambre, les provinces et le Sénat. L'importance politique et la proximité du Sénat sont en effet considérées comme moindres de celles de la Chambre. Il faut également attacher une importance particulière à la distance sociale entre l'électeur et le mandataire, distance qui varie selon la Chambre ou le Sénat : la distance sociale entre l'électeur et le sénateur est plus grande. D'ailleurs, le nombre de votes de préférence émis pour la Chambre est d'environ 10 % plus élevé que pour le Sénat ¹⁴. Ce phénomène est accentué par deux réalités. En premier lieu, le nombre de sénateurs à élire est moins élevé que le nombre de députés. En deuxième lieu, de par la fusion de certains arrondissements pour les élections sénatoriales, la distance géographique est souvent plus élevée. En effet, le taux de votes blancs ou nuls est d'un demi pour-cent moins élevé dans les arrondissements électoraux non fusionnés que dans les arrondissements fusionnés.

En ce qui concerne les élections pour le conseil provincial, il y a lieu d'observer que l'importance politique des provinces a longtemps été considérée comme limitée ¹⁵, ce qui pourrait expliquer que le taux de votes blancs ou nuls y soit plus élevé que pour la Chambre. Le fait que l'usage du vote blanc ou nul lors des élections pour le conseil provincial ne soit cependant pas plus élevé que pour le Sénat a d'après nous une double origine. En premier lieu, durant les années 80, l'intérêt politique pour l'institution provinciale a augmenté. Petit à petit, les provinces ont en effet été reconnues comme étant un niveau important dans l'organisation administrative du pays ¹⁶. En second lieu, bien que des chiffres précis fassent défaut, il est frappant de constater que de nombreux mandataires communaux se portent candidats aux élections pour le conseil provincial. Ceci a pour effet de diminuer la distance sociale entre les électeurs et les candidats et dès lors de freiner l'usage du vote blanc ou nul.

Pour ce qui est des élections législatives, il est possible de discerner une diminution entre le début et la fin des observations, quoi qu'elle ne soit pas constante. En comparaison avec l'année 1976, la proportion de votes blancs et nuls a augmenté lors des élections communales. Cette croissance ne se produit de toute façon pas non plus de manière continue. L'usage du vote blanc ou nul diminue de manière constante lors des élections pour le Parlement européen. A cet égard, il est probable que la connaissance de cette institution par les citoyens augmente au fil des élections.

C. Les évolutions au niveau régional

Jusqu'à présent, nous nous sommes limités à la description et l'explication des évolutions sur le plan national, sans tenir compte de la possibilité d'effets régionaux spécifiques. Ce chapitre analyse dès lors l'évolution de l'abstentionnisme et

(14) E. DAS, De stagnatie van de voorkeurstemmen op 13 december 1987. *Res Publica*, 1988, n° 1, p. 53.

(15) P. ORIANNE, La politique provinciale et communale. *Res Publica*, 1967, n° 3, p. 560.

(16) R. MAES et F. DELMARTINO, *Provincies tussen gisteren en morgen*. Antwerpen, 1986, p. 14.

des votes blancs/nuls par région ¹⁷. Cette analyse prendra à nouveau en compte les élections législatives, les élections pour le conseil provincial, les élections pour le Parlement européen et les élections communales.

1. L'évolution de l'abstentionnisme selon les régions

Le tableau III contient des données relatives à l'évolution régionale de l'abstentionnisme lors des élections pour le Parlement européen et lors des élections législatives et communales.

TABLEAU III

Evolution de l'abstentionnisme par région
Elections législatives - Elections pour le Parlement européen - Elections communales

ELECTIONS LEGISLATIVES			ELECTIONS PARLEMENT EUROPEEN				
	(Fl.)	(Wal.)	(Bxl.)		(Fl.)	(Wal.)	(Bxl.)
1974	8.5	10.8	11.2	1979	7.3	9.4	12.2
1977	4.2	5.7	7.1	1984	6.4	8.6	12.1
1978	5.6	6.1	7.4	1989	7.4	10.4	14.0
1981	4.3	6.3	8.1				
1985	5.2	7.1	9.7	ELECTIONS COMMUNALES			
1987	5.3	7.5	10.2				
1991	5.7	8.4	11.3		(Fl.)	(Wal.)	(Bxl.)
				1976	4.6	5.9	7.2
				1982	4.4	6.7	8.7
				1988	5.0	7.2	11.1

(Fl.) Arrondissements Flamands

(Wal.) Arrondissements Wallons

(Bxl.) Arrondissement Bruxelles-H.V.

Dans chaque région, nous observons un abstentionnisme plus élevé lors des élections pour le Parlement européen que lors des élections législatives. L'abstentionnisme est le plus fréquent dans l'arrondissement de Bruxelles, suivi par les arrondissements wallons. Le taux d'abstentionnisme le moins élevé se présente dans les arrondissements flamands. Ce constat vaut aussi bien pour les élections législatives que pour les deux autres type d'élections analysées. Le recul de l'abstentionnisme observé pour l'ensemble du Royaume lors des élections législatives de 1981 ne s'est produit en fait que dans les arrondissements flamands.

Il nous semble important de nous attarder sur les différences entre les trois régions. Pour ce qui est de la croissance globale de l'abstentionnisme et des différences entre les élections législatives et les élections pour le Parlement européen, nous nous référons aux explications déjà proposées à ce phénomène pour l'ensemble de la Belgique. De même que pour le niveau national, l'augmentation de

(17) Pour cet exercice, la Région Flamande est composée des provinces flamandes et de l'arrondissement de Louvain, la Région Wallonne des provinces wallonnes et de l'arrondissement de Nivelles. L'arrondissement de Bruxelles sera traité séparément.

l'abstentionnisme serait due à des facteurs démographiques. La question qui se pose est de savoir dans quelle mesure ces facteurs démographiques se sont présentés de façon identique dans les trois régions. Le but du tableau IV est de formuler une réponse à cette question ¹⁸.

TABLEAU IV

Evolution de la proportion de jeunes et de personnes âgées par région

0-14 ans	1970	1981	1985	1988	1990
Flandre	24.9	20.3	18.6	18.2	17.9
Wallonie	22.7	20.3	19.0	18.8	18.6
Bruxelles	19.3	17.4	17.3	17.4	17.4
65 + ans					
Flandre	12.2	13.6	13.2	13.7	14.2
Wallonie	14.6	14.8	14.2	14.6	15.1
Bruxelles	16.0	17.6	17.2	17.3	17.4

Il ressort de ces données que la proportion de personnes âgées est restée systématiquement plus élevée à Bruxelles, puis viennent la Wallonie et la Flandre, où nous observons le taux le plus faible. Il est à noter qu'en 1970 la proportion de jeunes entre 0 et 14 ans était plus élevée en Flandre que dans les autres régions.

Ces données nous permettent d'expliquer en grande partie les évolutions de l'abstentionnisme. Les développements de la structure par âge sont assez proches des évolutions de l'abstentionnisme. La diminution de l'abstentionnisme en Flandre en 1981 peut dès lors être imputée à l'arrivée sur le marché électoral d'une importante génération de jeunes : ces jeunes ont freiné la croissance de l'abstentionnisme.

2. L'évolution des votes blancs et nuls selon les régions

Le tableau V concerne l'évolution des votes blancs et nuls par région pour la Chambre, le Sénat, les provinces, les communes et les élections pour le Parlement européen (voir également figure I et II).

(18) A. ALEN, J. BILLIET e.a., *Op. cit.*, p. 37. I.N.S., *Bevolkingsstatistieken*, 1991, n° 1, p. 113.

TABLEAU V

Evolution des votes blancs et nuls par région.
Chambre - Sénat - Parlement Européen -
Conseils communaux et provinciaux

CHAMBRE				SENAT			
	(Fl.)	(Wal.)	(Bxl.)		(Fl.)	(Wal.)	(Bxl.)
1977	6.8	7.9	7.0	1977	7.9	8.7	7.4
1978	8.0	9.4	7.8	1978	9.2	10.0	8.2
1981	7.4	7.8	7.1	1981	8.6	8.0	7.4
1985	7.2	7.8	7.8	1985	8.3	8.9	8.6
1987	6.6	6.7	7.0	1987	7.4	7.3	7.5
1991	6.4	8.0	6.9	1991	7.2	8.8	6.6
PROVINCES							
	(Fl.)	(Wal.)	(Bxl.)				
1977	7.3	7.9	7.4				
1978	8.5	9.5	8.2				
1981	7.8	7.3	7.3				
1985	7.4	8.1	8.4				
1987	6.9	6.9	7.5				
1991	7.1	8.3	6.9				
ELECTIONS PARLEMENT EUROPEEN				ELECTIONS COMMUNALES			
	(Fl.)	(Wal.)	(Bxl.)		(Fl.)	(Wal.)	(Bxl.)
1979	10.9	14.8	12.2	1976	3.4	3.7	3.9
1984	10.9	10.8	11.1	1982	4.5	5.2	5.0
1989	8.2	8.5	9.0	1988	4.2	5.3	4.9

(Fl.) Arrondissements flamands

(Wal.) Arrondissements wallons

(Bxl.) Arrondissement Bruxelles-H.V.

Depuis 1978, l'usage du vote blanc et nul diminue en Flandre pour les élections de la Chambre et du Sénat, et ce jusqu'en 1987. En 1991, le nombre de votes blancs et nuls a augmenté de façon considérable en Wallonie, tant pour la Chambre, le Sénat que les conseils provinciaux. La baisse de proportion de votes blancs / nuls en Wallonie et à Bruxelles lors des élections pour le Parlement européen est assez constante. En Flandre, cette baisse ne s'est produite qu'en 1989. Les données relatives aux élections communales ne nous permettent pas de distinguer une tendance nette.

Dans les semaines suivant les élections législatives du 24 novembre 1991, beaucoup de commentateurs politiques ont expliqués le succès des listes Rossem et Vlaams Blok par l'hypothèse qu'il s'agissait de "votes de protestation". Cet hypothèse pourrait nous expliquer pourquoi, en Flandre, le nombre de votes blancs et nuls n'ont augmenté que pour les élections des conseils provinciaux : les listes Rossem n'y participaient pas.

Le plus grand progrès des votes blancs et nuls en Wallonie pourrait s'expliquer de la même façon. En Wallonie, les "votes de protestation" avaient moins le choix étant donné la configuration des partis politiques, ce qui a entraîné une augmentation des votes blancs et nuls. Cependant, les données permettant de confirmer l'hypothèse des "votes de protestation" ne sont pas encore disponibles.

FIGURE I
VOTES BLANCS/NULS : EVOLUTION

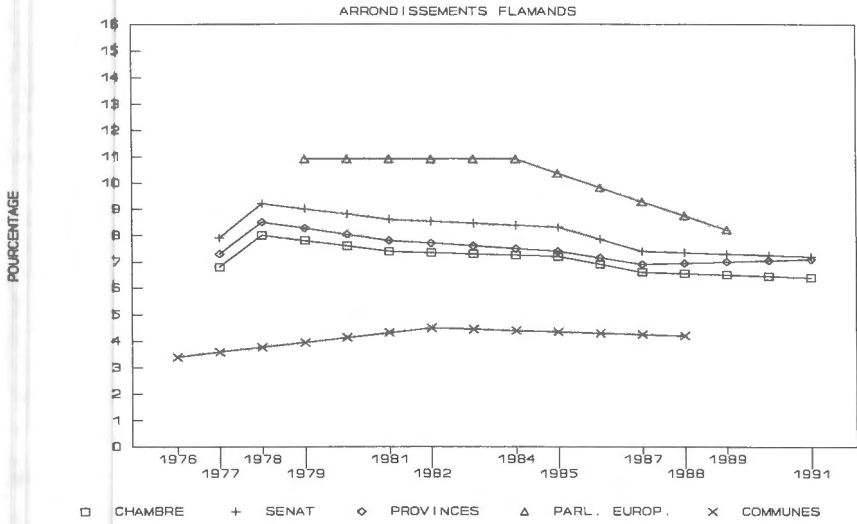
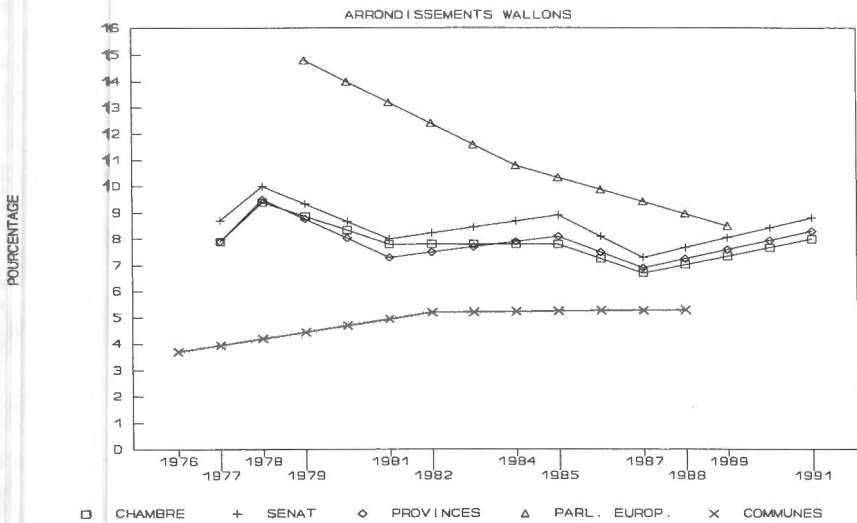


FIGURE II
VOTES BLANCS/NULS : EVOLUTION



Le tableau VI montre l'abstentionnisme et le vote blanc/nul par arrondissement (élections législatives de 24 novembre 1991).

TABLEAU VI

L'abstentionnisme et le vote blanc/nul en 1991 par arrondissement

L'abstentionnisme	%	Le vote blanc/nul	%
BRUXELLES	11.3	ARLON-MARCHE-BASTOGNE	10.7
CHARLEROI	10.3	VERVIERS	10.6
LIEGE	9.6	TOURNAL-ATH-MOUSCRON	10.2
MONS	9.3	NEUFCHATEAU-VIRTON	9.8
VERVIERS	8.7	DINANT-PHILLIPEVILLE	9.7
NAMUR	8.3	VEURNE-DIKSMUIDE-OOSTENDE	9.3
SOIGNIES	8.1	SOIGNIES	8.7
NIVELLES	7.9	ROESELARE-TIELT	8.6
THUIN	7.9	THUIN	8.5
TOURNAL-ATH-MOUSCRON	7.2	MONS	8.1
ANTWERPEN	7.2	KORTRIJK	7.9
VEURNE-DIKSMUIDE-OOSTENDE	7.1	OUDENAARDE	7.6
BRUGGE	6.9	LEUVEN	7.6
DINANT-PHILLIPEVILLE	6.6	NAMUR	7.5
HUY-WAREMME	6.6	IEPER	7.5
IEPER	6.3	CHARLEROI	7.4
GENT-EEKLO	6.2	TONGEREN-MAASEIK	7.0
ARLON-MARCHE-BASTOGNE	6.1	TURNHOUT	7.0
OUDENAARDE	6.0	BRUXELLES	6.9
NEUFCHATEAU-VIRTON	6.0	BRUGGE	6.9
LEUVEN	5.9	AALST	6.7
MECHELEN	5.9	HASSELT	6.4
AALST	5.6	LIEGE	6.2
DENDERMONDE	5.2	MECHELEN	6.0
SINT-NIKLAAS	5.2	HUY-WAREMME	6.0
ROESELARE-TIELT	5.0	DENDERMONDE	6.0
KORTRIJK	4.6	NIVELLES	5.8
HASSELT	4.2	GENT-EEKLO	5.5
TONGEREN-MAASEIK	3.9	SINT-NIKLAAS	4.8
TURNHOUT	3.9	ANTWERPEN	4.3

II. L'analyse bivariée des caractéristiques socio-démographiques et politiques de l'électeur abstentionniste et du votant blanc ou nul

L'analyse des sondages d'opinion permet d'analyser des caractéristiques individuelles concernant les opinions, les connaissances, les attitudes, les valeurs et les comportements politiques. Dans la recherche en science politique, on a observé que ces facteurs déterminent davantage l'abstentionnisme électoral que ne le font p.e. les caractéristiques socio-démographiques. Enfin, l'utilisation de sondages de

type "panel" permet l'étude de la stabilité des opinions et comportements politiques dans le temps, au niveau de l'individu¹⁹.

Pour effectuer ce type d'analyse, nous avons eu accès à plusieurs sondages peu explorés et parfois exclusifs : l'enquête AGLOP-GLOPO de 1975, les enquêtes REGIOSCOPE de l'UCL et de l'ULB (panel effectué en 1979, 1980, 1981, 1982), les enquêtes de DIMARSO-GALLUP de 1988 et 1989, et finalement trois enquêtes du European Elections Studies (1988-1989).

Dans ce volet, trois sujets seront abordés : tout d'abord le problème de la stabilité de l'abstentionnisme électoral et du vote blanc ou nul dans le temps au niveau de l'individu ; ensuite, les déterminants de l'abstentionnisme électoral réel, puis du vote blanc ou nul réel.

Nous ne pouvons pas présenter tous les résultats de notre analyse en tableaux dans le cadre d'un article à taille limitée. Pour la même raison, nous n'établirons pas non plus la distinction entre les différents types d'élections, sauf dans quelques cas. Finalement, nous ne présenterons de manière détaillée que les variables qui sont liées de manière statistiquement significative, c.à.d. celles qui ont une probabilité de 95 %, calculée sur base du chi carré. Les relations significatives représentent plus ou moins un quart des variables examinées dans cette recherche. Il faut également noter qu'il s'agit toujours ici de relations bivariées et de déterminants potentiels. L'analyse multivariée des déterminants identifiés dans ce volet permettra l'identification des relations authentiques et leur de potentialité explicative.

L'utilisation des sondages d'opinion nous permet d'analyser la stabilité de l'abstentionnisme électoral et du vote blanc ou nul dans le temps au niveau de l'électeur pris individuellement. A cet égard, plusieurs questions se posent : lorsqu'à chaque élection plusieurs centaines de milliers de personnes ne se présentent pas aux urnes, s'agit-il toujours des mêmes individus qui persistent dans leur comportement abstentionniste, ou s'agit-il chaque fois d'individus différents, d'abstentionnistes occasionnels ? Dans la même optique, quelle est la stabilité du vote blanc ou nul ? Enfin, dans quelle mesure l'abstentionnisme et le vote blanc ou nul constituent-ils des comportements interchangeables, deux faces du même phénomène, à savoir le refus du ou la renonciation au vote valable ?

En analysant le comportement de l'électeur individuel à travers quatre élections consécutives (1974, 1977, 1978, 1979), l'abstentionnisme électoral se présente d'abord comme un phénomène occasionnel ou accidentel, et rarement comme un phénomène structurel et permanent, dans la mesure où très peu d'individus refusent de manière continue de se rendre aux urnes. Parmi les personnes qui déclarent dans le panel REGIOSCOPE ne pas avoir voté au moins une fois lors des élections législatives de 1974, 1977 et 1978 et lors des élections européennes de 1979, une majorité de 63 % disent ne s'être abstenues qu'une seule fois, contre

(19) Pour de bons résumés des études sur l'abstentionnisme électoral effectuées à l'étranger et la théorie en matière de science politique à cet égard, voir : L. MILBRATH et M. GOEL, *Political Participation. How People Get Involved in Politics*. Chicago, 1977, 223 p ; F. SUBILEAU et M.F. TOINET, L'abstentionnisme en France et aux Etats-Unis : méthodes et interprétations, dans D. GAXIE, *Explication du vote. Un bilan des études électorales en France*. Paris, 1985, pp. 175-198 ; R. ANDEWEG, *Opkomst bij Europese Verkiezingen. Wie beslist wanneer en waarom niet te gaan stemmen. Een literatuurstudie in opdracht van de Rijksvoorlichtingsdienst*. Leiden, 1988, 26 p ; G. POWELL, Voting Turnout in Thirty Democracies : Partisan, Legal and Socio-Economic Influences, dans R. ROSE (Ed.), *Electoral Participation. A Comparative Analysis*. London, 1980, pp. 5-34.

14 % deux fois, 5 % trois fois et enfin, 17 % seulement ne se sont pas présentées aux urnes lors de chaque élection.

Par contre, le vote blanc ou nul revêt nettement un caractère structurel et permanent. Parmi les personnes qui déclarent avoir voté blanc ou nul au moins une fois lors des élections législatives de 1974, 1977 et 1978, et lors des élections européennes de 1979, 38 % ne l'ont fait qu'une fois, 16 % deux fois, 5 % trois fois et enfin, 40 % ont voté blanc ou nul lors de chaque élection ¹.

Enfin, il apparaît que l'abstentionnisme et le vote blanc ou nul sont deux phénomènes non-interchangeables, c.à.d. que les personnes qui s'abstiennent lors d'une élection ne votent guère blanc ou nul lors d'autres élections ; elles optent nettement plus souvent pour un vote valable. Parmi les personnes qui ne se sont pas présentées aux urnes au moins une fois lors des élections susmentionnées, seulement 6 % avaient également utilisé le vote blanc ou nul dans cette période.

Dans plusieurs sondages, les enquêteurs ont expressément demandé pour quelles raisons les interviewés ne se sont pas présentés aux urnes. Les réponses invoquent en premier lieu des circonstances personnelles qui entravent la participation électorale (p.e. santé, charges familiales ou professionnelles), c.à.d. les raisons de l'abstentionnisme forcé, et ensuite celles de l'abstentionnisme volontaire, c.à.d. une indifférence générale à l'égard de la vie politique et/ou un certain cynisme ou même une aversion à l'égard des élections et des partis politiques.

L'analyse bivariée de l'abstentionnisme lors des élections européennes et législatives révèle l'impact général des facteurs socio-démographiques suivants : l'âge (en ce sens que l'abstentionnisme est plus élevé parmi les plus jeunes et parmi les plus âgés, un phénomène lié à l'intégration dans la société, au temps disponible pour la participation politique, et à la santé), le sexe (les femmes se rendent moins aux urnes que les hommes, un comportement déterminé par la différence de sentiment d'efficacité politique), l'inactivité professionnelle (les non-actifs s'abstiennent plus souvent que les actifs, ce qui confirme l'importance de l'intégration dans la société; et parmi les différents types de non-actifs, les malades et les invalides ont un taux d'abstentionnisme très élevé, ce qui souligne l'importance de la santé), le niveau de revenus (les catégories les plus aisées sont moins abstentionnistes que les personnes dont les revenus familiaux sont les plus modestes, un phénomène lié aux différences en ce qui concerne le niveau d'études, la tendance à interagir avec d'autres personnes dans des groupes sociaux ou politiques, l'exposition aux médias, et conséquemment les attitudes et les convictions qui encouragent la participation politique), l'état civil (les personnes divorcées ou séparées et les veufs sont plus abstentionnistes, et les mariées le sont le moins, un phénomène lié à l'âge et à l'isolement social), et enfin la composition de famille (les parents isolés qui ont deux ou plusieurs enfants âgés de moins de 15 ans sont plus abstentionnistes que les autres parents isolés, et l'abstentionnisme diminue à mesure que le nombre de membres et le nombre d'enfants dans la famille du répondant augmentent, deux phénomènes liés aux surcharges familiales et à l'isolement social).

(1) Un taux de persistance élevé ressort aussi de l'étude de M. Swyngedouw. Selon lui, parmi les personnes qui avaient voté blanc ou nul lors des élections législatives de 1985, 77.7% l'ont fait également lors des élections de 1987. Entre les élections de 1985 et 1981, il arrive à un taux de persistance de 86.8 pourcent. M. SWYNGEDOUW, *De keuze van de kiezer. Naar een verbetering van de schattingen van verschuivingen en partijvoorkeur bij opeenvolgende verkiezingen en peilingen*. Leuven, 1989, pp. 112-113.

Ainsi, les facteurs socio-démographiques révèlent des facteurs objectifs (comme l'âge, la santé, la surcharge familiale) qui entravent de manière directe la participation électorale, c.à.d. des facteurs qui déterminent l'abstentionnisme dans sa forme involontaire, et des facteurs (comme le sexe et le revenu) qui exercent leur influence de manière indirecte, à travers des attitudes et des comportements socio-politiques. En effet, dans la théorie politique, les variables socio-démographiques susmentionnées ne jouent en général un rôle qu'à travers leurs effets sur les déterminants de type socio-politiques.

Quant aux déterminants socio-politiques, l'abstentionnisme semble augmenter à mesure que le citoyen est moins intéressé par la politique et par la campagne électorale, qu'il est moins exposé à l'information politique (traduit en termes d'attention aux programmes politiques à la TV et à la radio et aux reportages politiques, d'information active sur la campagne, d'utilisation de sources d'information sur la campagne, de lecture de la propagande électorale, et d'utilisation des émissions pré-électorales afin de déterminer son choix électorale), qu'il connaît moins le monde politique (traduit en termes de connaissance des leaders politiques et des institutions politiques), qu'il est insatisfait de la défense des intérêts des citoyens par les instances représentatives du monde politique et socio-économique, qu'il rejette l'Etat belge, qu'il s'identifie peu à un parti, qu'il se sent mécontent, indifférent ou résigné par rapport aux élections et à l'offre en termes de partis, de candidats et d'enjeux, qu'il n'assiste pas ou peu aux services religieux, et enfin qu'il participe moins à la vie politique dans toutes les formes de la participation politique.

Ainsi, dans l'analyse des variables socio-politiques le citoyen abstentionniste volontaire émerge comme un aliéné politique : soit il est indifférent à la vie politique en général et aux élections en particulier, soit il est plutôt hostile au monde politique.

Quant à l'analyse du vote blanc ou nul, lorsqu'on demande expressément pour quelles raisons les votants blanc ou nul n'ont pas effectué un vote valable, les réponses révèlent d'abord un refus de reconnaître l'importance de l'enjeu politique des élections et conséquemment aussi du vote obligatoire, puis une indifférence générale à l'égard de la vie politique, et enfin une désapprobation nette à l'encontre des partis politiques existants.

L'analyse bivariée du vote blanc ou nul lors des élections européennes et législatives révèle l'impact général des facteurs socio-démographiques suivants : l'instruction (en ce sens que le vote blanc ou nul diminue à mesure que le niveau d'études augmente, un phénomène lié à la difficulté à distinguer les spécificités et les qualités des partis et de leurs candidats), et les variables liées à un statut social peu élevé, comme la profession, le bien-être matériel et la classe sociale, des variables qui sont également liées au niveau d'instruction.

Quant aux déterminants socio-politiques, le vote blanc ou nul semble augmenter à mesure que le citoyen est moins intéressé par la politique belge, qu'il est moins exposé à l'information politique (traduit en termes d'attention aux programmes politiques à la TV et à la radio, de lecture des articles politiques dans la presse), qu'il connaît moins le monde politique (traduit en termes de connaissance des leaders politiques et des institutions politiques), qu'il ne perçoit pas l'importance de l'enjeu des élections, qu'il est insatisfait de la manière dont le gouvernement dirige le pays, qu'il ne croit pas dans la capacité du gouvernement à trouver une solution valable aux problèmes communautaires et socio-économiques, qu'il est insatisfait du système politique belge, qu'il est insatisfait de la défense des intérêts des citoyens par les instances représentatives du monde poli-

tique et socio-économique, qu'il juge que les hommes politiques ne prennent pas leurs responsabilités, qu'il est insatisfait ou opposé à l'intégration européenne (en ce qui concerne le vote blanc ou nul lors des élections européennes), qu'il se sent mécontent, indifférent ou résigné par rapport aux élections et à l'offre électorale en termes de partis, de candidats et d'enjeux, qu'il trouve son choix de comportement électoral très facile ou très difficile à arrêter, qu'il n'assiste pas ou peu aux services religieux, qu'il estime que sa situation dans la société et sa qualité de la vie sont détériorés et enfin qu'il participe moins à la vie politique dans toutes les formes de la participation politique, excepté certaines formes de la protestation politique.

Ainsi, le vote blanc ou nul est déterminé d'une part par plus ou moins le même ensemble de facteurs socio-politiques que celui qui déterminait déjà l'abstentionnisme électoral, et d'autre part par des facteurs socio-démographiques plutôt différents. Dans l'analyse des variables socio-politiques, le votant blanc ou nul émerge également comme un aliéné politique : il est indifférent, mécontent ou hostile à l'égard de la vie politique en général, et plus spécifiquement à l'égard de ses institutions et de ses acteurs. L'impact des variables socio-démographiques se présente davantage comme un impact indirect, c.à.d. par l'intermédiaire des déterminants socio-politiques. Ces variables semblent exercer une influence en termes d'indifférence politique plutôt qu'en termes de mécontentement ou d'aversion politique.

III. L'analyse multivariée

Dans ce dernier volet, nous passons de l'analyse bivariée à l'analyse multivariée, qui permet de prendre en considération plusieurs variables simultanément et de réduire ainsi la variation inexplicée de la variable dépendante. Elle permet en outre de réduire ou d'éliminer les biais susceptibles de se produire lorsqu'une ou plusieurs variables agissant sur la variable dépendante sont incontrôlées et tenues hors de la régression. Les analyses multivariées ont été effectuées à l'aide des logiciels statistiques PRELIS et LISREL.

La première étape de notre analyse multivariée consiste en une analyse détaillée des données statistiques. La deuxième étape consiste à vérifier si les variables socio-politiques, qui sont des variables latentes, sont effectivement mesurées par les items postulés dans le troisième volet. Les résultats de ces analyses suggèrent que "l'intérêt et la connaissance politique" mesurent un aspect alors que "lire les articles dans les journaux et écouter les émissions politiques à la radio ou à la TV" mesurent un autre aspect. De plus, elles suggèrent que "la défense des intérêts de gens comme vous, la responsabilité des hommes politiques, la satisfaction vis-à-vis du système politique belge" mesurent l'aspect belge de la satisfaction politique alors que "être favorable ou défavorable au principe de l'unification européenne, être disposé à faire des sacrifices personnels pour l'unification européenne" mesurent l'aspect européen de la satisfaction politique.

La troisième étape consiste à régresser les variables dépendantes sur les variables socio-démographiques et socio-politiques suggérées comme déterminants, et à déterminer leurs effets différentiels (voir tableau VII).

TABLEAU VII :

Tableau récapitulatif : les déterminants de l'abstentionnisme réel et potentiel et du vote blanc ou nul

	ABSEL	BNEL	ABSEE	BNEE
Sexe		+ .21		+ .20
Revenu		+ .10		+ .07
Religion		- .11		
Education				+ .09
Activité professionnelle	- .13	- .25	- .12	- .15
Age	+ .08	+ .15		
Intérêt politique	- .40		- .23	
Lire	+ .30		+ .24	
Ecouter	+ .31	- .27		- .12
Défense intérêts		- .11	- .09	- .06
Responsabilité	- .24	- .09	- .24	- .18
Satisfaction système politique belge	+ .12	- .08	+ .19	- .06
Unification Européenne				- .25
Sacrifices pour l'Europe	- .23	- .10	- .15	
Connaissance politique	- .21	- .08	- .19	- .22
R ²	.28	.25	.23	.35

ABSEL : Abstentionnisme Elections Législatives 1978.

BNEL : Vote blanc et nul Elections Législatives 1978.

ABSEE : Abstentionnisme Elections Européennes 1979.

BNEE : Vote blanc et nul Elections Européennes 1979.

"L'intérêt politique, lire des articles dans les journaux, écouter des émissions politiques à la radio ou à la TV, l'activité professionnelle, le jugement sur la responsabilité des hommes politiques, le degré de satisfaction vis-à-vis du système politique belge, accepter ou non de faire des sacrifices pour l'Europe, le degré de connaissance politique" contribuent chacun à l'explication de l'abstentionnisme dans les élections législatives de 1978.

"Ecouter des émissions politiques à la radio ou à la TV, le sexe, le revenu, la religion, le sentiment qu'un groupe défend les intérêts des gens, l'activité professionnelle, le jugement sur la responsabilité des hommes politiques, le degré de satisfaction vis-à-vis du système politique belge, l'âge, accepter ou non de faire des sacrifices pour l'Europe, le degré de connaissance politique" contribuent chacun à l'explication du vote blanc ou nul dans les élections législatives de 1978.

"L'intérêt politique, lire des articles dans les journaux, l'activité professionnelle, le sentiment qu'un groupe défend les intérêts des gens, le jugement sur la responsabilité des hommes politiques, le degré de satisfaction vis-à-vis du système politique belge, l'âge, accepter ou non de faire des sacrifices pour l'Europe, le degré de connaissance politique" contribuent chacun à l'explication de l'abstentionnisme dans les élections européennes de 1979.

"Ecouter des émissions politiques à la radio ou à la TV, le sexe, le revenu, le sentiment qu'un groupe défend les intérêts des gens, l'activité professionnelle,

le jugement sur la responsabilité des hommes politiques, le degré de satisfaction vis-à-vis du système politique belge, être favorable à l'unification européenne, accepter ou non de faire des sacrifices pour l'Europe, le degré de connaissance politique" contribuent chacun à l'explication du vote blanc ou nul dans les élections européennes de 1979.

Globalement, cette analyse nous montre que les abstentionnismes réel et potentiel sont davantage déterminés par des attitudes socio-politiques qui indiquent une indifférence politique (tel un faible niveau d'intérêt, d'information et de connaissance politique), ou une désapprobation des acteurs ou des institutions politiques (au niveau belge ou européen selon le type d'élections), et seulement en deuxième instance par un nombre restreint de caractéristiques socio-démographiques (âge et activité professionnelle). Les nombreuses relations entre ces dernières et l'abstentionnisme, constatées dans le troisième volet de notre recherche, sont plutôt des relations indirectes, qui exercent une influence sur l'abstentionnisme par l'intermédiaire des attitudes et des comportements politiques. Par contre, le vote blanc ou nul est autant déterminé par des variables socio-démographiques que par des variables politiques.

Summary: Electoral absenteeism and the blank and invalid voting in Belgium

In spite of compulsory voting, the number of non-voters increased at the last general elections in Belgium to 7.3 per cent. This evolution can largely be explained by demographic factors. The number of blank or invalid voters reaches nearly the same level. Concerning this form of political non-participation, we noticed considerable differences occur between the types of elections (local, provincial, House, Senate, European) due to factors such as the importance and the proximity of the proper institution, the social distance between candidate and citizen and the main issue of the elections.

The analysis of both phenomena over time at the level of the individual voters based on surveys shows that electoral absenteeism is rather accidental, while blank and invalid voting is more permanent. From the analysis of absenteeism and blank and invalid voting emerge on the one hand socio-economic factors (like age, gender, professional activity, income, marital status and family composition) which jeopardize electoral participation in a direct or indirect way, and on the other hand, attitudes and behaviour reflecting political indifference, alienation and hostility (like low levels of political interest, information, knowledge, satisfaction, party identification, and participation).

Het effect van in- en uittrede bij stemverschuivingen. Een statistische analyse toegepast op gegevens uit Limburg *

door Jaak BILLIET,

Gewoon hoogleraar aan de Katholieke Universiteit te Leuven

I. Inleiding

Deze studie rapporteert een secundaire statistische analyse volgens de door Swyngedouw¹ uitgewerkte methode op de gegevens die beschikbaar zijn in het rapport "Hoe stemden de Limburgers op 24/11/1991?" van het Studiecentrum Willy Claes². Daarin wordt een "computeranalyse" uitgevoerd maar er worden geen verwachte waarden berekend onder een statistisch best passend model in de populatie. Om dit te doen zijn er enkele bewerkingen op de ruwe data nodig die verder ter sprake komen. Het gaat hier om een methodologische oefening. Onze analyse beoogt een verbetering van de methode om verschuivingen tussen twee opeenvolgende verkiezingen zo betrouwbaar mogelijk in te schatten. Er wordt namelijk rekening gehouden met de nieuwe kiezers en met de tussen 1987 en 1991 overleden kiezers. Omdat de CVP bv. naar alle waarschijnlijkheid relatief meer met dit soort uitval geconfronteerd wordt³, zal men ten onrechte een deel van het verlies van die partij aan andere partijen toewijzen i.p.v. een gestaag "natuurlijk" verlies, als met die uitval geen rekening wordt gehouden.

Dat we ondertussen enig zicht krijgen op wat zich in één provincie heeft afgespeeld is natuurlijk meegenomen maar is niet het voornaamste objectief van deze oefening. Deze inzichten komen trouwens in grote lijnen overeen met wat uit de oorspronkelijke studie van het Studiecentrum kan afgeleid worden over de verschuivingen tussen de partijen. Alleen is het hier iets scherper en op een paar punten verbeterd⁴. Onvolkomenheden van de steekproef die mogelijks reeds aan

* Met dank aan dr. Marc Swyngedouw voor de kritische opmerkingen en suggesties. Uitgevoerd in het kader van het Interuniversitair Centrum Politiek Opinieonderzoek (ISPO) van het *Programma Maatschappelijk Onderzoek* beheerd door het DPWB.

(1) M. SWYNGEDOUW, Verschuivingen en partijvoorkeur tijdens de parlementsverkiezingen van 13 oktober 1985. *Res Publica*, 1986, nr. 2, blz. 262-282; M. SWYNGEDOUW en J. BILLIET, Stemmen in Vlaanderen op 13 december 1987. Een statistische analyse. *Res Publica*, 1988, nr. 1, blz. 25-50.

(2) *Hoe stemden de Limburgers op 24/11/1991?* Hasselt, Studiecentrum Willy Claes, 1991.

(3) J. BILLIET en J. VANHOUTVINCK, Het stemgedrag van de Vlaamse bejaarden nu en morgen, in F. LAMMERTYN en J. VERHOEVEN (Reds.), *Tussen sociologie en beleid*. Leuven, 1991, blz. 41-71.

(4) In elk geval wensen we de onderzoekers van het Studiecentrum Willy Claes te danken en aan te moedigen voor het verzamelen van deze data op de dag van de verkiezingen.

de bron aanwezig waren, kunnen door onze methode niet weggewerkt worden. Daarom is voorzichtigheid aangewezen en zal op het einde een evaluatie gemaakt worden van de aanvaardbaarheid van sommige conclusies.

II. Data

Het rapport van het Studiecentrum is bijzonder karig met informatie over de absolute aantallen. Eigenlijk beschikken we maar over één cijfer, met name de benaderde omvang van de steekproef, d.i. 1.400 (blz. 1) verzameld aan "40 evenwichtig verdeelde kiesbureaus". Verder weten we dat er ongeveer evenveel mannen als vrouwen moeten zijn (blz. 2) en is de verdeling van de verschillende partijen voor mannen en vrouwen gegeven (blz. 9) zodat reconstructie van de stempercentages in de steekproef mogelijk is. Wat de verschuivingen aangaat worden die voorgesteld als percentages in alle cellen van de "turnover" ⁵ tabel (1987 x 1991) en dat is niet zo inzichtelijk. Op basis daarvan is het echter mogelijk om op afrondingsfouten na de "turnover" tabel te reconstrueren die wij nodig hebben om de analyse te starten. Met het oog op een toepassing van de voorgestelde methode is deze reconstructie geschikt omdat van een mogelijk reëel scenario vertrokken wordt zodat bekende statistische gegevens over uitval en intrede bruikbaar zijn.

III. Voorbereiding van de analyse

Het eerste wat dient te gebeuren is bepalen hoeveel eenheden in een steekproef van omvang 1.400 in 1987 een stem hebben uitgebracht, maar die in 1991 niet konden ondervraagd worden bij de stembureaus wegens overlijden. Volgens de recente statistieken uit Belgodata ⁶ zijn er tussen 1987 en 1991 ongeveer 4.900 sterfgevallen met Belgische nationaliteit per jaar in Limburg. Op de beschouwde periode en rekening houdend met een sterfte beneden 18 jaar van ongeveer 250 per jaar is dat ongeveer 18.600 of 3,54% van een bevolking met de omvang van de kiesgerechtigde bevolking ⁷. Op een steekproef van ongeveer 1.400 komen wij op 50 overleden kiezers sinds 1987. Rekening houdend met afrondingsfouten bij de berekeningen wordt de omvang van de steekproef, overledenen inbegrepen, op 1.450 gesteld.

(5) Een tabel die de verdeling geeft van het (gerapporteerd) stemgedrag op het ene tijdstip (1987) volgens het (gerapporteerd) stemgedrag op het andere tijdstip (1991). Zo'n tabel wordt ook "transitietabel" genoemd.

(6) K. MATTHIJS en M. BOSSCHER, *Belgodata*. Kluwer Editoriaal, 1991. Sommige meer gedetailleerde en recente gegevens werden door Koen Matthijs meegedeeld, waarvoor mijn dank.

(7) Het aantal ingeschreven kiezers bedroeg 525.000. Bemerkt dat de ambtelijke statistieken nog niet gepubliceerd zijn zodat wij voor de gegevens m.b.t. de kiesuitslagen beroep doen op de rapportering in de dagbladen (o.m. *De Standaard* van 26-11-1991). Er werden in Limburg 504.000 stemmen uitgebracht (blanco en ongeldig inbegrepen). Het aantal afwezigen zou bijgevolg 21.000 bedragen, d.i. een goede 4% van de kiesgerechtigden. In de studie *L'Abstentionnisme electoral et le vote blanc et nul en Belgique* van De Winter, Ackaert, Aish en Frogner (PIOP, 1991) wordt het absentisme in Limburg voor 1987 immers op 3% geraamd (blz. 30). We nemen aan dat het percentage overledenen bij de aanwezige kiezers even groot is als bij de afwezige kiezers. (Bij de niet opdagende kiezers zijn er zo'n 750 overleden.)

A. De overleden kiezers

Van de overledenen die nu in de (hypothetische) steekproef zijn is geweten dat zij er niet meer bij waren in 1991; maar voor welke partij hebben zij gestemd in 1987? Hier moet een zo goed mogelijke raming gemaakt worden. Men weet dat ongeveer 75% overlijdt boven 65 jaar. Voor dit gedeelte van de 50 overledenen (37 eenheden) nemen we het stemgedrag in Limburg van de leeftijdscategorie boven 65 jaar⁸. Voor het andere gedeelte (15) nemen we de gemiddelde verdeling van het stemgedrag van 1987.

B. De nieuwe kiezers

Een tweede toewijzing heeft betrekking op de nieuwe kiezers. Het is niet zo duidelijk hoeveel nieuwe kiezers precies in de steekproef van het Studiecentrum aanwezig zijn. Dit komt omdat de percentages afgerond zijn tot 1/10 en men dus verkeerdelijk de indruk krijgt dat er bij sommige partijen helemaal geen zijn. In tabel 9 van het rapport krijgen we wel een indruk van de verdeling van de nieuwe kiezers over de partijen (blz. 17) maar we kennen het absoluut totaal niet. Er zijn twee mogelijke ramingen.

De eerste raming maakt gebruik van benaderde bevolkingsgegevens uit het Rijksregister. Het contingent van de Limburgse 14-17-jarigen uit 1987 telt bij benadering 44.000 eenheden. Dit contingent is 18-21 jaar in 1991 en is dus kiesgerechtigd. Daarvan zijn er ongeveer 11,3% vreemdelingen. Op die wijze ramen we het aantal nieuwe kiezers op zo'n 39.000⁹. Als men de overledenen in mindering brengt geeft dit een surplus van 20.400.

De tweede berekening baseert zich op het verschil tussen het aantal uitgebrachte stemmen in 1987 en 1991. Dit bedraagt 14.000. Volgens die raming zouden er, rekening houdend met de overledenen, zo'n 32.600 nieuwe kiezers zijn. Deze twee ramingen lopen nogal uiteen. Laten we ons daarom veilig aan het midden houden en het aantal nieuwe kiezers op 35.800 houden. Op de uitgebrachte stemmen is dat dan 6,8%. Omgerekend naar onze steekproef (overledenen niet inbegrepen) komt dit neer op 95 observaties. Deze worden verdeeld volgens de stemverhoudingen bij de nieuwe kiezers uit het rapport van het Studiecentrum (blz. 17).

Omdat zowel voor de aantallen nieuwe en overleden kiezers als voor de verdeling van de overleden kiezers over de partijen verscheidene hypothesen mogelijk zijn, wordt in bijlage een simulatie opgezet vanuit enkele mogelijke hypothesen. De resultaten worden daar vergeleken m.b.t. winst en verlies van de CVP omdat die partij het meest gevoelig is voor alternatieve hypothesen.

(8) We baseren ons hierbij op de cijfers van 1987 van het Studiecentrum Willy Claes (blz. 10). Omwille van het hoge percentage van de CVP in die leeftijdscategorie (63,7%) zal in de bijlage vergeleken worden met een meer uniforme verdeling.

(9) We nemen aan dat het aandeel van de 18-jarigen die nog niet opgenomen waren in de kiezerslijsten (administratieve vertraging) in 1991 gecompenseerd wordt door het aandeel van de 18-jarigen dat in 1987 eveneens niet opgenomen was in de lijsten. We nemen ook aan dat de afwezigheid wegens militaire dienst in 1991 eveneens gecompenseerd wordt door eenzelfde aantal afwezigen in 1987.

C. Te schaars gevulde cellen

We zijn nu in staat om de "turnover" tabel samen te stellen. Alvorens de analyse uit te voeren zijn evenwel nog twee bewerkingen nodig. Sommige van de combinaties, bv. VU-VVD in 1991 en Vlaams Blok in 1987 tellen geen enkele observatie. Dit is niet omdat er helemaal geen zouden zijn maar omdat er toevallig geen gevonden worden in een steekproef van beperkte omvang. Men noemt dit steekproefnullen¹⁰. In navolging van Bishop (1980) en Swyngedouw (1991)¹¹ worden die steekproefnullen weggewerkt via zgn. pseudo-Bayes schattingen.

D. Aanpassing aan de bekende marginalen

Tenslotte moeten we de tabel aanpassen aan de bekende marginale verdelingen (rij- en kolomtotalen) van 1987 en 1991. Op het eerste gezicht lijkt dat eenvoudig want de precieze stemverdeling van 1987 en 1991 is schijnbaar bekend. Bij nader toezien is dat niet helemaal het geval. We weten immers wel hoe de bevolking uit 1987 in 1987 gestemd heeft maar die verdeling is gewijzigd omdat de bevolking qua samenstelling gewijzigd is door weggevallen en bijgekomen kiezers. Zoals gezegd leidt dit tot vertekeningen in verlies en winst voor partijen waarvan het stemgedrag bij jongeren en ouderen sterk verschilt. Meer bepaald leidt dit bij de CVP tot een onderschatten van de winst van andere partijen en een overschatten van het verlies omdat het relatief groter aantal overleden kiezers (bejaarden) van de CVP als verlies aan andere partijen wordt beschouwd.

Door de nieuwe kiezers in de marginale verdeling van 1987¹² op te nemen (niet gestemd in 1987, wel in 1991) evenals de overleden kiezers in de marginale verdeling van 1991¹³ (niet gestemd in 1991, wel in 1987) kunnen we betrouwbaar ramen hoe de hypothetische bevolking van 24 november 1991, gestemd heeft in 1987 en in 1991. We spreken van een hypothetische bevolking omdat deze naast de nieuwe kiezers en de overgebleven kiezers uit 1987 ook de kiezers uit 1987 bevat waarvan de stem gewijzigd is van partij X naar de categorie "overleden" (uitval). We hebben zo'n hypothetische bevolking nodig om de stemverschuiving bij intrede en uitrede in rekening te brengen. De aanpassing van de volledige tabel aan de "werkelijke" rij- en kolompercentages in de populatie gebeurt via zgn. "iterative proportional fitting" (Swyngedouw, 1991).

E. Reconstructie van de "turnover" tabel onder de hypothese van quasi-onafhankelijkheid

In de "turnover" tabel met 81 cellen kunnen verschillende onderdelen onderscheiden worden. Vooreerst de diagonalen. Daar bevinden zich degenen die twee keer voor dezelfde partij hebben gestemd. Dit kan moeilijk aan het toeval toegeschreven worden. Anders gezegd, het stemmen voor dezelfde partij in 1991 is sta-

(10) Zie hiervoor de vermelde publikaties van Swyngedouw en tevens: M. SWYNGEDOUW, *De keuze van de kiezer. Naar een verbetering van de schattingen van verschuivingen en partijvoorkeur bij opeenvolgende verkiezingen en peilingen*, Leuven, 1991, blz. 76-108.

(11) Y.M.M. BISHOP, S.E. FIENBERG en P.W. HOLLAND, *Discrete Multivariate Analysis. Theory and Practice*. Massachusetts, 1980, blz. 433.

(12) De rij-totalen (percentages) van tabel I.

(13) De kolom-totalen (percentages) van tabel I.

tistisch afhankelijk van het stemmen voor die partij in 1987. De cel die betrekking heeft op de nieuwe kiezers van 1991 en de overleden kiezers uit 1987 is zeker leeg, men kan niet beiden zijn. Hier ook zijn de twee kenmerken dus afhankelijk van elkaar. Als men het ene kenmerk bezit dan het andere niet en vice-versa. Daarnaast zijn er cellen die frequenties bevatten die louter op basis van het toeval gekomen worden, gegeven dat een partij een verlies of winst van een bepaalde omvang realiseert. Mensen die van partij veranderen kunnen dan in principe in elke andere partij terecht komen. Voor deze subset van cellen geldt onafhankelijkheid. Het zgn. volledige "mover-stayer" model is een model waarin op de diagonaal en welbepaalde cellen na alle andere cellen onafhankelijk zijn, vandaar de naam quasi-onafhankelijkheid.

Eerst wordt getest of dit volledige quasi-onafhankelijkheidsmodel aanvaardbaar is. Aangezien er naast de diagonaal ook andere systematische verschuivingen hebben plaatsgevonden, is dit onafhankelijkheidsmodel niet aanvaardbaar. De strategie bestaat erin om stap na stap, gebruik makend van de informatie van de gestandaardiseerde residuen onder elk vorig model, alle niet-onafhankelijke cellen uit te sluiten en steeds met de overgebleven cellen te testen tot wanneer het meest aannemelijke model gevonden wordt¹⁴. Dit model werd verkregen na zes stappen¹⁵. De diagonaal inbegrepen worden 23 cellen uitgesloten waar verlies en winst systematisch groter zijn dan gemiddeld verwacht kan worden (zie cursieve cijfers), daar gaat het om verschuivingen die systematisch groter zijn dan bij statistische onafhankelijkheid te verwachten is.

IV. Winst en verlies van de partijen in Limburg

Laten we vooraf stellen dat Limburg op enkele vlakken grondig verschilt van de rest van Vlaanderen. In deze relatief jonge provincie wordt het voorbije decennium gekenmerkt door een naar verhouding hoog stemmenpercentage van de SP (Hasselt) en de Volksunie (Tongeren-Maaseik). Het Vlaams Blok had er voor 1991 nauwelijks voet aan de grond (zoals ook in West-Vlaanderen). Dat de persoon van de kandidaten er een belangrijke rol speelt blijkt niet alleen uit het verschil tussen SP en Volksunie ngl. van het arrondissement maar evenzeer uit het "gedrag" van de PVV-kiezers. Hasselt en Tongeren-Maaseik evolueren tijdens de jaren tachtig nogal verschillend wat die partij betreft. Enkele tenoren van de nationale politieke scene hebben hun zetel in Limburg.

De cellen in tabel I zijn de verwachte frequenties onder het meest aannemelijke model. Zij geven een goede kijk op de schattingen (onder dit model) van de absolute winst (verticaal) en verlies (horizontaal) van elke partij m.b.t. alle andere partijen. In de marginalen staan de (afgeronde) totalen voor elke partij en de percentages door elke partij behaald in 1987 en 1991 als men rekening houdt met de aanwezigheid van nieuwe kiezers in de populatie en de uitval. Blanco en ongeldig zijn eveneens inbegrepen. Om die redenen liggen deze percentages vanzelfsprekend lager dan wanneer ze berekend worden op het aantal geldig uitgebrachte stemmen, zoals meestal gebeurt.

De cursieve getallen wijzen op winst of verlies dat significant groter (of kleiner) is dan gemiddeld onder de hypothese van onafhankelijkheid verwacht mag wor-

(14) M. SWYNGEDOUW en J. BILLIET, *a.w.*, 1988, blz. 32-33.

(15) *Likelihood-ratio Chi-square* = 26,17; *df* = 40; *prob.* = 0,955. Dit is het MAICE-model (Swyngedouw, 1991; Swyngedouw en Billiet, 1988, blz. 31-32).

TABEL I

Stemgedrag bij de Kamerverkiezingen in Limburg in 1987 en 1991 in een steekproef van omvang 1450. Verwachte absolute frequenties* onder het meest aannemelijke quasi-onafhankelijkheidsmodel

Stem 1987	Stem 1991									Totaal 1987
	CVP	SP	PVV	VU	AGALEV	VLBLOK	ANDER	BL/ONG	UITVAL	
CVP	275,6	15,3	19,5	15,0	10,7	12,8	3,6	6,2	24,5	383 26,4
SP	25,4	245,1	5,5	13,2	9,4	27,0	3,2	5,4	11,2	345 24,0
PVV	8,3	4,4	164,7	4,3	3,1	3,7	5,2	1,8	3,7	199 13,7
VU	20,4	14,1	18,5	138,7	4,1	12,0	1,4	18,4	4,8	232 16,0
AGA	3,8	2,0	2,6	2,0	38,1	6,9	10,2	0,8	1,7	68 4,7
VLBLOK	0,8	0,4	0,5	0,4	0,3	13,0	0,1	0,2	0,3	16 1,1
ANDER	0,6	0,3	0,4	0,3	2,6	0,3	14,1	0,1	0,3	19 1,3
BL/ONG	8,0	4,2	5,4	4,1	2,9	3,5	6,0	55,4	3,5	93 6,4
NIEUW	10,0	22,2	18,0	13,9	9,9	11,9	3,4	5,7	0,0	95 6,6
Totaal	353	307	235	192	81	91	47	94	50	1450
1991	24,3	21,2	16,2	13,2	5,6	6,3	3,2	6,5	3,4	100,0

* LET OP. De aantallen in de tabel zijn *absolute frequenties*¹⁶. De cursieve cijfers duiden op de van het onafhankelijkheidsmodel uitgesloten cellen, vanzelfsprekend de diagonaal en de significant grotere (of kleinere) verschuivingen in verhouding tot de grootte van de partij en haar winst of verlies dan op basis van het toeval te verwachten is.

den. Hieruit blijkt bv. duidelijk dat het Vlaams Blok een systematisch hogere winst krijgt van de SP, de VU-VVD en van Agalev¹⁷. De VU-VVD van haar kant lijkt uitgesproken te verliezen van de drie "traditionele" partijen, aan het Vlaams Blok

(16) Dat het om decimale getallen gaat heeft te maken met de omstandigheid dat het om verwachte waarden gaat (geen geobserveerde) die men bekomt als dit meest aannemelijke model zou gelden in de populatie (Limburgse opgedaagde kiezers op 24 november 1991). Ook de voorafgaande "iterative proportional fitting" procedure (Swyngedouw, 1991, pp. 131-133) levert decimale getallen op.

(17) De PVV die nochtans uit vroeger onderzoek opvallend gevoelig bleek voor het migranten-thema verliest opvallend weinig aan het Vlaams Blok. Vermoedelijk heeft het statuut van oppositiepartij en het verharde standpunt tegen de migranten die partij voor verlies aan het Vlaams Blok behoedt. Het valt af te wachten of dit ook zo is elders in Vlaanderen.

en aan blanco/ongeldig. Dat is zowat de tegenpool van het Vlaams Blok. Het leeuwendeel van de winst van het Vlaams Blok komt van de SP. Opvallend is ook dat Agalev verliest aan de anderen, d.i. Van Rossem. Verder wordt dieper op de verschuivingen ingegaan. Alhoewel het hier maar om één provincie gaat kunnen we nu al zeggen dat wij in een vorige publikatie het verlies van de SP aan het Vlaams Blok konden voorzien. Zo'n 8% van de SP kiezers van 1987 gaan naar het Vlaams Blok¹⁸. Dat Agalev 10% van zijn kiezers uit 1987 aan het Vlaams Blok zou verliezen strookt niet met onze vermoedens¹⁹ en is vermoedelijk overtrokken. Bij het evaluatiegedeelte van deze studie gaan we hier verder op in. Samen met een verlies van 15% aan de anderen (Rossem) doet dit nadenken over het vlottend gedeelte bij het Agalev-kiezerskorps in Limburg en vermoedelijk in mindere mate ook in de rest van Vlaanderen. Maar nu loop ik al vooruit op het besluit.

Het is mogelijk om een raming te maken van de winst en het verlies in de populatie in absolute cijfers. Een observatie in de steekproef komt overeen met 360 kiezers. Men krijgt een idee van de absolute omvang van de verschuivingen door de bovenstaande celfrequenties met 360 te vermenigvuldigen²⁰.

A. Winst en verlies van de CVP

Onderstaande grafiek toont de winst en het verlies van de CVP. Merk op dat hier alleen de "bewegende" kiezers opgenomen zijn. Ongeveer 77% van de CVP-kiezers van 1987 bleven trouw aan hun partij²¹ (overledenen niet meegerekend). Dat is een stuk minder dan in 1987 t.o.v. 1985 in Vlaanderen²².

De CVP verloor zo'n 11.200 stemmen. Dit is het resultaat van een negatief saldo aan de PVV, het Vlaams Blok, Agalev en Rossem van ongeveer 11.900 stemmen en van een verlies door sterfte van 8.900 enerzijds, en van anderzijds een batig saldo van 6.300 van de SP, de VU-VVD en blanco/ongeldig met 3.600 nieuwe kiezers²³. Het verlies aan het Vlaams Blok bedraagt 4.600 stemmen, dat is 3,6% van het kiezersaantal van 1987.

(18) Dit percentage krijgt men door het verliescijfer van de SP te delen door het rijtotaal.

(19) J. BILLIET, (m.m.v. H. De Wit en A. Carton), *Subjectieve deprivatie, gevoeligheid voor het migrantenprobleem en potentieel stemgedrag van de Vlamingen voor 24 november 1991* Bulletin nr. 1992/42 van het Centrum voor Dataverzameling en Analyse, K.U.-Leuven, Dept. Sociologie/SOI, 1992.

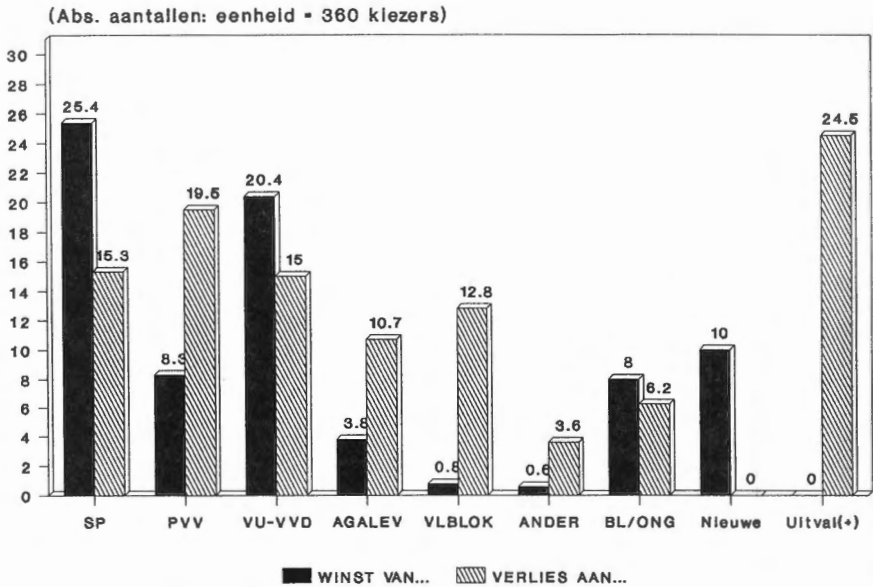
(20) Vanzelfsprekend gaat het hier om ramingen waarrond een foutenmarge aanwezig is. Zelfs indien dit model het best de werkelijkheid weergeeft, zoals we aannemen, gaat het om ramingen die de grootte-orde van de verschuivingen weergeven. Het cijfer 360 be- komt men door de populatie van kiezers (overleden kiezers in 1987 inbegrepen) te delen door de steekproefomvang: 504.000 kiezers plus 17.850 overleden van de categorie die vorige keer stemde is 521.850. Gedeeld door 1.450 is 359,9.

(21) Uitval door sterfte wordt niet meegerekend. Als men de de sterfte als ontrouw beschouwt dan daalt de trouw tot 72%. De CVP verliest volgens onze raming 6,4% van haar kiezers door overlijden.

(22) M. SWYNGEDOUW en J. BILLIET, *a.w.*, 1988, blz. 36.

(23) De aantallen worden verkregen door het verschil te maken tussen winst en verlies van en naar elke partij vermenigvuldigd met 360.

GRAFIEK I

Winst en verlies van CVP
Limburg - Kamer 1991

B. Winst en verlies van de SP

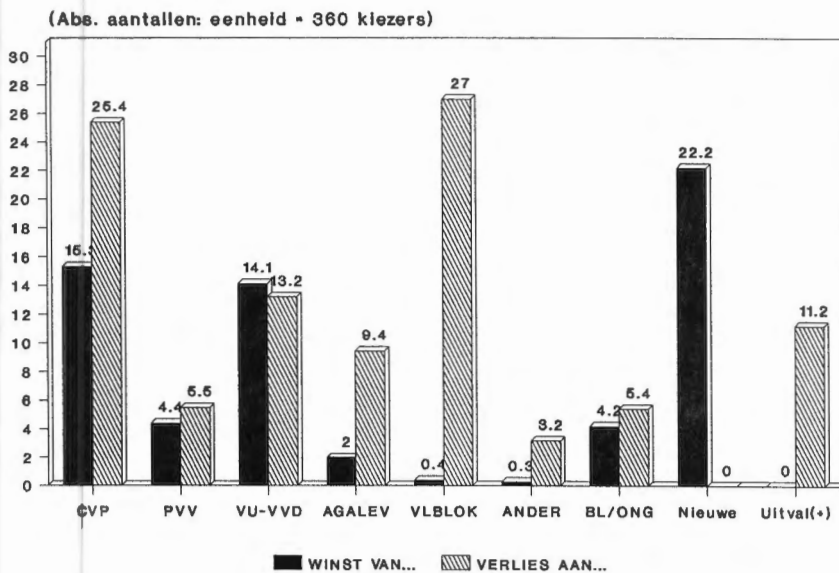
De SP verloor ongeveer 13.900 stemmen. Dit is het resultaat van een negatief saldo van 17.900 stemmen aan de CVP, de PVV, Agalev, de andere partijen, blanco/ongeldig en vooral het Vlaams Blok met daarenboven een verlies van 4.000 kiezers door overlijden. De winst van de SP komt vooral van haar 8.000 nieuwe kiezers. Meer dan de helft van het verlies van de SP in Limburg gaat naar het Vlaams Blok. Bij de SP zijn er 74% trouwe kiezers (zonder overledenen).

C. Winst en verlies van de PVV

De PVV won bijna 12.600 stemmen in Limburg. Dat is het resultaat van een batig saldo vanuit de CVP, de SP, de VU-VVD en blanco/ongeldig van samen 10.800 met daarenboven 6.500 nieuwe kiezers aan de ene kant en van een negatief saldo van zo'n 3.000 stemmen aan Agalev, Vlaams Blok en de andere partijen met 1.400 wegevalen kiezers uit 1987. Bemerk de opvallende winst vanuit VU-VVD (6.700 stemmen winst maar een verlies van een kleine 1.500 aan die partij). De partijtrouw t.o.v. 1987 lijkt het sterkst bij de PVV, namelijk 85%.

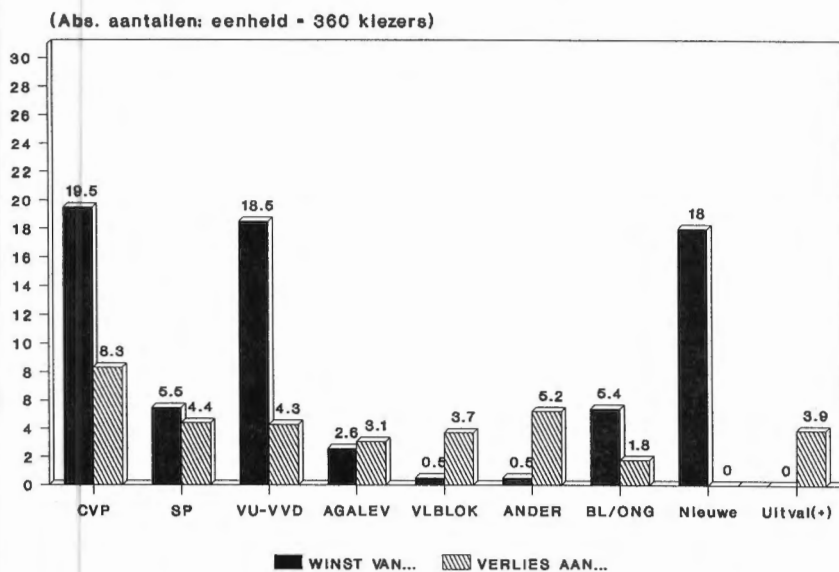
GRAFIEK II

Winst en verlies van SP
Limburg - Kamer 1991



GRAFIEK III

Winst en verlies van PVV
Limburg - Kamer 1991

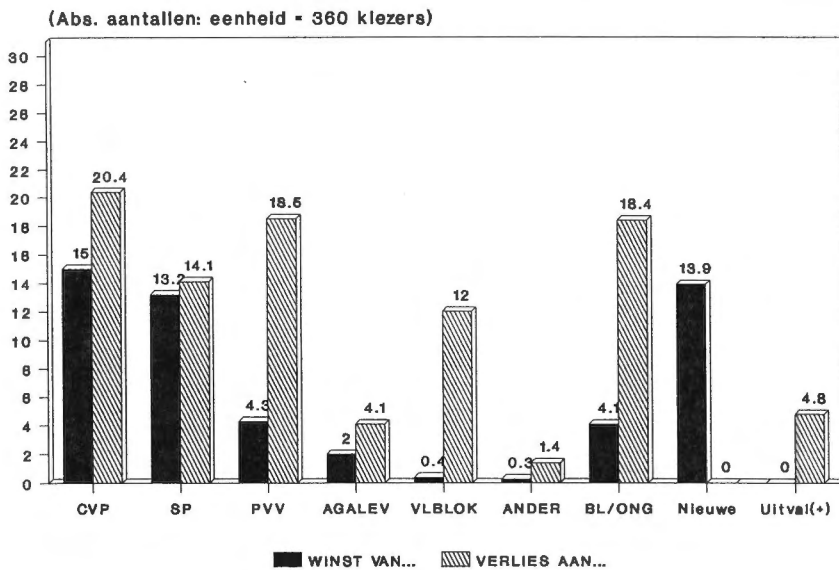


D. Verlies van de VU-VVD

De VU-VVD verliest netto aan alle partijen zo'n 17.800 stemmen met daarenboven nog 1.700 door sterfte. Van de nieuwe kiezers krijgt deze partij zo'n 5.000 stemmen zodat het verlies neerkomt op ongeveer 14.500 stemmen. Samen met Agalev heeft de VU-VVD het minst trouwe kiezers (61%).

GRAFIEK IV

Winst en verlies van VU-VVD Limburg - Kamer 1991



E. Winst en verlies van Agalev

De winsten van Agalev zijn karig. Het lijkt wel of die partij aan de kant stond. Agalev haalt een batig saldo van 6.800 stemmen bij de CVP, de SP, de PVV, de VU-VVD en blanco/ongeldig. Daarenboven komen nog eens 3.600 nieuwe kiezers. Aan de andere kant staat een nettoverlies van 5.100 stemmen aan het Vlaams Blok en de andere partijen (Rossem) en een verlies van 600 door sterfte. Dit maakt een nettowinst van zo'n 4.700 stemmen. Agalev behoudt 57% trouwe kiezers uit 1987.

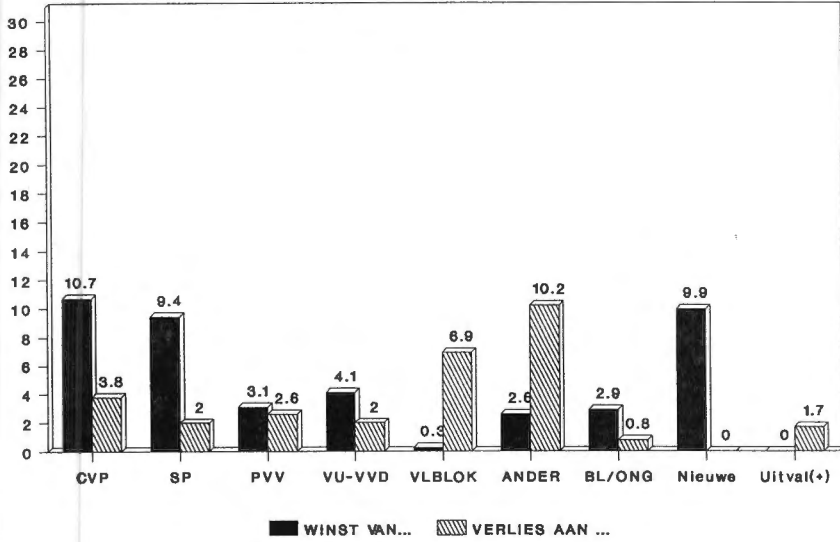
F. Winst van het Vlaams Blok

Het Vlaams Blok stond helemaal niet langs de kant en wint netto van alle partijen. Dit komt neer op 22.900 stemmen van andere partijen en 4.300 nieuwe kiezers. Ongeveer 100 Vlaams Blok-kiezers uit 1987 zijn overleden. Het winstsaldo is dus een goede 27.100. Zo'n 83% van de Vlaams Blok-kiezers van 1987 bleef de partij trouw maar dat is slechts 14% van het gerealiseerde aantal in 1991.

GRAFIEK V

Winst en verlies van AGALEV
Limburg - Kamer 1991

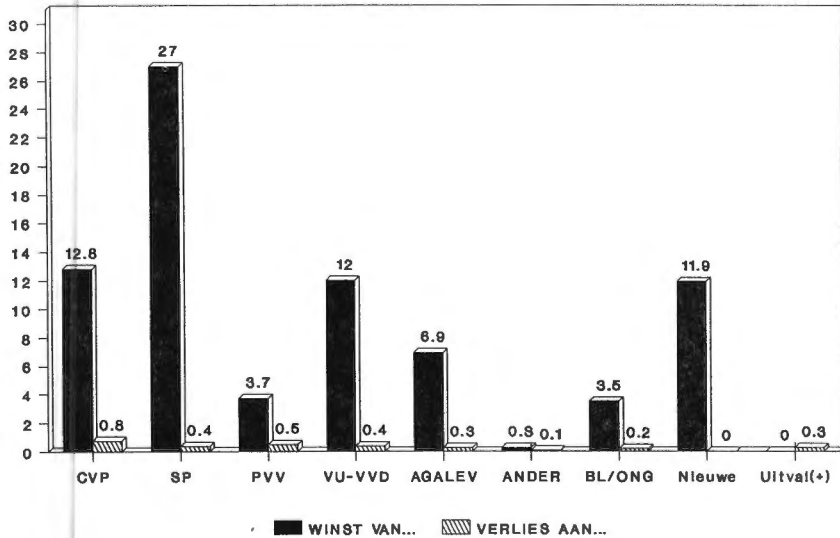
(Abs. aantallen: eenheid = 360 kiezers)



GRAFIEK VI

Winst en verlies van VLAAMS BLOK
Limburg - Kamer 1991

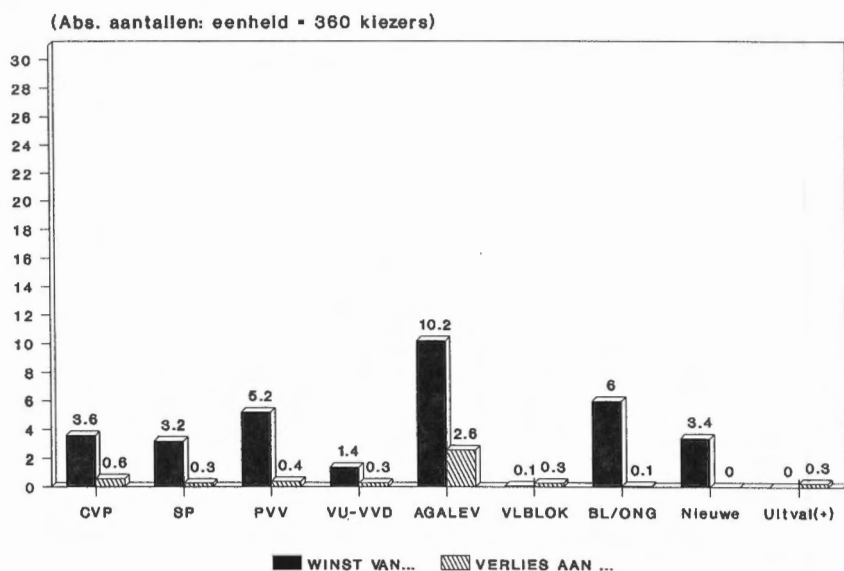
(Abs. aantallen: eenheid = 360 kiezers)



G. Winst en verlies van de anderen

Op een fors gereduceerde PVDA na gaat het hier vrijwel uitsluitend om de partij van Van Rossem. Volgens deze gegevens komt de winst in Limburg vooral van de PVV, Agalev, van blanco/ongeldig en van de nieuwe kiezers. Vermoedelijk wijst dit op de aanwezigheid van proteststemmen bij Agalev.

GRAFIEK VII Winst en verlies van ANDERE (ROSSEM)
Limburg - Kamer 1991



V. Evaluatie

In het rapport van het Studiecentrum Willy Claes krijgen we globaal genomen hetzelfde beeld op enkele opvallende afwijkingen na. De CVP heeft er weliswaar ook een batig saldo van de SP maar dat is niet zo uitgesproken. Met de VU-VVD zijn winst en verlies vrijwel in evenwicht²⁴ maar in onze analyse is er een batig saldo voor de CVP. Agalev verliest in onze analyse meer aan de anderen dan aan het Vlaams Blok. In de grafieken van het Studiecentrum komen de nieuwe kiezers niet aan hun trekken omdat het om percentages op het totaal gaat en omdat vermoedelijk naar verhouding te weinig nieuwe kiezers in de steekproef zitten.

Het is mogelijk dat lichte verschillen optreden door onze reconstructie van de oorspronkelijke tabel zoals bij het begin werd beschreven. In een aantal cellen van de tabel van het Studiecentrum staat een nul. Dit betekent dat minder dan 0,05% observaties in zo'n cel zitten, dit is minder dan één observatie (0,7). Ook

(24) In het rapport staat verlies (-0,1) in de grafiek en staat winst in de tabel.

de afronding in het rapport tot op een tiende kan voor geringe verschillen verantwoordelijk zijn.

De verschillen zijn vooral te wijten aan (1) het aanpassen voor steekproefnullen, (2) het aanpassen van de "turnover" tabel aan de correcte marginale aantallen in de bevolking door rekening te houden met de nieuwe kiezers in 1991 en de overleden kiezers van 1987. Dit steunt zoals bij de aanvang werd vermeld op hypothesen en aannemelijke ramingen. De grote conclusies zijn echter vrijwel dezelfde. Er is een belangrijk verschil in de voorstelling. In het rapport van het Studiecetrum wordt de winst en het verlies voorgesteld als percentages van het totaal der kiezers (op 1.400 dus). Daardoor krijgt men geen indruk van winst en verlies in verhouding tot de omvang van een partij in 1987.

Laten we echter even nagaan wat het effect is van de hier voorgestelde methode van het in de tabel aanwezig stellen van de overledenen. In het verleden hebben wij daar slechts gedeeltelijk mee rekening gehouden door alleen het saldo tussen in- en uitval op te nemen als bijgekomen nieuwe kiezers. Toen werd gesteld dat dit een onderschatting inhoudt van de nieuwe kiezers maar dat toch de verhoudingen binnen dit deel konden ingeschat worden. Bovendien hebben wij toen bij het berekenen van het aantal kiezers dat met een steekproefobservatie overeenkomt met een deel van de uitval rekening gehouden ²⁵.

Als wij de methode van 1988 op de Limburgse gegevens toepassen dan is de omvang van de steekproef 1.400. Om de verschuivingen te kunnen berekenen wordt de populatie van de uitgebrachte stemmen als basis genomen, d.w.z. dat de nieuwe kiezers maar in rekening genomen worden van zover ze de overleden kiezers vervangen ²⁶.

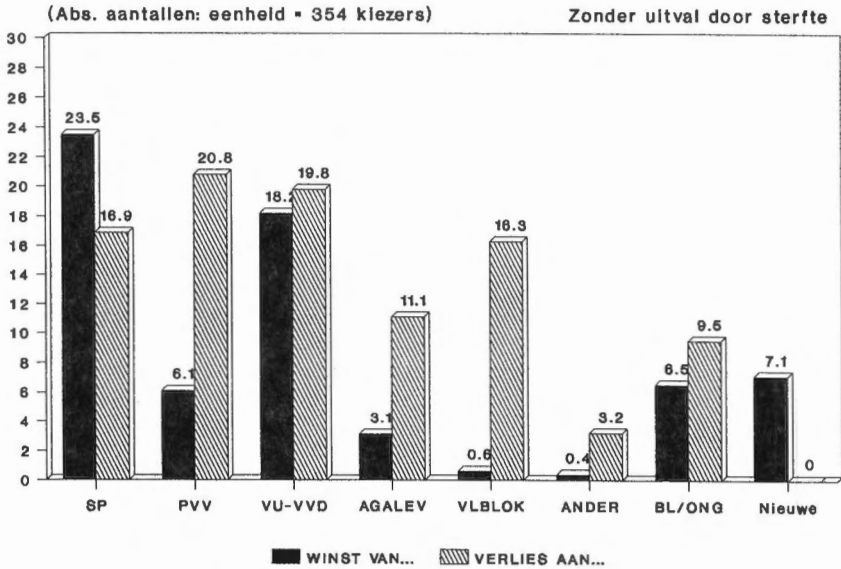
Laten we nu even winst en verlies van de CVP onderzoeken dat wij volgens deze methode (hypothese 4) zouden schatten. De CVP is een goede keuze omdat die partij het meest gevoelig is voor het niet ten volle in rekening brengen van de sterfte. De ramingen van winst en verlies onder het best passende model ²⁷ staan in onderstaande grafiek.

(25) J. SWYNGEDOUW en J. BILLIET *a.w.*, 1988, blz. 30-31.

(26) Aantal eenheden per observatie blijft 360, namelijk 504.000/1.400. We tellen hier 17.950 overledenen i.p.v. 18.600 omdat ongeveer 750 bij de categorie van de afwezigen moet gerekend worden.

(27) $LR. = 22,54$; $df. = 33$; $prob. 0,915$.

GRAFIEK VIII

Winst en verlies van CVP
Limburg - Kamer 1991

Het percentage trouwe kiezers van de CVP ten opzichte van 1987 bedraagt 74,2% en is om begrijpelijke redenen lager dan in de voorgestelde methode (77%). Trouwens, het aantal trouwe kiezers in z'n geheel is nu gedaald van 72,4% naar 70%.

Het nettoverlies van de CVP is hetzelfde (11.200). Dit komt echter op een andere wijze tot stand omdat we de overleden kiezers niet meetellen. Dit nettoverlies is het resultaat van een nettoverlies aan de PVV, de VU-VVD, Agalev, het Vlaams Blok, de anderen en blanco/ongeldig van 16.500 en een positief saldo van de SP van 2.400 met 2.600 nieuwe kiezers. De interne verschuivingen zijn iets groter. Zo bedraagt het verlies aan het Vlaams Blok 5.700 (i.p. 4.400) of 4% (i.p.v. 3,6%). Het voornaamste verschil heeft betrekking op de absolute aantallen nieuwe kiezers en op de omkering van de lichte netto winst van de VU-VVD en van blanco/ongeldig naar een licht verlies. Als men geen rekening houdt met de weggevallen kiezers dan wordt ook het aantal nieuwe kiezers fors onderschat.

Alles samen genomen zijn de verschillen binnen een populatie van ongeveer 500.000 en een steekproef van 1.400 betrekkelijk gering als we de voorgestelde methode toepassen. De verschillen kunnen echter toenemen als de populatie vijf keer zo groot is en met een steekproef van 2.500 eenheden. De voorgestelde methode is ook eleganter omdat de in- en uitrede ten volle in rekening wordt genomen. Dit laatste is echter afhankelijk van het beschikken over betrouwbare statistische gegevens²⁸.

Naargelang van de hypothese over de omvang van de nieuwe en de overleden kiezers krijgt men betrekkelijk geringe verschillen in de onderlinge uitwisseling

(28) Dat is mogelijk dank zij dr. Koen Matthijs en zijn materiaal voor *Belgodata*.

tussen de partijen (maximaal 1.000 kiezers). De variatie in het aantal overleden kiezers heeft gevolgen voor de raming van de toelevering van nieuwe kiezers van elke partij (zie bijlage). Het effect daarvan is bijzonder groot als met de overledenen helemaal geen rekening wordt gehouden (hypothese 4 in bijlage). Naarmate meer inzicht via onderzoek beschikbaar komt zal in de toekomst ook rekening kunnen gehouden worden met eventuele verschillen in het absentisme.

VI. Besluit

Laten we tenslotte nog even ingaan op de betekenis van de verschuivingen in Limburg. Vanzelfsprekend is dit niet noodzakelijk een goede afspiegeling van wat zich elders in Vlaanderen heeft afgespeeld. Toch zijn er al een aantal trends zichtbaar die vermoedelijk ook elders te voorschijn zullen komen.

We zullen deze trends plaatsen tegen wat we zelf verwacht hadden. Vooreerst hebben wij het grote verlies van de SP aan het Vlaams Blok zien aankomen in vroegere studies²⁹. Wat de SP in Limburg aan het Vlaams Blok verliest komt precies overeen met haar negatieve gevoeligheidsindex van het migrantenthema. Alles laat vermoeden dat dit in de rest van Vlaanderen ook het geval is. Het verlies van de CVP aan het Vlaams Blok is naar verhouding veel geringer maar toch groter dan wij konden vermoeden op grond van de zgn. gevoeligheidsindex van deze partij. Vermoedelijk speelt naast het migrantenvraagstuk ook het algemeen ongenoegen. Als de netto winst van de CVP ten nadele van de SP reëel is, dan is dat heel waarschijnlijk beperkt tot Limburg.

Het verlies van de VU-VVD aan het Vlaams Blok (6% van 1987) is lichtjes groter dan verwacht op basis van het migrantenthema en kan in Vlaanderen hoger liggen. Hebben wij de gevoeligheid van de Volksunie voor het migrantenthema onvoldoende ingeschat of heeft het ongenoegen zich tegen die partij gekeerd? In hoeverre speelde het communautaire toch mee, al of niet vermengd met het migrantenthema in de slogan "eigen volk eerst"? Het grote verlies van de VU-VVD aan de PVV verrast niet en enig verlies aan de CVP kan niet uitgesloten worden. Het aanzienlijk verlies van de VU-VVD aan blanco/ongeldig doet ons toch twifelen. Dit lijkt onwaarschijnlijk groot.

Het geringe verlies van de PVV aan het Vlaams Blok is helemaal onverwacht omdat de PVV zeer gevoelig bleek voor het migrantenthema. Hier kan natuurlijk de opstelling van die partij een beperkend effect gehad hebben (al geloven wij dat niet zo graag) samen met de omstandigheid dat de PVV als oppositiepartij voordelen had m.b.t. het algemeen ongenoegen bij een deel van de kiezers. Maar voorzichtig, Limburg is geheel Vlaanderen niet en dit zal waarschijnlijk anders liggen.

Het verlies van Agalev aan het Vlaams Blok was, zoals gezegd, helemaal niet voorzien, alhoewel Hans Waeye er ons op basis van zijn onderzoek bij 450 Vlaamse jongeren in 1991 op gewezen had. Samen met het nettoverlies van die partij aan de "anderen" (Rossem) van 25% van de Agalev-kiezers uit 1987 kan dit er op wijzen dat Agalev al vroeger een gedeelte van de proteststemmen opving en dat niet

(29) J. BILLIET, A. CARTON en R. HUYS, *Onbekend of onbemind?* Leuven, 1991; J. BILLIET, *a.w.*, 1992. Zie ook K. TORFS, Verschillen in stemgedrag bij gemeenteraadsverkiezingen en socio-economische kenmerken van gemeenten. *Res Publica*, 1991, nr. 2, blz. 223. Dat vooral oudere SP-kiezers zouden overgaan naar het Vlaams Blok lijkt logisch maar is helemaal niet zo zeker. De door ons (ISPO) na 24 november verzamelde gegevens bij meer dan 2500 Vlamingen zullen weldra meer inzicht verschaffen.

alle kiezers uit het verleden even grote verdedigers zijn van de waarden die deze partij voorstaat. Hier rijst terug de vraag in hoever dit zich in Vlaanderen zal doorzetten. Waarschijnlijk niet zo uitgesproken. We moeten echter voorzichtig blijven. De ramingen zijn meer betrouwbaar voor de grote partijen dan voor de kleine.

Dat de SP de grootste partij is bij de jongeren zal wel helemaal typisch Limburgs zijn (als het geen onbetrouwbare inschatting is). Alle beschikbare gegevens sinds 1989 bevatten stevige aanwijzingen dat de PVV bij de jonge kiezers de sterkste partij geworden is, gevolgd door Agalev. Sommige studies (Waege, 1991) wijzen ook op succes van het Vlaams Blok bij twintigjarigen. Van "Rossem" was toen nog geen sprake.

Bijlage : Hypothesen over nieuwe en overleden kiezers

Eens men beslist om met de overleden kiezers sinds 1987 rekening te houden krijgt men verschillende mogelijkheden om de omvang te bepalen en om de verdeling van de partijen te bepalen. We onderzoeken hier enkele extreme hypothesen.

- Hypothese 1 : 75% van de overledenen wordt toegewezen volgens de stemverdeling van de 65-plussers en 25% volgens de gemiddelde stemverdeling in Limburg in 1987. Dit is de hypothese die in deze studie volledig werd uitgewerkt.
- Hypothese 2 : 75% van de overledenen toegewezen volgens stemverdeling van de 65-plussers en 25% volgens gemiddelde stemverdeling van 1987 in Vlaanderen. We kiezen deze meer homogene verdeling omwille van de zeer hoge score van de CVP bij de 65-plussers in de studie van het *Studiecentrum Claes* van 1987 (63,7%). Dit wordt in de eerste hypothese waarschijnlijk wat overschat.
- Hypothese 3 : Idem als hypothese 1 maar het aantal weggevallen kiezers wordt hoger geschat omdat de nieuwe kiezers uit de bevolkingsstatistieken volledig werden aangerekend (geen compromis zoals in hypothese 1, zie blz. 3).
- Hypothese 4 : Geen rekening gehouden met overleden kiezers. Dit betekent dat de nieuwe kiezers slechts in rekening genomen worden voor het saldo van 1991 t.o.v. 1987 (zie evaluatie-sectie).

De resultaten van deze vier hypothesen van winst en verlies van de CVP vindt men in de volgende tabel. We stellen de CVP voor omdat deze partij het meest gevoelig is voor ramingen m.b.t. de overleden kiezers.

Hypothese 1 :	LR = 26,17	; df = 40	; prob. = 0,955
Hypothese 2 :	LR = 27,89	; df = 40	; prob. = 0,926
Hypothese 3 :	LR = 25,66	; df = 39	; prob. = 0,951
Hypothese 4 :	LR = 22,54	; df = 33	; prob. = 0,915

Als de cel van nieuwe CVP-kiezers niet uit de quasi-onafhankelijkheidsmodellen onder de hypothesen 1 tot 3 wordt uitgesloten, dan zijn de "*probabilities*" een stuk lager maar nog steeds aannemelijk, doch op basis van het AIC-criterium moet deze cel uitgesloten worden. Daardoor blijft de geraamde aanhang van de CVP bij de nieuwe kiezers rond 10%; als men de parameter los laat dan wordt dit rond 15%.

TABEL II

Winst en verlies van de CVP onder verscheidene hypothesen m.b.t. de verdeling van de weggevallen kiezers (abs. aantallen in de steekproef)*

winst van (+) verlies aan (-)	Hypothese 1	Hypothese 2	Hypothese 3	Hypothese 4
SP	+25,4 -15,3	+25,9 -16,1	+25,1 -15,6	+23,5 -16,9
PVV	+8,3 -19,5	+8,0 -20,1	+8,4 -19,2	+6,1 -20,8
VU-VVD	+20,4 -15,0	+20,8 -16,1	+19,5 -17,7	+18,2 -19,8
Agalev	+3,8 -10,7	+4,1 -11,6	+3,7 -10,2	+3,1 -11,1
VI.Blok	+0,8 -12,8	+0,9 -13,1	+0,9 -13,1	+0,6 +16,3
Andere	+0,6 -3,6	+0,7 -3,8	+0,8 -3,0	+0,4 -3,2
Blanco/ ongeldig	+8,0 -6,2	+9,0 -5,3	+8,1 -7,4	+6,5 -9,5
Nieuw Overleden	+10,0 -24,5	+11,2 -24,9	+9,9 -20,4	+7,1 0,0
Gemiddelde afwijking van de winst t.o.v. Hyp. 1 **		0,350	0,129	2,33
Gemiddelde afwijking van het verlies t.o.v. Hyp. 1 **		0,625	1,366 3,879***	28,379

* Omvang van winst en verlies in de populatie: vermenigvuldigd met 360.

** De afwijkingen worden berekend zoals de chikwadraat statistiek.

*** Gemiddelde afwijking indien geen rekening wordt gehouden met afwijking t.o.v. het aantal overledenen onder hypothese 1.

Summary: The impact of new and deceased voters on estimations of shifts in voting behaviour

This study evaluates the impact of new voters and deceased voters in the statistical analysis of shifts in voting behaviour from one election to another.

Conclusions about the shifts between the political parties from one election to another are affected by the fact that at the time of the analyzed election, the population of the former election has substantially changed. In order to fix the marginal distributions of the turnover table, estimations should be made about the distribution of the new voters and the deceased voters over the political parties. Information about the new voters can be extracted from the sample in use. Estimations of the last voting behaviour of the deceased are based on prior surveys. The conclusions about the mutual shifts between parties are affected to the degree that the parties differ according to the age distributions.

The method has been applied to exit poll data from the 1991 general elections in Limburg.

De provincieraadsverkiezingen van 24 november 1991

door Marleen BRANS,

Assistent aan de Afdeling Bestuurswetenschap van de Katholieke Universiteit Leuven

Op 24 november 1991 verkozen de Belgische kiesgerechtigden naast de leden van de Kamer en de Senaat, ook de provincieraadsleden. Op basis van de stembusuitslag werden 716 provincieraadszetels verdeeld over 14 politieke partijen. Daarna werd per provincie een zeskoppige Bestendige Deputatie samengesteld.

In dit artikel wordt eerst een beschrijving gegeven van de provinciale stembusuitslag per provincie¹. Er wordt nagegaan welke de belangrijkste verschuivingen zijn ten aanzien van de verkiezingen van 1987. Ook wordt onderzocht of de stembusuitslag in 1991 de samenstelling van en de politieke verhoudingen in de Bestendige Deputaties gewijzigd heeft. In een tweede gedeelte wordt stilgestaan bij de uitwendige stemmenverschuiving tussen de uitslagen van de provinciale verkiezingen enerzijds en die van de verkiezingen van de Kamer en de Senaat anderzijds. Er wordt onderzocht of de provincieraadsverkiezingen een eigen stemgedrag vertonen, dan wel of het keuzeprofiel van de nationale verkiezingen gevolgd wordt.

I. Analyse per provincie

Provincie West-Vlaanderen

In West-Vlaanderen zijn de SP en de VU de grootste verliezers van de provincieraadsverkiezingen. Hoewel de CVP een stemmenverlies lijdt van 1,77%, verliest ze geen enkele zetel. De SP daarentegen, moet met een stemmenverlies van 4,61% drie zetels afstaan. Ook de Volksunie, met een stemmenverlies van 2,57%, verliest twee zetels.

Bij de winnaars in de provincie West-Vlaanderen is de PVV, die met een relatief kleine stemmenwinst van 1,50% twee zetels vooruitgaat. De grootste winst is voor het Vlaams Blok. Dit vervijfvoudigt zijn absoluut aantal stemmen ten opzichte

(1) Dit artikel sluit aan bij de vorige beschrijvingen van de provincieraadsverkiezingen die in de speciale verkiezingsnummers van *Res Publica* zijn opgenomen.

R. COSTARD, Les élections des conseils provinciaux (de 1971). *Res Publica*, 1972, nr. 4, blz. 667-724.

R. COSTARD, Les élections des conseils provinciaux (de 1974). *Res Publica*, 1974, nr. 3-4, blz. 547-572.

X. MABILLE, Les élections des conseils provinciaux (de 1981). *Res Publica*, 1981, nr. 1, blz. 195-205.

D. TOELEN, De provincieraadsverkiezingen van 13 oktober 1985. *Res Publica*, 1986, nr. 2, blz. 307-324.

D. TOELEN, De provincieraadsverkiezingen van 13 december 1987. *Res Publica*, 1987, nr. 1, blz. 99-118.

TABEL I
 Provincie West-Vlaanderen
 Uitslag van de provincieraadsverkiezingen

	1987	%	1991	%
Neergelegde stembiljetten	788.179	94,42	802.081	93,96
Blanco en ongeldige stemmen	60.788	7,71	69.853	8,71
Geldige stemmen	727.391	92,2	732.228	91,29
CVP	251.317	34,55	240.016	32,78
SP	186.942	25,70	154.459	21,09
PVV	126.613	17,41	138.470	18,91
VU	89.824	12,35	71.584	9,78
Vlaams Blok	9.806	1,35	48.552	6,63
Agalev	55.628	7,65	70.089	9,57
Andere lijsten	7.261	0,99	9.058	1,24

TABEL II
 Provincie West-Vlaanderen
 Verdeling van mandaten in de Provincieraad (PR)
 en in de Bestendige Deputatie (BD)

	1987		1991	
	PR	BD	PR	BD
CVP	36	4	36	4
SP	24	2	21	2
PVV	17		19	
VU	8		6	
Vlaams Blok	-		3	
Agalev	5		5	
	90	6	90	6

van 1987. Deze stemmenwinst van 5,28% is goed voor drie zetels, daar waar deze partij in 1987 geen enkele zetel had. Ook Agalev behoort tot de winnaars in West-Vlaanderen. Zij kan echter haar stemmenwinst van 1,92% niet omzetten in zetelwinst. In 1987 had Agalev haar aantal zetels nog met drie weten uit te breiden.

In de Bestendige Deputatie, blijft ondanks het verlies van de SP, de coalitie CVP - SP behouden.

Provincie Oost-Vlaanderen

In Oost-Vlaanderen zijn de CVP, SP en VU de verliezers van de provincieraadsverkiezingen en voornamelijk ten voordele van de PVV en het Vlaams Blok.

In 1991 worden aan de verliezers van 1987, namelijk de CVP en de VU, ook nog eens de SP toegevoegd.

TABEL III
 Provincie Oost-Vlaanderen
 Uitslag van de provincieraadsverkiezingen

	1987	%	1991	%
Neergelegde stembiljetten	959.926	94,77	970.295	94,25
Blanco en ongeldige stemmen	61.199	6,38	66.158	6,82
Geldige stemmen	898.727	93,62	904.137	93,18
CVP	271.657	30,23	247.035	27,32
SP	206.632	22,99	169.617	18,76
PVV	194.518	21,64	205.293	22,71
VU	114.861	12,78	84.640	9,36
Vlaams Blok	22.664	2,52	97.177	10,75
Agalev	69.163	7,70	84.463	9,34
Andere lijsten	19.232	2,14	15.912	1,76

TABEL IV
 Provincie Oost-Vlaanderen
 Verdeling van mandaten in de Provincieraad (PR)
 en in de Bestendige Deputatie (BD)

	1987		1991	
	PR	BD	PR	BD
CVP	31	4	28	4
SP	23		20	
PVV	21	2	22	2
VU	11		8	
Vlaams Blok	-		8	
Agalev	4		4	
	90	6	90	6

Deze partijen verliezen elk drie provincieraadszetels. Het grootste stemmenverlies wordt ditmaal gedragen door de SP, met een achteruitgang van 4,23%. Bij de VU is de achteruitgang iets kleiner. Zij lijdt een stemmenverlies van 3,42%. De CVP verliest 2,91% van haar stemmen.

Van het verlies van de CVP, SP en VU profiteert vooral de PVV en niet in het minst het Vlaams Blok. Agalev boekt slechts een lichte stemmenwinst van 1,64%, maar slaagt er, net zoals in West-Vlaanderen, niet in dit in zetels om te zetten. De PVV kan dit wel. Zij wint één zetel met een kleinere stemmenwinst van 1,07%. De grote winnaar is opnieuw Vlaams Blok. Deze partij brengt met een stemmenwinst van 8,23%, haar aantal provincieraadszetels van nul in 1987 op acht in 1991.

Net zoals in West-Vlaanderen heeft de stemmenverschuiving geen effect op de politieke samenstelling van de Bestendige Deputatie. De coalitie tussen CVP en PVV blijft behouden.

Provincie Antwerpen

Bij de provincieraadsverkiezingen te Antwerpen krijgen zowel de CVP als de SP zware klappen, zowel in absoluut aantal stemmen als in aandeel in het aantal geldige stemmen. Ook de VU, P.v.d.A. en zelfs Agalev gaan achteruit.

De CVP lijdt voor de tweede opeenvolgende keer een ernstig stemmenverlies. Zij gaat 4,87% achteruit en verliest hierdoor 4 zetels in de provincieraad. Waar in 1987 de CVP de grootste verliezer was van de provincieraadsverkiezingen is het ditmaal de beurt aan de SP. De SP lijdt een stemmenverlies van niet minder dan 5,10% en moet zes provincieraadszetels afstaan.

Ook de VU hoort bij de verliezers in Antwerpen. In 1987 moest deze partij reeds één zetel prijs geven. In 1991 verliest ze er nog eens drie, tengevolge van een stem-

TABEL V
Provincie Antwerpen
Uitslag van de provincieraadsverkiezingen

	1987	%	1991	%
Neergelegde stembiljetten	1.116.110	94,39	1.121.983	93,67
Blanco en ongeldige stemmen	73.198	6,56	70.223	6,26
Geldige stemmen	1.042.912	93,44	1.051.760	93,74
CVP	313.158	30,03	264.637	25,16
SP	239.157	22,93	187.493	17,83
PVV	155.510	14,91	167.613	15,94
VU	125.870	12,07	90.041	8,56
Vlaams Blok	64.182	6,15	204.146	19,41
Agalev	111.847	10,73	103.035	9,80
P.v.d.A.	17.973	1,72	11.670	1,11
Andere lijsten	15.215	1,46	23.125	2,20

TABEL VI
Provincie Antwerpen
Verdeling van mandaten in de Provincieraad (PR)
en in de Bestendige Deputatie (BD)

	1987		1991	
	PR	BD	PR	BD
CVP	29	4	25	3
SP	23	2	17	2
PVV	14		15	1
VU	10		7	
Vlaams Blok	4		18	
Agalev	9		8	
P.v.d.A.	1		-	
	90	6	90	6

menverlies van 3,51%. Van de traditionele partijen slaagde alleen de PVV erin een zetel bij te winnen. De P.v.d.A., die in 1987 nog één provincieraadszetel bekleedde verdwijnt in 1991 helemaal van de provinciale politieke kaart.

In 1987 wisten zowel Agalev als Vlaams Blok winst te boeken, met elk twee zetels meer. In 1991 verliest Agalev een zetel, zij het met een relatief klein stemmenverlies van 0,93%.

Vlaams Blok daarentegen boekt een winst van 13,26% en haalt 14 zetels binnen. Met een totaal van 19,41% van de geldige stemmen is Vlaams Blok nu de op één na grootste partij in de provincie Antwerpen, ten nadele van de SP die opschuift naar de derde plaats.

In tegenstelling tot in de provincies West- en Oost Vlaanderen, is er in de provincie Antwerpen wel een wijziging in de samenstelling van de Bestendige Deputatie te bespeuren. De CVP verliest één Bestendig afgevaardigde ten voordele van de PVV, die intreedt in de Deputatie met CVP en SP.

Provincie Limburg

De VU en de SP zijn de grootste verliezers van de provincieraadsverkiezingen van Limburg. De VU krijgt de zwaarste klappen. Met een stemmenverlies van 3,72% moet deze partij niet minder dan 4 zetels afstaan. Met een niet veel kleiner stemmenverlies, namelijk 3,24%, verliest de SP drie zetels. Ook de CVP gaat achteruit in Limburg. Zij lijdt een stemmenverlies van 2,68%, maar verliest evenwel slechts één zetel.

De zetelwinst wordt verdeeld over de PVV, het Vlaams Blok en Agalev. De liberalen kunnen met een winst van 3% vier zetels binnen rijden, waardoor ze het verlies dat ze in 1987 leden, gedeeltelijk kunnen goedmaken. In zetelwinst is de PVV de grootste winnaar in Limburg. Vlaams Blok heeft echter de grootste stemmenwinst in percentage van het aantal geldige stemmen en doet met drie zetels zijn intrede in de Limburgse provincieraad.

In de provincie Limburg wordt de coalitie in de Bestendige Deputatie grondig gewijzigd. De CVP die in 1987 vier van de zes Bestendige Afgevaardigden voor haar rekening nam, verdwijnt uit de coalitie van 1991, ten voordele van twee af-

TABEL VII
Provincie Limburg
Uitslag van de provincieraadsverkiezingen

	1987	%	1991	%
Neergelegde stembiljetten	490.133	96,47	504.115	95,96
Blanco en ongeldige stemmen	31.904	6,51	32.099	6,37
Geldige stemmen	458.229	93,49	472.016	93,63
CVP	150.849	32,92	142.723	30,24
SP	125.730	27,44	114.225	24,20
PVV	64.739	14,13	80.865	17,13
VU	80.548	17,58	65.432	13,86
Vlaams Blok	5.423	1,18	31.722	6,72
Agalev	26.257	5,72	33.585	7,12
Andere lijsten	4.683	1,02	3.464	0,74

TABEL VIII
 Provincie Limburg
 Verdeling van mandaten in de Provincieraad (PR)
 en in de Bestendige Deputatie (BD)

	1987		1991	
	PR	BD	PR	BD
CVP	25	4	24	
SP	21	2	18	2
PVV	8		12	2
VU	14		10	2
Vlaams Blok	-		3	
Agalev	2		3	
	70	6	70	6

gevaardigden voor de VU en twee voor de PVV. De SP behoudt haar twee afgevaardigden in de Deputatie.

Provincie Henegouwen

In de provincie Henegouwen is Ecolo de winnaar van de provinciale verkiezingen. Ecolo boekt hier een stemmenwinst van 8,68%. Met een winst van 11 zetels bezet ze nu een totaal van 13 zetels in de provincieraad.

De grote verliezer in Henegouwen is de PS die met een stemmenverlies van 6,46% niet minder dan 10 zetels verliest. De socialisten kunnen nu niet meer rekenen op de absolute meerderheid in de provincieraad. Ze houden nog 42 zetels over.

TABEL IX
 Provincie Henegouwen
 Uitslag van de provincieraadsverkiezingen

	1987	%	1991	%
Neergelegde stembiljetten	779.570	91,95	778.847	91,24
Blanco en ongeldige stemmen	58.297	7,48	70.569	9,06
Geldige stemmen	721.273	92,52	708.278	90,94
PS	350.879	48,65	298.813	42,19
PSC	148.286	20,56	143.318	20,23
PRL	130.460	18,09	124.226	17,54
Ecolo	54.054	7,49	114.552	16,17
FN	1.177	0,16	7.594	1,07
PC	19.845	2,75	6.165	0,87
Andere lijsten	16.572	2,30	13.610	0,02

TABEL X

Provincie Henegouwen
Verdeling van mandaten in de Provincieraad (PR)
en in de Bestendige Deputatie (BD)

	1987		1991	
	PR	BD	PR	BD
PS	52	6	42	5
PSC	20		20	1
PRL	16		14	
Ecolo	2		13	
FN	-		1	
	90	6	90	6

Achteruit gaan ook de PSC en de PRL met een stemmenverlies van respectievelijk 0,33% en 0,55%. Voor de PSC heeft dit stemmenverlies geen gevolg voor het aantal provincieraadszetels. De PRL verliest echter twee zetels.

De nieuwkomer in de provincieraad van Henegouwen is het FN. Deze partij boekt een stemmenwinst van 0,91, wat goed is voor één zetel.

De neergang van de communistische partij, die reeds duidelijk werd in 1987, zet zich nog verder door in 1991. In 1985 verloor deze partij de twee zetels die zij in 1981 veroverd had, en slaagde er in 1987 niet in deze terug te winnen. Toch kon zij nog rekenen op 2,75% van de stemmen, meer dan de 1,6% van het FN op dat moment. In 1991 haalt de PC nog maar 0,87% van de geldige stemmen.

De bestendige deputatie van 1991 is niet meer dezelfde als in 1987. Waar de Bestendige Deputatie in 1987 nog homogeen socialistisch was, verliest de PS in 1991 één afgevaardigde aan de PSC.

Provincie Luxemburg

In de provincie Luxemburg verliezen de PSC, de PS en de PRL, ten voordele van Ecolo.

Uitgedrukt in procentueel stemmenverlies is in Luxemburg, de PRL de grootste verliezer met -2,82%, gevolgd door de PS met -1,92% en de PSC met -0,55%. Ondanks de verschillen in stemmenverlies, verliezen deze traditionele partijen elk één zetel.

Deze drie zetels gaan naar Ecolo, dat met 5,11% zijn stemmenwinst van 1987 verderzet. Geen andere dan deze vier partijen weet een zetel in de Luxemburgse provincieraad te bemachtigen.

In de Bestendige Deputatie blijft de coalitie tussen de PS en de PRL behouden.

TABEL XI
 Provincie Luxemburg
 Uitslag van de provincieraadsverkiezingen

	1987	%	1991	%
Neergelegde stembiljetten	154.632	93,90	157.551	93,94
Blanco en ongeldige stemmen	10.442	6,75	12.888	8,18
Geldige stemmen	144.190	93,25	144.663	91,82
PS	40.835	28,32	38.186	26,40
PSC	50.346	34,92	49.723	34,37
PRL	43.499	30,17	39.562	27,35
Ecolo	8.768	6,08	16.192	11,19
Andere lijsten	742	0,51	1.000	0,69

TABEL XII
 Provincie Luxemburg
 Verdeling van mandaten in de Provincieraad (PR)
 en in de Bestendige Deputatie (BD)

	1987		1991	
	PR	BD	PR	BD
PS	14	3	13	3
PSC	19		18	
PRL	16	3	15	3
Ecolo	1		4	
	50	6	50	6

Provincie Namen

Net zoals in alle andere Waalse provincies zijn ook in Namen de PRL en de PS de verliezers van de provincieraadsverkiezingen. De PS verliest vier zetels met een achteruitgang van 5,7% van de stemmen. De PRL ziet zijn aantal zetels teruglopen met twee.

De stemmenwinst wordt gedeeld door de PSC, het FN en Ecolo. De PSC wint de zetel terug die ze in 1987 verloren had, zij het met een relatief kleine stemmenwinst van 1,25%.

Zoals in de drie andere Waalse provincies boekt Ecolo in Namen een stevige stemmenwinst, namelijk 5,65%. Dit levert de partij een fikse zetelwinst van vier op.

Het FN steekt voor de eerste keer de kop op in Namen met 2% van de stemmen, wat de partij een zetel oplevert.

Het UDRT dat sinds de verkiezingen van 1985 op terugweg was, is in 1991 van het provinciale politieke toneel verdwenen. Ook het R.W. nam niet meer deel aan de Naamse provinciale verkiezingen.

TABEL XIII
 Provincie Namen
 Uitslag van de provincieraadsverkiezingen

	1987	%	1991	%
Neergelegde stembiljetten	276.884	92,81	284.331	92,31
Blanco en ongeldige stemmen	17.189	6,42	22.430	7,89
Geldige stemmen	259.095	93,58	261.901	92,11
PS	107.159	41,36	93.381	35,66
PSC	68.052	26,27	72.069	27,52
PRL	59.032	22,78	54.642	20,86
Ecolo	20.917	8,07	35.935	13,72
FN	-	-	5.236	2,00
Andere lijsten	3.935	1,52	638	0,24

TABEL XIV
 Provincie Namen
 Verdeling van mandaten in de Provincieraad (PR)
 en in de Bestendige Deputatie (BD)

	1987		1991	
	PR	BD	PR	BD
PS	26	4	22	4
PSC	17		18	
PRL	14	2	12	2
Ecolo	3		7	
FN	-		1	
	60	6	606	

De politieke samenstelling van de Naamse Bestendige Deputatie blijft ongewijzigd: de PS in coalitie met de PRL.

Provincie Luik

In 1987 was de PS nog de enige partij in de provincie Luik die zowel naar absoluut aantal stemmen, als naar het percentage van het aantal geldige stemmen, vooruitgang maakte. In 1991 echter verliest de PS met een stemmenverlies van 5,75% niet minder dan zeven zetels. Ook de PRL moet drie zetels afstaan.

Waar de PSC in 1987 nog één zetel verloor, wordt in 1991 haar stemmenverlies niet omgezet in zetelverlies. Integendeel, ze haalt haar verloren zetel terug binnen. Ook de Partei der Deutschsprachigen Belgier (PDB) kan ondanks een klein stemmenverlies toch haar ene zetel behouden. Het nieuwe Agir verschijnt ten tonele met 1,02% van het aantal geldige stemmen, wat goed is voor één zetel.

De grote winnaar in Luik is opnieuw Ecolo, dat met een stemmenwinst van 7,01% 8 nieuwe zetels binnenhaalt. Het FN dat voor de eerste keer in Luik opduikt, is er niet in geslaagd een zetel te bemachtigen.

TABEL XV
 Provincie Luik
 Uitslag van de provincieraadsverkiezingen

	1987	%	1991	%
Neergelegde stembiljetten	625.622	92,66	624.180	91,11
Blanco en ongeldige stemmen	42.658	6,82	49.964	8,00
Geldige stemmen	582.964	93,18	574.216	92,00
PS	263.522	45,20	226.545	39,45
PSC	121.058	20,77	117.035	20,38
PRL	127.426	21,86	115.246	20,07
Ecolo	43.479	7,46	83.068	14,47
PDB	5.970	1,02	5.293	0,92
Agir	-	-	5.866	1,02
Andere lijsten	21.509	3,69	21.163	3,68

TABEL XVI
 Provincie Luik
 Verdeling van mandaten in de Provincieraad (PR)
 en in de Bestendige Deputatie (BD)

	1987		1991	
	PR	BD	PR	BD
PS	43	4	36	4
PSC	18		19	
PRL	20	2	17	2
Ecolo	4		12	
PDB	1		1	
Agir	-		1	
	86	6	86	6

Ondanks het stemmenverlies van de PS en de PRL blijft in de Bestendige Deputatie de coalitie tussen deze twee partijen behouden.

Provincie Brabant

Buiten de PSC en de PVV lijden alle traditionele partijen verlies bij de Brabantse provincieraadsverkiezingen, zowel in termen van procentueel stemmenverlies, als in termen van zetelverlies.

De PS is de grootste verliezer. Zij moet vijf zetels afstaan door een stemmenverlies van 4,22%. De SP, CVP en PRL verliezen elk één zetel, met een respectievelijk stemmenverlies van 1,47%, 2,34% en 2,06%.

De stemmenwinst van de PVV (0,06) is te klein om haar een bijkomende zetel op te leveren. Het stemmenverlies van de PSC (0,07) is dan weer niet groot genoeg om er een provincieraadszetel aan te verliezen.

TABEL XVII
 Provincie Brabant
 Uitslag van de provincieraadsverkiezingen

	1987	%	1991	%
Neergelegde stembiljetten	1.387.957	91,31	1.377.637	90,38
Blanco en ongeldige stemmen	102.279	7,37	99.975	7,26
Geldige stemmen	1.285.678	92,63	1.277.662	92,74
PS	186.521	14,51	131.429	10,29
PSC	89.608	6,97	88.184	6,90
PRL	207.809	16,16	180.122	14,10
Ecolo	54.296	4,22	98.550	7,71
FDF-PPW	86.421	6,72	90.236	7,06
FN-NF	5.977	0,46	41.554	3,25
Vlaams Blok	21.784	1,69	79.750	6,24
VU	89.785	6,98	69.389	5,43
Agalev	44.421	3,46	60.302	4,72
PVV	134.074	10,43	133.978	10,49
CVP	197.461	15,36	166.386	13,02
SP	139.218	10,83	119.564	9,36
Andere lijsten	28.303	2,20	18.228	1,43

TABEL XVIII
 Provincie Brabant
 Verdeling van mandaten in de Provincieraad (PR)
 en in de Bestendige Deputatie (BD)

	1987		1991	
	PR	BD	PR	BD
PS	15	1	10	1
SP	10	1	9	1
PSC	6	1	6	
CVP	14	1	13	1
PRL	16	1	15	2
PVV	10	1	10	1
FDF	7		7	
VU	7		5	
Ecolo	3		7	
Agalev	2		4	
Vlaams Blok	-		4	
	90	6	90	6

Van de communautaire partijen blijft de score voor het FDF (+ 0,34) ongeveer gelijk, terwijl de VU met 1,55% achteruit gaat en twee provincieraadszetels moet afstaan.

De grote winnaars in Brabant zijn dezelfde als respectievelijk in Vlaanderen en Wallonië, namelijk Vlaams Blok en Ecolo. Vlaams Blok gaat vooruit met 4,55% en haalt ineens vier zetels binnen. Ook Ecolo, dat reeds in 1987 drie zetels behaalde, weet deze nu uit te breiden met vier nieuwe zetels. Ondanks een stemmenwinst van 2,79% haalt het FN geen enkele zetel.

De enige wijziging in de politieke samenstelling van de Brabantse Bestendige Deputatie is een verschuiving van één zetel. De PSC verliest de hare en verdwijnt uit de Deputatie, de PRL krijgt er één zetel bij.

Besluit

In tabellen XIX en XX worden de resultaten van de provincieraadsverkiezingen gebundeld weergegeven. Hierdoor kunnen we de Waalse, Vlaamse en Brabantse uitslagen van de provincieraadsverkiezingen met elkaar vergelijken.

De SP is de grote verliezer van de provincieraadsverkiezingen in de Vlaamse provincies, zowel in termen van procentueel stemmenverlies als in termen van zetelverlies. De SP lijdt het grootste verlies in de provincie Antwerpen waar ze niet minder dan zes zetels kwijtspeelt. Ook de Volksunie krijgt rake klappen. Vooral in Limburg, waar ze vier zetels moet afstaan. Ook de CVP kan haar vertegenwoordiging op het provinciale vlak niet versterken. Behalve in West-Vlaanderen, verliest ze een totaal van acht zetels. De PVV daarentegen verbetert haar positie met acht zetels.

In 1987 slaagde Agalev erin grote vooruitgang te maken. Ondanks een lichte stemmenwinst kan zij deze trend echter niet meer voortzetten in 1991. Agalev verliest zelfs een zetel in Antwerpen. Doordat zij er één wint in Limburg kan zij het totaal behouden op twintig in de vier Vlaamse provincies.

De grootste stemmen- en zetelwinst in Vlaanderen gaat naar het Vlaams Blok. In drie provincies doet Vlaams Blok voor het eerst zijn intrede in de provincieraad. In Antwerpen en Oost-Vlaanderen is zijn winst het grootst; in West-Vlaanderen en Limburg boekt Vlaams Blok een meer bescheiden winst.

Ecolo is de absolute winnaar van de provincieraadsverkiezingen in Wallonië. Deze partij weet in elk van de Waalse provincies haar aantal stemmen te verdubbelen. Zij wint hierdoor niet minder dan 26 zetels bij. Opvallend in de Waalse provincies is de zeer kleine vooruitgang van extreem rechts, die in heel Wallonië slechts drie provincieraadszetels weet te bemachtigen. In Henegouwen en Namen gaat telkens één zetel naar FN en in Luik één naar het rechtse Agir.

De grote winnaar van 1987 is in 1991 de grote verliezer. De PS lijdt een ernstig stemmenverlies. Ze moet in het totaal 22 zetels afstaan, waarvan 10 in Henegouwen.

Ook de PRL verliest, en dit voor de tweede opeenvolgende keer. De PRL verliest evenveel zetels in Wallonië als haar Vlaamse tegenhanger wint in Vlaanderen. Ook de PSC gaat in drie van de Waalse provincies lichtjes achteruit, maar verliest er geen zetels. In Namen boekt ze zelfs een lichte stemmenwinst wat haar één extra zetel voor heel het Waalse landsgedeelte oplevert.

In Brabant zijn de grootste verliezers de PS, gevolgd door de CVP en de VU. Behalve de PSC en de PVV moeten alle traditionele partijen provincieraadszetels afstaan. Ook de communautaire partijen lijden stemmenverlies, maar alleen de VU ondervindt hier de negatieve gevolgen van onder de vorm van zetelverlies. Ook de SP en PRL moeten een provincieraadszetel prijsgeven. Alleen het FDF, de PSC en de PVV weten hun aantal zetels te handhaven.

TABEL XIX

Uitslag van de provincieraadsverkiezingen van 24 november 1991, geglobaliseerd naar Vlaamse en Waalse provincies en het Rijk

	Vlaamse provincies	%	Brabant	%	Waalse provincies	%	Het Rijk	%
CVP	894.411	28,3	166.386	13,0	-	-	1.060.797	17,3
PSC	-	-	88.184	6,9	382.145	22,6	470.329	7,7
SP	625.794	18,9	119.564	9,4	-	-	745.358	12,2
PS	-	-	131.429	10,3	656.925	38,9	788.354	12,9
PVV	592.241	18,7	133.978	10,5	-	-	726.219	11,9
PRL	-	-	180.112	14,1	333.676	19,8	513.788	8,4
VU	311.697	9,9	69.389	5,4	-	-	381.086	6,2
FDf	-	-	90.236	7,1	12.956	0,8	103.192	1,7
Vlaams Blok	381.597	12,1	79.750	6,2	-	-	461.347	7,5
FN-NF	-	-	41.554	3,3	15.919	0,9	57.473	0,9
Agalev	291.172	9,2	60.302	4,7	-	-	351.474	5,7
Ecolo	-	-	98.550	7,7	249.747	14,8	348.297	5,7
PDB	-	-	-	-	5.293	0,3	5.293	0,1
AGIR	-	-	-	-	5.866	0,3	5.866	0,1
Anderc lijsten	63.229	2,0	18.228	1,4	26.531	1,6	107.988	1,8
Geldige stemmen	3.160.141	93,0	1.277.662	92,7	1.689.058	91,6	6.126.861	92,5
Blanco en ongeldige stemmen	238.333	7,0	99.975	7,3	155.851	8,4	494.159	7,5
Neergelegde stembiljetten	3.398.474		1.377.637		1.844.909		6.621.020	

TABEL XX

Evolutie van de zetels per partij en per regio

	Vier Vlaamse provincies		Brabant		Vier Waalse provincies		Totaal		Verschil
	1987	1991	1987	1991	1987	1991	1987	1991	
CVP	121	113	14	13	-	-	135	126	-9
PSC	-	-	6	6	74	75	80	81	+1
SP	91	76	10	9	-	-	101	85	-16
PS	-	-	15	10	135	113	150	123	-27
PVV	60	68	10	10	-	-	70	78	+8
PRL	-	-	16	15	66	58	82	73	-9
VU	43	31	7	5	-	-	50	36	-14
FDf	-	-	7	7	-	-	7	7	-
Vlaams Blok	4	32	-	4	-	-	4	36	+32
FN-NF	-	-	-	-	-	2	-	2	+2
Agalev	20	20	2	4	-	-	22	24	+2
Ecolo	-	-	3	7	10	36	13	43	+30
P.v.d.a.	1	-	-	-	-	-	1	-	-1
PDB	-	-	-	-	1	1	1	1	-
AGIR	-	-	-	-	-	1	-	1	+1
	340	340	90	90	286	286	716	716	

De zetelwinst wordt verdeeld over het Vlaams Blok, Agalev en Ecolo. Het Vlaams Blok kent een doorbraak met 4 zetels en de Groenen bezetten nu samen 11 zetels. Ondanks het feit dat de PSC geen zetels verloor en de PRL er geen bijwon, werd de samenstelling van de Bestendige Deputatie gewijzigd in het voordeel van de PRL en in het nadeel van de PSC.

Nationaal is de socialistische politieke 'familie' de grootste verliezer van de provincieraadsverkiezingen, gevolgd door de VU. Ook de christendemocratische 'familie' gaat achteruit in 1991, voornamelijk door het zetelverlies van de CVP. Bij de liberalen wordt de winst in Vlaanderen volledig ongedaan gemaakt door de terugval van de PRL in Wallonië.

De Groenen gaan nationaal in totaal met 35 zetels vooruit, extreem rechts met 35 zetels. Achter deze nationale aggregaten schuilen echter frappante regionale verschillen. Het nationale succes van de Groenen wordt gedragen door de spectaculaire groei van Ecolo in Wallonië. Dat van extreem rechts is terug te brengen tot de vereenvoudiging van het aantal Vlaams Blok stemmen in Vlaanderen. De Vlaamse en Waalse kiezers hebben op nagenoeg dezelfde wijze de traditionele partijen afgestraft, maar hebben voor totaal andere alternatieven gekozen: de Vlamingen voor extreem rechts en de Walen voor de ecologisten. De resultaten van de provincieraadsverkiezingen in Brabant zijn een mooie weerspiegeling van wat er zich in Vlaanderen en Wallonië apart heeft afgespeeld.

In 1987 heeft de stembusuitslag noch voor de samenstelling noch voor de verhoudingen in de Bestendige Deputaties gevolgen gehad. In 1991 is dat in sommige provincies wel gebeurd. In Henegouwen is de homogeen socialistische samenstelling van de Deputatie doorbroken, doordat één zetel toegewezen werd aan de PSC. In Antwerpen verliest de CVP één Bestendig Afgevaardigde aan de PVV. De meest spectaculaire verandering vinden we echter terug in de provincie Limburg. Daar verdwijnt de CVP uit de coalitie ten voordele van de PVV en de VU. De grootste verliezer van de provinciale verkiezingen op het niveau van de Bestendige Deputaties is dus de CVP, de winnaar is de PVV.

II. Analyse van de uitwendige stemmenverschuiving

In dit deel wordt gepoogd een inzicht te geven in het differentiële stemgedrag van de kiezer bij synchrone verkiezing. Er wordt nagegaan in welke mate de provinciale verkiezingen een eigen profiel vertonen, verschillend van de Kamer- en Senaatsverkiezingen.

De techniek die hiertoe wordt aangewend is de uitwendige stemmenverschuiving (USV), die werd ontwikkeld door W. Fraeys². De USV wordt berekend per politieke partij. Dit maakt een vergelijking mogelijk tussen de verkiezingsuitslagen van de provincieraadsverkiezingen en de uitslagen bekomen voor Kamer en Senaat. De verkiezingsuitslagen worden uitgedrukt in percentages van het aantal geldige stemmen. Een positieve waarde in de tabellen betekent dat de betrokken politieke partij bij de provincieraadsverkiezingen minder stemmen behaald heeft dan bij de Kamer- of Senaatsverkiezingen. Een negatief teken wil dan zeggen dat de politieke partij bij de provincieraadsverkiezingen meer stemmen behaald heeft dan bij de Kamer- of Senaatsverkiezingen.

(2) W. FRAEYS, Les résultats des élections législatives du 26 mars 1961. *Res Publica*, 1961, nr. 4, blz. 398.

TABEL XXI

Uitwendige stemmenverschuiving per Vlaamse en Waalse provincie

	West-Vlaanderen		Oost-Vlaanderen		Antwerpen		Limburg	
	K-P	S-P	K-P	S-P	K-P	S-P	K-P	S-P
CVP	-1,48	-2,55	-0,55	-0,8	+0,04	-1,17	-3,21	+0,27
SP	-0,84	-0,43	+0,28	-1,24	-0,61	-0,32	-0,71	-2,15
PVV	+0,44	+0,32	+0,66	+0,45	-1,20	-0,51	+0,88	-1,44
VU	-0,43	-0,64	-0,70	-0,18	-0,63	-0,03	+0,82	-1,33
Vlaams Blok	-0,80	-0,51	-1,51	-1,12	-2,75	-2,36	+0,27	+1,03
Agalev	-1,59	-0,92	-2,12	-1,48	-0,68	-0,51	-0,90	+0,77
Rossem	(+5,33)	(+5,69)	(-4,16)	(-4,57)	(+7,16)	(+6,47)	+2,50	+2,93
Anderen	-0,36	-0,70	-0,21	-0,18	-1,33	-1,58	+0,32	-0,09
USV	5,64	5,88	5,10	5,02	7,20	6,48	4,81	5,01

	Henegouwen		Namen		Luxemburg		Luik	
	K-P	S-P	K-P	S-P	K-P	S-P	K-P	S-P
PS	+0,74	+0,19	+1,79	-1,55	+1,06	+0,53	+2,83	+0,98
PSC	+0,62	+2,08	-1,95	+3,85	-1,20	-0,39	+1,26	+0,43
PRL	-0,07	-0,80	-1,42	-2,14	-1,22	-2,31	-1,77	+0,01
Ecolo	-1,65	-2,05	+0,19	+1,14	+0,46	+1,39	-2,19	-0,04
FN	+0,48	+0,36	+0,80	(-2,00)	-	-	+0,34	+1,03
Agir	-	-	-	-	-	-	+0,91	-
Anderen	+1,78	+2,13	+0,59	+0,70	+0,20	+0,92	-1,88	-1,88
USV	2,67	3,81	3,37	5,69	2,43	2,77	5,59	2,19

TABEL XXII

Uitwendige stemmenverschuiving voor de provincie Brabant, het totaal van de vier Vlaamse en vier Waalse provincies samen en voor het Rijk

	Brabant	Totaal voor de Vlaamse provincies		Totaal voor de Waalse provincies		Totaal voor het Rijk		
	K-P	S-P	K-P	S-P	K-P	S-P	K-P	S-P
CVP	-0,1	+0,5	-1,0	-1,2	-	-	-0,5	-0,5
PSC	+0,1	-0,8	-	-	+0,3	+1,6	0	+0,2
SP	0	+1,0	-0,4	-0,9	-	-	-0,2	-0,3
PS	+0,9	+1,9	-	-	+1,7	+0,3	+0,6	+0,4
PVV	+0,1	-0,5	+0,1	-0,1	-	-	+0,1	-0,2
PRL	+0,2	-0,1	-	-	-1,0	-1,1	-0,3	-0,3
VU	-0,6	-0,1	-0,4	-0,5	-	-	-0,3	-0,2
FDV	-1,0	-1,3	-	-	-0,1	-0,1	-0,2	-0,3
Vlaams Blok	-0,8	-0,9	-1,6	-1,1	-	-	-0,9	-0,7
FN	-0,2	0	-	-	+0,5	+0,2	+0,2	+0,1
Agalev	-0,9	-1,2	-1,3	-0,7	-	-	-0,8	-0,6
Ecolo	-1,0	-1,1	-	-	-1,4	-0,6	-0,6	-0,4
PDB	-	-	-	-	(-0,3)	(-0,3)	(-0,1)	(-0,1)
Agir	-	-	-	-	+0,4	(-0,3)	+0,2	(-0,1)
Rossem	(+2,6)	(+2,4)	(+5,2)	(+5,2)	-	-	(+3,2)	(+3,2)
Anderen	+0,4	+0,2	+0,2	-0,7	-0,1	+0,1	-0,4	-0,3
USV	4,60	6,00	5,10	5,20	2,90	2,30	4,30	3,95

A. Bespreking van de resultaten

De uitwendige stemmenverschuiving is de som van de verschillen in percentages der partijen, gedeeld door twee. De verschillen der percentages worden opgeteld, zonder rekening te houden met hun teken. De som wordt door twee gedeeld omdat elke stemmenverschuiving in de berekeningswijze een dubbele impact heeft.

De globale USV voor de Kamer ten opzichte van de provincieraadsverkiezingen is 4,30. Tussen de verkiezingsuitslagen voor de Senaat en die voor de Provincieraad is de USV iets kleiner, maar toch nog goed voor 3,95% van de geldige stemmen. Deze USV scores liggen hoger dan die voor de verkiezingen van 1987. Deze stijging doet vermoeden dat het aantal kiezers dat aan 'split-ticket voting'³ heeft gedaan relatief groot is. De verklaring hiervoor ligt voor de hand. De nationale lijst Rossem had immers geen provinciale equivalent. Dit heeft de kiezer ertoe aangezet om 'split-ticket' te stemmen. Een kiezer die nationaal voor Rossem stemde had bij de provinciale lijsten de keuze ofwel niet te stemmen, ofwel op een andere partij. Het zou interessant zijn na te gaan op welke partij de nationale Rossem stemmer normaal (dit is : zonder de mogelijkheid van de lijst Rossem) zou gestemd hebben. Nochtans is dit zeer moeilijk te achterhalen. Ten eerste omdat er kan verwacht worden dat kleinere partijen het provinciaal beter doen dan nationaal. In die hypothese kan het zijn dat een kiezer die b.v. nationaal gewoonlijk CVP stemt, provinciaal voor een kleinere partij kiest. Nu hij ook nationaal niet voor de CVP stemde, maar wel voor Rossem, is het mogelijk dat hij provinciaal ofwel zijn vroeger stemgedrag omkeert en in 1991 provinciaal op de CVP stemt in plaats van op een andere kleinere partij, ofwel op een kleinere partij stemt zoals hij anders gewoon is te doen. In dit laatste geval stemt deze kiezer noch nationaal, noch provinciaal op de CVP. Het is dus zeer moeilijk, zometert onmogelijk, met de USV-techniek na te gaan wat het feitelijke kiesgedrag van de burger geweest is op 24 november 1991.

De nationale USV -scores liggen lager dan die voor de individuele provincies. Er is een nivellerend effect merkbaar wanneer men de uitwendige stemmenverschuiving bekijkt van elke provincie apart tegenover de verschuiving voor het hele Rijk. In de nationale USV- score worden de individuele provinciale verschillen afgevlakt. Het kleiner aantal stemmen die de PVV bij de provinciale verkiezingen heeft behaald, ten aanzien van de Kamerverkiezingen, in de provincies West-Vlaanderen en Oost-Vlaanderen en Limburg wordt gecompenseerd door het hoger aantal stemmen dat deze partij in Antwerpen behaalt. Ecolo haalde bij de provincieraadsverkiezingen in Henegouwen, Luik en Brabant meer stemmen dan bij de Senaatsverkiezingen. In Namen en Luxemburg deed de partij het slechter. De globale USV- score is dan ook kleiner dan die voor de individuele provincies.

(3) Dit wil zeggen dat dezelfde kiezer op verschillende politieke partijen stemt naargelang het gaat om provinciale, Kamer- of Senaatsverkiezingen.

In het Waalse landsgedeelte doen de extreme partijen het beter nationaal dan provinciaal. Kijk maar naar de stemmenverschuiving van het FN en het Agir. Ecolo doet het globaal genomen iets beter provinciaal dan nationaal.

Ook Agalev haalt provinciaal betere resultaten dan nationaal. Opvallend is het Vlaams Blok dat in West- en Oost-Vlaanderen alsook in Antwerpen beter scoort zowel ten opzichte van de Senaats- als ten aanzien van de Kamerverkiezingen maar in Limburg een slechtere score haalt. Nog opvallender in Limburg is dat de hoge stemmenverschuiving optreedt ten voordele van de CVP. De CVP haalt in de provincie Limburg 3,2% van de geldige stemmen meer dan zij bij de kamerverkiezingen haalt. Nog in Limburg doet de VU het provinciaal slechter ten aanzien van de Kamerverkiezingen, maar beter ten aanzien van de Senaatsverkiezingen.

De bewering dat de grotere partijen het in het algemeen beter doen nationaal dan provinciaal gaat in 1991 in tegenstelling tot in 1987 niet op. Kijk maar naar de USV voor de CVP, de SP en de PRL.

De hypothese dat kleine partijen relatief meer succes boeken bij de provinciale verkiezingen dan bij de verkiezingen van de Kamer en de Senaat krijgt meer steun. Globaal genomen boeken Agalev, Ecolo, Vlaams Blok en 'andere partijen' betere resultaten bij de provincieraadsverkiezingen hoewel het verschil met de Senaatsverkiezingen meestal iets kleiner is. De uitzondering in 1991 wordt gevormd door de scores van de extreem rechtse FN en Agir, die nationaal beter scoren, zowel op Kamer- als op Senaatsvlak, hoewel het verschil in het laatste geval kleiner is.

De hoogste USV score is terug te vinden in Antwerpen. Vlaams Blok doet het significant veel beter provinciaal dan nationaal, terwijl de grootste verschuiving bij Rossem ligt. Dit doet vermoeden dat een gedeelte van de nationale Rossemstemmers provinciaal het Vlaams Blok zijn komen versterken. Het valt immers op dat in die provincies waar Rossem de hoogste score nationaal haalt Vlaams Blok er provinciaal het sterkst op vooruit gaat; dit in tegenstelling tot in Limburg waar Rossem nationaal niet echt van de grond kwam, en Vlaams Blok een slechtere provinciale score heeft. Nochtans kan met de techniek van de USV geen uitsluitel hierover gegeven worden. Ten eerste zou het kunnen dat Vlaams Blok in de meeste provincies van dezelfde trend profiteert als de andere kleinere partijen. Ten tweede is het perfect mogelijk dat de stemmenverschuivingen mekaar gedeeltelijk opheffen. De realiteit achter de stemmenverschuivingen is van zeer complexe aard. Zo zou het kunnen dat een nationale Rossem stemmer provinciaal op de CVP stemt en een nationale CVP stemmer provinciaal kiest voor het Vlaams Blok. De uitwendige stemmenverschuiving kan onmogelijk zulke inwendige verschuivingen verklaren.

B. Besluit

In 1991 bedraagt de globale stemmenverschuiving voor het Rijk 4,30% voor de Kamer en 3,95%, tegenover resp. 1,75% en 1,10% in 1987. De USV is in Vlaanderen veel hoger dan in Wallonië: 5,10% voor de Kamer en 5,20% voor de Senaat. Wel is in Wallonië de USV hoger dan in 1987, namelijk 2,90% voor de Kamer en 2,30% voor de Senaat, tegenover resp. 1,40% en 1,15% in 1987. Nog een verschil met de verkiezingen van 1987 is dat de stemmenverschuivingen voor de Senaat niet kleiner zijn dan die voor de Kamer. In Brabant was de USV-score voor de Senaat zelfs 1,40% groter dan die voor de Kamer.

De hoge USV-score in Vlaanderen wordt verklaard door het feit dat de nationale Rossem lijst geen provinciaal equivalent had.

Wel kan in 1991 worden bevestigd dat kleinere partijen bij provinciale verkiezingen meestal beter scoren dan bij nationale. In tegenstelling tot in 1987 moet dan wel worden ontkend dat de traditionele partijen nationaal betere resultaten halen. Indien over een hele reeks verkiezingen zou kunnen worden aangetoond dat grotere partijen nationaal altijd betere resultaten halen, dan zou de uitslag van 1991 erop kunnen duiden dat de lijst Rossem voornamelijk kiezers van de grotere partijen heeft afgesnoept.

Nochtans moet het duidelijk wezen dat het differentiële stemgedrag van de kiezers niet exact kan achterhaald worden met de techniek der uitwendige stemmenverschuiving, welke in essentie een beschrijvende functie heeft. Hypothesen zullen moeten worden getest en verklaringen gezocht door middel van verdergaand wetenschappelijk onderzoek.

Summary: The provincial council elections in Belgium in 1991

On the 24th of november 1991 the Belgian voters elected the 716 members of the nine provincial councils.

The socialists are the biggest losers of this election, with the Volksunie as a close second. Also the Christian Democrats suffered a serious decline, mainly caused by the loss of the CVP in Flanders. The electoral gain of the Flemish Liberals is neutralized by the decline of the Liberal party in Wallonia. The Greens gain 32 seats, the Far Right 35. These national aggregates hide striking regional differences. The national success of the Green is mainly due to the spectacular growth of Ecolo in the Walloons. The success of the Far Right is the sole result of a multiplication of votes for Vlaams Blok in Flanders.

These results show that both the Flemish and the Walloon voters have sanctioned the traditional parties in a similar way. They opted, however, for totally different alternatives: the Flemish for the Far Right, the Walloons for the ecologists. The outcome of the provincial elections in the bilingual province of Brabant neatly mirrors these tendencies.

In 1991 the outcome of the provincial elections showed a profile quite different from that of the national elections which were held on the same day. This is explained by the fact that the Flemish party Rossem, which won 3.2% of the votes, only ran for the national elections and not for the provincial elections. Hence, a considerable difference in voting behaviour on the national versus the local level. The comparison of the results of the national elections with those of the provincial confirms the claim that smaller parties generally score better at a lower level. In 1991 it can, however, not be said that the bigger parties did better on the national level.

De sociale verkiezingen van 1991

door Guy TEGENBOS,

Journalist bij De Standaard

In juni 1991 hadden voor de tiende maal sociale verkiezingen plaats. Ze leidden tot een overwinning voor de christelijke vakbond ACV, en een verlies voor alle andere vakbonden en lijsten, zij het dat de liberale vakbond meent dat men zijn resultaten als een "stabilizatie" kan beschouwen. Hoewel de socialistische vakbond, het ABVV, een relatieve meerderheid van de stemmen behield in Wallonië, stak het ACV het ABVV in zetelaantal voorbij in dit gewest dat sinds mensenheugenis als een socialistisch bolwerk beschouwd werd.

Een andere belangrijke verschuiving is dat de "algemene" vakbonden de meerderheid van de stemmen veroverden bij de kaderleden, ten nadele van de "specifieke" kaderlijsten, de lijsten ingediend door organisaties en groeperingen die enkel het kaderpersoneel vertegenwoordigen.

De participatie aan de verkiezingen daalde echter verder, ondanks een publiciteitscampagne van het ministerie van Arbeid die de werknemers opriep tot deelname aan de verkiezingen.

Over de datum van de verkiezingen werd lange tijd geruzied. Vakbonden en werkgevers waren tijdens de onderhandelingen over een centraal akkoord voor de particuliere sektor, overeengekomen de datum van de verkiezingen – normaal april 1991 – te verschuiven om te vermijden dat de verkiezingscampagne zou samenvallen met de onderhandelingen over sectorale en bedrijfs-CAO's die alleszins in het vroege voorjaar van 1991 nog aan de gang zouden zijn. De werkgevers wilden de verkiezingen met een jaar verdagen en herbepleitten meteen hun oude stelling de sociale verkiezingen maar om de vijf i.p.v. om de vier jaar te houden. De vakbonden weigerden dat, mede omdat het risico bestond dat de sociale verkiezingen dan in het kielzog van de politieke verkiezingen (gepland voor januari 1992) zouden terecht komen. Uiteindelijk besliste de minister van Arbeid de sociale verkiezingen slechts uit te stellen tot juni 1991.

Deze analyse van de verkiezingsresultaten is gebaseerd op de twee officiële publicaties van het Ministerie van Arbeid¹. Ofschoon, mede door de ijver van de betrokken ambtenaren, de beschikbaarheid van de informatica, en de druk van de media, de officiële resultaten sneller bekend raakten dan vorige keren, en de minister begin augustus al "voorlopige definitieve" cijfers bekend maakte en eind september "definitieve" resultaten (ruim 98%), wensten de sociale partners in de Begeleidingscommissie de officiële cijfers pas af te sluiten op 15 december, om nog enkele voor de rechtbank betwiste dossiers te kunnen verwerken.

(1) *Resultaten van de sociale verkiezingen 1991*, Ministerie van Arbeid, Dienst Ondernemingsraden. Deel 1 (beknopt) 55 blz. Deel 2 (volledige gegevens) 165 blz. (Wettelijk depot: D/1991/1204/40).

Voorlopige cijfers werden, nog tijdens de verkiezingswerkzaamheden, bekend gemaakt door de dienst Onderneming van het ACV. Die cijfers (over de behaalde zetels, niet over de stemmenaantallen, zie verder) bleken relatief correct te zijn, maar wekten, door de tendensen die ze onthulden, de woede op van het ABVV dat vrij slecht scoorde.

Het Ministerie van Arbeid beloofde tegen de volgende sociale verkiezingen sneller cijfers beschikbaar te stellen.

I. De kiezers

1.300.000 werknemers konden in 1991 aan sociale verkiezingen deelnemen: ruim 1.160.000 konden een ondernemingsraad én een comité veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen verkiezen (verder kortweg comité veiligheid of comité genoemd); een 140.000-tal konden enkel een comité veiligheid verkiezen.

Kunnen deelnemen aan de sociale verkiezingen is een voorrecht voor de actieve werknemers van grotere particuliere bedrijven (50 werknemers of meer) uit de profit- en de non-profitsector. De 1.000.000 werknemers van bedrijven met minder dan 50 werknemers kunnen geen vertegenwoordigers aanduiden. De 800.000 werknemers van de overheid evenmin (uitgezonderd ruim 100.000 onder hen die werknemer zijn van een *vrije* school met minstens 50 werknemers; die scholen worden tot de particuliere non-profitsector gerekend). De niet-actieve werknemers – waaronder de 400.000 volledig werkloze werkzoekenden, de bijna 100.000 loopbaanonderbrekers, enz. – kennen evenmin sociale verkiezingen.

Het aantal ondernemingen, waar in 1991 verkiezingen moesten georganiseerd worden, bleef min of meer gelijk. Het aantal personeelsleden dat kon stemmen, lag in 1991 ongeveer 80.000 eenheden of 6 à 7% hoger dan in 1987. Die stijging is grotendeels het gevolg van een toename van de werkgelegenheid.

1.160.000 werknemers konden deelnemen aan verkiezingen voor ondernemingsraden in zowat 3.000 ondernemingen met 100 of meer werknemers: 2.275 profit-bedrijven (74%) met 934.089 werknemers (80%) en 782 non-profitbedrijven (26%) met 229.347 werknemers (20%).

1.300.000 werknemers konden deelnemen aan verkiezingen voor comités veiligheid in 5.200 ondernemingen met 50 of meer werknemers: 3.909 profit-bedrijven (74%) met 1.030.035 werknemers (79%) en 1.328 non-profitbedrijven (26%) met 270.618 werknemers (21%).

Het gewicht van de non-profitbedrijven in deze sociale verkiezingen kan dus op zowat 20% geraamd worden.

Van de stemgerechtigden zijn, zowel voor de ondernemingsraden als voor de comités veiligheid, 62% mannen en 38% vrouwen. In de profit-ondernemingen vormen de mannen 70% van het kiezerskorps; in de non-profitbedrijven 33%.

Door een late ingreep in de wetgeving – het optrekken van de leeftijdsgrens van 21 tot 25 jaar – verdween de categorie van de jongere werknemers uiteindelijk toch niet. Die jongeren vormen een apart kiescollege, d.w.z. stemmen apart voor aparte vertegenwoordigers. Zowel voor ondernemingsraad als voor comité veiligheid vormen deze jonge werknemers zowat 10% van het totale kiezerskorps. Dat cijfer ligt wat lager in de non-profitbedrijven.

Daarnaast staan 37% van de stemgerechtigden genoteerd als arbeider en 52% als bediende; deze laatste groep bestaat voor een vijfde (10% van het totaal dus)

uit kaderpersoneelsleden; voor de ondernemingsraad vormen die laatsten een apart kiescollege; voor het comité veiligheid behoren ze bij de bediendengroep. In de non-profitsector bedraagt het aandeel van de arbeiders maar 16%, het aandeel van de bedienden 77% (inbegrepen het kaderpersoneel dat een elfde van deze groep of 7% van het totale personeelsbestand uitmaakt).

Van het totale kiezerskorps werkt 55% in Vlaanderen, iets meer dan 20% in Wallonië en iets minder dan 25% in Brussel. Dat betekent dat Wallonië, traditioneel bolwerk van het syndicalisme, maar marginaal op de nationale cijfers weegt, beduidend minder dan zijn bevolkingscijfer ($\pm 33\%$) laat vermoeden en zelfs iets minder dan zijn aandeel in het BNP ($\pm 25\%$) laat vermoeden. Brussel ($\pm 10\%$ van de bevolking) weegt daarentegen voor bijna een kwart op de nationale uitslag. De differentiële participatie aan de sociale verkiezingen (zie verder) corrigeert het gewicht van Vlaanderen in de verkiezingsresultaten tot 52.7%, dat van Wallonië tot 22,9% en dat van Brussel tot 24,4%. Hoe dan ook, Vlaanderen bepaalt de nationale uitslag voor méér dan de helft.

Deze analyse van het kiezerskorps toont aan dat de traditioneel sterke syndicale categorieën van werknemers niet langer het zwaarst doorwegen op de uitslag van de sociale verkiezingen (tabel I).

Tabel I

Samenstelling kiezerskorps

De traditioneel sterke syndicale categorieën vormen vaak een minderheid in de sociale verkiezingen.

Van de kiesgerechtigde werknemers zijn er ongeveer

80%	profit-werknemers
62%	mannen
55%	Vlamingen
52%	bedienden (kader incl.)
42%	bedienden (kader excl.)
38%	vrouwen
37%	arbeiders
25%	Brusselaars
20%	Walen
20%	non-profit-werknemers
10%	jongeren (- 25 jaar)
10%	kaderpersoneel.

De deelname aan de sociale verkiezingen daalde verder. In de jaren zestig bedroeg die participatiegraad nog bijna 80%. Sinds het midden van de jaren zeventig daalt dit cijfer. In 1983 bedroeg de participatiegraad nog 70% voor de ondernemingsraden en 65% voor de comités. In 1987 daalden deze cijfers tot resp. 67% en 64%. In 1991 ging de daling verder tot 63% voor de ondernemingsraden en 60% voor de comités. Voor de profitbedrijven ligt de participatiegraad van 1991 nog hoger dan voor de non-profitsector (resp. 68% en 42% voor de ondernemingsraden en 66% resp. 38% voor de comités).

De participatiegraad vertoont ook verschillen per gewest en voor arbeiders, bedienden en kaderleden. De participatiegraad is het hoogst in Wallonië en onder de arbeiders in Vlaanderen en Wallonië (tabel II).

TABEL II

Participatiegraad per gewest voor arbeiders, bedienden en kaderleden
Ondernemingsraden, profit-sector (*)

	Arbeiders	Bedienden	Kaderleden
Vlaanderen	82	68	56
Wallonië	85	78	66
Brussel	60	70	65
Nationaal	80	70	62

(*) Jonge werknemers en gemengde kiescolleges worden hier buiten beschouwing gelaten.

II. De kandidaten

Alleen de als representatief erkende werknemersorganisaties kunnen kandidatenlijsten indienen voor de sociale verkiezingen. Dat zijn in principie alleen de drie traditionele vakbonden : het socialistische ABVV (Algemeen Belgisch Vakverbond), het christelijke ACV (Algemeen Christelijk Vakverbond) en de kleinere liberale ACLVB (Algemene Centrale van de Liberale Vakbonden van België).

Voor de ondernemingsraden zijn er aparte kiescolleges voor het kaderpersoneel en daarvoor mogen niet alleen de drie traditionele vakbonden, maar ook de Nationale Confederatie van het Kaderpersoneel (NCK) kandidaten voorstellen en zelfs ook bedrijfsgebonden groeperingen van kaderleden ; deze laatste kunnen zgn. Individuele Lijsten (IL) of huislijsten indienen.

Het aantal kandidaten nam in vergelijking met 1987 in absolute cijfers weer lichtjes toe, maar blijft uitgesproken beneden de vroegere cijfers. De stijging doet zich vooral voor bij de vakbond die de beste resultaten behaalde : het ACV. Het

TABEL III

Evolutie aantal kandidaten 1983-1991, ondernemingsraden en comités

	ABVV	ACV	ACLVB	NCK	IL	To- taal kand.	Aan- tal mand.	Aan- tal kand./ mand.
Ondernemingsraden								
1983	21.011	25.465	6.302	—	—	52.778	19.156	2,76
1987	19.410	24.028	5.475	586	772	50.271	19.991	2,51
1991	19.891	25.797	5.530	548	757	52.523	21.312	2,46
Comités veiligheid								
1983	29.549	35.054	8.242			72.845	31.510	2,31
1987	24.974	30.065	6.239			61.278	28.064	2,18
1991	24.810	32.247	6.033			63.090	29.196	2,16

aantal te begeven mandaten nam evenwel ook toe. De verhouding tussen het te begeven mandataantal en het aantal kandidaten ("de passieve participatiegraad") nam dus nog verder af: tot 2,46 kandidaten per mandaat voor de ondernemingsraden en tot 2,16 voor de comités.

III. Algemene resultaten

Zowel voor de ondernemingsraden als voor de comités veiligheid gaat de christelijke vakbond ACV vooruit, en verovert hij nationaal zelfs de absolute meerderheid van de stemmen. Alle andere lijsten gaan erop achteruit. De socialistische vakbond ABVV verliest stemmen, en zakt zowel voor de ondernemingsraden als voor de comités zelfs weg tot een stemmenaandeel van minder dan 40%. De stemmenscore van de liberale vakbond ACLVB kent een "negatieve stabilisatie": hij blijft stabiel voor de ondernemingsraden en zakt voor de comités veiligheid. De aparte kaderlijsten voor de ondernemingsraden, zowel de Nationale Confederatie van het Kaderpersoneel (NCK) als de Individuele Lijsten of huislijsten, verliezen stemmen.

TABEL IV
Vergelijking stemmenpercentages 1987-1991

	ABVV	ACV	ACLVB	NCK	IL
Ondernemingsraden					
1987	40,8	47,9	7,5	2,3	1,5
1991	37,9	51,5	7,5	1,8	1,3
Comités veiligheid					
1987	41,9	49,6	8,6		
1991	38,9	53,1	8,0		

Dat het ACV stemmenaandeel wint en het ABVV stemmenaandeel verliest, is geen nieuw gegeven. Die trend is bijna constant terug te vinden in de uitslagen van de opeenvolgende sociale verkiezingen. Slechts tweemaal werd die trend doorbroken: in 1967 en in 1983. Daarnaast verloren de drie vakbonden in 1987 stemmen omdat de kaderleden vanaf dan voor de ondernemingsraden ook voor andere lijsten konden stemmen (NCK en IL).

TABEL V
Evolutie stemmenpercentages sociale verkiezingen 1954-1991

	ABVV	ACV	ACLVB	NCK	IL
1954	59,0	37,0	3,5		
1958	55,0	41,0	4,0		
1963	51,1	43,8	5,1		
1967	51,5	42,5	6,0		
1971	48,7	45,5	5,8		
1975	46,1	47,7	6,2		
1979	42,6	50,1	7,3		
1983	43,4	48,6	7,9		
1987	40,8	47,9	7,5	2,3	1,5
1991	37,9	51,5	7,5	1,8	1,3

IV. De zetels

Het stemmenaandeel van de onderscheiden lijsten stemt niet geheel overeen met hun zetelaandeel. Voor die "verstoring" zijn verscheidene elementen verantwoordelijk. Het aantal te verdelen zetels is niet volledig proportioneel met de omvang van het bedrijf. Bovendien is het kiezerskorps in elk bedrijf opgedeeld in aparte kiescolleges (jonge werknemers, arbeiders, bedienden, kaderpersoneel). Aangenomen wordt dat vooral de sterkere aanwezigheid van het ACV in kleinere bedrijven en zijn overweldigend overwicht in de non-profit-sector (katholieke scholen, ziekenhuizen, rusthuizen, enz.) de zetelverdeling in zijn voordeel doen overhellen. De individuele kaderlijsten die maar in sommige bedrijven aanwezig zijn, maar daar dan vaak zeer sterk staan, scoren ook beter in de zetelverdeling dan lijsten die in meer bedrijven aanwezig zijn maar ook in meer bedrijven minder sterk staan. Dat laatste verklaart het verschil in "zetelrendement" tussen stemmen uitgebracht voor de NCK en stemmen voor de IL.

In deze bijdrage wordt overwegend met stemmenpercentages gewerkt, omdat de eerste klemtoon hier ligt op de analyse van het stemgedrag. Zetelcijfers komen aan bod in de mate dat ze significant afwijken van de stemmencijfers.

De vakbonden hebben vaak de neiging om overwegend de cijfers over de zetelverdeling te hanteren, onder meer omdat die cijfers sneller accuraat beschikbaar zijn. Ze geven bovendien de verhoudingen weer in de machtsuitoefening na de verkiezingen.

TABEL VI

Vergelijking stemmen- en zetelpercentages, ondernemingsraden

	ABVV	ACV	ACLVB	NCK	IL
Stemmen %	37,9	51,5	7,5	1,8	1,3
Zetels %	33,7	59,1	4,2	1,4	1,7

De zetelverdeling werkt sterk in het voordeel van het ACV. Met een stemmenpercentage van ruim de helft van de stemmen (51,5%) haalt de christelijke vakbond bijna zes op tien (59,1%) van de zetels, d.i. een rendement van 1,15 (zetels%/stemmen%). Het ABVV haalt een rendement van 0,89; de ACLVB 0,56; de NCK 0,78 en de IL 1,3.

Het opmerkelijkste gevolg van deze vertekening is dat het Waalse ACV met minder stemmen dan het Waalse ABVV, toch meer zetels behaalde (zie verder tabel IX). Daarmee bewees het ACV, tot grote woede van het ABVV, dat de machtspositie van de socialistische vakbond in het "rode bolwerk" Wallonië gebroken was. Meer dan welk ander gegeven, wogen dit feit en de ACV-verklaringen hierover op de politiek-syndicale verhoudingen de maanden nadien.

V. Verschillen

De algemene trend van deze verkiezingen – winst voor het ACV en verlies voor de andere lijsten – doet zich praktisch over heel de lijn voor. Dat blijkt uit de opsplitsing van de cijfers naargelang de kiescolleges (arbeiders, bedienden, kaderpersoneel), en naargelang de sectoren (profit-, non-profit).

Zowel voor arbeiders als voor bedienden (tabel VII) gaat het ABVV in alle gewesten een 3 tot 4% achteruit en gaat het ACV een 3 tot 4% vooruit. De enige

uitzondering hierop vormen de bedienden in Brussel waar het ABVV zijn positie handhaaft, en het ACV achteruit gaat ten voordele van de ACLVB, zonder dat de christelijke vakbond er evenwel zijn relatieve meerderheidspositie verliest.

Het stemmenverlies onder de Waalse arbeiders bedraagt ook ruim 3% maar het ABVV behoudt hier duidelijk zijn positie van grootste vakbond met zelfs een ruime absolute meerderheid van 58% van de stemmen. Dat is meteen de hoogste score van het ABVV en de enige score boven de 50%. Onder de Brusselse arbeiders behoudt het ABVV nog zijn positie van sterkste vakbond; het verschil met het ACV is sterk verkleind maar hier maakt vooral het ACLVB vooruitgang.

In Vlaanderen behaalt het ACV bij de arbeiders een absolute meerderheid, een positie die het al lang had bij de bedienden en die het daar nog versterkt tot 66,6%. Nationaal heeft het ACV zijn absolute meerderheid onder de bedienden nog versterkt. In Wallonië en Brussel heeft het ACV onder de bedienden een relatieve meerderheidspositie.

De evolutie onder het kaderpersoneel verloopt geheel anders. Die bespreken we verder (tabel XIII).

TABEL VII
Evolutie stemmenpercentages arbeiders-bedienden per gewest
Ondernemingsraden, 1987-1991

		ABVV	ACV	ACLVB
Arbeiders				
VLA	1987	42,6	48,0	9,4
	1991	38,2	52,6	9,2
WAL	1987	61,2	34,7	4,1
	1991	58,0	37,5	4,5
BRU	1987	48,9	42,6	8,5
	1991	45,9	43,5	10,6
NAT	1987	48,0	44,0	8,0
	1991	44,0	47,8	8,2
Bedienden				
VLA	1987	29,6	63,2	7,2
	1991	26,8	66,6	6,9
WAL	1987	46,9	47,9	5,2
	1991	46,4	49,6	4,0
BRU	1987	42,2	47,3	10,5
	1991	42,2	46,8	11,0
NAT	1987	37,7	54,2	8,1
	1991	36,5	55,6	7,9

Ook in de profit- en de non-profitsector (tabel VIII) is de verschuiving van stemmen naar het ACV en van de andere organisaties weg, de hoofdlijn. Afwijkingen op deze regel ten voordele van het ABVV zijn enkel te vinden in de Brusselse profitsector en in de Waalse non-profitsector: daar gaat het ABVV licht vooruit, blijkbaar vooral ten nadele van de ACLVB.

Het ABVV behoudt een absolute meerderheid in de Waalse profit-bedrijven. Het ACV heeft in de profit-sector in Vlaanderen een absolute meerderheid verworven.

In de non-profit-sector heeft het ACV over de hele lijn een absolute meerderheid, behalve in Brussel. Daar heeft het ABVV een opmerkelijk hoge score (37,4%) maar die ligt lager dan in 1987.

In de Vlaamse non-profit-sector is de positie van het ABVV nog marginaler geworden (7,3%).

TABEL VIII

Evolutie stemmenpercentages profit/non-profit per gewest
Ondernemingsraden, 1987-1991

		ABVV	ACV	ACLVB	NCK	IL
Profit-bedrijven						
VLA	1987	39,5	49,6	8,4	1,6	0,9
	1991	35,8	54,5	8,5	1,3	0,9
WAL	1987	56,4	36,1	4,0	1,9	1,5
	1991	55,0	38,4	3,8	1,8	1,1
BRU	1987	39,8	42,5	9,3	5,5	2,8
	1991	40,3	43,3	10,3	3,7	2,5
NAT	1987	43,5	44,8	7,6	2,6	1,5
	1991	41,0	47,8	7,9	2,0	1,3
Non-profit-bedrijven						
VLA	1987	9,7	87,3	2,5	-	0,4
	1991	7,3	90,7	1,6	0,1	0,4
WAL	1987	24,5	64,2	8,0	0,6	2,7
	1991	25,9	66,5	5,0	0,4	2,3
BRU	1987	39,9	45,0	13,2	1,1	1,4
	1991	37,4	47,1	13,9	0,1	1,6
NAT	1987	21,7	69,6	6,9	0,5	1,4
	1991	19,2	74,4	5,0	0,2	1,3

VI. De vakbonden en de gewesten

Een blik op de positie van de onderscheiden lijsten per gewest (tabel IX) leert dat het ACV in stemmen aantal de grootste vakbond is in Vlaanderen, Brussel én nationaal, en dat deze bond, vooral door zijn Vlaamse score, ook nationaal een absolute meerderheid van de stemmen behaalt (51,5%). Het ABVV behoudt een lichte voorsprong in Wallonië. Opmerkelijk is evenwel dat het ACV in Wallonië meer zetels behaalt dan het ABVV, ondanks zijn lager stemmen aantal. Aangezien de vakbonden doorgaans de zetelaantallen hanteren bij hun uitspraken over de uitslagen van de sociale verkiezingen, kwam dit bijzonder pijnlijk over voor het ABVV, temeer daar het ACV in Wallonië volop victorie kraaide en verklaarde dat de macht van het ABVV gebroken was in Wallonië. Dat leidde de volgende maanden onder meer tot een tijdelijke blokkering van de onderhandelingen tussen de nationale leidingen van beide vakbonden over een gemeenschappelijk memorandum aan de nationale regering.

In Vlaanderen heeft het ACV meer dan twee derden van de zetels (68,2%); het ABVV amper een kwart (25,8%). Nationaal is het ABVV nog goed voor net een derde (33,7%) van het aantal zetels.

TABEL IX

Stemmen- en zetelpercentage van de onderscheiden lijsten per regio
Ondernemingsraden

	ABVV	ACV	ACLVB	NCK	IL	TOTAAL
VLA S	38,3	58,1	7,6	1,2	0,8	100
z	25,8	68,2	4,0	0,9	1,1	100
WAL S	48,7	44,5	4,0	1,5	1,3	100
z	46,0	48,1	2,7	1,3	1,8	100
BRU S	40,0	43,7	10,6	3,3	2,4	100
z	41,4	45,8	6,7	2,9	3,2	100
NAT S	37,9	51,5	7,5	1,8	1,3	100
z	33,7	59,1	4,2	1,4	1,7	100

S = Stemmenpercentage

z = Zetelpercentage.

Het is nuttig hier ook even de absolute stemmencijfers te hanteren (Tabel X). Het ABVV mag dan amper 38% van de Vlaamse stemmen behalen tegenover bijna de helft (48,7%) van de Waalse stemmen, toch is het aantal ABVV-stemmers in Vlaanderen beduidend groter dan in Wallonië.

TABEL X

Absoluut stemmenaantal per lijst en per regio
Ondernemingsraden

	ABVV	ACV	ACLVB	NCK	IL
VLA	120.403	216.587	28.338	4.325	3.086
WA	78.765	71.950	6.548	2.418	2.144
BRU	68.882	75.131	18.298	5.700	4.078
NAT	268.050	363.668	53.184	12.433	9.308

De inbreng van de onderscheiden gewesten in iedere lijst apart, wordt het best weergegeven in tabel XI. In ABVV en ACV wegen Brussel en Wallonië ongeveer even zwaar. Bij de ACLVB valt het grote gewicht van Brussel op, en dat geldt in nog sterkere mate voor de NCK en de individuele of huislijsten (IL) van het kaderpersoneel (zie ook tabel XII). De verkiezingsresultaten bij het kaderpersoneel verdienen evenwel een aparte bestudering.

TABEL XI

Aandeel van de regio's in het stemmenaantal per lijst
Ondernemingsraden

	ABVV	ACV	ACLVB	NCK	IL
VLA	44,9	59,6	53,2	34,8	33,2
WA	29,4	19,8	12,3	19,4	23,0
BRU	25,7	20,7	34,4	45,8	43,8
NAT	100	100	100	100	100

VII. Kaderpersoneel kiest vakbonden

Bij de vorige sociale verkiezingen vormde het kaderpersoneel voor het eerst een apart kiescollege voor de ondernemingsraden ; d.w.z. dat ze apart mochten stemmen voor eigen vertegenwoordigers. Ook voor het eerst konden andere organisaties aan de drie traditionele vakbonden kandidaten voordragen, enkel voor het kaderpersoneel ; dat gold met name voor de zich onafhankelijk noemende Nationale Confederatie van het Kaderpersoneel (NCK) en voor de zgn. bedrijfs- of huis-groeperingen van het kaderpersoneel ; deze laatsten konden huislijsten of Individuele Lijsten (IL) indienen.

De schok die veroorzaakt werd door het doorbreken van het monopolie (trio-polie) van de drie vakbonden, was niet alleen sociaal-psychologisch van aard, maar ook heel materieel : doordat een deel van het kaderpersoneel stemde voor deze lijsten, ging het stemmenaandeel van alle traditionele vakbonden achteruit in 1987.

TABEL XII

Aandeel van de regio's in de kaderledenstemmen

VLA	16.420	(32,8%)
WAL	8.345	(16,7%)
BRU	25.309	(50,5%)
NAT	50.074	(100,0%)

De verkiezingen van 1987 maakten niet duidelijk of de vakbonden dan wel de NCK konden claimen nationaal representatief te zijn voor het kaderpersoneel. De drie vakbonden samen behaalden enkel in de non-profitsector een absolute meerderheid ; in het totaal verzamelden ze slechts 43,7% van de stemmen van het kaderpersoneel. De NCK behaalde 34,1% van de stemmen, de huislijsten 22,2%. Het NCK telde de IL-stemmen op bij de zijne en claimde alzo nationaal representatief te zijn voor het kaderpersoneel, maar dat werd niet aanvaard in de wereld van de sociale partners.

De verkiezingen van 1991 brengen wel duidelijkheid (tabel XIII). De drie vakbonden samen behalen nu wel een duidelijke meerderheid, nationaal en in Brussel en Vlaanderen. In Wallonië niet ; daar blijven de drie vakbonden samen beneden de 50%-grens. Opvallend is vooral de sterke positie van de huislijsten (IL) in de Waalse non-profitsector.

De vakbonden verbeteren hun score met bijna 13 procentpunten tot 56,6%. De NCK verliest bijna 10 procentpunten en zakt weg tot minder dan een kwart

van de stemmen van het kaderpersoneel (24,8%). De huislijsten (IL) dalen met meer dan 3 procentpunten en vertegenwoordigen nog minder dan een vijfde (18,6%) van het kaderpersoneel.

TABEL XIII
Stemmenpercentages lijsten kaderpersoneel

		ABVV	ACV	ACLVB	Sub- taal vakbon- den	NCK	IL
Profit-bedrijven							
VLA	1987	10,3	27,8	3,8	(41,9)	36,2	21,9
	1991	12,1	36,1	4,6	(52,9)	28,2	19,0
WAL	1987	15,1	14,9	3,0	(33,0)	37,2	29,8
	1991	21,4	17,3	5,6	(44,3)	35,2	20,6
BRU	1987	15,5	25,4	5,9	(46,8)	35,2	18,0
	1991	20,9	30,8	9,1	(60,8)	25,2	23,8
NAT	1987	13,7	24,5	4,8	(43,0)	35,8	21,2
	1991	18,1	30,7	7,1	(55,8)	26,7	17,5
Non-Profit-bedrijven							
VLA	1987	4,6	71,4	2,0	(78,0)	2,1	19,9
	1991	0,9	79,8	1,3	(81,2)	2,2	16,6
WAL	1987	9,3	32,5	0,0	(41,8)	10,4	47,7
	1991	11,7	37,5	0,0	(49,2)	6,9	43,9
BRU	1987	37,4	6,7	11,8	(55,9)	19,0	25,1
	1991	30,7	16,4	26,3	(73,3)	1,9	24,9
NAT	1987	17,5	32,1	4,2	(53,8)	11,5	34,8
	1991	13,4	44,0	7,3	(64,7)	4,3	31,0
Totaal							
VLA	1987	10,0	29,9	3,7	(43,6)	34,6	21,8
	1991	11,2	39,2	4,4	(54,9)	26,3	18,8
WAL	1987	14,1	18,2	2,4	(34,6)	32,2	33,2
	1991	19,2	21,8	4,3	(45,3)	29,0	25,7
BRU	1987	16,5	24,6	6,2	(47,3)	34,4	18,3
	1991	21,3	30,2	9,8	(61,4)	22,5	16,1
NAT	1987	14,0	25,0	4,7	(43,7)	34,1	22,2
	1991	17,7	31,7	7,1	(56,6)	24,8	18,6

De winst van de vakbonden is algemeen. Enkel in de Vlaamse non-profit-sector valt een verlies voor ABVV en ACLVB op.

Het NCK-verlies komt praktisch overal voor: in profit- en non-profit-sector, en in alle gewesten. Het verlies van de IL is niet algemeen: ze gaan vooruit in de profit-bedrijven in Brussel; daar verliest alleen de NCK.

Van de drie vakbonden maakt het ACV de grootste winst (6,7 procentpunten), gevolgd door het ABVV (3,7 procentpunten) en de ACLVB (2,4 procentpunten).

Verhoudingsgewijze verhoogt de ACLVB zijn stemmenaandeel echter met de helft, terwijl ABVV en ACV elk een kwart van hun aandeel bijwinnen. De NCK verliest bijna 10 procentpunten, meer dan een kwart van zijn kiezersaandeel; de IL verliezen 3,6 procentpunten, 17% van hun stemmenaandeel van 1987.

Een gedetailleerde analyse van de gegevens van bedrijven waar een kiescollege voor het kaderpersoneel bestond leert dat wellicht vooral de grotere organisatiekracht van de vakbonden verantwoordelijk is voor hun overwinning. De bonden bleken in staat te zijn in meer bedrijven lijsten in te dienen dan de NCK en de bedrijfsverenigingen. In de bedrijven waar NCK en/of bedrijfsverenigingen nog lijsten indienden, behaalden ze doorgaans eenzelfde resultaat als in 1987.

Summary: The social elections of 1991 in Belgium

The four-yearly social elections in Belgium took place for the tenth time in June 1991.

The results show a renewed victory for the christian trade union ACV; all the other unions and lists lost. The socialist union ABVV, which was once the most powerful in Belgium, felt the decline most strongly. It could maintain a narrow relative majority in votes in Wallonia but was outnumbered in seats by the ACV. For many years Wallonia was considered to be a "red bastion".

An other important shift was that the three "general" unions together gained the majority of votes of the executive staff members, at the expense of their "specific" lists: those of organizations and groups representing only members of the executive staffs.

These elections showed a further decline in attendance, in spite of all the propaganda made by the Ministry of Labour, urging the employees to take part in the elections.

Bibliography of the 1991 general elections

Official results

- *Parlementsverkiezingen : uitslagen der verkiezingen van 24 november 1991, volledige vernieuwing van de Kamer van Volksvertegenwoordigers / Elections Législatives : résultats des élections du 24 novembre 1991, renouvellement, intégral de la Chambre des Représentants*, Brussel, Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt, Directie Verkiezingen en Bevolking, 2 volumes 281 p. + 112 p. 1992.
- *Parlementsverkiezingen : uitslagen der verkiezingen van 24 november 1991, volledige vernieuwing van de Senaat / Elections Législatives : résultats des élections du 24 novembre 1991, renouvellement intégral du Sénat*, Brussel, Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt, Directie Verkiezingen en Bevolking, 2 volumes 281 p. + 97 p.

Other publications of results

- *Verkiezingen 1991*. Kranteboek 46 De Standaard. Groot Bijgaarden, 1991, 104 p. Addendum. Voorkeurstemmen. Gekoöpteerde senatoren, 12 p.

Pre-electoral opinion polls

- Voting intentions, 25 mars 1991, *La Libre Belgique*; Marketing Unit.
- Voting intentions, 14 mei 1991, *Het Laatste Nieuws*, I.A.O.
- The attitude in Brussels towards the candidacy of W. Martens in Brussels, 22 mai 1991, *Le Soir*; Marketing Unit.
- Voting intentions, 14 juni 1991, *Het Belang van Limburg*; Dimarso.
- Voting intentions, 24 juni 1991, *La Libre Belgique*; Marketing Unit.
- Voting intentions of the female population, 28 juni 1991, *De Standaard* and *De Morgen*, Marketing Analysis & Synthesis (MAS).
- Voting intentions, 2 oktober 1991, *De Standaard* and *De Morgen*, Marketing Unit.
- Voting intentions, 9 oktober 1991, *De Morgen*, Dimarso.
- Voting intentions, 10 octobre 1991, *L'Instant*; Marketing Unit.
- Voting intentions, Popularity of the Prime Minister, 10 octobre 1991, *La Cité*.
- Voting intentions, The future of the Belgian State in discussion, 11 oktober 1991, *De Morgen*, Dimarso.
- Voting intentions, 18 octobre 1991, *La Libre Belgique*, Marketing Unit.
- Voting intentions, 26 oktober 1991, *De Morgen*, Dimarso.
- Voting intentions, 2 november 1991, *De Morgen*, Dimarso.
- Voting intentions and the attitude of Antwerp students towards compulsory voting, 4 november 1991, *Gazet van Antwerpen*.
- The most popular politician in Flanders, 9-10-11 november 1991, *De Standaard*, I.A.O.
- Voting Intentions, 9 november 1991, *De Morgen*, Dimarso.
- Voting Intentions and compulsory voting, 12 november 1991, *Het Laatste Nieuws*.

- How many female government Ministers do the Flemings want? 13 november 1991, *De Morgen*, Dimarso.
- Voting intentions and government coalition, 16 and 18 november 1991, *De Morgen*, Dimarso.
- Who will be the new Prime Minister?, 18 novembre 1991, *Dimanche Matin*.
- Which party has to provide the next Prime Minister?, 19 november 1991, *De Morgen*, Dimarso.
- How do Martens, Verhofstadt and Van Rossem influence voting intentions?, 19 november 1991, *Het Laatste Nieuws*.
- Voting intentions, 21 november 1991, *Het Laatste Nieuws*, Marketing Unit (VTM).
- Voting intentions and compulsory voting, 20-26 november 1991, *Knack*, Sobemap.
- Do the voters want their own party to be a member of the government-coalition, 20 november 1991, *De Morgen*, Dimarso.
- Electoral market-research, 20-21-22 november 1991, *Financieel-Economische Tijd*, ISPO-Dimarso-Gallup.
- Voting intentions, 22 november 1991, *De Morgen*, Dimarso.
- Party loyalty and the undecided voter, 23-24 november, *De Morgen*, Dimarso.

Electoral cartography

- De Standaard, New political map of Flanders, 26 November, 1991 (dominant party per region CVP, SP, PVV, VU, Vlaams Blok, Agalev, Rossem).
- Nationaal Instituut voor Statistiek, *De Belgische parlementsverkiezingen in kaart*, Weekberichten, Speciale uitgave, 28 november 1991, nr. 2412, 33 p.
- Institut National de Statistiques, *Les élections parlementaires Belges du 24 novembre 1991 en carte*, Communiqué Hebdomadaire, Edition Spéciale, 28 november 1991, nr. 2412.

Post electoral opinion polls

- BUTENAERTS P., e.a., *Verslag over de wetgevende en provinciale verkiezingen*, in de Provincie Limburg van 24 november 1991, Januari 1992, Hasselt, Socialistisch Studiecentrum Willy Claeys, 110 p.
- BUTENAERTS P., *Hoe stemden de Limburgers op 24 november 1991?*, December 1991, Hasselt, Socialistisch Studiecentrum Willy Claeys, 20 p.
- Voting attitudes of university students, 28 november 1991, *De Standaard*, K.U. Leuven, L. Huyse, J. Billiet en H. Sabbe.
- Dissatisfaction of Belgian citizens about policy and society voting for Vlaams Blok, 6 december 1991, *De Standaard*, Dimarso.
- Voting intentions, 25 januari 1992, *De Morgen*, Dimarso.
- State reform and jobs: Walloons priorities; Voting intentions, 28 januari 1992, *De Morgen*, Dimarso.
- Belgians expect new elections, 5 février 1992, *Le Soir*, Sobemap.
- The persistent popularity of non-traditional parties, 11 februari 1992, *De Morgen*, Dimarso.
- Voting intentions, 23 février 1992, *Dimanche Matin*, Sobemap.
- Ecolo benefits most from the political crisis, 23 février 1992, *Dimanche Matin*, Sobemap.
- Voting intentions, 2 maart 1992, *De Morgen*, Dimarso.
- Voting intentions, 30 maart 1992, *De Morgen*, Dimarso.

- Voting intentions, 28-29 mars 1992, *La Libre Belgique*, Marketing Unit.
- ISPO/PIOP, *Onderzoek naar de beeldvorming en houding van de Belgen tegenover politiek* (will be published by the end of 1992).

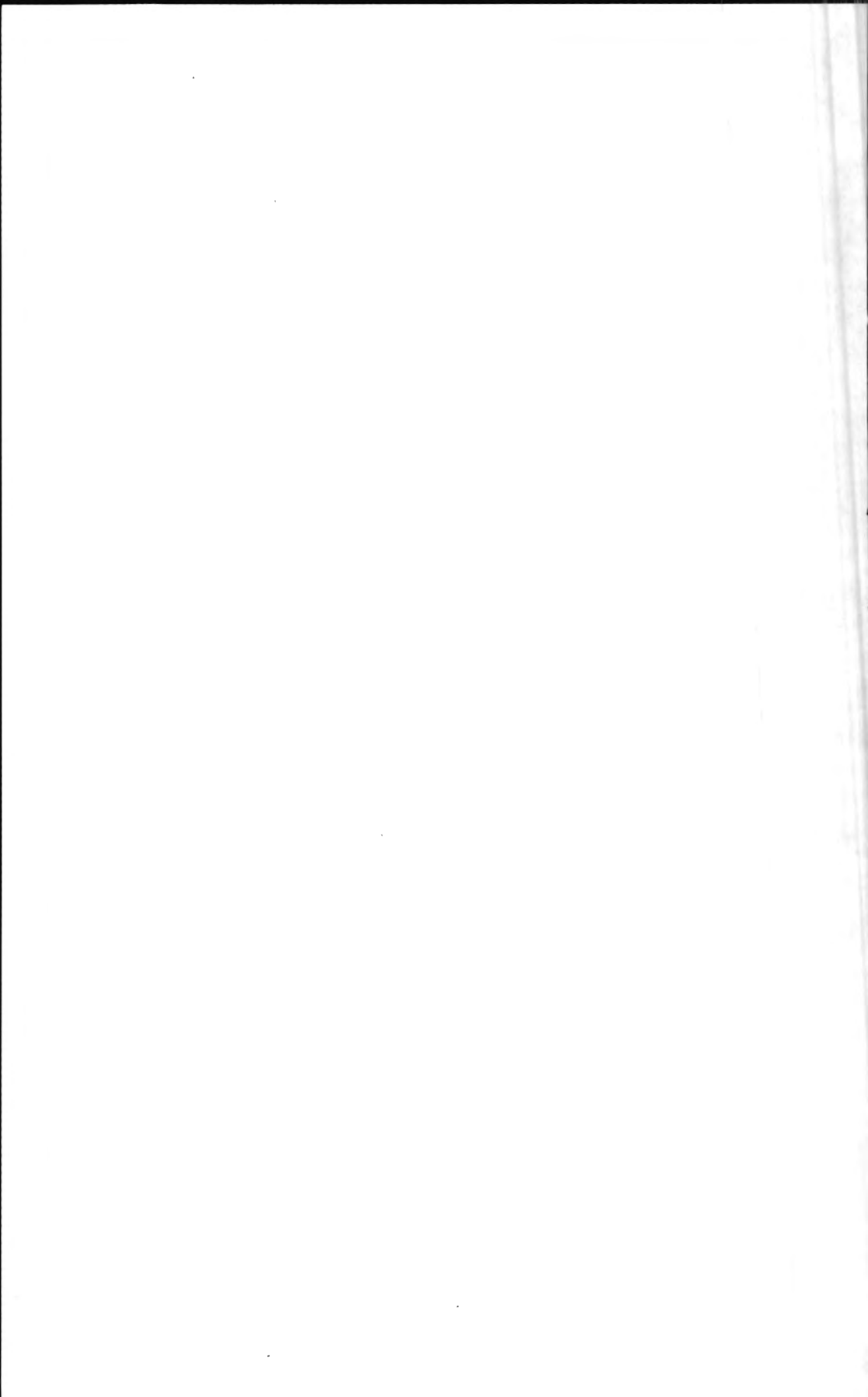
In a large longitudinal research-project 5000 Belgians are monitored during 3 to 4 parliamentary elections, starting with the general elections of november 1991.

In general the project is meant to create comprehensive databases containing date on political attitudes and behaviour of the Belgian citizen, both on a national and subnational level. In addition to this, it will focus on the optimisation of the gathering as well as the profound analysis of the data. On the one hand, the quantifications will allow scholars to make a cross-section of the political attitudes and behaviour in relation to the parliamentary elections of 24th November 1991. On the other hand, considering the longitudinal character of the study, it will enable scholars to explore short and long term shifts in political attitudes and behaviour.

The ISPO-team is located at the Catholic University of Leuven and consists a.o. of Prof. J. Billiet (supervisor) and dr. Marc Swyngedouw (project-leader). The PIOP-team is located at the Catholic University of Louvain-la-Neuve. Prof. A. Frogner is the supervisor.

Comments on the elections

- MABILLE X., LENTZEN E., BLAISE P., *Les élections du 24 novembre 1991*, C.R.I.S.P., Courrier Hebdomadaire, 1991, nr. 1335-1336.
- HUYSE L., e.a., *24 november 1991. De betekenis van een verkiezingsuitslag*, Leuven, Kritak (Het gewicht van de tijd), 1992, 67 p.
- SWYNGEDOUW, M., *Waar voor je waarden. De opkomst van Vlaams Blok en Agalev in de jaren tachtig*. Leuven, ISPO-SOI, 1992, 86 blz.
- PIRYNS P., e.a., *Zwarte Zondag, een verzameling essays en beschouwingen over democratie*, Antwerpen, Deadalus, 1992, 94 p.
- De Nieuwe Maand, 35, 1992, nr 1.
 - BUYLE D., *Verkiezingen '91. Er zijn geen zekerheden meer* ;
 - DE WITTE H., *Waarom stemmen kiezers voor het Vlaams Blok?* ;
 - VAN DER DONCKT S., *Stem (op de onverkiesbare) vrouw* ;
- La Revue Nouvelle, XCV, 1992, nr 1.
 - COLLINGE M., *Les législatives du 24 novembre 1991. (Mise en mémoire et mise en perspective, par rapport aux scrutins précédents, des résultats électoraux)* ;
 - REMAN P., *Le vert et le noir. (Analyse des votes différenciés au Nord et au Sud du pays, ainsi que des causes possible du choc électoral)* ;
 - CNUUDE H., *Non à la renaissance du fascisme. (Pour lutter contre l'extrême-droite, il faut bien connaître ses pratiques et agir concrètement)* .
- RICQUIER J.-C., *La tradition du mouvement flamand et l'indépendance de la Flandre*, *La Revue Générale*, no. 1, 1992, p. 7-11.
- MAES M., *Verkiezingsuitslag van 24-11-1991 : Vlaams Blok en migrantenproblematiek*, *De Gids op Maatschappelijk Gebied*, nr. 2, 1992, p. 111-128.
- VAN DAM D., *Lendemains d'élections : le chagrin des Flamands*, *Revue Nouvelle*, Tome XCV, no. 2-3, février-mars 1992, p. 22-28.
- VANSTEENKISTE S., *24 november 1991 moet een historische datum zijn. Naar een nieuwe politieke cultuur?*, *Vlaanderen Morgen*, 1992(1), p. 16-29.
- ISTASSE J.-F., *Les élections du 24 novembre 1991 en Wallonie* ; DELRUELLE N., *Les élections de novembre 1991 : manifestations conscience collective*, *Socialisme*, no. 229, 1992, p. 5-24.



RES PUBLICA

Tijdschrift voor Politologie - Revue de Science Politique

Uitgegeven door het Politologisch Instituut v.z.w.

Publié par le Politologisch Instituut a.s.b.l.

Hoofdredacteur - Wilfried DEWACHTER - Rédacteur en chef

Redactiesecretaris - Erwin DAS - Secrétaire de rédaction

Redactieadres - Adresse de la rédaction

E. Van Evenstraat 2B, B-3000 Leuven

ZETEL VAN HET INSTITUUT - SIEGE DE L'INSTITUT

Politologisch Instituut v.z.w.: Egmontstraat 11, B-1050 Brussel

Politologisch Instituut a.s.b.l.: rue d'Egmont 11, B-1050 Bruxelles

Rekening - Compte: 979-2795315-71

Het tijdschrift RES PUBLICA wordt uitgegeven

met de steun van het Vlaamse Ministerie van Onderwijs

Wettelijk depot - Dépôt légal : D/RP 1992/2

ISSN 0486-4700

Gedrukt in België - Imprimé en Belgique

Niets uit dit tijdschrift, behalve de abstracts, mag worden verveelvoudigd en/of openbaar gemaakt door middel van druk, fotocopie, microfilm of op welke wijze ook zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van de uitgever.

Het Politologisch Instituut neemt geen verantwoordelijkheid op zich voor de uitgebrachte meningen; deze verbinden alleen de auteurs.

De bijdragen moeten persklaar aangeboden worden, getypt met dubbel interlinie. Zij moeten vergezeld zijn van een Engelstalige samenvatting van maximum 150 woorden. De niet opgenomen manuscripten worden niet teruggezonden.

De Nederlandse teksten dienen in de voorkeurspelling gesteld.

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction (sauf les résumés), y compris les microfilms et les photocopies, sont réservés pour tous pays.

Le «Politologisch Instituut» n'assume pas la responsabilité des opinions émises; celles-ci n'engagent que les auteurs.

Les articles qui nous sont envoyés devront être dactylographiés en double interligne et accompagnés d'un court résumé (max. 150 mots) en anglais. Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

Abonnements- en verkoopvoorwaarden van het tijdschrift

Conditions d'abonnement et de vente de la revue

1. Jaarabonnement - Abonnement annuel	B.F. - F.B.
persoon - personne	950
Instelling - Institution	2.000
Uitsluitend voor België: student (mits vermelding van de universiteit, de studierichting, het studiejaar en het inschrijvingsnummer aan de universiteit) - Uniquement pour la Belgique: étudiant (en mentionnant l'université, l'orientation et l'année des études, le numéro d'immatriculation)	500
2. Verkoop per nummer (nog uitsluitend vanaf 1981) - Vente au numéro (à partir de 1981 seulement)	
persoon - personne	500
Instelling - Institution	600
Verkoop dubbel nummer (nog uitsluitend vanaf 1981) - Vente numéro double (à partir de 1981 seulement)	
persoon - personne	800
Instelling - Institution	1.200
3. Verzameling van 1963 tot 1980 (zo lang de voorraad strekt)	
Collection de 1963 à 1980 (jusqu'à épuisement du stock)	
België - Belgique	25.000
Andere landen - Autres pays	28.000

RES PUBLICA

Belgian Journal of Political Science

Editor: **Wilfried DEWACHTER**

Assistant editor: **Erwin DAS**

Address: **Van Evenstraat 2B, B-3000 Leuven**

PUBLISHER

POLITOLOGISCH INSTITUUT v.z.w. : Egmontstraat 11, B-1050 Brussels

Subscriptions can be paid by bank account : 979-2795315-71.
and 300.82.940 for the Netherlands

The Journal RES PUBLICA is sponsored by the Flemish Ministry of Education
D/RP 1992/2. ISSN 0486-4700

Printed in Belgium

No part of this publication, except the abstracts, may be reproduced in any form by print, photoprint, microfilm or any other means without written permission from the publisher.

The «Politologisch Instituut» bears no responsibility for opinions expressed by authors; the latter are solely responsible for the opinions they forward.

Manuscripts to be considered for publication should conform to the following requirements: two type-written copies (double-spaced) must be submitted, ready for press: they must include a summary in English, not longer than 150 words. Manuscripts that are not accepted are not returned.

Annual subscription and sales conditions

1. Annual subscription	
Individuals	950 BF
Institutions	2.000 BF
2. Single issue (only from 1981 on)	
Individuals	500 BF
Institutions	600 BF
Double issue (only from 1981 on)	
Individuals	800 BF
Institutions	1.200 BF
3. Collection 1963-1980 (as long as the issues in stock last)	
Belgium	25.000 BF
Other countries	28.000 BF

Claims for undelivered copies must be made no later than three months following month of publication. The publisher will supply missing copies when losses have been sustained in transit and where the reserve stock will permit.

The articles of Res Publica are abstracted in the following journals

- ABC POL SCI.
Advanced Bibliography of Contents: Political Science and Government.
- International Political science Abstracts
Documentation Politique Internationale
- International Bibliography of Political Science
Bibliographie internationale de science politique.
- International Bibliography of the Social Sciences
Bibliographie internationale des sciences sociales.
- International Bibliography of Economics
Bibliographie internationale de science économique.
- Social Sciences Citation Index. An International Multidisciplinary Index to the Literature of the Social, Behavioral and Related Sciences.
- Sociological Abstracts.
- Bulletin analytique de documentation politique, économique et sociale contemporaine.
- United Nations. Monthly Bibliography. Selected articles.
Nations Unies. Bibliographie mensuelle. Articles sélectionnés.
- Bulletin de renseignements documentaires. Communautés Européennes.
Documentation bulletin. European Communities.

